HAL
open science

Le tourisme au Kirghizstan : enjeux d'un développement durable

Yzatbek Berenaliev

To cite this version:

Yzatbek Berenaliev. Le tourisme au Kirghizstan : enjeux d'un développement durable. Economies et finances. Université de Grenoble; Universite nationale kirghize, 2014. Français. NNT : 2014GRENE005 . tel-01250977

HAL Id: tel-01250977

https://theses.hal.science/tel-01250977

Submitted on 5 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

préparée dans le cadre d'une cotutelle entre l'*Université de Grenoble* et l'*Université Nationale Kirghize*

Spécialité : Sciences économiques

Arrêté ministériel : le 6 janvier 2005 -7 août 2006

Présentée par

Yzatbek BERENALIEV

Thèse dirigée par **Myriam DONSIMONI** et **Tchinara ADAMKOULOVA**

préparée au sein des **Laboratoires PACTE**
dans **les Écoles Doctorales Sciences économiques**

Tourisme au Kirghizstan : enjeux d'un développement durable

Thèse soutenue publiquement le 19.12.2014,
devant le jury composé de :

M. Philippe BOURDEAU
Professeur, Université Joseph Fourrier, Grenoble I (Président)
M. Olivier BESSY
Professeur, Université Pau (Rapporteur)
M. Tchinguiz CHAMCHIEV
Professeur, l'Académie d'administration publique auprès du Président de la République Kirghize (Rapporteur)
Mme Tchinara ADAMKOULOVA
Professeur, Université nationale du Kirghizstan (Co-directeur de thèse)
Mme Myriam DONSIMONI
Maitre de conférences HDR, Université de Savoie (Directeur de thèse)

Université Joseph Fourier / Université Pierre Mendès France / Université Stendhal / Université de Savoie / Grenoble INP

Sommaire

Introduction générale ……...……..p. 2

PARTIE I. Les approches théoriques pour une étude économique du tourisme ...…..p.10

Chapitre 1. La théorie des institutions…….….p.11
Chapitre 2. Tourisme, développement durable et territoire ……...…p.39

PARTIE II. La mise en perspective dans le contexte kirghize……..…..p.82

Chapitre 1. Analyse du tourisme dans le contexte kirghize……...…..p.83
Chapitre 2. Les institutions et les acteurs du tourisme au Kirghizstan……..……..p.124

PARTIE III. L'étude du tourisme au lac Issyk-Koul…….p.160

Chapitre 1. L'étude approfondie des effets générés par tourisme à Issyk-Koul…..…p.161
Chapitre 2. Perfectionner la compétitivité et durabilité du secteur touristique kirghize……..…….p.243

SWAT analyse du tourisme de la région d'Issyk-Koul……...p.271
CONCLUSION…….…….p.273
Annexes……...…….. ……..p.275
Table des matières……..…….…….p.293
Références bibliographique …….p.299

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le tourisme est devenu une industrie vers laquelle se tourne de plus en plus de pays. Directement lié à la globalisation et l'ouverture des frontières, son ampleur et sa croissance sont considérables au niveau mondial. Du point de vue économique, il avoisine 10% du PIB mondial, et contribue à environ 40% du total des exportations de services dans le monde (OMT, 2014). L'intérêt particulier pour le tourisme est aussi lié à son potentiel si l'on en croit les prévisions très prometteuses de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) : 1,8 milliard de touristes en 2030.

Les pays en voie de développement participent de plus en plus à la croissance du tourisme international. Selon certaines organisations internationales, le tourisme peut leur venir en aide dans la lutte contre la pauvreté, car il peut cumuler un grand retour sur investissements dans des délais relativement courts, générer beaucoup d'emploi, faire entrer des devises étrangères, donc améliorer le niveau de vie de la population. Par conséquent, il peut être une manne économique non négligeable pour plusieurs pays en voie de développement (PED). Le Kirghizstan fait partie de ces pays où le tourisme est en pleine expansion. Ce n'est pas le premier secteur de l'économie nationale, mais ce pays accueille plus d'un million touristes chaque année, ce qui fait un peu moins de 1/5 de la population du pays.

Le Kirghizstan, un pays de l'ex-URSS, est une petite république d'Asie Centrale. Son expérience soviétique a beaucoup influencé le processus de formation de l'État kirghize ; il en ressort des spécificités qui expliquent le mode d'administration du secteur touristique.

Le sujet du tourisme est d'une actualité brûlante au Kirghizstan. Le lac Issyk-Koul est la première destination pour le tourisme balnéaire en Asie Centrale. C'est une destination privilégie ; elle arrive en tête des activités touristiques avec la plus forte concentration de touristes et de capital lié à l'activité touristique. Le lac fait vivre la région. Nous pensons que

ce type de tourisme exige une analyse approfondie parce que cette concentration de l'activité touristique a un impact anthropologique considérable sur l'environnement. La deuxième activité touristique au Kirghizstan est le tourisme de montagne (alpinisme, randonnées, ski...). Ses pratiquants sont des touristes « actifs », au sens où, en général, ils ont conscience de la nécessité de protéger la nature et de respecter l'environnement. Ils viennent principalement des pays occidentaux, où la notion de développement durable est popularisée depuis déjà quelques années.

Selon Deprez (2008), la « matière première » pour créer et développer un produit touristique réside dans l'environnement et la nature. Les principales ressources de l'activité touristique du Kirghizstan sont le lac Issyk-Koul et les montagnes. Présentes à l'état virtuel, ces ressources nécessitent une mise en projet pour devenir une activité touristique spécifique à un lieu, devenu territoire (B. Pecqueur, 1992). « La mise en valeur d'un lieu signifie littéralement sa transformation en marchandise » (Duprest, 1997). Le tourisme approprie (privatisation) et consomme de l'espace (construction), ces espaces ensuite commercialisent les qualités de l'environnement, tant que ces qualités sont attrayantes ou attractives (Hillali, 2003, p.69).

On ne peut transformer en marchandises des ressources naturelles sans se préoccuper de leur préservation. Nous introduisons dans notre étude les principes du développement durable pour une exploitation rationnelle des ressources. L'activation de ces ressources a besoin des opérateurs et des acteurs qui, pour satisfaire aux contraintes de protection de l'environnement, devront maîtriser le processus et utiliser les composants du tourisme de façon équilibrée et durable. L'enjeu de notre thèse consiste à définir le rôle des intervenants politiques et des institutions dans la gouvernance touristique d'un pays « jeune », le Kirghizstan, où le tourisme commence à prendre de l'ampleur ces dernières années.

La plupart du temps, la littérature consacrée au tourisme durable ne parle que des généralités : le tourisme a des avantages en tant que *« moteur de croissance économique »* et des inconvénients, tel « *son effet négatif sur l'environnement et les lieux où il se développe »*. Les organisations internationales (Nations unies, OMT, FMI) ont déjà défini le rôle positif du tourisme ; elles ont également proposé des cadres et des « règles » de bon développement du tourisme dans les pays en voie de développement (PED). Mais, la situation réelle dans plusieurs PED qui misent sur le tourisme est très compliquée, voire incompréhensible. Leurs problèmes ne sont pas toujours comparables à ceux des pays développés concernant le

domaine touristique. Le mode de développement du tourisme varie d'un pays à l'autre, vu l'écart important des PED occidentaux dans le système de gouvernance touristique. Chaque pays nécessite une approche spécifique pour étudier sa situation et élaborer son développement.

Nous partons de l'hypothèse que les entreprises privées ne peuvent avoir une vue à suffisamment long terme pour embrasser toutes les contraintes et les exigences d'un processus de développement durable reposant sur l'activité touristique. Dans un environnement postcommuniste comme celui du Kirghizstan, où le marché s'est installé depuis 20 ans seulement, les entreprises privées ne pensent qu'à la maximisation de leur profit, à l'extension de leurs débouchés, et n'ont pas de préoccupations en termes de protection de l'environnement et de processus de développement local. Par ailleurs, elles ne sont pas en mesure de gérer ou d'influencer la répartition de « la matière première » du tourisme (une exception peut avoir lieu si elles se réunissent en groupements, unions, associations, etc.).

Il est important de revoir le mode de gouvernance du secteur touristique et de repenser le rôle de l'État et de ses institutions dans la gestion de l'utilisation des ressources nécessaires à l'activité touristique. Institutions publiques et entreprises privées doivent jouer la même partition, sous la direction de l'État, qui doit être le chef d'orchestre pour assurer un processus de développement cohérent et durable avec l'appui des populations locales et en faveur des touristes.

« *La préservation et la mise en valeur de ce patrimoine (historique, culturel, architectural) sont des devoirs d'État, mais aussi les devoirs de base des élus des collectivités territoriales, en particulier lorsqu'elles ont une ambition de vie touristique* » (L. Deprez, 2008, p. 109). Le rôle de l'État ne consiste pas seulement en la mise en place d'une politique fiscale adaptée au développement du tourisme ; il doit aussi mettre en marche tout un panel d'outils et toute une panoplie de mesures qui susciteront créations d'emplois et flux d'investissements. Si la pratique est usuelle et même très répandue dans les pays développés – l'exemple de la France est le plus parlant (investissements publics dans bon nombre de stations touristiques), elle est à mettre en place et à structurer dans un pays à faible structure étatique comme le Kirghizstan. En effet, après 1991, le Kirghizstan a subi des changements politiques et économiques importants suite à l'indépendance et la rupture des liens avec les autres pays de l'URSS. Par conséquent, la transition vers l'économie de marché s'est accompagnée de fluctuations, de

décroissance, de chômage et d'instabilité politique. La formation de la structure étatique a demandé plusieurs années de mise en place, et même aujourd'hui nous ne pouvons totalement attester de sa solidité. En 2005 et en 2010, suite à de nombreux mécontentements de la population, deux révolutions au Kirghizstan ont bouleversé le pays. Donc, nous pouvons dire que les institutions étatiques sont toujours en phase de la construction et de l'amélioration.

Le tourisme est un secteur transdisciplinaire. Nous allons analyser le rôle des différents acteurs : État/collectivités territoriales, entreprises, population locale et associations. Nous examinons plus particulièrement le tourisme kirghize et ses difficultés, liées à la faiblesse de l'État. Pour l'étudier, l'approche par la théorie institutionnelle peut aider à comprendre plusieurs problèmes apparus au cours de son développement. La pluridisciplinarité qui caractérise le tourisme est encore plus importante à étudier dans les économies en transition vers l'économie de marché. Il apparaît plus évident que l'insertion du marché nécessite des transformations politiques. Donc, il faut considérer comme nécessaires les structures politiques et sociales et les réactions de la population face aux changements institutionnels. Nous pensons utiliser et appliquer la théorie institutionnelle au développement du tourisme, car il est indispensable d'étudier et d'améliorer les institutions d'un pays, afin d'y développer le tourisme durable, surtout quand cela concerne un pays en voie de développement. « Cette situation n'est possible que lorsque le tourisme est judicieusement planifié (aménagement, législation, formation, organisation), en concertation avec les professionnels, les populations locales, les autorités et les élus locaux. Cette démarche suppose que les retombées positives du tourisme profitent, en plus des milieux professionnels, à une large frange des populations locales » (Hillali, 2003).

Le développement durable du tourisme prévoit trois processus :

1) Créer la destination
2) Développer la destination
3) Protéger la destination

1) La destination touristique n'apparait pas toute seule, il faut au moins la découvrir, la valoriser et la faire connaître. La création de la destination, c'est la formulation et la formation du produit touristique capable d'attirer les touristes potentiels. La création de produits touristiques nécessite l'activation des acteurs (État, entreprises). Le rôle d'État est primordial pour amorcer le phénomène et le faire prospérer durablement. La notion de durabilité implique que les populations tirent profit (pas seulement financier) du tourisme et que les

ressources nécessaires soient respectées. Le lac Issyk-Koul, est une destination touristique depuis l'époque soviétique et l'État soviétique avait beaucoup investi et participé activement aux activités balnéaires autour du lac. C'est une donnée de départ appréciable (pour les équipements) mais contraignante en terme de reconversion. L'identité touristique de la région est liée à une nature remarquable, et on ne peut la remettre en question mais il faut faire d'Issyk-Koul une destination touristique actuelle, moderne et attractive.

2) Concernant le développement, les choses se compliquent en raison d'un mode de régulation anarchique du fait du retrait de l'État. Par ailleurs, la globalisation accroît la pression concurrentielle avec l'apparition en permanence de nouvelles destinations. Cette lutte contre la concurrence nécessite des investissements lourds et des restructurations importantes pour satisfaire des clients de plus en plus exigeants ; le soutien de l'État est nécessaire afin d'aider les entreprises locales à rester compétitives et à attirer plus de clients. La promotion et la publicité tant au niveau national qu'international sont importantes. L'État doit créer une stabilité économique et politique pour encourager l'installation des entreprises touristiques dans des conditions favorables. Il doit veiller à la mise en place et au respect des règles pour la santé et la sécurité de tous. Nous allons étudier ces difficultés et problèmes qui entravent le développement du tourisme.

3) Le développement durable du tourisme prévoit que le tourisme satisfasse la génération actuelle et les futures générations. Donc, la politique de développement touristique doit être capable de répondre aux besoins actuels et futurs, donc d'encourager les comportements respectueux de l'environnement. Ce qui n'est pas le cas au Kirghizstan. C'est même un des problèmes les plus importants : il y a la destination, il y a le développement mais il n'y a pas de la protection de la destination. Or Issyk-Koul est une destination vulnérable pour plusieurs raisons que nous présenterons dans notre travail. Il faut, d'ores et déjà, prendre des mesures efficaces de protection et de préservation de la nature et du lac.

Sur ce point, nous étudierons l'impact du tourisme sur la réserve de biosphère que constitue le lac de montagne Issyk-Koul qui se trouve à 1600 mètres d'altitude. La problématique englobe les questions d'écologie (écosystème très fragile), d'économie (la population locale très dépendante de tourisme) et de gestion des ressources environnementales. L'objectif de notre thèse consiste à définir les problèmes et les risques que peut causer le tourisme et à proposer des solutions et voies d'amélioration sur la gouvernance où l'intervention des organismes

publics est cruciale. Dans ce nouveau marché touristique qui prend de l'ampleur, adopter une approche « durable » peut aider le Kirghizstan à devenir sur le long terme une destination internationale privilégiée. Mais dans l'état actuel des choses, la faiblesse des institutions, le désengagement de l'État, la complexité des comportements, la diversité des problèmes à prendre en compte constituent autant d'obstacles sur la voie du développement durable. De quel tourisme durable peut-on parler si l'État a abandonné ce secteur ? Les institutions fortes et stables ont beaucoup plus d'effets positifs sur le développement économique et la diminution du risque de crise que si l'État mise sur les réformes macroéconomiques, conjoncturelles, politiques, ou si le pays devient dépendant des aides et des dons des Organisations multinationales (OMN) (FMI, Banque mondiale).

L'articulation de notre étude repose sur l'analyse des impacts positifs et négatifs du tourisme sur la région d'Issyk-Koul. Après avoir défini le revenu et le profit que génère le tourisme pour l'économie locale, nous présenterons les risques que cette activité fait courir sur l'environnement naturel et social, au point que l'évolution vers la durabilité risque d'être compromise. L'attrait du tourisme pour les populations locales conduit à des comportements opportunistes regrettables que nous approcherons grâce au témoignage d'un entrepreneur de la région. Son témoignage éclaire sur plusieurs obstacles à un développement harmonieux.

Notre problématique centrale est la suivante : **Peut-on réussir la mise en place d'un tourisme durable à Issyk-Koul, au Kirghizstan ? La qualité des institutions du pays, permettra-t-elle de l'accompagner et de la soutenir ?**

De cette problématique découle toute une série de questions auxquelles nous envisageons de donner une réponse et qui seront autant d'hypothèses à infirmer ou confirmer. Quelles sont les réformes stratégiques nécessaires pour que les institutions kirghizes, soient en mesure d'installer un processus de développement touristique durable ? Quelles sont les risques et pièges à éviter ?

Méthodologie

Les rapports des ONG sur l'évaluation du secteur touristique

Le tourisme est un secteur en pleine expansion au Kirghizstan. Les organisations internationales ont encouragé le développement du tourisme et édité plusieurs rapports

d'évaluation du potentiel touristique du pays et proposé des programmes et des stratégies de développement. Grace à cette documentation nous avons pu analyser le secteur touristique kirghize. Les ONG internationales présentes au Kirghizstan, ont aussi élaboré plusieurs études sur tourisme, y compris les études de terrain. Nous utilisons certaines d'entre elles dans notre thèse : « L'analyse des effets du tourisme dans deux régions touristiques », étude commandée par Central Asia Mountain Program (CAMP) ou « Le Programme montagnard d'Asie Centrale » (PMAC). Jusqu'en 2008 l'association suisse, Helvetas, finançait chaque année une étude du marché touristique effectuée par le bureau d'étude Marketing Service Bureau qui éditait des rapports annuels. Les dernières études sur l'impact du tourisme au Kirghizstan, sont réalisées par le bureau d'étude SIAR Consulting en 2012 sous la commande du Ministère de l'Economie de la République Kirghize, dans cette étude 1750 personnes (principalement des pays de CEI) ont été interrogées partout au Kirghizstan (aéroport, gare, plage, etc.). Plusieurs autres études sur le tourisme sont disponibles, comme les sondages effectués par Destination Marteking Organization (DMO), et le programme financé par le secrétariat d'État suisse sur l'économie SECO.

Traitement des données statistiques

Nous allons utiliser les données statistiques fournies par la Comité statistique national (CSN). Le recueil statistique appelé « Le tourisme au Kirghizstan » est édité chaque année au mois d'août. Il fournit des données sur le tourisme comme le nombre des entrants sur le territoire du Kirghizstan, le nombre des personnes logés dans les hôtels et autres types de résidence temporaire pour les touristes, l'évolution du tourisme en général, le nombre et types des entreprises touristiques, le transport, l'investissement en tourisme, etc. Nous allons également étudier les données statistiques du ministère du tourisme qui éditait des rapports jusqu'à 2011. Les données des organisations internationales comme WTTC, et l'OMT seront aussi prises en compte.

Les rapports et les programmes d'État

Pour étudier le rôle et les implications de l'État et des organismes publics, nous avons analysé plusieurs projets, programmes, stratégies et conceptions d'État sur le développement du tourisme. En effet, l'État élabore plusieurs documents sur le développement touristique, il y a aussi des plans périodiques de développement. Ces informations seront nos sources d'information prioritaires. Non seulement nous retiendrons les informations sur les problèmes, les tendances du développement touristique, mais nous analyserons aussi le

contenu de ces documents eux-mêmes. Notre thèse s'intéresse aux institutions d'État, ce qui implique d'étudier les mesures prises par l'État dans la gestion du tourisme. La législation fera aussi l'objet d'une analyse détaillée car c'est à travers la législation en vigueur que les directives de l'État sont mises en place.

Sondage et interview

Enfin, nous allons exploiter notre propre étude de terrain effectuée au Kirghizstan en 2010 à Bichkek, et durant trois mois d'été en 2013 au bord du lac Issyk-Koul. Pendant, les séjours au Kirghizstan nous avons réalisé plusieurs interviews auprès des acteurs du tourisme (entreprises touristiques, les associations, le ministère de tourisme, la population locale). 467 touristes ont participé à notre sondage dans la zone touristique d'Issyk-Koul. Le questionnaire auprès des entreprises touristiques portait sur les offres de services, les difficultés administratives, les relations avec la population et l'accès aux crédits.

Annonce du plan

Notre étude est composée de trois parties. Pour aborder nos questions et y apporter des éléments de réponse, il convient de revenir sur le rôle des institutions dans le tourisme durable (Partie I). Notre point de vue se basera dans un premier temps sur les préceptes de la théorie des institutions (I1) pour éclairer notre conviction selon laquelle le tourisme peut être un facteur de développement (I2). Il conviendra ensuite de mettre ces réflexions au regard de la réalité d'un pays comme le Kirghizstan. Forts de ce cadrage théorique, nous aborderons, dans la seconde partie, une approche plus empirique (Partie II). Dans la deuxième partie de notre thèse, nous étudions de façon plus générale, le développement du tourisme à l'échelle du pays (II1). Pour avoir une vision globale de la situation et identifier ainsi les problèmes propres à l'industrie touristique kirghize. Avant d'aller voir le terrain, nous abordons la politique touristique de l'État (II2) et les outils (lois) qui sont mis en place et déclinés au niveau de la région d'Issyk-Koul. Après avoir présenté le tourisme au Kirghizstan, nous focaliserons notre étude sur le site d'Issyk-Koul (Partie III), d'abord sur la conséquence du tourisme (III1) pour en tirer une analyse et des recommandations (III2).

PARTIE I
LES APPROCHES THÉORIQUES POUR UNE ÉTUDE ÉCONOMIQUE DU TOURISME

Introduction

Le Kirghizstan est considéré comme un pays en voie de développement (PED) ; son PIB par habitant est d'environ 1000 euros en 2013[1]. Les coûts de transaction d'un pays en développement sont généralement beaucoup plus élevés que dans un pays avancé dans la mesure où la structure institutionnelle (formelle avec *enforcement*) n'est pas suffisamment forte pour soutenir l'efficacité du marché. Dans ce cas, apparaît souvent un marché de l'ombre. Cette économie souterraine augmente les coûts de transaction du fait du manque de protection des droits de propriété, ce qui limite l'activité productive (North, 1990, p. 67). Le marché noir, la concurrence imparfaite, la corruption se développent dans ce type de situation d'instabilité institutionnelle.

Pour cette raison nous débutons notre étude avec l'analyse théorique des institutions (Chapitre 1). L'approche de la théorie institutionnelle nous permettra de comprendre cette instabilité institutionnelle caractéristique de ce pays et pourra nous aider à trouver des solutions que nous présenterons à la fin de notre étude. Le deuxième chapitre est consacré à l'étude du tourisme à partir tout d'abord d'une analyse économique afin de montrer en quoi le tourisme peut être une activité propice à un certain dynamisme (§1). Ensuite nous abordons le tourisme durable et ses principes (§2) qu'il est important de relier aux ressources territoriales et aux spécificités locales (§3).

[1] Le comité statistique national (2014), « Kirghizstan en chiffre ».

CHAPITRE 1
LA THÉORIE DES INSTITUTIONS ET SON RÔLE DANS LE DÉVELOPPEMENT

L'économie des institutions nous explique que ce sont les institutions qui sont à l'origine des performances des économies nationales. Il s'ensuit que la différence de croissance économique entre les pays ne peut pas être expliquée sans la prise en compte des institutions. La croissance économique nécessite l'appui d'institutions efficaces qui vont faire respecter les règles (respect du droit de propriété, limitation des actions des élites, politiciens, groupes criminels ou dominants) et inciter les investissements privés à soutenir le développement économique. Les émeutes et révoltes du « printemps arabe »[2] donne une parfaite illustration des conséquences économiques, sociales et politiques du manque d'institutions ou de leur illégitimité.

Dans ce premier chapitre, après avoir présenté le contexte d'émergence de l'économie institutionnelle (§1), exposé les différentes études qui ont mis en évidence le rôle primordial des institutions sur la croissance (§2), non seulement de par leurs enjeux (§2.1) mais aussi par leur impact sur les coûts de transaction (§2.2), nous élargirons l'analyse au processus de développement (§3) à partir de la présentation d'études d'impact des institutions sur la performance économique (§3.1 et §3.2). Enfin, nous nous situerons dans le contexte kirghize (§4) en présentant l'évolution des institutions au Kirghizstan (§4.1) et leur importance dans le développement du secteur touristique (§4.2). Ce secteur étant particulier, il impose de ne pas négliger une institution un peu particulière : le capital social (§4.3) qui est certainement, l'institution qui peut rendre le processus, comme le résultat, spécifique.

§1. La théorie institutionnelle : le contexte de son émergence

D'après l'Ecole historique positiviste britannique (Leslie, 1879) et l'Ecole leplaysienne en France (Le Play, 1879*), « une économie réelle apparaît incompréhensible sans une*

[2] Jean-François Bayart, « Retour sur le printemps arabes », (2013).

connaissance poussée du régime économique institutionnalisé spécifique à chaque société située et datée, de la cohérence globale et des particularités structurelles et fonctionnelles, de l'historicité et du processus d'évolution des institutions économiques constitutives de ce régime ».

Les études sur la théorie économique ne cessent de s'élargir. Les grands courants de la pensée économique, malgré leurs positions dominantes, furent soumis aux critiques d'un courant hétérodoxe qui estima que la doctrine centrale était simpliste et « éloignée de la réalité économique ». En effet, l'économie pure et théorique niait « l'évidence historique d'un décalage certain entre les principes de la science économique et les réalités économiques concrètes » (Gislain, 2003).

À partir du deuxième tiers du XIXe siècle, P. Rossi a différencié, dans les études d'économie, d'une part l'économie pure et théorique qui reste « universellement vraie », d'autre part l'économie appliquée et des politiques économiques inévitablement imparfaites selon le degré d'imperfection des institutions économiques existantes et les limites dans leur marge de manœuvre. Deux formes d'études de l'économie ont été inaugurées : celle de l'économie politique libérale et celle des institutions économiques.

L'économie institutionnelle a gagné en popularité après la nomination au prix Nobel de plusieurs de ses auteurs comme Ronald H. Coase (1991), Douglass North (1993). Elle relève d'autres disciplines non purement économiques comme la science politique, la sociologie et l'histoire, voire la psychologie. Elle est développée par plusieurs auteurs contestataires des courants traditionnels. Admettre le rôle majeur des institutions dans la théorie économique signifie tout de même son écartement du courant dominant. D'après John Atkinson Hobson, cette rupture de la doctrine autoritaire représente une sorte de déclencheur du progrès scientifique. Il estime que l'acceptation des théories et des opinions des majorités est « une attitude de sécurité mentale et sociale, une disposition à nager avec le courant… cela conduit à une inertie, à une difficulté de questionner et de critiquer ».

§2. La théorie institutionnelle et son explication de la croissance économique

Tout d'abord, nous allons tenter de comprendre le terme scientifique « institutions » et son lien avec l'économie. Dans la littérature russophone, le mot « institutions » signifie

uniquement les instituts de recherches et autres structures de formation. *A contrario*, la notion d'« institutions » dans la littérature anglo-saxonne et française a une signification beaucoup plus large et importante, à tel point que North (1990) a expliqué, à travers ce terme, les fondements de l'économie et les enjeux des relations humaines dans la société.

§2.1. Les institutions : origines, notions, enjeux

La définition globale du terme *institutions* désigne des organisations dont la fonction est d'établir des règles de conduite et de fonctionnement dans un domaine de la vie sociale, et de veiller à l'application de ces règles. Dans un sens plus économique, « elles sont aussi définies en référence à la protection des droits de propriété, à l'application équitable des lois et règlements et à la corruption » (Edison, 2003). Ainsi, selon la théorie institutionnelle, « les institutions sont des habitudes mentales prédominantes, les coutumes, les usages, les règles de comportements, les principes juridiques qui fondent la vie des hommes en société » (Samson, 2006). Douglass North a apporté un large éclairage à cette notion. Nous allons analyser l'apparition et l'installation des institutions dans la communauté des hommes.

North explique l'apparition des institutions par la nécessité des hommes à sécuriser et mettre en ordre leur environnement. C'est l'évolution des hommes qui a contribué à la création des règles de conduite pour atteindre l'objectif général, le développement des humains et la construction de la civilisation. Cette explication de North sur les origines des institutions, avec pour objectif de « rendre l'environnement davantage prévisible… en diminuant le nombre de choix possibles… ce qui permet d'améliorer l'aptitude de l'agent à maîtriser l'environnement », rejette l'hypothèse de rationalité individuelle en tant que fondement de la compréhension des comportements individuels (Prévost, 2010, p. 13). La rationalité devient contingente à un environnement institutionnel.

> Les humains s'efforcent constamment de rendre leur environnement davantage prévisible (North, 2005, p. 32)… Les humains tentent d'utiliser leurs perceptions du monde pour structurer leur environnement afin de réduire l'incertitude dans leurs relations. La structure institutionnelle est un ensemble de règles formelles, de contraintes informelles et de moyens mis en œuvre pour les faire respecter… Les contraintes institutionnelles se cumulent au fil du temps, la culture d'une société étant la structure cumulée des règles, normes et croyances héritées du passé qui définissent son présent et influencent son avenir (North, 2005, p. 25)... L'environnement humain est une construction humaine comprenant des règles, normes, conventions et façons de faire qui définissent le cadre des relations entre humains (North,

> 2005, p. 30)… La construction d'un cadre institutionnel a été une brique essentielle de la civilisation (North, 2005, p. 33). »

L'environnement prévisible peut être interprété comme le mode de vie qui rend les relations plus sécurisées et rapproche l'individu du bien-être social, quand les échanges se font en respectant les règles générales où la confiance se maximalise. Dans l'environnement humain, les interrelations favorisent la création et le développement de l'économie (North, 2005, p. 37). L'incertitude joue un rôle important dans ces échanges. En effet, si l'incertitude est élevée, il y aura moins de relations lucratives mutuelles. Justement, pour minimiser les incertitudes, il existe les institutions. Donc, en créant, en consolidant les institutions, nous améliorons les relations humaines.

Rendre l'environnement plus prévisible nécessite de considérer l'environnement le plus proche au sens géographique, organisationnel et institutionnel. Cette nécessité renvoie à la notion de proximité dans toutes ses acceptions (Pecqueur, Zimmerman, 2004 ; Bouba-Olga, 2008) ; et, quelles que soient ces acceptions, la proximité nécessite l'institutionnalisation.

Dans le souci d'une meilleure maîtrise de leur environnement, les humains ont tendance à *coopérer*. La coopération, un des modes de gestion de la proximité, permet de réduire les incertitudes pour atteindre une plus grande efficacité. Il y a des règles et des principes qui aident à l'instauration de la coopération entre les humains. Ces règles évoluent en permanence. Les premières langues et normes de comportements apparaissent quand les gens se mettent en groupe ; cela nous renvoie aux premiers hommes *(Homo sapiens)* qui ont dû se regrouper pour survivre. Les institutions incitent non seulement à survivre, mais aussi à évoluer. Le mode de vie devient toujours plus compliqué, amenant de nouvelles et incessantes difficultés et nécessitant la création de nouvelles institutions. Ainsi, grâce à l'apparition des institutions dans les relations entre les humains, l'homme a créé une structure des relations : la hiérarchie, la responsabilité, le mode de vie. Ce sont les institutions, de plus en plus complexes et évolutives, qui nous permettent de nous différencier.

> « Pourquoi l'échange personnel ? Parce que les caractéristiques innées du comportement humain, issues de millions d'années de rapports entre les membres des sociétés vivant de chasse et de cueillette, ont produit des prédispositions génétiques qui sont le point de départ d'une exploration du comportement humain. » (North, 2005, p. 101).

Avec le développement des institutions, se développent parallèlement la pénalisation (*enforcement*) nécessaire à la bonne application des règles et donc à l'efficacité du système. Avec la notion de pénalisation, apparaît celle du contrôle qui rapproche notre propos des préoccupations en termes de gouvernance telle que l'appréhendent certains auteurs spécialistes de la question (Charreaux, 1998, et Labaronne, 2014). En effet, l'institutionnalisation entraîne la mise en place de contraintes qui pourraient inciter au détournement ou à la tricherie, rendant alors le contrôle nécessaire. Mais la pertinence du contrôle varie selon le degré de formalisation de l'institution.

a) La distinction des institutions : formelles et informelles

Nous mettons notre vie dans le cadre des *contraintes*. « La structure que nous imposons à notre vie pour réduire l'incertitude est faite d'une accumulation de *prescriptions* et de *proscriptions* ainsi que des *artéfacts* apparus à l'occasion de cette accumulation. Il en résulte un système complexe de contraintes formelles et informelles. Ces contraintes sont intégrées au langage, aux artefacts matériels et aux croyances qui, ensemble, définissent les modalités des relations entre les humains. » (North, 2005, p. 20). Donc, le rôle essentiel des institutions dans la société est de réduire l'incertitude par l'installation d'une structure stable (mais pas forcément efficace) pour les relations humaines. Les institutions sont intangibles et elles sont la création de l'existence des humains. Nous ne sommes pas en mesure de voir, sentir, toucher ou même évaluer les institutions, ce sont des produits de l'esprit humain. « Les institutions sont les règles qui nous entourent et qui nous mettent en contraintes, nous sommes cadrés, limités et concernés par les institutions formelles et informelles, ainsi que par les mécanismes qui font fonctionner et mettent en place ces institutions. » (North D., 1990, p. 107).

North fait de nombreuses analogies avec une compétition impliquant des équipes sportives pour expliquer les contraintes institutionnelles. Dans une rencontre (ou une compétition) sportive entre deux équipes, il existe des règles formelles (écrites et officielles) et des règles informelles (moral, respect, ne pas blesser volontairement un joueur de l'équipe adverse) ainsi que des moyens de pénalisation (punition) en cas de non-respect de ces règles, afin de rendre le jeu possible.

Les contraintes informelles

Dans toutes les sociétés, des plus primitives aux plus modernes, les gens imposent des contraintes pour eux-mêmes afin de donner une structure à leurs relations (North D., 1990, p. 36). Dans des conditions de manque et d'insuffisance des informations, les contraintes permettent de stabiliser les relations humaines. Dans notre vie quotidienne en relation avec les autres, nous sommes concernés directement ou indirectement par les contraintes informelles, que ce soit en famille, au travail, dans un réseau social. Ce comportement est défini sous forme de code de conduite (normes de comportement, conventions, croyances, routines, traditions), et nous sommes exposés (soumis) à certaines règles du jeu auto-imposées pour entrer en contact et échanger avec notre environnement social.

Les contraintes formelles

Les institutions formelles sont des règles dites officielles (comme les lois, décrets, réglementations, constitutions, contrats) ; les normes écrites de comportement et leur mise en place sont souvent contrôlées par un organisme autoritaire. Elles peuvent être politiques (définition de la structure et de la hiérarchie politique, ainsi que des rôles des responsables qui prennent des décisions), juridiques (normes écrites qui mettent en place les institutions et prévoient une pénalité pour le non-respect des règles officielles), économiques (détermination des droits de propriété ainsi que des conditions d'appropriation et d'utilisation des ressources), et contractuelles (fixation des normes et des conditions d'échanges entre les individus). Ces institutions encadrent de façon officielle le mode de vie et le comportement des hommes dans la société. L'objectif des règles formelles est de faciliter les échanges politiques ou économiques et de cadrer la vie des humains. Il existe une forte hiérarchie dans les institutions formelles, à partir de la Constitution jusqu'au contrat individuel, et le changement de ce dernier nécessite moins de coûts que la modification des constitutions (North D., 1990, p. 47).

b) La mise en place et l'évolution des institutions

L'activité humaine, tout comme le fonctionnement de l'économie, est organisée et structurée dans le cadre de règles et de normes. Il existe des moyens de mise en place et d'application de ces deux types d'institutions. Ces mécanismes, appelés l'*enforcement,* font respecter les règles. L'ensemble des institutions informelles, formelles et d'*enforcement* crée un environnement institutionnel, dont l'efficacité fait baisser les coûts de transaction.

> « … creating an institutional environment that induces credible commitment entails the complex institutional framework of formal rules, informal constraints, and enforcement that together make possible low-cost transacting …» (North D., 1990, p. 58.)

La construction des institutions s'est accompagnée de plusieurs faillites et erreurs récurrentes. Et justement, ce sont ces nombreuses instabilités et erreurs qui font évoluer les institutions. C'est dans la nature de l'homme de mettre en œuvre différentes institutions à travers des expériences difficiles voire parfois tragiques pour l'humanité, jusqu'à l'élaboration d'institutions solides. L'exemple du duel est souvent cité pour illustrer la force de la règle informelle. Personne n'était légalement obligé d'y participer, pourtant la coutume en avait fait une sorte de droit pénal qui poussait les individus à s'y soumettre. Les contraintes informelles font partie de notre héritage culturel[3]. C'est un fruit de l'évolution des hommes ; avec le temps, elles peuvent soit devenir formelles, soit disparaître.

L'héritage culturel est lié à la notion d'apprentissage. C'est un processus de filtrage des informations provenant d'une expérience à laquelle les individus et les sociétés sont confrontés à des moments différents. L'évolution des connaissances (formation, éducation, apprentissage) contribue à réduire les incertitudes. La structure institutionnelle, quant à elle, participe au degré d'intégration des diverses connaissances (North, 2005, p. 104).

« La culture est un processus adaptatif qui accumule les solutions partielles apportées à des problèmes fréquemment rencontrés dans le passé… L'héritage culturel fournit **la structure artéfactuelle** – croyances, institutions, outils, instruments, technologies…» (North, 2005, p. 58). Cet ensemble d'outils et d'expériences, appelé *artéfacts*, correspond en quelque sorte à l'accumulation d'héritages culturels, qui influent sur le développement économique. « Il y aura développement économique fructueux quand le système de croyances qui s'est instauré a créé une structure artéfactuelle "favorable", capable d'affronter les expériences nouvelles auxquelles les individus et la société font face et de résoudre positivement les dilemmes nouveaux. Il y aura échec quand les expériences nouvelles sont si éloignées de la structure artéfactuelle du système de croyances que les individus et la société ne disposent pas de

---

[3] La culture est définie comme « la transmission de génération à génération suivante par appréhension et imitation des connaissances, valeurs et autres facteurs d'influence aux comportements » (Boyd et Richerson, 1985, p. 2).

"briques" mentales et de la structure artéfactuelle nécessaires pour résoudre les problèmes nouveaux. Cela signifie *l'efficience adaptative* : créer la structure artéfactuelle nécessaire est un objectif essentiel de la politique économique. » (North, 2005, p. 100). Plus ces institutions sont développées, moins il y a d'incertitude, plus il y aura de la croissance à long terme. En effet, en période de crise et de difficultés, cette société plus riche en héritage culturel dispose d'un plus large choix de décisions routinières possibles. Les structures institutionnelles sont plus flexibles. Les pays plus riches ont plus de chances de réussir leur croissance. Un environnement désordonné, routinier, perturbé augmente l'incertitude. Pour cette raison, certains pays ont plus d'expérience et des institutions plus fortes, tandis que d'autres accusent un retard sur ce point.

Dans son ouvrage significatif de 1990, North insiste beaucoup sur le rôle des structures de croyance. Les idées, l'idéologie, les mythes sont des croyances qui jouent un rôle important dans l'activité économique. Ces croyances ne sont pas prises en compte dans les études néoclassiques. Dans les situations de forte incertitude, les individus apprennent à prendre des décisions élaborées collectivement, induisant la création d'idéologies et d'institutions dans un processus de coévolution. « Personne ne connaît jamais la "réalité" d'un système politico-économique, ce qui n'empêche pas les humains de construire des croyances élaborées quant à sa nature – croyances qui sont à la fois un modèle positif de la manière dont le système fonctionne et un modèle normatif de la manière dont il devrait fonctionner. Les croyances dominantes [sont] celles des entrepreneurs politiques et économiques en mesure d'instaurer des lignes d'action qui détermine le fonctionnement de l'économie et de la politique. » (North, 2005, p. 21). Il existe des croyances individuelles et des croyances partagées qui, ensemble, forment des systèmes de croyances.

Le changement institutionnel est un processus progressif (*darwinien*) s'étendant sur de longues périodes ; une modification brutale est rare, intervenant souvent dans les cas de guerre, de révolution et de désastre naturel. « Les institutions formelles et informelles ne sont pas soumises aux mêmes temporalités de changement. » (Chavance, B., 2012, p. 69). Même si les institutions formelles subissent un changement brutal, il faut plus de temps pour que les institutions informelles soient impactées car elles évoluent plus lentement. Pour cette raison, après les révolutions, les changements positifs tant attendus arrivent graduellement. Par exemple, le transfert des institutions formelles depuis les pays développés vers les Pays en développement (PED) ne donne pas un résultat immédiat ou même finit par s'effondrer. Cela

contribue à expliquer certains échecs des programmes des organismes internationaux de transfert de savoir-faire dans les domaines politiques et économiques, parce que les institutions informelles et les moyens de mise en œuvre des institutions (*enforcement*) ne sont pas au même niveau.

c) L'interaction entre organisations et institutions

Dans sa vision globale, North distingue les organisations et les institutions. « Si les institutions sont les règles du jeu, les organisations sont les joueurs. Les acteurs sont les individus, composantes des organisations qui prennent les décisions altérant les règles du jeu. » (North, 2005, p. 90). Il existe une liaison mutuelle entre les *organisations*[4] et les cadres institutionnels. Les règles définissent les cadres et la règle du jeu, alors que l'équipe (organisations) cherche à atteindre ses objectifs par ses propres moyens (stratégie, coordination, coopération). Et dans leur évolution, ce sont les institutions qui sont influencées par les organisations, c'est-à-dire que les organisations se présentent comme des « facteurs de changement » des institutions. « Les institutions créent les opportunités dans une société alors que les organisations tirent un profit de ces opportunités, et comme les organisations évoluent, elles altèrent les institutions » (Seglaro A. Some, p. 6).

Le résultat de cette interrelation entre organisations et institutions est considéré comme l'équilibre du jeu. Donc, le jeu est lui-même une institution (relation intra-entreprises entre employés et employeurs, inter-entreprises par la concurrence, intra-pays entre autorités publiques et populations, et relations inter-pays par le commerce international).

[4]Les organisations sont faites de groupes d'individus liés par un projet commun en vue d'atteindre des objectifs. Elles comprennent **les entités politiques** (partis politiques, institutions de l'État, administrations de régulation), **les entités économiques** (entreprises, associations commerciales, exploitations familiales, coopératives), **les entités sociales** (églises, clubs, associations) et **les entités éducatives** (écoles, universités, centres de formation) (Seglaro Abel Somé, 2003).

Différence entre les institutions des pays développé et des pays du tiers-monde.

Economie d'un PD (ex. États-Unis).	Economie d'un PED (ex. tiers-monde).
Les institutions sont installées et légitimes	Les institutions sont instables, voire illégitimes
Les cadres institutionnels sont formels et efficaces.	Les cadres institutionnels sont formels mais inefficaces
Les organisations interagissent dans un climat de confiance ; les coûts de transaction se réduisent en même temps que l'incertitude.	Les organisations subissent des coûts de transaction élevés, en raison du faible niveau de confiance et du degré d'incertitude.
La propriété privée est bien défendue.	La propriété privée est moyennement défendue.
Le système judiciaire est fiable.	Le système judiciaire est peu fiable et peu efficace.

Source : Berenaliev Y.

§2.2. La théorie des coûts de transaction

La théorie des institutions réunit plusieurs domaines de la science économique où la théorie des coûts de transaction, avec la théorie du comportement humain, occupe une place centrale. La théorie des coûts de transaction et de la production permet d'analyser le rôle des institutions dans la performance économique (North, D., 1990, p. 27).

Pour appréhender la théorie des coûts de transaction, trois notions méritent d'être soulignées. Tout d'abord, nous devons comprendre comment les institutions participent au fonctionnement du *marché*. Pour cela, les notions d'accessibilité, de *coûts d'information* et de *confiance* nécessitent une attention particulière.

a) Le marché et les institutions

Les institutions soutiennent le fonctionnement du marché et encadrent les échanges. Elles permettent aux agents économiques de renouer des liens et d'entrer en contact les uns avec les autres. Le marché lui-même est une institution centrale. Chez North comme chez Hayek, le

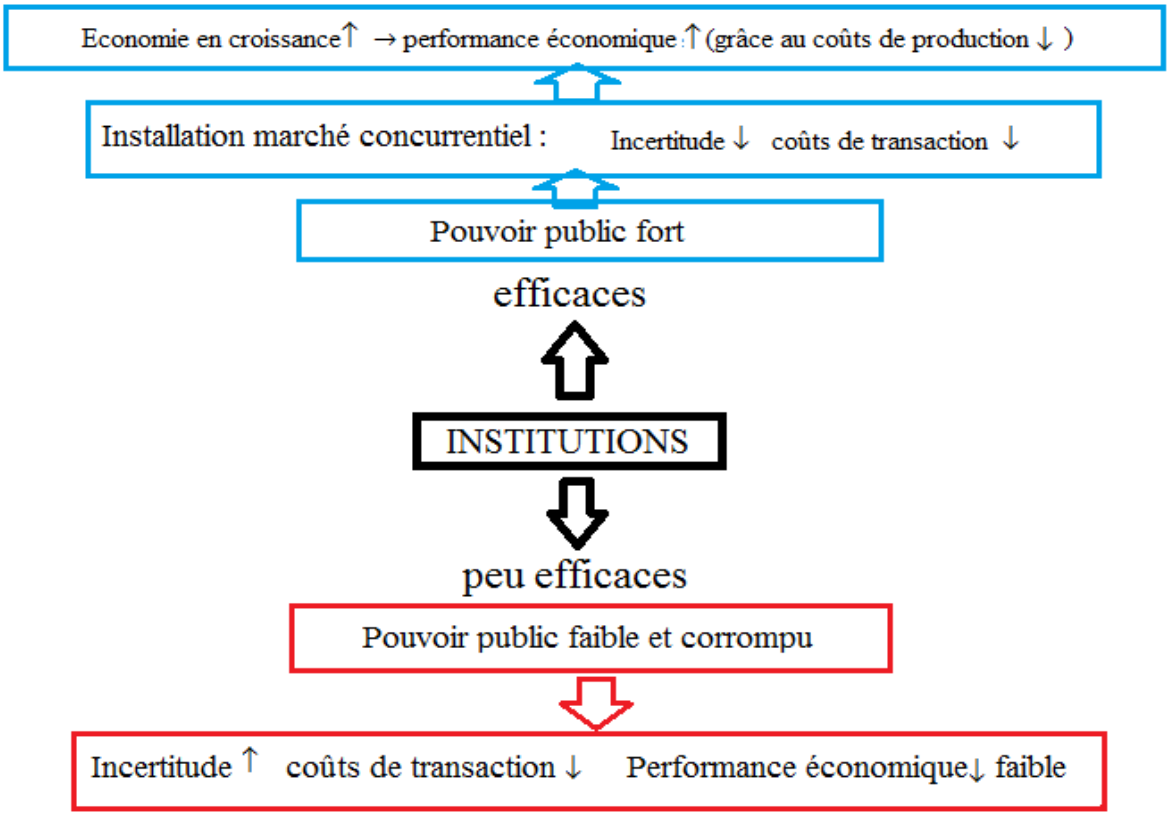
marché est une construction historique qui suppose « le passage des échanges personnels aux échanges impersonnels » (North, 2005, p. 200). « Il a pour but de confronter les offres et les demandes des agents et de les rendre compatibles par le biais de signaux institutionnels spécifiques que sont les prix **»** (Walliser, 2003, p. 1). Pour un fonctionnement plus fluide du marché, il existe d'autres institutions qui favorisent les échanges : la monnaie**,** qui réalise les transactions ; les droits, qui présentent les conditions d'échanges et d'appartenance des biens aux propriétaires ; les institutions informelles qui fondent les normes morales, l'habitude ; et aussi la confiance qui constitue l'élément sentimental essentiel pour déclencher les échanges.

> « Elles couvrent le champ des marchés des biens, des capitaux et du travail, et doivent être compatibles avec les processus économiques. Elles permettent au marché de fonctionner, non seulement comme faiseur de prix (*price maker*), mais aussi comme faiseur de coordinations et conventions afin d'installer la confiance, réduire l'incertitude et les coûts de transaction pour les livraisons, les paiements, la qualité ; de manière à faciliter la continuité et la fluidité des processus économiques. » (Samson, 2006).

Spencer (1863) considère que l'objectif principal des institutions économiques est de supporter l'activité marchande libre : la liberté des contrats et des échanges, la sécurité des propriétés, la libre entreprise, la liberté du travail, la garantie des revenus du capital, la protection de l'épargne, etc. (Gislain, 2003, p. 29). Ce concept souligne encore plus l'importance des institutions dans la transition vers l'économie de marché, qui doit être assurée par la liberté des échanges marchands.

Les institutions politiques participent activement au fonctionnement du marché. La mise en place des règles du marché doit être accompagnée par la présence d'une forte administration publique. Les institutions doivent empêcher les pouvoirs publics « de mettre en coupe le marché » (North, 2005, p. 116). Pour un meilleur développement, les institutions publiques doivent assurer le contrôle de l'installation d'un marché sain et concurrentiel, sans l'intervention du « pouvoir discrétionnaire de l'administration et de ses acteurs individuels », qui peuvent utiliser les leviers administratifs pour leurs intérêts personnels. Le bon fonctionnement du marché, dépend de la mise en place efficace, des règles qui encadrent et définissent le marché (*cf.* Schéma de l'effet des institutions sur l'économie).

Schéma de l'effet des institutions sur l'économie.



Source : Berenaliev Y.

b) Le rôle de l'information dans la théorie des institutions

L'information occupe une place centrale dans la théorie des institutions de North, parce que c'est l'information qui définit le déroulement des échanges. Dans un monde où l'information est complète et accessible, aucune institution n'est nécessaire (North, 1990, p. 57). En réalité, les agents économiques n'ont pas le même accès à l'information. En cas de mauvais fonctionnement des marchés, les acheteurs ne disposent pas d'une information (cachée) complète sur les produits dont disposent les vendeurs. Dans cette situation d'information imparfaite, la théorie institutionnelle avance qu'on ne peut pas analyser l'économie du point de vue d'un agent rationnel qui ne cherche qu'à maximiser son profit, comme le décrit la théorie néoclassique. L'accessibilité des informations est cruciale dans les coûts de transaction.

Comme l'explique North, le coût de transaction est lié à la théorie de l'asymétrie d'information (1990, p. 29-30). Dans les échanges entre les humains, plus l'asymétrie

d'information est élevée, plus le coût de transaction est important, ce qui complique les échanges et freine le développement économique. Le coût de transaction augmente parce que l'information est asymétrique (non accessible, non précise) et imparfaite (coûteuse), et également à cause du mauvais développement des institutions structurant les relations humaines, ce qui accroît certaines imperfections du marché (North, D., 1990, p. 108). La confiance est un facteur essentiel pour le déroulement des échanges. Les entrepreneurs ne peuvent produire une croissance économique durable là où il n'y a pas de confiance.

De la même manière, le développement du commerce international s'est amélioré avec les institutions qui ont facilité les échanges entre les régions. Au tout début, au sein d'un petit village où les habitants se connaissent et entretiennent des liens sociaux étroits, les échanges se font plus facilement (l'asymétrie d'information est très faible), avec de fortes institutions informelles. Mais, avec l'élargissement du marché, quand les nouveaux commerçants des pays lointains arrivent sur les nouveaux territoires avec des produits inconnus, les échanges deviennent plus difficiles. D'abord, les règles informelles s'installent pour rendre possible le commerce avec les pays étrangers comme la confiance, le respect des commerçants, l'honneur, l'hospitalité des étrangers, et ensuite, elles sont renforcées par les institutions formelles, c'est-à-dire les accords, les consulats, les règles de commerce, les affaires étrangères, la protection des biens marchands, etc. Le développement du commerce international étant avantageux, la spécialisation des pays dans la production de certains biens s'est accentuée. Désormais, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de contrôle et de règlement des différends (ORD). La politique et la législation du commerce international structurent dorénavant un marché international où les incertitudes baissent grâce aux institutions.

c) L'approche des coûts de transaction

R. Coase (1937) est l'un des principaux auteurs ayant développé la théorie des coûts de transaction. Pour lui, les coûts de transaction fondent les bases de l'existence d'une firme parce qu'ils renchérissent le prix du passage par la coordination marchande. Ils émergent de la difficulté d'avoir toujours toute l'information et la bonne information du fait de la complexité de l'environnement. Ces coûts de transaction sont scindés en trois

catégories[5] : *les coûts de recherche* – de l'information nécessaire pour effectuer un échange (la recherche des agents et du marché) ; *les coûts de négociation* – qui définissent les conditions de l'échange (la variation du prix et du revenu, en raison de la diversité des agents et du marché) ; *les coûts d'application* ou d'exécution des contrats (les coûts de la réalisation des échanges). La faiblesse des institutions conduit à la hausse des coûts de transaction, car il sera plus difficile et donc plus coûteux de négocier des contrats dans un environnement dénué de confiance et de crédibilité.

Les coûts de transaction font partie des coûts de production et s'ajoutent au coût global du bien : 1) *le coût de production* – ressources premières comme la terre, le capital, la main-d'œuvre, associées avec les attributs physiques (taille, poids, couleurs, etc.) ; 2) *le coût de transaction* – la protection, la mise en place et le contrôle des droits de propriété des biens (le droit d'utilisation, le droit de tirer un revenu de l'utilisation, et le droit à l'échange) (North, 1990, p. 28). Donc, le coût de transaction influence fortement le coût global, avec ses diverses variables et ses facteurs qui évoluent d'un agent à l'autre. À cause de cette variation des coûts de transaction, les firmes vont se spécialiser dans la production de biens et services. Donc, pour certaines firmes, il sera plus avantageux d'acheter que de produire soi-même (*internaliser*)[6], et inversement pour les autres. Il faut savoir évaluer et comparer non seulement le coût de production, mais aussi le coût de transaction afin de trouver une productivité efficace.

La transformation de la main-d'œuvre, de la matière première et du capital pour créer les biens et services exige la mise en exploitation des ressources. Cette transformation dépend des institutions présentes (North, 1990, p. 61). Voyons plus en détails ce lien entre les institutions et les coûts de transaction. Le coût de transaction dépend de l'incertitude, du nombre de firmes et des facteurs humains. Alors que c'est la faiblesse des institutions qui augmente l'incertitude, le nombre de firmes (marché de monopole, oligopole, concurrence pure) est découlent également des institutions économiques. Donc, les institutions, avec la technologie utilisée, participent à la création des coûts de transaction. Le marché est plus efficace s'il y a

---

[5]Ces catégories sont définies par Dahlman C. J., « The Problem of Externality », *The Journal of Law and Economics*, vol. 22, n° 1, avril 1979, p. 148 ; cité par Coase R., *L'entreprise, le marché et le droit*, éd. d'Organisation, 2005, p. 23.

[6] Un terme introduit par Williamson qui décrit une spécialisation et une production du bien ou du service à l'intérieur de sa firme.

moins d'incertitude et plus de firmes en concurrence. Dans un monde où les coûts de transaction sont équivalents à zéro, la production engendre un revenu plus important. Mais, parce que les coûts de transaction ne sont pas nuls, nous pourrions anticiper une performance variée avec des degrés différents de cadres institutionnels qui influencent différemment la réduction des coûts de transaction (ou de transformation) (North, 1990, p. 93).

d) Le droit de propriété

Le droit de propriété permet aux individus de s'approprier et de contrôler l'utilisation des biens, des ressources, des actifs, de l'information et des services qui sont en leur possession. Ces droits leur donnent la liberté de consommer, de tirer un revenu ou de céder, à un tiers, ces biens et services. Dans une économie où les droits de propriété sont respectés, les échanges entre les agents se font plus librement, favorisant l'efficience du système économique.

Donc, le dysfonctionnement de l'économie s'explique aussi par le processus inverse, quand les droits de propriété ne sont pas définis correctement. Si les ressources (ex. terre, eau...) n'appartiennent à personne, tout le monde peut en profiter, générant le chaos et le désintérêt. Pour éviter le dysfonctionnement, les droits de propriété doivent être fixés pour chaque objet de transaction, ce qui permet de parvenir à une situation d'allocation optimale des ressources. Tous les échanges qui se font entre les agents sont, en quelque sorte, des échanges des droits sur l'utilisation ou la possession de biens et services.

Ainsi le processus d'appropriation, avec ses propres mécanismes et règles, crée un cadre institutionnel. Chaque droit de propriété rend les coûts de transaction positifs (North, 1990, p. 33). « C'est la politique qui définit et fait appliquer les règles formelles du jeu économique et qui est donc source première des performances économiques. Les règles économiques formelles sont : droit de propriété, droit d'usufruit, aliénabilité des biens et des ressources. » (North, 2005, p. 82). North justifie la prospérité de l'Occident par un système politique efficace qui a installé des droits de propriété explicitement définis et bien protégés. Certaines contraintes institutionnelles peuvent être plus ou moins efficaces mais, avec le temps, leur évolution devient une clef de réussite et une composante essentielle du changement des performances économiques (North, D., 1990, p. 69). Il existe une différence considérable entre la réalisation des contrats dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. En effet, dans les Pays développés, les systèmes judiciaires sont forts et les

organes législatifs efficaces (juge, juridiction, arbitre, etc.), ce qui crée des conditions plus sûres pour les échanges. Par contre, dans les PED, les paiements privés, l'ambiguïté du système judiciaire et l'absence de certitude dans le respect des normes de comportement des agents peuvent déstabiliser les relations (North, 1990, p. 59).

La fonction des droits de propriété est de fournir aux individus une assurance et des incitations à créer, conserver et valoriser des actifs. Donc, dans une période de transition, la condition première est de donner la possibilité aux agents privés d'entreprendre et d'assurer l'appropriation de leurs activités entrepreneuriales par eux-mêmes, c'est-à-dire de garantir le droit de propriété des entrepreneurs. Mais, dans une période de crise postsoviétique au Kirghizstan, le droit de propriété n'était pas garanti, car l'appropriation forcée des grandes entreprises lucratives bénéficiait à des groupements de gens puissants (proches du président)[7]. Cette tendance a découragé les individus à entreprendre, et la plupart du temps, les entreprises ont limité leurs investissements volumineux et maintenu un chiffre d'affaires restreint. Elles investissaient le profit accumulé dans d'autres secteurs plus sécurisés comme, par exemple, l'achat immobilier.

North fait une comparaison entre l'organisation de la production dans une économie du tiers-monde et l'organisation dans une économie avancée. Les conséquences d'une mauvaise définition ou d'une protection inefficace du droit de propriété se traduisent non seulement par des coûts de transaction très élevés, mais aussi par des investissements moindres en capital fixe et surtout par la domination des projets de court terme. Les entreprises seront généralement de petite taille (sauf celles qui sont exploitées ou protégées par le gouvernement) (North, D., 1990, p. 65) (*cf*. Partie II, chapitre 2, § 1).

En conclusion, de ***bonnes*** institutions ont pour objectifs de faire respecter les droits de propriété en incitant les individus à investir et à participer à la production économique, de limiter les comportements opportunistes et les actions des *groupes d'influences*[8] qui peuvent s'approprier les revenus ou les propriétés d'autrui, et enfin d'instaurer les règles (droit,

[7] Souvent, on observe une pratique de vente forcée à petit prix, par exemple en utilisant des moyens juridiques : un groupement de gens puissants, ayant intérêt à récupérer une affaire appartenant à d'autres individus, porte plainte devant les juges, et obtient par la voie administrative la fermeture de l'entreprise ; ensuite, le propriétaire n'a plus d'autre choix que de vendre à petit prix.

[8] Par les groupes d'influences, on entend les politiciens, les élites, les criminels puissants, les clans, les familles riches qui sont capables d'influencer les décisions d'importance économique en faveur de leurs propres intérêts, soit de fausser les règles communes (loi, législation, tradition) sans risques de pénalisation.

législation) pour encourager l'investissement dans le capital humain et améliorer la sécurité de l'environnement entrepreneurial.

§3. La nécessité d'institutions fortes pour accompagner le développement d'un pays

Les adeptes de la théorie des institutions, critiquent particulièrement les actions de la Banque mondiale et du FMI destinées aux PED, plus précisément les programmes d'ajustement structurel. Ils proposent, dans le cadre d'une nouvelle économie institutionnelle (NEI), de prendre en compte les spécificités institutionnelles de PED.

§3.1. Le rôle des institutions sur la performance économique

D'après le concept proposé par Sismondi (cité par Gislain J.-J., 2003), les institutions forment, dans leur ensemble et leur cohérence, « la constitution » économique d'une société. Et comme toute constitution sociale, celle de l'économie aussi peut être réformable. L'économie est constituée des formes institutionnelles de production, répartition, circulation, etc. Dans l'amélioration de cette « constitution » par les réformes, le rôle du législateur et son « intervention » sont essentiels. Il est le seul pouvoir légitime représentant l'intérêt général, capable de « réformer » les institutions économiques pour une meilleure régulation économique bénéficiant au bien-être collectif.

Il existe trois méthodes bien connues de mesure des institutions (Edison, 2003, p. 36). La première, *l'indice global de gouvernance*, est la moyenne des six mesures des institutions, soit :

1) participation des citoyens en responsabilisation (élections libres, presse indépendante) ;
2) stabilité politique et absence de violence (risque de révolution, changement d'État par des moyens violents, hors la loi) ;
3) efficacité des pouvoirs publics (qualité et compétences des services et des fonctions publiques) ;
4) poids de la règlementation (niveau règlementé par l'État de l'ouverture au commerce international, du protectionnisme, du système bancaire) ;
5) État de droit (système judiciaire, protection des biens et des personnes) ;
6) absence de corruption (abus de pouvoirs).

La deuxième mesure découle du niveau de protection de la propriété privée, soit les droits de propriété. La troisième mesure, le contrôle du pouvoir exécutif, est la mesure des institutions qui contrôlent et limitent les actions du président et des dirigeants politiques afin d'éviter tout excès de pouvoir, l'accumulation des pouvoirs sur certains groupes engendrant des affrontements donc moins de stabilité.

Le manque de vigueur des institutions en fait des maillons faibles alors que leur force est un facteur clé du succès de la transition. La comparaison faite par Boyer (2003) de deux transitions, celle de la Russie et de l'Allemagne de l'Est, permet d'observer que la première n'a pas connu la confiance de la société et des institutions faibles, alors que la seconde a opéré une *« convergence institutionnelle forcée »* qui est devenue une clé de réussite de la transition. *« De trop faibles à trop forts dispositifs institutionnels semblent produire les mêmes résultats pour les dynamiques économiques. »* (I. Samson).

> « Institutions provide the basic structure by which human beings through-out history have created order and attempted to reduce uncertainty in exchange. Together with the technology employed, they determine transaction and transformation costs and hence the profitability and feasibility of engaging in economic activity. They connect the past with the present and the future so that history is a largely incremental story of institutional evolution in which the historical performance of economies can only be understood as a part of a sequential story. And they are the key to understanding the interrelationship between the polity and the economy and the consequences of that interrelationship for economic growth (or stagnation and decline). » (North, D., 1990, p. 118.).

« La structure créée par les humains pour organiser leur environnement politico-économique est le déterminant essentiel des performances d'une économie », puisqu'elle fournit les incitations qui orientent les choix des hommes (North, 2005, p. 74). Alors que l'activité économique doit gérer quotidiennement la rareté des ressources et affronter la concurrence qui s'exerce autour d'elle, la stabilité et la référence qu'offre l'institution permettent de réduire les coûts de transaction et les risques et donc d'améliorer les performances économiques. North propose des moyens pour améliorer les performances économiques (2005, p. 208) :

1) Il faut comprendre d'où viennent les mauvaises performances. Il est nécessaire de *« mesurer les coûts de transaction de divers marchés de facteurs et de produits »*. Les coûts de transaction élevés peuvent être à l'origine des mauvaises performances. Nous devons avoir

une parfaite connaissance du potentiel de l'économie pour définir le nombre de produits, de biens et de services supplémentaires si les coûts de transaction étaient abaissés.

2) Comprendre l'histoire d'une société est un objectif important pour améliorer la structure institutionnelle. Car l'héritage culturel et son évolution sont des fondements des institutions actuelles. Pour effectuer le meilleur changement des institutions, nous devons comprendre la structure des croyances et *« les marges auxquelles elle peut être modifiée »* pour définir la faisabilité et la mise en place d'institutions efficaces. En effet, les nouvelles institutions ne s'installent pas facilement à n'importe quel endroit, en raison des différences historiques de chaque société. Les réformes prévues doivent être adaptées à la structure institutionnelle existante.

3) Dans le monde moderne, il existe un fort écart au niveau des institutions entre les pays développés et en développement. Donc, les PED doivent entreprendre encore plus d'efforts afin de *« réunir les connaissances dispersées »* pour minimiser les coûts. Des interventions diverses et fréquentes des gouvernements sur le court terme sont nécessaires afin de rattraper leur retard.

4) L'existence d'un régime politique fort et stable est nécessaire afin de mettre en place les institutions économiques et contrôler efficacement leurs exécutions. Un pays avec de faibles institutions a deux choix pour réussir la mise en œuvre d'institutions efficaces : soit il lui faut un pouvoir autoritaire avec une forte motivation, le désir et la capacité d'apporter de nouvelles règles économiques et de les faire respecter, tout en respectant les droits de l'homme et la démocratie ; soit il a besoin de l'assistance des ONG et des aides internationales qui nécessitent beaucoup plus de temps. Et, le gouvernement local ne doit pas faire obstacle aux ONG afin qu'elles puissent transférer les connaissances et compétences nécessaires à la population locale. Mais, ce processus est à long terme, avec une accumulation graduelle d'externalités positives. Ce dernier nécessite également la viabilité des ONG et une assistance sur une longue période, sinon, l'arrêt des aides stoppera le transfert des connaissances et empêchera les améliorations ultérieures des institutions.

Le processus de croissance diffère d'un pays à l'autre, parce qu'*« il n'existe pas de formule établie pour parvenir au développement économique. Aucun modèle économique ne peut saisir les arcanes de la croissance économique au sein d'une société donnée ».* Plusieurs paramètres (diversité des héritages culturels, géographiques, économiques, etc.) définissent la mise en place et l'évolution variée des institutions. Pour cette raison, il faut connaître les

caractéristiques d'une société et le processus économique avant d'apporter des modifications majeures et faire des réformes (North, 2005, p. 210).

§3.2. Études d'impact des institutions sur l'économie des pays en développement

Acemoglu D. (2003) a essayé de définir les causes fondamentales des écarts entre les pays pauvres et développés, et il a retenu dans son analyse deux facteurs principaux : la géographie et les institutions. La géographie participe à la théorie économique comme un des facteurs essentiels de la croissance. De cette dernière dépendent les dotations en ressources avec le climat et l'écologie du pays. En découlent également les frais de transport dus à la taille et à la situation éloignée du pays par rapport à ses partenaires. Ils influencent le niveau d'acquisition des NTI en provenance des pays avancés. En regardant une carte du monde, nous pouvons remarquer le lien entre la situation géographique et économique : les régions les plus pauvres se trouvent près de l'équateur, des déserts. Acemoglu (2003) met en évidence une corrélation entre les deux, « mais ce n'est pas la preuve d'une causalité ». Presque aucun *pays riche* n'obtient ce statut sans la protection des droits de propriété des investissements et sans contrôle des groupes d'influences.

L'auteur a considéré les facteurs géographiques comme étant donnés, alors que les institutions évoluent dans le temps. Il a montré que sur un même territoire, pendant des périodes différentes, il y a eu des civilisations avec divers niveaux de développement. La raison réside dans la différence de niveau de qualité des institutions ; apparemment, pour la même situation géographique, climatique et écologique, les pays (surtout ceux qui furent conquis par les Européens) ont des périodes de développement varié à cause de l'influence de leurs institutions. Selon lui, il y a eu un « renversement de situation » : les pays qui étaient pauvres avant l'arrivée des Européens (les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada) ont connu un développement considérable grâce à l'installation de « bonnes » institutions. Dans ces pays, avec des territoires disponibles non peuplés et très vastes, ils ont souhaité s'installer sur le long terme. Les institutions qu'ils furent mirent en place étaient jugées par eux comme étant de « bonnes institutions », car nécessaires pour servir leurs propres intérêts. Alors que des pays, à l'époque plus développés (Inde, Aztèques et Incas en Amérique, civilisations mongoles), où furent mises en place des institutions de « pillage », où l'exploitation des mines était basée sur l'esclavagisme, ont subi une décroissance importante et figurent aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres. Cette observation montre que la géographie n'a pas une

influence aussi forte sur la croissance économique ; les institutions ont largement plus d'impacts déterminants en termes de performance économique. L'expérience de la colonisation d'une grande partie du monde par les Européens, à partir du XVe siècle, permet de conclure que les institutions sont au centre de la problématique du développement économique, et que le rôle de la géographie dans ce processus est à mettre à un plan bien inférieur.

Rodrik D. et Subramanian A. (2003) ont pris pour objet de leur étude « les énormes écarts de revenus moyens entre pays riches et pays pauvres », qu'ils ont tenté d'expliquer. Ils ont voulu montrer que la qualité des institutions « prime sur tout le reste ». Ils ont utilisé trois variables pour leurs analyses : la géographie (climat, dotation en ressources naturelles, frais de transport, accès aux NTI), l'intégration (commerce international, mondialisation) et les institutions (droits de propriété et État de droit, règle du jeu d'une société).

D'après leur étude, en excluant les effets des institutions, la géographie, en tant que facteur exogène, a un effet direct faible sur les revenus ; son action passe par les institutions. Ainsi, la question de savoir si les institutions constituent ou non une variable exogène est essentielle à leur analyse. En effet, une croissance soutenue s'appuie sur les institutions (exogènes) mais en retour, elle procure les conditions favorables à leur instauration (endogène). Après avoir analysé les différentes interactions entre les variables, Rodrik et Subramanian montrent que « la qualité des institutions est le seul déterminant positif et significatif des revenus ». Selon les deux auteurs, « si la Bolivie faisait l'acquisition des institutions de la qualité de celle de la Corée du sud, son PIB serait proche de 18 000 $ plutôt qu'à son niveau actuel de 2 700 $ » (Rodrik, Subramanian, 2003, p. 32). L'amélioration de la qualité des institutions est donc un facteur clé de l'augmentation du revenu par habitant. Ce constat, conduit les deux auteurs à s'interroger sur l'efficacité des prêts attribués au développement des pays pauvres par le FMI et la Banque mondiale. Selon eux, la situation institutionnelle de certains de ces pays ne peut que diminuer (voire même annuler) l'efficacité de l'aide au développement. La définition des conditions institutionnelles et leurs évolutions doivent donc être un objectif primordial.

Edison H. (2003) s'interroge pour sa part, sur le fort écart de revenu par habitant dans les pays développés et les pays pauvres. Elle cherche à expliquer qu'il existe une dépendance directe entre la qualité des institutions et le développement économique. Edison a utilisé une étude du FMI consacrée à l'influence des institutions. Elle a conçu un modèle économétrique simple

reliant « les résultats macroéconomiques de chaque pays avec 1) une mesure de ses institutions (indice global de gouvernance), 2) une mesure ou une série de mesures de sa politique macroéconomique et avec 3) une série de variables exogènes ». D'après son modèle, les institutions ont un effet significatif sur les résultats économiques sur le revenu, sur la croissance et sur l'instabilité. Quelle que soit la méthode de mesure des institutions (indicateurs globaux ou degré de protection des droits de propriété), elles influencent fortement la croissance du PIB par la viabilité de l'action des pouvoirs publics. Les résultats de l'étude indiquent aussi que les institutions ont un effet sur l'instabilité de la croissance (mesurée par l'écart-type du taux de croissance du PIB par habitant). Plus la qualité des institutions est élevée, moins la croissance est instable. L'impact reste significatif même après la suppression des effets de l'action des pouvoirs publics (écarts d'inflation, surévaluation de la monnaie, ouverture, etc.). Si la qualité des institutions de l'Afrique subsaharienne était au niveau de la moyenne mondiale, les instabilités baisseraient de 16%.

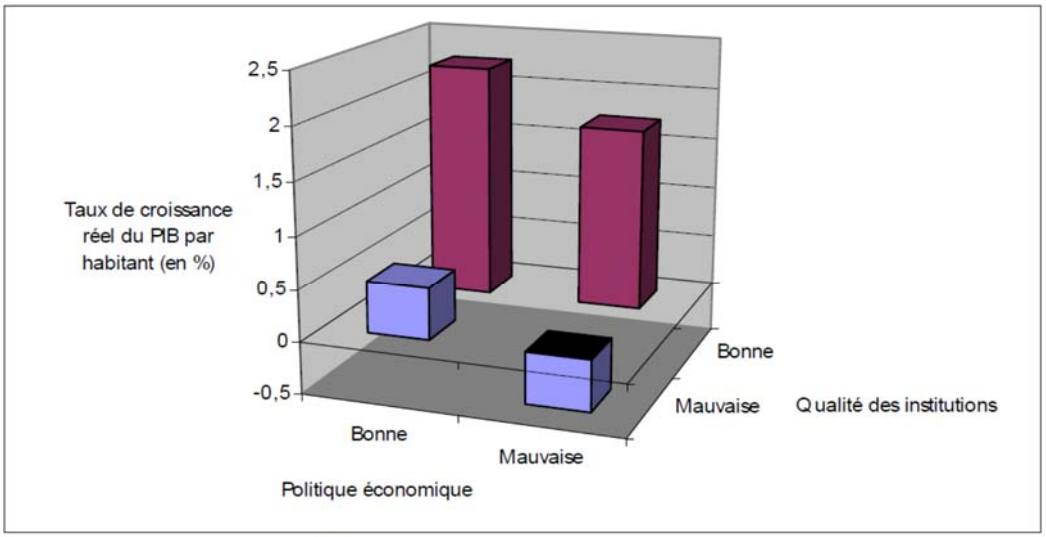
Keefer P. et Shirley M.M. (2000) ont réalisé une étude empirique consacrée à l'influence des institutions sur la croissance économique. Ils ont fait une analyse de l'économie des pays en voie de développement vis-à-vis de leur évolution historique à partir des années 1980. Depuis 1980, encouragés par la Banque mondiale, les pays pauvres ont déployé plus d'efforts pour améliorer et renforcer leur politique macroéconomique[9] que pour leurs institutions. Certains pays ont réussi à obtenir des résultats économiques positifs grâce à ces modifications, mais la plupart n'ont pas eu la croissance escomptée.

Certes, nous ne pouvons pas nier le rôle significatif des indicateurs économiques comme l'inflation, le taux de change, le déficit budgétaire, le taux d'intérêt. Pourtant, le choix des investisseurs pour tel ou tel pays ne dépend pas uniquement de ces indicateurs. Ces derniers ont plus tendance à aller là où les institutions sont fortes. Leur comportement envers les pays avec de faibles institutions est très différent et méfiant. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les institutions qui protègent le droit de propriété et les contrats sont à la base de l'assurance et de la confiance nécessaires aux investisseurs. D'après l'étude de Keefer P. et Shirley M.M. (2000), axer tous les efforts sur les réformes de la politique macroéconomique sans mener de réformes institutionnelles ne donne pas des résultats aussi prometteurs parce

[9]Introduisant la politique pro-marché afin de stabiliser : la situation macroéconomique (faible inflation, budgets équilibrés, taux de change stables), le prix juste (taux d'intérêts réels positifs, prix flexible sur le marché des facteurs et biens), la concurrence (pas de barrière, pas de monopole, ouverture internationale).

que c'est la qualité des institutions qui fait croître les indicateurs macroéconomiques. Ils ont comparé différentes combinaisons entre politique macroéconomique et qualité des institutions dans les pays pauvres durant 20 ans (1980-2000) et leurs effets sur la croissance économique. Ils ont utilisé les données du rapport de la Banque mondiale (1998)[10], qui a classé les pays selon la bonne et la mauvaise qualité de leur politique macroéconomique et de leurs institutions[11] (*cf.* Figure n° 1).

Figure 1. L'effet des institutions et de la politique économique sur la croissance



Source : Keefer P. et Shirley M.M. (2000).

La situation la plus dramatique concerne les pays qui connaissent une croissance négative du PIB réel par habitant, souffrent d'une mauvaise politique macroéconomique et ont de mauvaises institutions. Alors que « *les pays qui adoptent une mauvaise politique macroéconomique mais de bonnes institutions croissent deux fois plus vite que les pays qui sont dans la situation inverse* » (Seglaro A. Some, 2003). Autrement dit, les pays qui ont de bonnes institutions et de mauvaises politiques macroéconomiques ont de meilleurs taux de croissance que les pays ayant de bonnes politiques macroéconomiques mais de mauvaises institutions. Le meilleur taux de croissance et le meilleur résultat économique apparaissent là où les pays mettent en place l'amélioration les deux réformes : macroéconomiques et institutionnelles. Une réforme de la seule politique économique ne contribue pas à une

[10] "Dividends and Disappointments: Learning from the Success and Failure of Foreign Aid", *Discussion Draft*, July 24. Cité par Keefer P. et Shirley M.M. (2000).

[11] Le classement de la politique macroéconomique était basé sur l'inflation, la situation fiscale et l'ouverture au commerce, alors que le classement institutionnel était basé sur l'indice ICRG.

croissance économique importante. Ces études conduisent au constat suivant : il n'y aura pas de flux d'investissement important, ni de croissance économique, sans institutions qui protègent efficacement les relations entre les organisations économiques, sociales et politiques.

§4. Les Institutions dans le contexte kirghize

Nous avons pu aborder la notion institutions et leurs effets sur le développement du pays. Premièrement, nous allons voir brièvement l'évolution et l'état des institutions au Kirghizstan. Cela fait partie importante de notre travail analyser et tenter d'améliorer les institutions dans le contexte kirghize. Puis, deuxièmement, nous allons faire le lien entre la notion de tourisme et institutions. Afin de souligner l'importance des institutions fortes dans le développement du tourisme. Et dernièrement, nous allons rapprocher de la notion de capital social, qui peut aussi devenir un outil et moyen dans le développement de l'économie.

§4.1. L'évolution des institutions kirghizes

Pour accompagner la mise en place du système de marché, la démocratie, le nouveau régime politique, la nouvelle gouvernance, de nouvelles institutions ont commencé à s'installer au Kirghizstan, depuis son indépendance en 1991. À la différence des pays développés, où les institutions formelles et informelles sont consolidées depuis longtemps, le Kirghizstan est, encore aujourd'hui, en phase de construction de nombre de ses institutions. Depuis 1991 jusqu'à nos jours, le Kirghizstan a modifié sa Constitution à quatre reprises, la dernière fois en 2010. Sur les quatre présidents qui se sont succédé depuis cette date, deux ont dû laisser le pouvoir suite à une révolution. Le Kirghizstan change de premier-ministre très fréquemment ; il y en a eu 27 en 13 ans.

Plusieurs institutions sont en constante modification et reformation. Les ministères et autres structures du gouvernement sont fréquemment modifiés, remplacés, renommés ou reformés. Leurs dirigeants sont remplacés encore plus souvent. L'institution d'État du tourisme constitue, en la matière, un très bon exemple : le ministère de tourisme fut modifié 11 fois et son dirigeant 18 fois (USAID, 2013). Cette structure étatique change régulièrement non seulement dans la forme (changement de noms, de structures de rattachement), mais aussi

dans le fond (changement de missions, différentes orientations : sociale, culturelle, économique).

Une estimation globale de la qualité des institutions du Kirghizstan par les indicateurs d'Edison (Edison, 2003, p. 36) nous permet de dresser la situation suivante :

1) stabilité politique et absence de violence (risque de révolution, changement d'État par des moyens violents) : il y a eu deux révolutions, une en 2005 et l'autre en 2010. Celle de 2010 fut violente et fit plusieurs victimes. Les deux se sont accompagnées d'actes massifs de vandalismes et pillages.
2) participation des citoyens en responsabilisation (élections libres, presse indépendante) : les deux premières élections présidentielles ont été entachées par des falsifications de votes. D'après l'Institut Media Policy,[12] entre 2006 et 2011, 53 délits contre des journalistes et 3 homicides de journalistes ont été enregistrés par la police kirghize.
3) absence de corruption (abus de pouvoirs) : en 2013, dans le classement officiel de l'organisation « Transparency International » sur l'indice de corruption, le Kirghizstan occupait la 150ième place sur 177 pays[13]. Pour le calcul de cet indice, les données de la Banque mondiale, de Freedom House et de Global Insigh furent utilisées.
4) poids de la règlementation (niveau règlementé par l'État de l'ouverture au commerce international, du protectionnisme, du système bancaire) : le pays est relativement ouvert au commerce international et fait partie de l'OMC depuis 1998. Par contre, le système bancaire commence tout juste à se renforcer, sous la pression des arrivées de nombreuses banques internationales.
5) État de droit (système judiciaire, protection des biens et des personnes) : d'après un sondage public effectué en 2009, le secteur le plus corrompu du Kirghizstan est le système judiciaire, suivi par la police routière. Le système judiciaire kirghize est opaque ce qui facilité la corruption, encouragée par le faible niveau de salaire des juges.[14]

---

[12] L'étude menée par l'Institut Media Policy, sous command de l'Ambassade des États-Unis au Kirghizstan en 2012, « Le métier de journaliste est-il sécurisé au Kirghizstan ? », Bichkek, p.7.

[13]http://www.vesti.kg/index.php?option=com_k2&view=item&id=27119:kyirgyizstan-na-150-meste-po-urovnyu-vospriyatiya-korruptsii-sredi-177-stran&Itemid=83

[14] Le programme d'État « Le développement de système judiciaire de la République Kirghize de 2013-2017 », (2012).

Le Kirghizstan, dans la période de transition, a choisi de mener de grandes réformes économiques et politiques avec différents programmes de stabilisation, entre 2000 et 2010. L'objectif était bien sûr d'améliorer les indicateurs macroéconomiques. Pourtant, cette phase de transition a été marquée par de fortes instabilités institutionnelles et des modifications fréquentes des institutions gouvernementales – suppressions puis nouvelles créations –, et par de nombreux changements de dirigeants et hauts fonctionnaires.

§4.2. Institutions et tourisme au Kirghizstan

Le tourisme, en tant que secteur économique en réseau, a une complexité qui lui est propre marquée par un environnement d'échanges de biens et services de natures diverses, par des relations d'acteurs publics et privés, aux objectifs différents. C'est un secteur complexe, aussi, le recours à la théorie institutionnelle pour aborder ce secteur nous apparaît nécessaire afin de poser les bases d'une référence commune et simplificatrice et de permettre ainsi d'améliorer le développement touristique et les relations qui le caractérisent.

« Le tourisme est un phénomène de société. L'économie est une science sociale, les faits sociaux bougent et la théorie est appelée à contribuer à la compréhension de l'émergence et de l'évolution des faits économiques et sociaux, qui sont des faits humains » (Sajid, 2006, p. 61).

Pendant la période de transition, l'État kirghize a compris tardivement l'importance du tourisme pour l'économie. Cette manque d'intérêt et la faiblesse des institutions a conduit à un développement désordonné des activités touristiques. Les « rails » du tourisme au Kirghizstan ne sont pas posés par l'État mais par le secteur lui-même. Livré à lui-même, ce secteur, alors qu'il peut constituer un moteur indéniable du développement (Bensahel, Donsimoni, 1999), risque, sans stratégie maîtrisée et contrôle des processus, de se traduire par une accumulation d'externalités négatives que les éventuelles recettes ne parviendront pas à compenser : bétonnage, surpopulation, surexploitation, pollution, dénaturation ou épuisement des ressources naturelles, bruits et dérives diverses (prostitution, alcool,…). Le tourisme « durable » dont il est question ici nécessite une approche beaucoup plus élaborée, avec des changements de comportements non seulement chez les acteurs du tourisme, mais aussi au sein de la population locale.

Le contexte économique instable rend encore plus délicat et complexe la coordination et la mise en réseau des différentes activités qui caractérisent le tourisme et ce, dans une optique de développement durable. En effet, les préoccupations de la durabilité du processus semblent plutôt relever d'une appropriation publique, les acteurs privés risquant d'être plus motivés (au moins dans un premier temps) par la maximisation de leur profit, réflexe exacerbé par le processus de transition qui marque le pays.

Dans ces conditions, l'existence d'institutions fortes et efficaces est primordiale pour un bon fonctionnement du marché, (concurrence, système de prix…), le respect des règles (sanitaires, sociales), l'émergence d'un environnement d'affaire sain et fiable (respect de droit de propriété). L'État et ses institutions doivent assurer la sécurité, la liberté et la tranquillité des touristes et instaurer ainsi la confiance nécessaire au développement de ce secteur.

Pour développer le tourisme, il importe donc de mettre en place des institutions fortes. Cette nécessité s'impose d'autant plus quand il s'agit de mettre en place des activités respectueuses de leur environnement naturel, culturel et humain.

§4.3. Le Capital social : une institution à ne pas négliger

Le capital social désigne « l'ensemble des normes et des valeurs qui régissent l'action collective ainsi que le cadre où celle-ci se déroule. Il peut être saisi comme l'expression des relations sociales qui favorisent la coordination des acteurs » (Loudiyi, Angeon, Lardon, 2009). Le capital social permet, en ce sens, d'accéder aux ressources qui facilitent le déroulement de l'activité économique dans le cadre de la stratégie commune des acteurs en présence.

Les institutions informelles vont de la confiance et autres formes de capital social (les normes enracinées qui gouvernent le comportement social) aux mécanismes informels et aux réseaux favorisant la coordination et la relation entre les individus. Nous avons vu précédemment qu'elles pouvaient avoir des conséquences directes sur les coûts de transaction : leur existence facilite les relations et baisse les coûts de transaction et, inversement, leur absence freine les transactions, ce qui augmente les coûts de transaction. Ces types de normes enracinées et de valeurs sont généralisés sous le terme de « capital social », elles tissent le mode de relations et les types de réseaux qui s'instaurent parmi les individus et les organisations. Le capital social

peut être assimilé à des « relations formelles et informelles entre les acteurs d'un territoire et avec l'extérieur de leur territoire. Ces relations sont expliquées comme étant des formes de réseaux qui ont des influences positives sur le développement socio-économique local du territoire » (Nasser, 2011). De cette façon, le capital social réduit les coûts de transaction et contribue à resserrer les liens qui peuvent se tisser entre acteurs économiques et améliorer les conditions du développement territorial.

Le recours à la notion de capital social dans le tourisme permet de mieux cerner les interrelations qui se mettent en place entre les différents acteurs (institutionnels ou non) dans l'objectif partagé de proposer un produit touristique adapté non seulement à la demande mais aussi à l'offre et aux contraintes de l'environnement naturel. En effet, le tourisme est une activité économique un peu particulière dans la mesure où elle est basée sur la mise en réseau de plusieurs services dans des domaines aussi divers que le transport, l'hébergement et l'animation (culturelle, sportive, ludique, éducative).

L'intégration du capital social sous forme de regroupements d'entreprises touristiques, d'unions ou d'associations, donnera un coup de pouce à la coopération entre les acteurs, pour une plus grande efficacité compte tenu de la complexité du secteur et de la forte évolution de la demande. Mobiliser le capital social constitue un enjeu important dans le développement du secteur touristique qui est encore enlisé dans la structure étatique qui prévalait à l'époque de l'URSS. Il peut par ailleurs contribuer à spécifier le processus (et son résultat) dans la mesure où il sera teinté des valeurs et traditions du pays.

Il ressort de cette revue théorique qu'institution et capital social constituent une charnière, un point de jonction entre le statut de pays en développement et celui de pays développés. Les pays en transition l'ont compris mais la tâche n'en est pas moins longue et difficile. Dans sa transition vers l'économie de marché, le Kirghizstan n'a pas dérogé à la règle. S'il veut développer le secteur porteur du tourisme, il doit perfectionner les institutions, formelles et informelles comme autant de clés de réussite et moyens efficaces d'implanter et de développer un tourisme durable.

CHAPITRE 2
TOURISME, DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITOIRE

Le tourisme est une activité économique, délaissée et peut-être même presque méprisée par les économistes ! Elle contribue pourtant à enrichir de plus en plus de pays. Mais le tourisme n'est pas qu'une source de richesses matérielles, elle est aussi et surtout une opportunité pour aller à la rencontre de l'autre, dans un contexte pacifié. Ses enjeux sont considérables mais complexes dans la mesure où il s'appuie, la plupart du temps, sur des ressources naturelles « extraordinaires » et que le risque est grand de voir ces ressources rares surexploitées et dénaturées. C'est la raison pour laquelle, toute tentative actuelle de développer le secteur touristique, ne peut se faire que dans le cadre d'une durabilité du processus, c'est-à-dire dans le respect de la nature, des hommes et de leur culture.

Comme il a été dit dans le chapitre précédent, le tourisme est un secteur particulièrement complexe qui mêle différents secteurs et différents types d'acteurs. La coordination de tous est nécessaire et le recours au capital social peut contribuer à faciliter cette collaboration. Étant fortement liée à son contexte géographique proche, l'activité touristique s'appréhende mieux au niveau de son territoire d'implantation. Il est donc important, lorsque l'on veut analyser le bien-fondé d'une activité touristique cerner les spécificités du territoire et le type de capital social qui le caractérise.

Ce sont tous ces thèmes que nous souhaitons aborder dans ce chapitre. Pour de faire, nous allons dans un premier temps voir la notion de tourisme et son apparition (§1). Ensuite, nous soulignons son importance avec les faits et tendances du tourisme mondial et nous l'analysons sous angle de l'économie tertiaire (§1.1.). Plus loin, l'étude plus approfondie sous aspect économique du tourisme, ainsi que ses effets bienfaisants au développement (§1.2.) et effets défavorisant possibles sont présenté. Puis, nous introduisons la notion de développement durable (§2) et plus particulièrement, le tourisme durable (§2.1.) et l'écotourisme (§2.2.) qui ont enjeux importants dans notre thèse. Enfin, le terme « territoire » est étudié en dernière

paragraphe (§3), à travers l'analyse des ressources territoriales (§3.1), et l'éclairage du lien entre le développent touristique et le territoire (§3.2). Nous finalisons ce chapitre avec deux sujets important dans tourisme : le patrimoine et le paysage (§3.3).

§1. L'enjeu du tourisme dans l'économie contemporaine.

Nous allons définir la notion du tourisme et son apparition dans la pratique humaine. Et montrer les tendances et l'ampleur du tourisme en tant que secteur mondialement grandissant. Le tourisme sera étudié en tant que secteur tertiaire. Ensuite, le tourisme et le développement territorial seront présentés plus profondément sous le domaine de l'activité économique. Les conséquences avantageux et désavantageux possibles de développement du tourisme complèteront ce paragraphe.

§1.1. Le tourisme est l'un des secteurs les plus dynamiques du monde

Les définitions du tourisme sont nombreuses mais convergentes : il s'agit d'*« un ensemble d'activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires ou d'autres motifs »* (Commission statistique des Nations unies).

a) La naissance du tourisme : l'esprit de découverte

Le tourisme est une notion apparue au XIXe siècle. Sa première utilisation faisait référence au « grand tour » des jeunes Anglais qui partaient découvrir la France. Dès le départ, ce mot était synonyme de découverte, satisfaction, curiosité humaine et voyage vers des lieux inhabituels. Mais ce goût, cette attirance pour la découverte de contrées lointaines et de nouveaux peuples, est présent dans la nature humaine depuis très longtemps. D'après des constats de Thor Heyerdahl en 1947, les hommes ont progressivement envahi la planète entière ; même les petites îles qui se trouvent à des milliers de kilomètres des continent ont été colonisées par les premiers aborigènes (polynésiens) il y a de cela 1 500 ou 2 000 ans. Courage ou désir d'aventure, quelle que soit la nature des sentiments qui ont poussé ces gens à traverser les océans, ils ont provoqué des prises de risques et été à l'origine de découvertes en tout genre.

Certaines formes de tourisme apparurent dès l'Antiquité. Les voyages d'études des Romains en Grèce et vers les autres civilisations développées de cette époque, comme l'Egypte (Py. P., 2002), les voyages vers les lieux sacrés (tourisme religieux) ou vers les sources thermales étaient nombreux. *« Le tourisme est né de la curiosité de chaque individu pour les sites naturels, les chefs-d'œuvre de l'humanité et la diversité des créations et manifestations des sociétés qui se sont succédé dans les différentes parties du monde. Cette curiosité est aussi ancienne que le monde. »* (Le Roy, p. 87).

Le tourisme qui se développe de nos jours a pris son essor dans la période dite des « Trente Glorieuses ». Plusieurs facteurs sont à l'origine de la création du tourisme de masse, transformant le phénomène en véritable industrie. Le tourisme s'est démocratisé à partir de 1936 avec le Front populaire qui a instauré, entre autres, les congés payés. La période d'après-guerre est marquée par une forte croissance des infrastructures et moyens de transport (routier, ferroviaire, aérien), qui s'est accompagnée de l'augmentation du niveau de vie, de revenu et de bien-être. La croissance de la demande en tourisme s'est accentuée à ce moment-là, en raison de la baisse des coûts liés à l'offre massive d'activités touristiques en réponse à l'augmentation des revenus et du temps libre. Le tourisme est de plus en plus accessible. Auparavant réservé aux élites, le tourisme est devenu une activité de consommation pour une large partie de la population ; un véritable phénomène social.

Par contre, cette croissance considérable du tourisme à partir des années 1950 et pendant les « Trente Glorieuses » a concerné principalement les pays développés. Eux seuls ont bénéficié à l'époque de l'augmentation du temps libre, de l'amélioration des transports, et de l'augmentation du revenu par habitant, les principaux facteurs de la croissance du tourisme mondial.

Une des vocations premières du tourisme est de faire oublier le travail et la fatigue et de favoriser le repos et la détente. Parmi les activités de loisirs, s'est rapidement développée la découverte de nouvelles destinations (région, pays, lieu) avec un développement des voyages lointains. Le tourisme actuel prend de plus en plus de formes et n'est plus l'apanage des riches et des vacanciers : le tourisme social (pour les faibles revenus), le tourisme d'affaires (pour ceux qui combinent travail et tourisme), le tourisme de santé, le tourisme religieux, etc.

Compte tenu de la difficulté à définir le tourisme, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), a proposé une définition du touriste. Le touriste international, selon l'OMT, se définit comme *« une personne qui voyage dans un pays différent de son pays de résidence pour une période d'une nuit minimum et d'un an maximum, à condition qu'une éventuelle activité ne soit pas rémunérée à l'intérieur du pays visité »*. Et le tourisme est l'ensemble des *« activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs »*. Le produit touristique correspond à l'ensemble des services et des biens mis à la disposition du touriste. Cela comprend la nourriture, le transport, le logement et la distraction. Par contre, le caractère immatériel et intangible du produit touristique entraîne des difficultés et des confusions dans sa définition concrète. Il existe alors une forte imprécision dans l'évaluation du tourisme : les statistiques disponibles sont partielles, leur fiabilité toute relative et leur homogénéité limitées (Py. P., 2002, p.12).

b) Les tendances du tourisme mondial

Le tourisme est sans doute l'un des secteurs qui a connu la croissance la plus spectaculaire au cours des dernières décennies et qui a profité le plus de la globalisation et de l'ouverture des frontières (chute de l'URSS, ouverture de la Chine).

L'ouverture des frontières ne suffit pas à expliquer à elle seule l'évolution surprenante du tourisme ; il convient d'ajouter d'autres éléments d'explication. Tout d'abord, le désir des touristes évolue ; ils ont envie de dépaysement, de destinations lointaines pour découvrir une autre culture, un nouveau mode de vie, un nouveau pays, etc. Par ailleurs, les pays d'accueil développent de plus en plus de sites touristiques, et le marché touristique ne cesse de créer des nouveaux produits. Chaque jour, une nouvelle destination apparaît ; plusieurs territoires misent sur le tourisme et mettent en place des stratégies pour attirer encore plus de visiteurs. Enfin, l'amélioration des moyens de transport, surtout le transport aérien, permet des déplacements rapides et de moins en moins coûteux et donc plus accessibles à une plus large frange de la population.

Selon les données de l'OMT, le tourisme génère, le déplacement d'environ 1,087 milliards personnes en 2012, ce chiffre atteindra 1,6 milliards en 2020 et 1,8 milliards en 2030.

L'activité touristique mondiale représente 9,5% du PIB mondial, 4% du PIB européen et 7% du PIB français, soit au niveau mondial, elle a généré 7 289 milliards de dollars US en 2013 (*World Tourisme and Travel Council* (WTTC), 2014). Le tourisme est un secteur en pleine expansion, augmentant plus vite que les secteurs de la finance, des transports et de la manufacture. Elle occupe actuellement 266 millions de personnes, soit 1/11e ou 9% de tous les emplois du monde (WTTC, 2014).

Tableau n° 1. La contribution du tourisme et des voyages en 2013 (en prix réel).

World (USDbn, real 2013 prices)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014E	2024F
1. Visitor exports	1,137	1,067	1,130	1,195	1,247	1,296	1,359	2,052
2. Domestic expenditure (includes government individual spending)	2,972	2,829	2,897	3,033	3,131	3,221	3,355	5,057
3. Internal tourism consumption (= 1 + 2)	4,109	3,896	4,027	4,228	4,378	4,517	4,713	7,109
4. Purchases by tourism providers, including imported goods (supply chain)	-2,151	-2,008	-2,088	-2,210	-2,287	-2,361	-2,465	-3,730
5. **Direct contribution of Travel & Tourism to GDP** (= 3 + 4)	1,958	1,888	1,939	2,018	2,090	2,155	2,248	3,379
Other final impacts (indirect & induced) 6. Domestic supply chain	1,852	1,761	1,822	1,933	2,004	2,070	2,163	3,290
7. Capital investment	796	720	683	705	732	755	798	1,311
8. Government collective spending	367	386	396	402	410	415	425	577
9. Imported goods from indirect spending	282	256	295	301	320	329	344	469
10. Induced	1,159	1,152	1,149	1,188	1,228	1,266	1,312	1,939
11. **Total contribution of Travel & Tourism to GDP** (= 5 + 6 + 7 + 8 + 9 + 10)	6,414	6,162	6,283	6,546	6,785	6,990	7,289	10,965
Employment impacts ('000) 12. Direct contribution of Travel & Tourism to employment	99,207	96,198	96,548	98,096	99,502	100,894	103,069	126,257
13. **Total contribution of Travel & Tourism to employment**	262,457	254,666	251,604	256,757	261,152	265,855	272,417	346,901

Source : WTTC, 2014.

Tableau n° 2. L'arrivée des touristes internationaux selon OMT.

	Arrivées de touristes internationaux (millions)							Part de marché (%)	Variation (%)		Croissance annuelle moyenne (%)
	1990	1995	2000	2005	2010	2012	2013*	2013*	12/11	13*/12	'05-'13*
Monde	**434**	**528**	**677**	**807**	**948**	**1.035**	**1.087**	**100**	**4,1**	**5,0**	**3,8**
Économies avancées¹	**296**	**334**	**421**	**459**	**506**	**551**	**581**	**53,4**	**3,8**	**5,4**	**3,0**
Économies émergentes¹	**139**	**193**	**256**	**348**	**442**	**484**	**506**	**46,6**	**4,4**	**4,5**	**4,8**
Par régions de l'OMT :											
Europe	**261,1**	**304,0**	**388,2**	**448,9**	**484,8**	**534,4**	**563,4**	**51,8**	**3,6**	**5,4**	**2,9**
Europe du Nord	28,2	35,8	46,6	60,4	62,7	65,1	68,9	6,3	0,9	5,8	1,6
Europe occidentale	108,6	112,2	139,7	141,7	154,4	167,2	174,3	16,0	3,5	4,2	2,6
Europe centr./orient.	33,9	58,1	69,3	90,4	94,5	111,7	118,9	10,9	8,3	6,5	3,5
Europe du Sud/méditerr.	90,3	98,0	132,6	156,4	173,3	190,4	201,4	18,5	1,9	5,7	3,2
- desquels UE-28	229,7	267,3	332,3	363,8	380,0	412,2	432,7	39,8	2,7	5,0	2,2
Asie et Pacifique	**55,8**	**82,0**	**110,1**	**153,5**	**204,9**	**233,5**	**248,1**	**22,8**	**6,9**	**6,2**	**6,2**
Asie du Nord-Est	26,4	41,3	58,3	85,9	111,5	122,8	127,0	11,7	6,0	3,5	5,0
Asie du Sud-Est	21,2	28,4	36,1	48,5	70,0	84,2	93,1	8,6	8,7	10,5	8,5
Océanie	5,2	8,1	9,6	10,9	11,4	11,9	12,5	1,1	4,0	4,7	1,7
Asie du Sud	3,1	4,2	6,1	8,1	12,0	14,6	15,5	1,4	6,2	6,1	8,4
Amériques	**92,8**	**109,1**	**128,2**	**133,3**	**150,6**	**162,7**	**167,9**	**15,5**	**4,3**	**3,2**	**2,9**
Amérique du Nord	71,8	80,7	91,5	89,9	99,5	106,4	110,1	10,1	4,2	3,5	2,6
Caraïbes	11,4	14,0	17,1	18,8	19,5	20,7	21,2	2,0	3,0	2,4	1,5
Amérique centrale	1,9	2,6	4,3	6,3	7,9	8,9	9,2	0,8	7,3	3,7	4,9
Amérique du Sud	7,7	11,7	15,3	18,3	23,6	26,7	27,4	2,5	5,0	2,6	5,2
Afrique	**14,7**	**18,7**	**26,2**	**34,8**	**49,9**	**52,9**	**55,8**	**5,1**	**6,6**	**5,4**	**6,1**
Afrique du Nord	8,4	7,3	10,2	13,9	18,8	18,5	19,6	1,8	8,2	6,1	4,4
Afrique subsaharienne	6,3	11,5	16,0	20,9	31,2	34,5	36,2	3,3	5,8	5,0	7,1
Moyen-Orient	**9,6**	**13,7**	**24,1**	**36,3**	**58,2**	**51,7**	**51,6**	**4,7**	**-5,4**	**-0,2**	**4,5**

Source : Organisation mondiale du tourisme (OMT-UNWTO) © (d'après les données de l'OMT-UNWTO, mai 2014)

¹ Classification basée sur le Fonds monétaire international (FMI). Veuillez consulter l'annexe statistique du World Economic Outlook (avril 2012) du FMI, page 177, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01.

Tableau n° 3. Les recettes du tourisme international.

	Recettes du tourisme international Devises locales, prix constants (variation %)				Part de marché (%)	Recettes (euros) (milliards)		par arrivée
	10/09	11/10	12/11	13*/12	2013*	2012	2013*	2013*
Monde	**5,2**	**4,5**	**4,2**	**5,3**	**100**	**839**	**873**	**800**
Économies avancées¹	**5,8**	**5,9**	**4,0**	**6,0**	**64,3**	**536**	**561**	**970**
Économies émergentes¹	**4,0**	**2,1**	**4,5**	**4,0**	**35,7**	**303**	**311**	**610**
Par régions de l'OMT :								
Europe	**-0,2**	**4,9**	**1,9**	**3,8**	**42,2**	**353,4**	**368,4**	**650**
Europe du Nord	3,4	2,4	3,3	7,1	6,4	52,6	55,9	810
Europe occidentale	1,4	3,9	2,7	1,7	14,5	122,9	126,4	730
Europe centr./orient.	-3,5	6,8	4,0	3,4	5,2	43,8	45,1	380
Europe du Sud/méditerr.	-1,9	6,1	0,0	4,5	16,2	134,0	141,0	700
- desquels UE-28	0,9	4,0	1,7	3,4	34,8	291,2	303,4	700
Asie et Pacifique	**14,9**	**8,3**	**6,7**	**8,2**	**31,0**	**256,1**	**270,3**	**1.090**
Asie du Nord-Est	21,4	9,2	7,9	9,3	15,9	130,1	139,0	1.090
Asie du Sud-Est	15,0	12,9	10,6	9,7	9,3	74,7	80,9	870
Océanie	-3,0	-4,1	-1,3	1,9	3,7	33,4	32,0	2.570
Asie du Sud	10,7	11,6	-0,6	5,3	2,1	17,8	18,3	1.180
Amériques	**4,2**	**5,1**	**5,7**	**6,4**	**19,8**	**165,7**	**172,6**	**1.030**
Amérique du Nord	6,0	5,9	6,7	7,8	14,8	121,7	128,8	1.170
Caraïbes	0,7	-1,5	1,2	2,1	2,1	18,8	18,7	880
Amérique centrale	0,3	9,7	7,5	3,2	0,8	6,8	7,1	770
Amérique du Sud	-2,2	5,7	3,2	3,2	2,1	18,4	18,0	660
Afrique	**2,6**	**1,7**	**7,3**	**0,0**	**3,0**	**26,7**	**25,8**	**460**
Afrique du Nord	0,2	-5,5	9,1	-1,4	0,9	7,8	7,7	390
Afrique subsaharienne	3,8	5,0	6,5	0,6	2,1	18,9	18,1	500
Moyen-Orient	**16,3**	**-17,2**	**2,2**	**-1,9**	**4,1**	**36,9**	**35,6**	**690**

Source : Organisation mondiale du tourisme (OMT-UNWTO) © (d'après les données de l'OMT-UNWTO, mai 2014)

¹ Classification basée sur le Fonds monétaire international (FMI). Veuillez consulter l'annexe statistique du World Economic Outlook (avril 2012) du FMI, page 177, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01.

Le nombre de touristes est en constante évolution d'après les deux sources d'information, OMT et WTTC. Ce secteur constitue la principale source de devises pour 46 des 49 pays les moins avancés (PMA). Il représente 11% des investissements au niveau mondial. Les pays émergents sont de plus en plus présents sur le marché du tourisme international avec un taux de croissance de 4,8% et 46,6% des parts de marché.

En 2013, d'après l'OMT, les arrivées de touristes internationaux ont grimpé de 5% avec 52 millions de touristes supplémentaires. Parmi les dix premiers marchés émetteurs du monde, la Russie et la Chine se distinguent particulièrement. La Chine, est devenue le premier marché émetteur en 2013 avec des dépenses de 129 milliards dollars. La Fédération de Russie, 5ème marché émetteur, a quant à lui enregistré une croissance de 26% sur les neuf premiers mois de l'année 2013. C'est la région Asie-Pacifique qui bénéficie le plus du dynamisme du tourisme avec la plus forte croissance en termes d'arrivées : 6%. Arrivent ensuite l'Europe et de l'Afrique avec un taux de croissance de 5% chacun.

Toujours selon l'OMT, le tourisme international affiche des recettes d'un montant de 1.159 milliards de dollars en 2013, contre 1.078 milliards de dollars en 2012. Les prévisions et les estimations de l'OMT ont sous-estimé le phénomène. Aussi, alors que dans son étude prospective à long terme, « *Le tourisme à l'horizon 2030* », l'OMT avait annoncé 3,3% de croissance, les prévisions revues et corrigées annoncent une croissance entre 4% et 4,5% des arrivées de touristes internationaux pour 2014. En 2020, il y aurait trois régions leaders en nombre d'arrivées des touristes internationaux : 1 – l'Europe avec 717 millions de touristes, 2 – l'Asie-Pacifique avec 397 millions, et 3 – les Amériques avec 282 millions. Le taux de croissance moyen d'ici à 2020 sera de 4,5% par an en moyenne, alors que dans les régions d'Asie-Pacifique, du Moyen-Orient et d'Afrique, le taux de croissance sera plus élevé qu'en Europe et en Amérique.

c) Le tourisme est un secteur de l'économie tertiaire

Le tourisme est étroitement lié au secteur des services. Aujourd'hui, les exigences en matière de compétences humaines dans le tourisme mettent l'accent sur la qualité supérieure du service rendu. La gestion et l'amélioration des activités de services, notamment la gestion de la qualité, créent des avantages et fournissent des effets externes positifs à l'essor du tourisme. L'offre touristique de certaines destinations est tellement bien organisée qu'elle dépasse

parfois les attentes des touristes qui, à leur tour, ont encore plus envie de répéter l'expérience les années suivantes. Le tourisme est également étroitement lié à l'ensemble des activités économiques, sociales et culturelles. En fait, le tourisme est un secteur transdisciplinaire. Pour créer un produit touristique, il faut activer différents secteurs et combiner diverses prestations de services : transport, logement, accueil, animation, banques, assurance, gardiennage, etc.

L'approche du tourisme par l'économie des services permet de comprendre sa participation dans le développement. L'activité touristique est un ensemble de services relationnels. Le service n'est ni stockable, ni transportable (Bensahel, 2004). Il émerge de l'interaction entre le producteur et le consommateur, dans le cadre d'une relation qui peut être différée car ils ne se rencontrent pas forcément. Le consommateur se déplace sur les lieux concernés et il doit résider quelque temps dans ces lieux pour que la consommation soit finalisée. Production et consommation sont simultanées. Le producteur ne peut pas produire un voyage si le consommateur ne voyage pas, c'est-à-dire s'il ne se déplace pas et n'utilise pas les services et activités spécifiquement conçus dans le cadre de ce voyage. Donc, le service se produit en même temps qu'il se consomme. La participation du touriste aux différents services dans le cadre de ce voyage ne garantit pas la satisfaction des attentes du client. Pour garantir la qualité du voyage et la satisfaction du client, il faut accompagner le consommateur pendant le processus de production des différents services, pour vérifier leur adéquation à la demande. « *La qualité du produit touristique est difficile à définir car le tourisme est un service avec son caractère immatériel et subjectif. La qualité repose sur différents éléments, elle est difficile à contrôler du fait d'une consommation simultanée à l'achat. Elle repose beaucoup sur la formation des hommes (accueil, réponse adaptée à la demande, conseil), sur la qualité du patrimoine naturel (écologie, tourisme intelligent, supports patrimoniaux)* » (Bensahel L., 2004).

L'accompagnement du consommateur nécessite des compétences nouvelles de la part des salariés (gestion des ressources humaines), une organisation adaptée et appuyée sur un mode de gouvernance efficace. Le contact avec le consommateur est un moment privilégié dans la production du service. Cette « relation » exige « *un investissement personnel fort de la part du producteur. On parle d'ailleurs aujourd'hui plus de compétences que de qualification* » (Bensahel L., 2005). Ceci signifie que le niveau de savoir et de technicité doit évoluer constamment pour s'adapter le mieux possible. Un processus d'apprentissage se met en place ; il en résulte un « savoir-faire » de situation, qui permet d'être rapide et efficace dans la

résolution des problèmes. La capacité à mobiliser ses connaissances au service de la résolution d'un problème particulier ainsi que la relation humaine au client deviennent primordiales. Le produit touristique devient de moins en moins standardisé au fur et à mesure que les exigences des clients deviennent de plus en plus spécifiques et compliquées. Répondre rapidement à une demande de plus en plus diversifiée rappelle inévitablement le système Toyota qui a nécessité l'apparition de l'entreprise souple. Ainsi, l'entreprise touristique doit être flexible et avoir une grande capacité d'adaptation à l'évolution et au changement des goûts des consommateurs.

Ainsi, la hiérarchie verticale traditionnelle, appropriée dans le cadre du fonctionnement industriel fordiste, est écartée au profit d'organisations plus horizontales. Les entreprises touristiques nécessitent une organisation qui valorise les personnes qui sont en face du client et qui disposent ainsi de l'information nécessaire à la production du service. C'est l'organisation de l'ensemble de ce travail collectif pour satisfaire le client qui devient un atout fort de compétitivité. Dans ce domaine, l'accès à l'information, sa circulation, et sa maîtrise deviennent primordiaux.

d) Les modes de consommations touristiques

Le développement du tourisme et son impact sur le développement d'une région sont fortement liés au modèle de consommation touristique. L'évolution du tourisme se fait par la consommation ; or, la consommation touristique, très hétérogène, porte sur des produits très diversifiés qui touchent différents secteurs. En 1994, Cuvelier a appliqué le modèle fordiste à l'analyse du secteur touristique des années 1960 aux années 1990. Le secteur touristique se caractérisait alors par le développement d'un tourisme de masse, basé sur un modèle unique de comportement, celui des « 4S », la massification des touristes ayant engendré une standardisation des produits. Le modèle des « 4S » (*Sea, Sun, Sand and Sex*) fut souvent avancé comme un élément de motivation des migrations touristiques. Il a permis le développement d'une offre de masse et d'un secteur touristique important. Il était basé sur une logique de développement d'entreprise capitaliste, c'est-à-dire sur l'augmentation de sa production, la recherche de gains de productivité, l'élargissement de ses marchés et donc son essor international, un objectif de profit à court terme plus qu'une inscription dans un développement durable et en harmonie avec les autres activités. Ce mode de consommation touristique était essentiellement balnéaire et fortement saisonnier.

Les éléments clés de ce modèle touristique reposaient sur deux industries fortes : les transports et l'immobilier. L'impact économique de ce modèle fut à la fois important et fragile. Important, car les recettes touristiques n'ont cessé d'augmenter ; fragile, car fortement dépendant des entreprises de voyages et plus profitable aux pays émetteurs qu'aux pays récepteurs. De nos jours, ce mode de développement touristique a fort heureusement subi des changements. La demande touristique se construit dorénavant sur deux éléments importants : la diversité et la qualité. La surpopulation et la surexploitation des ressources touristiques ont entraîné un abandon des destinations traditionnelles au profit de nouveaux lieux d'accueil et de nouvelles formes de tourisme.

Le tourisme est de plus en plus spécifié : tourisme culturel, écologique, sportif, événementiel, etc. « L'offre doit avoir un caractère réactif et prévisionnel afin de répondre, par apparition d'une gamme de nouveaux produits et services, à la fragmentation croissante de la demande du marché touristique et à la prise en conscience des besoins, souvent erratiques des différents segments. » (Cuvelier, 1994).

L'offre est soumise à la fois à la contrainte de la concurrence internationale qui se renforce, et à l'augmentation des exigences qui imposent une grande flexibilité et une forte adaptation. L'évolution de la demande touristique conduit à penser que l'on est passé du modèle des « 4S » à celui des « 4E » : Equipement (infrastructures variées), Encadrement (qualité des ressources humaines), Evénements (activités proposées) et Environnement. L'approche du tourisme par le modèle des « 3L », « *Lore, Landscape, Leisure* » (tradition, paysage et loisirs) (Lebrun, 2005), pose la question de la ressource naturelle, des distractions familiales ou collectives, fondées sur la notion de fête et la recherche de pratiques sportives non compétitives.

§1.2. Le tourisme au service du développement

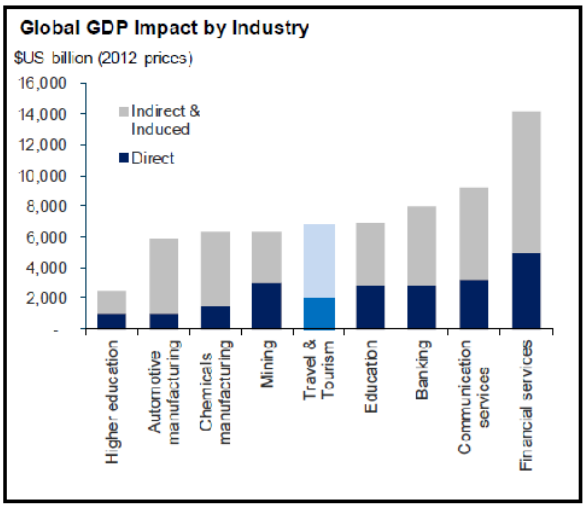
Dans les années 1969 et 1970, le tourisme est présenté aux pays pauvres par les grandes organisations internationales (ONU, BIRD, OCDE, Unesco) comme une opportunité exceptionnelle, une occasion de résoudre leurs problèmes de décroissance et de lutte contre la pauvreté. Lors de la Conférence mondiale sur le tourisme à Manille en 1980, la même idée est exprimée : le tourisme va contribuer à la diminution de l'écart économique entre pays

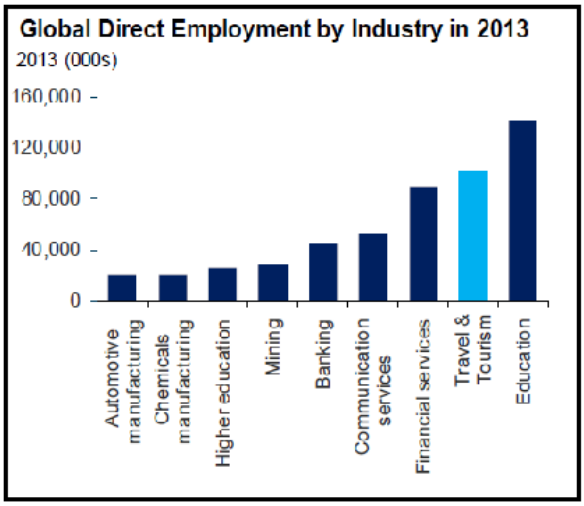
développés et PED et assurera l'accélération, à un rythme soutenu, du développement et du progrès dans le domaine économique et social, en particulier dans les PED.

a) Création de richesses et d'emplois

L'explosion du tourisme après la Seconde Guerre mondiale a montré que son poids économique pouvait être très important pour la croissance d'une nation. D'après WTTC, en 2013, le tourisme est la cinquième activité mondiale et deuxième secteur créateur direct d'emploi au monde.

Graphique n°1. L'impact sur le PIB mondial par industrie en 2013.





Source : WTTC Benchmarking, 2013.

Il représente un enjeu économique important pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il bénéficie à l'économie nationale et locale dans la mesure où c'est un secteur fortement consommateur de main-d'œuvre ; donc, il aide à diminuer le chômage. Il crée de nouveaux emplois non seulement dans le domaine du tourisme, mais aussi dans les secteurs auxiliaires et associés : la production de produits alimentaires pour les touristes, les commerces courants, les souvenirs, l'artisanat, les services de logement, etc. Il est générateur d'activités productives directes, indirectes et induites qui sont toutes créatrices d'emplois.

Le produit touristique est un « package », constitué de différents types de produit. L'activité touristique est donc impactée par la production des entreprises de différents domaines de l'économie ; elle est « trans-sectorielle ». En conséquence, le tourisme est capable de générer

des investissements importants dans différents secteurs de l'économie, liés à l'hétérogénéité de ses activités. Sont concernés non seulement les activités du secteur tertiaire, mais aussi les secteurs des infrastructures (matériaux de construction, biens d'équipement, savoir-faire nouveaux dans l'industrie), de la technologie (nouveaux matériaux) et de l'agriculture. L'augmentation de la demande créée par le tourisme contribue à l'augmentation de l'investissement dans un ensemble d'entreprises. C'est l'effet multiplicateur de l'investissement touristique tel que décrit par Keynes : toute augmentation de dépense nourrit « l'appareil de production ». Pour un fonctionnement correct du multiplicateur, il faut que les entreprises réagissent à l'augmentation de la demande par une augmentation de la production et non par une augmentation des prix, ce qui est difficilement le cas pour les activités touristiques car l'offre (liée souvent à des investissements lourds, ou contrainte par des exigences de sécurité) est souvent rigide. L'ajustement se fait le plus souvent par les prix, mécanisme accentué par le caractère saisonnier de la demande.

Par ailleurs, le tourisme provoque un effet d'entraînement sur les autres branches économiques à travers les programmes d'aménagement (hébergements et infrastructures, routes, communications, aéroports) qui profitent à l'ensemble de la population locale. Face à autant d'arguments en sa faveur, l'intervention des pouvoirs publics est indispensable pour activer toutes ces ressources et mettre en place une dynamique de développement qui dépassera le seul cadre touristique.

De plus, le tourisme permet d'équilibrer la balance des paiements à travers les flux financiers qu'il génère tels que des investissements souvent importants, mais aussi des entrées de devises. Par exemple, en France, le tourisme génère un solde positif de la balance de paiement plus important que les secteurs de l'industrie agroalimentaire, de l'énergie et de l'automobile (*cf.* Tableau n°4).

Tableau n°4. Le secteur du tourisme français dans la balance de paiement.

Le tourisme comparé avec d'autres secteurs de l'économie française dans les échanges avec l'étranger

En milliards d'euros, à prix courants

	Exportations 2012 (p)	Importations 2012 (p)	Solde 2012 (p)	Solde 2011 (sd)	Solde 2010 (d)
Industrie agroalimentaire	43,6	36,1	7,5	6,4	5,4
Énergie	26,9	96	-69,1	-62,1	-48,5
Automobile	39,9	43,7	-3,8	-5,6	-3,7
Tourisme [1]	41,7	30,4	11,3	7,1	6,2

[1] Ligne « voyages » de la balance des paiements ; les recettes sont déterminées à partir de l'enquête EVE.
Source : Banque de France ; Insee, comptes nationaux.

S'il peut s'ouvrir à l'extérieur, le tourisme est pourvoyeur d'IDE et de devises nécessaires à l'équilibre de la balance des paiements et au remboursement de la dette extérieure.

b) L'entrée de devises

En France, le secteur touristique a fait entrer 41,7 milliards d'euros en 2012, ce qui donne un solde excédentaire de 11,3 milliards d'euros, c'est-à-dire la différence entre ce qui est consommé en France par les non-résidents et ce qui est consommé à l'étranger par les Français. Pour 2011, la statistique établit un solde excédentaire de 7,1 milliards d'euros. Nous avons une évolution de 6% entre 2012 et 2011, de recettes touristiques (Mémento du tourisme, 2013). Dans certains pays (Suisse, Belgique, Royaume-Uni, Italie, États-Unis)[15], les recettes du tourisme peuvent représenter une part importante des recettes publiques, y compris les recettes fiscales nourries grâce aux différentes taxes (aéroports, visa, taxe de séjour, taxe sur la consommation, etc.).

Du fait de l'importance des décisions et des ressources fiscales afférentes, des infrastructures nécessaires et de leur ampleur dans le cadre de l'aménagement du territoire, le tourisme a toujours intéressé l'État. Intérêt fort heureux dans la mesure où le secteur ne pourrait fonctionner correctement sans l'intervention de l'État. Obéissant le plus souvent aux règles de l'économie marchande, le tourisme doit également satisfaire aux exigences de la protection de l'environnement et aux considérations des intérêts territoriaux, tout en conciliant pratiques économiques, sociales et culturelles dans un contexte de coordination des différents secteurs concernés. La tentation est donc forte de lâcher prise sur certaines de ces obligations, d'où la nécessité pour l'État, selon les cas de figure, d'encourager certaines actions par des subventions ou d'en sanctionner d'autres par des taxes et divers prélèvements.

§ 1.3. Le tourisme, un facteur de développement contesté

La capacité du tourisme à générer de la richesse est difficilement contestable, par contre, on peut s'interroger sur sa capacité à être toujours un facteur de développement. Les effets quantitatifs doivent être affinés par une étude en termes de répartition et de réactivité, et mis

[15] Mémento du tourisme, 2013. Le ministère de tourisme de la France.

en perspective avec les effets qualitatifs.et les dérives qui viennent contrecarrer le développement économique des pays d'accueil

a) Un problème de répartition et de dépendance

Les flux de devises générés par le tourisme profitent à l'économie locale. Mais, il faut retenir les revenus nets et pas uniquement les revenus bruts. Dans ce cas, il y a une grande différence entre le montant du forfait payé par le vacancier au voyagiste et ce qui revient au pays d'accueil. Les entreprises étrangères qui opèrent sur le territoire reçoivent différents paiements sous forme de commissions (voyagistes, transporteurs...), revenus qui ne profitent pas au pays d'accueil. Donc, une grande partie des flux financiers du tourisme international est captée par les intermédiaires. Par exemple, « au Belize, à deux heures d'avion de la Floride : ce sont des investisseurs américains qui implantent villas de luxe, hôtels, marinas et golfs, et les prestations sont vendues par des Américains à des Américains. Une étude citée par l'institut Panos estime que 90% de l'ensemble du développement côtier du Belize est ainsi entre des mains étrangères »[16]. Dans certains pays en voie de développement, le tourisme est ciblé vers les plus riches, et dans ce cas, la population locale reste en dehors de l'effet positif du tourisme.

En plus, le produit touristique a un fort contenu capitalistique, c'est-à-dire que les investissements sont lourds. Ainsi, les investissements hôteliers sont difficilement rentables. Les pays en voie de développement ne sont pas toujours capables d'investir, donc, ce sont des entreprises étrangères qui réalisent ces investissements, et cela ne fait qu'augmenter la dépendance économique des PED à l'encontre des pays développés car leurs profits sont le plus souvent rapatriés dans leur pays d'origine.

En outre, le produit touristique a un fort contenu d'importations. Pour satisfaire la demande touristique, les PED sont obligés d'importer un volume important de biens d'équipements supplémentaires (chauffage, climatisation, ascenseurs, informatique, etc.) et une alimentation spécifique (surgelés, boissons alcoolisées…). Cela se traduit par des sorties de devises et des échanges extérieurs, soit un solde nul ou un solde déficitaire.

---

[16] Alternatives Economiques № 194, (Juillet - Août, 2001).

b) Capacité à répondre à une demande de plus en plus diversifiée

Le tourisme peut déclencher un effet d'entraînement qui nécessite que l'économie soit capable de répondre relativement rapidement à une demande croissante et diversifiée. Si les biens et services nécessaires doivent être importés, il n'y aura pas d'effet positif sur l'économie nationale. Par exemple, dans les PED l'agriculture est souvent déficiente, l'industrie quasi inexistante, aussi, l'importation va croître afin de répondre aux attentes des touristes, compromettant les bienfaits du tourisme sur la balance des paiements. C'est souvent une absence de cohérence et de planification qui rend impossible une production nationale. En conséquence, l'effet d'entraînement joue peu pour les pays qui n'ont pas atteint un niveau économique suffisant. Les PED ont pour beaucoup une industrie incapable de répondre à la demande née du développement de l'activité touristique.

c) Des emplois, certes, mais peu qualifiés

Certes, le tourisme crée des emplois. En 2013, 266 millions de personnes dans le monde sont employées dans le tourisme, selon le WTTC. Mais, une analyse qualitative des emplois créés apporte des nuances. D'une part, les statistiques sont gonflées par la faible performance des PED. D'autre part, si on prend le cas de l'hôtellerie, on sait que ce secteur d'activité nécessite à la fois un personnel d'encadrement très qualifié et une main-d'œuvre d'exécution formée rapidement et peu qualifiée. Ce que l'on observe, c'est que l'essentiel des emplois d'encadrement (directeur, responsable de la maintenance…) sont occupés par des étrangers et que la main-d'œuvre locale est cantonnée à des emplois peu qualifiés, saisonniers et précaires (cuisiniers, serveurs, femmes de chambre, bagagistes). Ce qui est observé dans l'hôtellerie est valable pour l'ensemble du tourisme : les guides locaux ou les correspondants d'agences de voyages sont essentiellement des locaux peu qualifiés, très disponibles et qui perçoivent de faibles salaires.

Ainsi, dans les pays en voie de développement, les revenus offerts par cette activité sont parfois plus élevés que dans le reste de l'économie locale. Le tourisme apparaît ainsi comme un secteur où l'argent est plus facile. Se produit alors un effet d'éviction vis-à-vis des autres secteurs de l'économie, le tourisme attirant la main-d'œuvre locale, au détriment souvent, des autres activités. Le caractère saisonnier du tourisme attire de nombreux « petits » marchands et malheureusement cela peut concerner également les enfants : vente de souvenirs, de

produits d'alimentation… dans les lieux hautement fréquentés par les touristes. Souvent, ce sont les parents qui poussent leurs enfants au travail pour augmenter le revenu familial.

d) L'aménagement du territoire conduit à des inégalités

Le développement touristique rend nécessaire l'amélioration des infrastructures de communication et des réseaux d'eau et d'électricité, mais les investissements sont surtout concentrés sur les zones touristiques. Et souvent, les modes de consommation des touristes peuvent conduire à détourner les ressources disponibles, au détriment des habitants (par exemple, dans les pays désertiques, où se développe tourisme, la consommation de l'eau par les touristes conduit à en restreindre l'accès aux populations locales). Les zones d'accueil sont suréquipées et le tourisme ne fait qu'aggraver les disparités régionales. Au Kirghizstan, le tourisme de masse qui se développe autour du lac Issyk-Koul crée un déséquilibre dans la répartition des infrastructures. Ainsi, la zone côtière Nord est fortement équipée et reçoit annuellement environ 90% des touristes, alors que la côte Sud est très peu développée.

Par ailleurs, ces équipements collectifs, très coûteux, entraînent des spéculations foncières et une augmentation du prix des terrains qui incitent à des conversions de terres fertiles ou fécondes pour l'agriculture en espaces touristiques (ce qui se passe actuellement sur la côte nord d'Issyk-Koul). Cela ne fait qu'accroître la dépendance du pays vis-à-vis de l'activité touristique.

e) Les effets socioculturels

L'implantation de grands ensembles touristiques exprime, dans certains pays, de profondes perturbations sociales chez des peuples mal préparés à recevoir des touristes, « des étrangers » aux modes de vie et aux habitudes culturelles différentes. Les effets socioculturels sont depuis longtemps dénoncés, souvent exagérés négativement.

- Acculturation par le tourisme

Cette notion décrit « un phénomène de contact et d'interpénétration entre civilisations différentes » (Boudon, 1999), dont le tourisme est une illustration parmi d'autres. Par exemple, de par les flux financiers qu'il apporte, le touriste, pour les Cubains, représente un modèle culturel différent, qui véhicule des pratiques sociales différentes. Le choc entre ces

deux sociétés est d'abord culturel : en Inde ou au Népal par exemple, le manque de respect des touristes visitant les temples ou les monastères est souvent ressenti comme un viol des espaces sacrés. L'irrespect culturel est souvent encouragé par les tour-opérateurs qui souhaitent que leurs touristes voient ce qu'ils ont pu leur vanter. Ainsi, les cultures locales se transforment en folklore commercial, et les cérémonies rituelles connaissent une déviation afin de permettre aux touristes « de photographier les coutumes locales promises sur catalogue ».

La standardisation des productions artistiques traditionnelles, de l'artisanat, témoigne aussi des méfaits du tourisme de masse et entraîne une dénaturation culturelle. Le choc provient très souvent de la brutale confrontation entre deux modes de vie, de l'écart entre le pouvoir d'achat du touriste et le niveau de vie local. Le tourisme provoque des effets d'imitation (les touristes incarnent une certaine « modernité ») de la part des jeunes dans les domaines vestimentaire, alimentaire et linguistique.

- L'exploitation sexuelle

L'arrivée de visiteurs aux poches pleines de dollars et l'atmosphère de défoulement généralement attribuée aux destinations exotiques ont joué un rôle d'accélérateur de l'exploitation sexuelle locale. Le développement du tourisme Nord-Sud obéit dans certains cas à des motivations aussi injustifiables que le tourisme sexuel, surtout quand il concerne des enfants. La prostitution, la drogue sont principalement les conséquences de phénomènes tels que l'urbanisation, le chômage, les inégalités sociales dont le tourisme, par sa présence, contribue à aggraver les effets. Par exemple, en Thaïlande, la prostitution a explosé à l'époque de la guerre américaine au Vietnam.

Nous ne pouvons que constater un relâchement des valeurs sociales ou morales. Chacun veut profiter du tourisme, quel qu'en soit le prix. Il faut en outre souligner que les gouvernements sont peu regardants sur les formes de tourisme ; ce qu'ils veulent, c'est se procurer des devises.

Finalement, dans le cadre d'une approche en termes de développement, l'impact du tourisme est ambigu. Il peut contribuer à la fois à réduire les problèmes économiques et sociaux mais aussi à les aggraver. Selon Prausello (2006), le secteur du tourisme, pour influencer positivement l'économie régionale, doit être suffisamment important pour produire une

augmentation significative du revenu de la région, notamment grâce à l'augmentation de la consommation de **produits locaux**. Dans le cas contraire, en plein emploi des facteurs de production, le tourisme peut augmenter l'importation et donc la dépendance aux pays extérieurs et/ou avoir un effet d'éviction sur l'investissement dans les autres secteurs, et contribuer à la diminution du taux de croissance dynamique de long terme.

Un certain nombre d'ONG militent pour une éthique du tourisme, pour la consultation des populations locales, le respect de l'environnement et des droits sociaux fondamentaux. La domination du tourisme mondial par les pays du Nord pose le problème de leur responsabilité quant à l'impact du tourisme sur l'environnement. Au niveau international, la Charte du tourisme durable publiée en 1995 à Lanzarote, à l'initiative de l'OMT, du PNUE, de l'Unesco et de la Commission européenne, énonce : « Le développement touristique doit être supportable à long terme sur le plan écologique, il doit pleinement s'intégrer dans l'économie locale. » C'est dans ce contexte de questionnements sur un tourisme équitable et durable que vont être abordés les paragraphes suivants. L'application de la théorie du développement durable (*sustainable*) aux politiques et investissements touristiques paraît importante et intéressante. Elle crée le lien entre la conservation de l'environnement local et les valeurs économiques et sociales des habitants locaux.

§2. Tourisme et développement durables

L'activité humaine a engendré des déséquilibres sociaux (creusement des inégalités, destruction culturelle) et environnementaux (réchauffement climatique, perte de la biodiversité) qui constituent les défis actuelles du monde moderne. Ces constats menacent le bien-être des générations futures. Il devient impératif pour les sociétés humaines d'adopter *« un nouveau mode de développement garant d'un meilleur partage des richesses, économe en ressources naturelles, en déchets, en pollutions »* (ODIT, 2007). Il s'agit désormais de réunir les efforts dans le développement des trois aspects : économique social et culturel.

L'activité touristique n'échappe pas à ces nouvelles exigences, bien au contraire. Ainsi, pour minimiser les atteintes causées à l'environnement, notamment par le tourisme de masse, et donc pour le protéger, il semble primordial de favoriser une orientation du développement touristique dans le sens du développement durable, c'est-à-dire qui puisse *« répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à subvenir à leurs propres besoins »* [17] (Brundtland, 1987). S'il est indéniable que le tourisme génère des richesses et dynamise le milieu socio-économique où il s'insère, il s'accompagne souvent d'externalités négatives qui remettent en cause sa propre existence. Aborder le tourisme sous l'ange du développement durable n'est donc pas une ambition vaine mais une nécessité impérieuse.

§2.1. Le tourisme durable

« Depuis deux siècles, les hommes ont produit plus de richesses que durant les millénaires qui les ont précédés ».[18] Allemand souligne, dans son article sur « Le développement durable » (2006), que la production massive de biens et de richesses n'est pas sans impact sur le monde d'aujourd'hui. De plus, des effets néfastes sur l'environnement sont apparus et apparaissent encore, à travers la surexploitation des ressources naturelles et non renouvelables de la planète (déforestation, pollution des sols, de l'eau, de l'air). Enfin, l'urbanisation et l'exode rural ne

---

[17] Définition du développement durable donnée par le rapport de Madame Brundtland : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : celui de besoins et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

[18] ALLEMAND S. (2006), « Le développement durable », Les Editions Autrement – Monde d'Aujourd'hui.

cessent de croître, entraînant la sur-occupation de certains espaces, forçant l'aménagement et le bétonnage et générant pollution et dégradations des conditions de vie des habitants.

Ce sujet sur la situation inquiétante de la planète, avait été abordé pour la première fois en 1987, sous le dossier de rapport Brundtland. Ce rapport est devenu une base de concept du développement durable. Les trois objectifs du développement durable peuvent être présentés ainsi : continuer à produire des richesses pour satisfaire les besoins de la population mondiale, veiller à réduire les inégalités à travers le monde, et ne pas dégrader l'environnement que les générations futures recevront en héritage. Selon le ministère de l'Ecologie et du Développement durable français, « à long terme, il n'y aura pas de développement possible s'il n'est pas économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable »[19].

Depuis le « Sommet de la Terre » de Rio en 1992, le développement durable est le processus à développer et l'objectif à atteindre par la communauté internationale. Du sommet de Rio découle un programme d'actions, plus connu sous le nom « d'Agenda 21 », qui aborde les questions de développement et d'environnement. Il précise le rôle et les responsabilités de nos sociétés dans la mise en place de ce concept. Chaque État est amené par la suite à décliner cet Agenda 21 au niveau local. Le sommet de Rio a focalisé son attention plutôt sur le point de vue écologique, grâce à une prise de conscience des dégradations et épuisements des ressources biologiques. Le sommet de Johannesburg, qui a eu lieu en 2002, recentre le développement durable sur les piliers économique et social. Effectivement, si les menaces liées à notre écosystème planétaire et les moyens d'y remédier restent une préoccupation majeure, la lutte contre la pauvreté est devenue le grand défi du monde actuel.

---

[19] Les cinq finalités du développement durable sont :
- La lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère.
- La préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources.
- L'épanouissement de tous les êtres humains.
- La cohésion sociale et solidarité entre territoires et générations.
- Une dynamique de développement suivant des modes de consommation et de production responsables.

« Projets territoriaux de développement durable : une grille de lecture - écriture », juillet 2006, MEDD.

a) Le tourisme durable et ses principes

Dans la logique du développement durable, le tourisme durable associe à la fois la notion de rentabilité économique, de pérennité des ressources naturelles (eau, air, sol, diversité biologique) et de respect des structures sociales. Les principes du tourisme durable ont été arrêtés par l'Organisation mondiale du tourisme dès 1988. Ils sont applicables à toutes les formes de tourisme. D'après le Conseil de l'Europe, le tourisme durable se présente comme un processus devant se réaliser et se développer en « harmonie avec la population, l'environnement et la culture du lieu ». Le tourisme durable doit alors permettre de préserver l'ordre écologique, de sauvegarder les atouts culturels – traditions, valeurs – des communautés d'accueil, de développer une activité économique viable équitablement répartie au niveau des populations locales et des différents acteurs (OMT).

Le développement touristique durable s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une planification qui du point de vue touristique a pour but d'éviter les atteintes pouvant remettre en cause les fondements mêmes du développement… » (Vellas, 2002, p.190). Il peut s'agir de la dégradation de l'écosystème, de la détérioration du patrimoine culturel, des bouleversements des traditions et modes de vie, de la concurrence pour l'accès aux équipements collectifs et aux infrastructures, du choix ouvert des politiques économiques et de croissance par l'utilisation des espaces dans un intérêt strictement économique, des problèmes d'érosion sociale suscités par les mouvements quantitatifs de personnes à pouvoir d'achat relativement élevé dans des régions touristiques économiquement défavorisées, etc.

Le tourisme a pratiquement toujours des conséquences sur l'environnement social, économique et physique des destinations visitées. Il est responsable de 4,6% des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) (*cf.* Etude Climate Change & Tourism, UNEP). Un tourisme mal maîtrisé peut se solder par une dégradation du patrimoine naturel et culturel, et peut occasionner d'importants bouleversements auprès des populations. Parallèlement, les touristes deviennent de plus en plus exigeants sur la qualité de la destination d'accueil qu'ils choisissent. Les tendances de ces dernières années montrent qu'ils sont très attentifs aux valeurs et aux identités culturelles du lieu qu'ils visitent. Et, à condition de respecter certaines règles, le tourisme peut devenir un acteur majeur de la responsabilité sociale, de la protection des droits humains et de l'environnement.

Ce point de convergence entre les nécessités d'une certaine « durabilité » et les nouvelles orientations de la demande touristique ont conduit les acteurs publics et privés à intégrer ces préoccupations dans leurs stratégies et politiques. La dernière décennie, est marquée par la multiplication des initiatives qui, sans remettre en cause les effets positifs connus du tourisme, reprennent les préconisations du développement durable. Le tourisme « doit créer de l'emploi et des revenus directs pour les populations locales… avec les activités touristiques respectueuses du milieu écologique afin d'assurer des avantages et une stabilité par la suite au niveau économique et socioculturel » (Blangy, 2001, pp. 60-68). La formation des professionnels s'adaptent aux exigences nouvelles en termes d'approche du paysage, d'aménagement de l'espace, de respect des zones sensibles (Corbin, 2001). Le tourisme demeure, aujourd'hui encore, un des outils favoris des politiques d'aménagement du territoire. Aussi, les pouvoirs publics ont encouragé le tourisme rural et l'agrotourisme, car ils y voient l'opportunité de revitaliser les zones montagneuses et rurales.

La loi de la République française, d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire adoptée en 1999 dit : « Le tourisme doit rechercher une compétitivité économique à long terme associant justice sociale, qualité de vie et d'environnement, préservation des ressources et participation de l'ensemble des acteurs dans les processus décisionnels ». La « durabilité » est l'un des enjeux majeurs de la planification touristique. Pour cette raison, l'ensemble des acteurs du tourisme doivent sont impliqués : professionnels (firmes et agences touristiques), pouvoirs politiques, associations et ONG, populations d'accueil, les touristes et voyageurs. De ce fait, le tourisme durable peut prétendre lutter contre les menaces qui pèsent sur les espaces naturels et leurs écosystèmes, ainsi que sur les populations concernées.

b) Le tourisme durable, sa relation avec les trois pôles du développement durable

D'après la charte de l'Organisation mondiale de tourisme (OMT), le tourisme durable *« doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique, et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales. »* (Art. 1 de la Charte adoptée en 1995 par l'OMT). En somme, le tourisme durable doit trouver un juste équilibre entre les trois piliers environnemental, économique et socioculturel (*cf.* Annexe n°5). Cette ambition une relève d'une vision globale et nécessite donc une planification globale. Il s'ensuit la nécessité d'une réflexion partagée qui passe par une consultation et une

information constantes, débouchant sur un partenariat entre tous les acteurs et sur les trois niveaux.

- Sur le plan économique

Il convient tout d'abord d'évaluer l'ensemble des différents coûts engendrés par l'activité touristique avant d'en envisager la durabilité. Le tourisme durable doit être profitable à tous :
- aux collectivités,[20] qui offrent sur leur territoire des lieux attractifs de par leur qualité environnementale naturelle ou par la qualité des équipements réalisés pour encourager les pratiques sportives ou de loisirs ;
- aux gestionnaires (entrepreneurs) d'activités touristiques dans un intérêt principalement lucratif ;
- aux habitants des communes environnantes qui vont pouvoir trouver un emploi complémentaire et saisonnier, ce qui leur permettra de maintenir une dynamique de vie ;
- aux collectivités locales et à l'État**,** par les ressources que le tourisme procure en matière d'impôts et de taxes diverses, même si celles-ci sont redistribuées dans le financement de l'entretien des équipements et la protection de l'environnement.

En limitant l'exode rural, le tourisme contribue à revitaliser certains territoires en permettant aux populations de continuer à y vivre et à y travailler : emplois locaux, augmentation des recettes fiscales pour la collectivité locale. Selon la Charte du tourisme durable (art. 7, 1995), « les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local ». L'économie locale doit être capable de répondre à la demande touristique croissante sans augmenter l'importation et donc sans déséquilibrer la balance commerciale.

- Sur le plan social

Les impacts sociaux du tourisme sont ceux « contribuent aux changements dans les systèmes de valeur, les comportements individuels, les relations familiales, les modes de vie collectifs, le niveau de sécurité, la conduite morale, les expressions créatives, les cérémonies traditionnelles et l'organisation des communautés » (Tardif, 2003). Le tourisme doit dorénavant être un prétexte à l'amélioration de la qualité de vie des populations locales qui ne doivent plus le subir mais être partie prenante. Le tourisme durable implique par ailleurs le

[20] Exemple au Kirghizstan peut être le « conseil des vieillards » du village.

respect de la dignité humaine, à travers notamment la lutte contre le tourisme sexuel, mais aussi la lutte pour l'égalité des genres ainsi que pour la diversité des cultures (OMT). Il s'agit également, comme il est précisé dans la Charte du tourisme durable (1995), de favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples. C'est aussi un moyen de créer des liens entre des peuples à travers l'échange linguistique mais aussi les échanges d'informations, de savoir-faire et de technologie. Le tourisme participe ainsi à l'objectif social d'amélioration du bien-être physique et psychologique des populations.

- Sur le plan écologique

L'environnement naturel est la matière première dans la commercialisation de l'activité touristique. Il existe nombreux exemples négatifs suite à la « touristification » de masse. Ces impacts dommageables doivent être évités pour conserver les richesses d'un environnement aussi varié que possible. La durabilité passe par la mise en valeur de la faune et de la flore qui peuvent même être endogènes à certains lieux et constituer des ressources spécifiques que le tourisme pourra contribuer à valoriser.

Les modes de vie et les comportements habituels doivent évoluer pour accompagner le processus et lutter contre les pollutions qui touchent l'eau et l'air, pour réduire les nuisances sonores. Des actions dans ce sens se sont déjà mises en place :

- utilisation croissante de moyens de transports collectifs à coût énergétique moindre ;
- préférer des destinations touristiques plus proches du domicile et moins fragiles écologiquement ;
- réintroduction de la faune et de la flore
- aménagement de structures destinées à l'accueil, à l'information et à la sensibilisation (jardins urbains, promenades sous formes de circuits de découverte d'espèces végétales et animales, espaces d'observation des animaux…) ;
- mobilisation et implication de tous les acteurs de l'espace naturel (gestionnaires et propriétaires de fermes, demeures historiques, forêts, réserves) ;
- meilleure utilisation des outils d'évaluation (quota, *carrying capacity*, zonage des visiteurs pour mieux préserver les sites naturels protégés surfréquentés) ;
- mise en valeur et en actes des codes de bonne conduite et de pratiques ou des manuels de gestion environnementale qui s'adressent à tous les acteurs de l'industrie touristique (Blangy, 2001).

Il n'est pas facile de passer à un tourisme durable, mais c'est le but vers lequel le tourisme doit désormais tendre. Le développement durable du tourisme exige la participation et l'accord de tous les acteurs concernés, mais surtout une forte volonté politique pour faciliter la mise en place et la réalisation des actions. Le tourisme durable est le fruit d'efforts permanents et d'autant plus importants sur des sites déjà dégradés, ce qui implique un contrôle constant des effets de cette activité. Pour ce faire, il est nécessaire d'adopter des mesures préventives et correctrices. Différentes initiatives voient le jour, mais devant la difficulté de la tâche à accomplir se concentrent sur quelques aspects seulement des exigences de la durabilité. C'est ainsi que le tourisme se pare de nouveaux adjectifs tels que tourisme responsable, équitable, solidaire, social, ou encore tourisme durable et écotourisme. Nous considérons dans cette étude que les termes « durables » et « responsables » sont équivalents. La définition suivante du tourisme responsable le prouve : « désigne toute forme de développement, d'aménagement ou d'activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales et, contribue de manière positive et équitable au développement et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent et séjournent dans ces espaces »[21]. Les adjectifs « équitable » et « solidaire » renvoient à l'idée d'une meilleure prise en compte des populations d'accueil ; on a réalisé qu'elles existaient et qu'elles avaient des besoins et revendications, tout comme les touristes ! Le tourisme social élargit aux couches sociales défavorisées l'accès aux activités touristiques et en réduit le caractère élitiste. Nous développons la notion d'écotourisme dans le point suivant.

§2.2. L'écotourisme

L'écotourisme résulte des efforts entrepris pour aller vers plus de « responsabilité ». Il peut être considéré comme un des aspects du tourisme durable, mais si le tourisme durable ne remet pas fondamentalement en cause le tourisme de masse, l'écotourisme en est aux antipodes. Il correspond à un tourisme proche de la nature, basé sur l'observation et la rencontre ; il intègre un volet éducatif. Il s'attache à ne pas perturber le lieu d'accueil pour mieux pouvoir l'observer et en étudier la flore et la faune, la culture et les modes de vie. Son concept est plus élaboré, plus intellectuel. Basé sur l'échange, il constitue un apport financier aux locaux et un enrichissement pour l'écotouriste qui cherche le dépaysement et la découverte. Il peut s'agir d'un trekking avec un guide local qui fait découvrir l'ensemble du

[21] Journée Mondiale pour un tourisme responsable, 3 juin 2014.

lieu visité, avec un séjour chez l'habitant. L'écotouriste voyage dans le but de trouver quelque chose de très « simple » (nature, rencontre, sentiment, repos) qui tranche avec le tourisme de masse lié à des infrastructures importantes et à une organisation encadrée.

C'est une forme de tourisme qui s'organise de plus en plus (des opérateurs apparaissent, proposant des circuits écotouristiques) et ne cherche pas à déplacer les foules mais plutôt de petits groupes ; il vise à encourager la protection des espaces naturels en développant des avantages économiques en direction des communautés d'accueil, organismes et administrations qui sont chargés de la préservation des zones naturelles, en permettant la création d'emplois (Lavoie, 2007).

a) Les fondements de l'écotourisme

Lors du premier sommet mondial de l'écotourisme à Québec, en 2002, les différents participants ont reconnu que « l'écotourisme englobe les principes du tourisme durable en ce qui concerne les impacts de cette activité sur l'économie, la société et l'environnement et qu'en outre, il comprend les principes particuliers suivants qui le distinguent de la notion plus large de tourisme durable :

- l'écotourisme contribue activement à la protection du patrimoine naturel et culturel ;
- l'écotourisme inclut les communautés locales et indigènes dans sa planification, son développement et son exploitation et contribue à leur bien-être ;
- l'écotourisme propose aux visiteurs une interprétation du patrimoine naturel et culturel ;
- l'écotourisme se prête mieux à la pratique du voyage individuel ainsi qu'aux voyages organisés pour de petits groupes » (Organisation mondiale du tourisme et Programme des Nations unies pour l'environnement, PNUE, 2002).

Pourtant, la notion d'écotourisme est plus ancienne, par la définition présentée par le TIES (1991)[22] : *« L'écotourisme, c'est le fait de voyager de manière responsable dans des régions naturelles, de façon à protéger l'environnement et à favoriser le bien-être de la population locale »*. L'écotourisme devient populaire en 1990 et prospère de nos jours. Selon Honey

[22] The International Ecotourism Society (TIES) – organisation non-gouvernementale dédié à la promotion de l'écotourisme, fondée en 1990, www.ecotourisme.org

(1999), l'écotourisme est devenu *« une façon de financer la conservation et la recherche scientifique, de protéger les écosystèmes vierges et fragiles, de bénéficier aux communautés rurales, de promouvoir le développement dans les pays pauvres, de renforcer la sensibilité écologique et culturelle, d'insuffler une conscience sociale et environnementale à l'industrie touristique, de satisfaire et d'éduquer les touristes et même, d'après certains, de bâtir la paix mondiale »*.

L'écotourisme est de plus en plus reconnu comme un outil indispensable au développement durable. L'ONU a ainsi proclamé 2002 « Année internationale de l'écotourisme ». Il s'articule autour de trois dimensions phares (Blamey, 1997). C'est une forme de tourisme principalement tournée vers la nature et qui comporte une composante éducative majeure avec une certaine durabilité à développer. L'écotourisme défend un lien avec un élément culturel, mais il n'est pas pour autant synonyme de tourisme culturel. Ainsi, l'écotourisme veut se distinguer de toutes les formes de tourisme préexistantes. « L'écotourisme tient avant tout à protéger et valoriser les espaces naturels en danger en réinvestissant l'argent du tourisme local dans la préservation et l'entretien de ces espaces. » (Laliberte, 2005a). L'écotourisme est « une forme de tourisme qui vise à faire découvrir un milieu naturel tout en préservant son intégrité, qui comprend une activité d'interprétation des composantes naturelles ou culturelles du milieu (volet éducatif), qui favorise une attitude de respect envers l'environnement, qui repose sur des notions de développement durable et qui entraîne des bénéfices socio-économiques pour les communautés locales et régionales » (Tourisme Québec, 2002). Le volet éducatif est à souligner, car le développement de l'activité écotouristique inclut une part d'éducation et d'interprétation qui invite l'écotouriste à prendre conscience de la valeur de la nature et des populations locales.

Mader (2007) exprime la notion d'impact minimal sur l'environnement de la manière suivante : « Il n'y a pas d'écotouristes. (…) Il n'y a pas d'écotourisme pur à 100%, il y a plein d'options "vertes", les voyageurs à la recherche d'un voyage "écolo" sont nombreux ». Soit disant, nous recherchons des voies et des chemins possibles vers l'écotourisme, ce qui implique des partenariats entre tous les acteurs dans le but de minimiser les impacts sur les milieux visités, d'informer les voyageurs des traditions et règles de vie locales. Ces différents acteurs contribuent, par le développement de l'écotourisme, à protéger les espèces et leurs espaces de vie, et aussi à favoriser l'investissement des communautés dans l'accueil (Blangy, 2001).

b) L'écotourisme, sa relation avec les trois pôles du développement durable

L'écotourisme est fortement dépendant de l'environnement naturel mais cherche à porter aussi une certaine attention au bien-être des communautés locales. Donc, globalement l'écotourisme touche les trois sphères du développement durable, mais il intervient à une échelle moindre que le tourisme en général.

- *Sur le plan économique*

Pour de nombreux pays, l'écotourisme n'est pas considéré comme un concept à développer pour financer par la suite la protection de l'environnement, mais plutôt comme un secteur moteur d'une économie nationale et un moyen de générer des revenus. Si son objectif premier est pourtant la protection de l'environnement naturel, l'écotourisme est souvent perçu comme un avantage économique. Les diverses études (OMT et PNUE, 2002) ont montré que si l'écotourisme est susceptible d'avoir des retombées économiques sur les populations locales, il est nécessaire, pour ce faire, d'envisager le développement de cette activité sur le long terme. Car les recettes dégagées par cette forme de tourisme sont modestes et ne permettent pas de financer réellement la protection de la nature. Ainsi comme le précise Honey (1999), l'écotourisme a des impacts économiques qui ne sont pas forcément solides. Il semble que la majeure partie des dépenses se fasse sur le lieu d'origine des touristes, dans l'achat des billets d'avion par exemple, les frais d'agence. Si nous y ajoutons la Charte de l'écotouriste (2007), le seul point susceptible d'être considéré comme lié à l'économie en sens de développement durable est le suivant : *« Sur place, privilégiez autant que possible les hôtels et prestations proposées par des locaux, c'est un des meilleurs moyens de leur faire bénéficier directement de l'argent du tourisme ».*

- *Sur le plan social*

L'écotouriste se veut respectueux de la culture du pays visité (la Charte de l'écotouriste, 2007)) et est censé apprécier la différence. C'est même ce qui fonde la raison d'être ce de type de tourisme. L'écotouriste ne veut pas de folklore ou « la commercialisation des rites culturels traditionnels » (Tardif, 2003), il recherche l'authenticité des pratiques et usages.

- *Sur le plan écologique*

L'aspect naturel est la composante majeure du concept d'écotourisme. C'est l'un de ses objectifs principaux : favoriser la découverte de sites naturels sauvages, voire la protection des zones naturelles grâce aux programmes de conservation qu'il suscite et qu'il peut financer

(OMT et PNUE, 2002). Par contre, l'écotourisme doit aussi veiller aux conséquences de l'ouverture de nouveaux sites fragiles restés intacts. Ceci simplement afin de satisfaire le besoin insatiable de touristes avides de destinations nouvelles. Des flux répétés de visiteurs peuvent modifier le comportement des animaux et provoquer l'abandon des sites de reproduction et la dégradation des sols et de la végétation. En effet, certains promoteurs peu scrupuleux, s'appuient sur la popularité de l'écotourisme pour proposer un tourisme soit disant « nature » qui se trouve être finalement un tourisme de masse, dans un complexe hôtelier construit sur un site vierge. Le label « écotourisme » est dévoyé pour devenir un simple argument publicitaire. C'est souvent le cas dans les pays en voie de développement, où le contrôle de conformité par l'État ou par les ONG est faible.

Globalement, le tourisme durable et l'écotourisme s'accompagnent souvent de résultats positifs sur la préservation de l'environnement et le partage des cultures et des valeurs. Ils ouvrent une voie d'ouverture et de développement bienfaisante. Leur insertion dans les politiques de développement est nécessaire. Il faut encourager les gouvernements à mettre en exploitation ces concepts.

§3. Ressources territoriales et tourisme

L'étude du territoire fut développée après les années 1980. Elle mêle l'approche d'une région (avec son histoire, sa culture et ses valeurs) et celle d'un espace (avec ses caractéristiques naturelles géographiques et topologiques) et analyse le construit social et économique qui découle de l'interaction des acteurs sur place. Un territoire se construit sur les effets externes issus de ces interactions. Il s'agit de la découverte de nouveaux facteurs de production historiquement assemblés dans une société locale et donc non transportable ni transférable ailleurs (Samson et Ternaux, 2005). Nous allons lier les notions de territoire et de tourisme parce que le tourisme a besoin de territoire pour se développer.

§3.1. La ressource territoriale comme fondement de la valeur potentielle d'un territoire.

« Un territoire est un construit social », c'est-à-dire qu'il est dépendant du jeu des acteurs, organisé en société, qui participent à sa construction et à son évolution (Samson, 2004). Le jeu des acteurs comprend les entreprises, la population locale, les instances publiques. C'est aussi un construit économique car son « atmosphère » est marquée bien souvent par une activité économique spécifique. Il n'y a pas de territoire sans acteurs (économiques, sociaux, institutionnels) qui le représentent. Le territoire est beaucoup plus qu'un fragment « d'espace neutre et conteneur passif de facteurs productifs ». Il est le résultat d'un processus de construction et il faut étudier plus précisément la nature de ce processus, c'est-à-dire l'origine de la construction des ressources territoriales et le rôle des acteurs. Il paraît difficile de concevoir ces ressources sans les acteurs qui participent à leur mise en œuvre, et ce processus est variable dans le temps et dans l'espace.

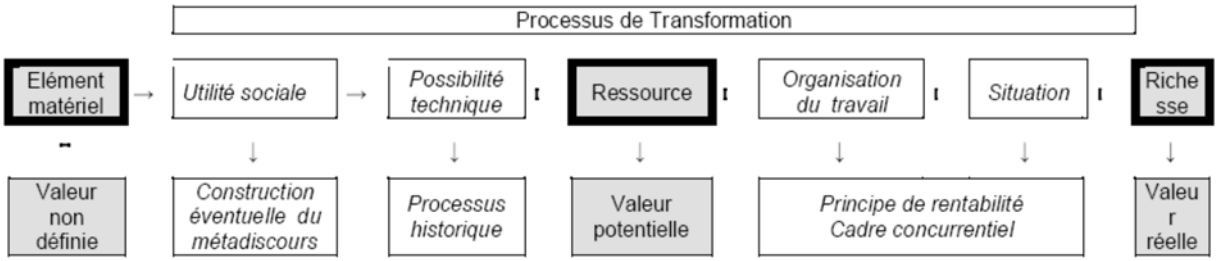
Le territoire est « la portion de surface terrestre appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux » (Le Berre, 1992). Un territoire est « une étendue qui contient une idée d'appartenance ou d'usage » (Brunet, 2001). Depuis l'apparition de la propriété, le territoire est sujet et source d'appropriation, de partage, de discussion, de conflit. Selon le Code civil, l'appropriation est soit liée à un projet, soit liée à la possession. La première acception peut renvoyer par exemple à la fréquentation d'un site par les touristes, la seconde à l'application du droit de propriété).

Les territoires peuvent aussi être abordés comme des lieux de création de ressources ; la ressource ressortant d'un processus relationnel entre un objet et un système de production. Ce système est le lieu de l'actualisation des ressources, car c'est ici qu'elles sont utilisées, transformées, mises en œuvre, qu'elles entrent à proprement parler dans la production économique et qu'elles en deviennent des actifs. Cette notion « d'actifs » mérite d'être développée car derrière elle caractérise le passage du statut de ressources potentielles vers le statut de richesse réelle et révélée.

a) La ressource comme richesse du territoire

Une ressource est « une richesse dont on peut disposer » (Larousse), donc, elle avoisine la notion de richesse et est au cœur du projet théorique de pensée économique. Elle est d'abord perçue sous l'angle des productions tirées du sol, seul facteur de surplus chez les physiocrates, ou sous l'angle des métaux précieux (eux aussi sortis de terre) susceptibles d'alimenter le commerce chez les mercantilistes (Barthes, 2004). Les travaux menés sur l'économie mettent en évidence des processus de valorisation des ressources comme résultant d'un jeu d'acteurs sur un milieu. Les ressources ne sont pas également réparties dans l'espace, mais tous les espaces ont « potentiellement » des ressources territoriales, à condition de s'organiser pour les faire émerger et les valoriser au mieux. Les systèmes territoriaux se caractérisent par la manière dont ils organisent la gestion ou la création de leurs ressources. Cette dernière idée constitue le postulat de base du développement local. La ressource signifie avant tout une idée de potentialité, qui, par un processus de transformation, permet le passage de l'élément matériel à la création de richesses. Le processus de création de richesses associe la définition d'un élément matériel en tant que ressource par une mise en place de sa transformation (*cf.* Figure 2).

Figure n°2. Le processus de transformation de l'élément matériel en une richesse valorisée



Source : Barthes A., 2004

Une ressource est virtuelle jusqu'au moment où on lui reconnaît une utilité. Donc, pour obtenir une valeur réelle, une ressource doit satisfaire les principes de rentabilité. Donc une ressource est l'ensemble des moyens matériels ou immatériels dont dispose ou peut disposer une collectivité et qu'elle décide de valoriser dans le cadre d'un projet qui va déterminer les conditions d'exploitation et l'organisation du travail.

Les ressources territoriales matérielles (les éléments physiques, tangibles comme l'environnement naturel, le patrimoine historique et architectonique, l'infrastructure, etc.) et immatérielles (comprenant les éléments intangibles, comme le capital social, l'authenticité, la profondeur historique, la culture, les savoirs, etc.) présentent des caractéristiques spécifiques à un territoire, c'est-à-dire liées « à un espace particulier, à sa culture et à son histoire ». La ressource territoriale participe à la construction d'une image particulière du territoire, qu'elle soit matérielle ou immatérielle, « naturelle » ou construite ; une fois investie socialement, elle permet une différenciation, donne une image au territoire. D'ailleurs, « le marqueur territorial pourrait être considéré comme intimement lié à la notion de ressource territoriale » (Garnier, 2004). La ressource territoriale renvoie à la notion de « moyen dont l'homme dispose pour son usage », un usage qui sous-tend l'exploitation d'un espace et une capacité à en tirer un avantage (touristique, sportif, de découverte, pédagogique, environnemental, etc.). C'est l'usage de la ressource qui lui donne de la valeur.

La notion de ressource territoriale participe directement à la « sélectivité » des territoires car sa valorisation locale s'appuie avant tout sur des lieux et éléments spécifiques qui sont favorables au développement local. La compréhension de ce mécanisme permet de passer de l'objet géographique à son utilisation marchande. Le concept de ressource locale, c'est-à-dire la richesse potentielle d'un lieu[23], est une combinaison de la ressource territoriale et des potentialités locales. Le lieu n'est pas toujours une ressource territoriale, sous prétexte qu'il a ses spécificités propres auxquelles s'ajoutent les ressources locales (le patrimoine architectural et naturel) et ses équipements propres (le restaurant de la plage). Pour le devenir, il doit participer de l'appropriation collective (par l'intermédiaire de « métadiscours ») et locale (par l'intermédiaire de la valorisation spécifique du lieu). La ressource territoriale doit être mise en valeur localement pour se transformer en richesse locale. L'identification de la ressource territoriale répond à un passage de l'objet

[23] Le lieu est un objet géographique particulier qui a un emplacement sur le globe, une identité, une situation.

géographique défini par ses caractéristiques intrinsèques et appropriées pour la création de richesses potentielles. Par exemple, la plage, associée à la valorisation du soleil et du corps bronzé, permet l'exploitation directe (la plage privée payante) ou indirecte (hébergements des touristes, alimentation, artisanat) ; donc, elle devient une ressource territoriale.

La ressource territoriale a une capacité de satisfaire les besoins et les exigences d'une société humaine et représente la découverte et l'actualisation d'une valeur latente du territoire. La société humaine reconnaît et interprète les ressources territoriales à l'intérieur d'un projet de développement local. En ce sens, la ressource est construite ; le territoire est alors « le lieu d'une construction assurée par des ressources activées et par des acteurs », et si l'on parle de spécificité du territoire, cela évoque la spécificité de la ressource mobilisée par les acteurs. Il ne peut pas y avoir un territoire sans rencontre entre ressource spécifique et acteurs.

b) La typologie des ressources territoriales

Selon les recherches faites par Colletis G. et Pecqueur B. (2005), d'une part, il faut distinguer les actifs et les ressources et, d'autre part, il faut qualifier les actifs ou les ressources selon leur nature, génériques ou spécifiques.

À partir du moment où les ressources sont exploitées, elles deviennent des actifs génériques, elles acquièrent une valeur économique ; donc, par les actifs, on entendra des facteurs « en activité ». En ce qui concerne les ressources, il s'agira de facteurs à exploiter, à organiser, à révéler. « Les ressources, à la différence des actifs, constituent une réserve, un potentiel latent ou virtuel qui peut se transformer en actif si les conditions de production ou de transformation, le permettent » (Colletis et Pecqueur, 2005).

Des actifs ou des ressources génériques se définissent aussi par le fait que leurs valeurs ou leurs potentiels sont indépendants de leur participation à un processus de production. La ressource générique va pouvoir être mobilisée partout, au travers d'une combinaison optimale de facteurs de production. Donc, les actifs ou les ressources génériques sont totalement transférables, leur valeur étant une valeur d'échange. Le lieu de cet échange est le marché et le prix est le critère d'appréciation de leur valeur, qui est déterminé par une offre et une demande de marché. Des actifs génériques ne permettent pas à un territoire de se différencier

durablement, puisqu'ils sont transférables ; donc, ils peuvent exister ailleurs et sont susceptibles d'être transférés, grâce à la mobilité des facteurs.

Les actifs spécifiques existent comme tels, mais leur valeur est fonction des conditions de leur usage. Un actif spécifique implique souvent un coût irrécouvrable, plus ou moins élevé, de transfert. Les ressources spécifiques n'existent qu'à l'état virtuel et ne peuvent en aucun cas être transférées ; elles ne peuvent pas exister indépendamment des conditions dans lesquelles elles sont engendrées. Elles sont, en effet, incommensurables (non exprimables en terme de prix), intransférables et hors marché (Colletis et Pecqueur, 2005). Elles composent l'expression du processus cognitif qui est engagé lorsque des acteurs ayant des compétences différentes produisent des connaissances nouvelles par la mise en commun de ces dernières. Ces connaissances sont uniques et non reproductibles, c'est-à-dire non susceptibles d'exister ailleurs ou d'être dupliquées. Elles peuvent contribuer à l'apparition des « spécificités territoriales ». La production de telles ressources résulte en effet de règles, de coutumes, d'une culture élaborée dans un espace de proximité géographique et institutionnel. La réciprocité, les relations informelles, le « sentiment d'appartenance », à un lieu ou à un métier, la « culture d'entreprise » ou encore « l'esprit maison », font aussi partie des ressources « spécifiques ». La ressource spécifique produite lors d'un processus de construction territoriale apparaît comme le résultat d'un long processus d'apprentissages collectifs qui aboutissent à l'établissement de règles, le plus fréquemment tacites. L'attractivité d'un territoire ainsi que sa permanence sont d'autant plus fortes qu'il dispose de ressources et d'actifs spécifiques.

Nous allons illustrer la typologie des ressources territoriales à l'aide de quatre exemples : la main-d'œuvre, le capital, la matière première et l'information (*cf.* Figure 3), selon l'article de Colletis et Pecqueur (2005).

Figure n°3. L'illustration de la typologie de la ressource territoriale.

	Générique		**Spécifique**	
	Ressources	**Actifs**	**Ressources**	**Actifs**
Main-d'œuvre	Non qualifiée Non employée	Non qualifiée, mais employée (influe sur le marché du travail)	Qualifiée (sans le financement de l'entreprise) Non employée	Qualifiée (sans le financement de l'entreprise) Employée
Le capital	Stock de capital, sous forme d'épargne totalement liquide ou non utilisée	Prêt à être investi, il devient épargne active (pour CT) car reste très liquide	Une forme de capital, d'épargne, mais non investi	Une forme de capital investi dans des équipements
La matière première	Existe, mais non exploitée	La matière première est mise en exploitation	La matière première n'a pas pour but d'être exploitée	Existe mais non exploitée, coût irrécouvrable
L'information	L'information est disponible sous forme standard, mais n'est pas utilisée (banque de données, encyclopédie)	L'information est disponible sous forme standard, utilisée dans un processus de construction de la connaissance	L'information est élaborée et innovante, mais non utilisée	L'information est élaborée et organisée en vue d'un usage particulier (logiciels très techniques…)

Totalement dans le marché, c'est-à-dire qu'il existe un prix.

Le coût de transfert est irrécouvrable

Existe à l'état virtuel

Ces quatre facteurs resteront à l'état de ressources génériques dans les cas où la main-d'œuvre est non qualifiée et non utilisée. Il existe un stock de capital sous forme d'épargne, mais celle-ci est totalement liquide ou non utilisée (non épargnée). Les gisements de matière première existent mais ne sont pas exploités. L'information est disponible sous forme standard (dans une banque de données, une encyclopédie ou un catalogue), mais elle n'est pas utilisée (interprétée) dans un contexte particulier.

Ces ressources, en devenant des actifs, ne changent pas de nature mais sont « réalisées » et acquièrent ainsi une valeur économique. La main-d'œuvre reste non qualifiée mais employée. Le chômeur non qualifié représente un actif et pas simplement une ressource car, même si son travail n'est pas réellement utilisé, il est présent et influe sur le marché du travail et donc, éventuellement, sur le taux de salaire. Le capital prêt à être investi se révèle et devient épargne active. Cette épargne reste très liquide et ne peut donc être affectée qu'à des placements à court terme. La matière première est mise en exploitation. L'information, sous

sa forme standard, est effectivement utilisée avant de participer, éventuellement comme ressource, à un processus de construction de connaissance. Du point de vue métaphorique, l'encyclopédie est une ressource (elle se consulte), le livre est un actif (il se lit). Les ressources comme les actifs génériques sont totalement dans le marché, c'est-à-dire que, pour les acquérir, il existe un prix de marché.

La relation entre actifs et ressources est plus complexe, s'ils sont spécifiques, que dans le cas précédent. Il y a une différence de nature entre l'actif et la ressource. Les actifs spécifiques ont un coût d'irréversibilité, ce qui signifie que l'actif perd une partie de sa valeur productive dans le cas où il est redéployé vers un usage alternatif. Nous pouvons dire que la matière première ne peut pas avoir de caractère spécifique dans la mesure où sa valeur marchande n'est pas liée à son usage futur. La main-d'œuvre est un actif spécifique dès lors qu'elle est qualifiée. De même, le capital devient actif spécifique lorsqu'il passe d'une forme d'épargne liquide à une forme de capital investi dans des équipements. Enfin, l'information devient, elle aussi, un actif spécifique lorsqu'elle est élaborée et organisée en vue d'un usage particulier. Concrètement, on peut citer l'élaboration de logiciels très techniques concentrant l'information pour servir une production très pointue liée à des usages particuliers.

§3.2. Le territoire et le développement touristique

Le territoire est littéralement inséparable du produit touristique. Ce que l'on vend au touriste, c'est l'occupation temporaire d'un ou plusieurs lieux, regroupés dans un territoire plus ou moins clairement circonscrit, dont l'intérêt pour le touriste est le plus souvent fondé sur des caractéristiques et ressources propres à ce territoire. Le territoire peut être une destination touristique, un système socio-spatial imaginaire, mais aussi un lieu de séjour et un lieu de consommation (Escadafal, 2004).

L'organisation spatiale des activités et des centres d'intérêt, la circulation (la mobilité) au sein du territoire jouent un rôle essentiel dans l'attractivité de la destination. Donc, l'un des enjeux essentiels de l'aménagement touristique, qu'il s'agisse de l'aménagement au sens de l'organisation du territoire et de l'urbanisme ou du management du développement du territoire, est donc de comprendre et de gérer les éléments constituant l'attractivité du territoire.

L'attractivité d'un territoire touristique se fonde souvent sur des ressources territoriales non marchandes (comme le lac Issyk-Koul au Kirghizstan) : les biens publics environnementaux (la nature, le paysage, la flore, la faune), les services « gratuits » (la possibilité de circulation, la propreté, la sécurité, la culture). Même les ressources territoriales marchandes, soit au sens d'offre touristique publique (musées, services publics payants…), soit en tant que produits touristiques proposés par des entreprises, s'appuient elles-mêmes souvent sur des ressources territoriales (la nature, la culture). Donc, les ressources territoriales, dans leur ensemble, sont fondatrices d'une différenciation territoriale, d'un avantage concurrentiel qui se base sur des « spécificités territoriales » non reproductibles, non susceptibles d'exister ailleurs ; elles sont au cœur de l'attractivité des destinations touristiques.

a) Le territoire comme destination

La destination est par définition le lieu où l'on doit se rendre, le but du déplacement. La destination renvoie à la notion de futur, de projection de ses vacances, de mouvement vers le lieu défini. Pour gérer une destination, on doit s'interroger sur la manière de faire venir les touristes. La destination est d'abord un système socio-spatial imaginaire (Escadafal, 2004), c'est-à-dire que le touriste imagine ses vacances, le lieu de visite, le lieu de séjour et son hébergement ; cette projection est « virtuelle ». Donc, l'enjeu du management du territoire touristique est de transmettre les informations et les caractéristiques du territoire, qui vont créer un rêve puis le désir de visiter cette destination. Pour réaliser cet enjeu, il faut mettre en place la question de la communication, du marketing, de la publicité. Ainsi, les ressources territoriales sont des facteurs d'attraction, parce qu'elles construisent l'image de la destination.

b) Le territoire comme lieu de séjour

La station touristique est le lieu de séjour où le touriste s'arrête pour passer ses vacances. S'il s'agit, dans un premier temps, de faire venir le touriste sur un territoire (le territoire comme destination) et, dans un second temps, de construire et gérer le territoire comme un lieu de séjour ; c'est un enjeu essentiel de l'aménagement touristique car, il s'agit de la construction et de l'organisation d'un ensemble de ressources qui permettent au touriste de se sentir bien sur le territoire. Son séjour sera organisé autour de lieux d'hébergements, de lieux de vie (la plage, le marché…) ainsi que d'activités et de loisirs. Pour Escafadal (2004), la combinaison

hébergement-variété d'activités est le principal facteur attractif pour le territoire-destination : ce n'est plus un site, une caractéristique emblématique qui fonde l'image de la destination, c'est le catalogue de l'offre mais aussi les ressources structurant l'image du territoire, comme les activités culturelles, la gastronomie, les facteurs environnementaux. Tous ces moyens mis à la disposition du touriste peuvent être considérés comme des ressources territoriales qui interviennent dans l'attractivité du territoire touristique, mais aussi, et surtout, dans la satisfaction des attentes et besoins du touriste. Le tourisme est l'un des seuls univers de consommation où la fonction de distribution ne consiste pas à distribuer le produit au client – c'est-à-dire que ce dernier ne peut pas voir ou toucher le produit, mais où il achète le produit touristique selon les informations qu'il a reçues.

§3.3. Le paysage en tant que patrimoine est un facteur de développement

Le patrimoine occupe une place spécifique dans la recherche en sciences économiques. Le mot « patrimoine » désigne des « biens de famille », l'ensemble des biens privés appartenant au *pater familias* (Di Méo, 2001). Le même terme peut signifier des biens privés ou communs (comme le patrimoine des œuvres, des monuments, des sites, des coutumes, des savoirs, etc.) d'une entité restreinte (individu, communauté) ou élargie (nation, peuple, humanité). La signification étymologique de cette notion ressort de l'idée de transmission intergénérationnelle des biens, qui s'effectue souvent grâce aux droits du père, l'héritage par l'effet de filiation. Historiquement, l'origine de ce mot était inscrite dans la sphère privée des familles et des lignées, puis ce dernier s'est élargi à la sphère des biens partagés par une communauté d'individus : ce qui est globalement transféré par une génération à la suivante, Plus tard, la notion de patrimoine pouvait indiquer non seulement des biens matériels et des domaines, mais aussi des valeurs idéelles (immatérielles), c'est-à-dire une idée ou des connaissances, des savoir-faire, une pratique et/ou technique, etc. Le patrimoine dispose d'un caractère de permanence et d'intemporalité. Dans ce principe de transmission par filiation, individuelle ou collective, il apparaît que le patrimoine établit une relation verticale intergénérationnelle, une sorte de cheminement dans le temps.

Le patrimoine, dans un contexte de filiation collective, revient à poser le principe d'une conservation des biens reçus par héritage. Le patrimoine dissimule donc la vision d'une projection dans l'avenir. La conception de développement durable prend sa source dans cette

notion de transmission, car l'enjeu du développement durable est une transmission garantie et équitable, aux générations futures, de ressources (par exemple environnementales) et de biens communs (sociaux, valeurs de civilisation). Il contient la possibilité d'un futur qui accroît son caractère d'enjeu stratégique : territorial, social, culturel, économique, symbolique (Di Méo, 2001).

« Le patrimoine se définit par rapport à un lieu, à des caractéristiques environnementales, naturelles de ce lieu, son histoire, sa culture, c'est-à-dire dont les hommes ont porté, ont vécu, ont transformé ce lieu et ceci même pour les lieux dits sauvages… » (Bensahel L., 2004). Les objets et les lieux patrimoniaux ont une propension à élaborer des territoires autour de quelques symboles clés, porteurs d'une forte dimension identitaire. Le patrimoine serait, en particulier, à l'origine d'une qualité spécifique du territoire, identifiée au travers de normes et de règles, permettant de différencier les produits qui peuvent y être associés. Cette qualité spécifique est issue du croisement entre des cultures et des organisations territorialisées (Landel, 2004). Donc, les patrimoines sont des constructions sociales complexes, réalisées dans des contextes de temps et de territoires spécifiques.

L'approche patrimoniale repose sur une conception occidentale, linéaire et ouverte du temps, qui correspond largement à celle de la modernité européenne. *« L'approche patrimoniale des biens est la seule à même de fonder une politique intégrée de développement et d'aménagement. Car elle seule facilite la transmission de ces biens de génération en génération, d'un groupe à l'autre, en permettant le surgissement de l'imprévu dans leurs usages à moyen et long terme, en mettant sur un même plan d'importance le social et le technique, l'économique, le mental et le culturel. »* (Fédération des PNR, ministère de la Culture, CNFPT, 1996).

a) Le patrimoine comme ressource territoriale

Par définition, le patrimoine appartient à tous, il est vu comme l'affaire de tous : secteur public, associatif ou privé. Du point de vue économique, ce produit n'existe pas ailleurs, il est donc rare. D'où l'intérêt de le préserver et de le valoriser. Le processus de patrimonialisation est d'abord la définition du patrimoine, sa modalité d'application et la procédure de sauvegarde, de conservation et de valorisation. Les processus de patrimonialisation sont applicables à un objet (chose, œuvre, bien, bâtiment, site, paysage, etc.) ou à une réalité

idéelle (idée, valeur, témoignage, événement, pratique, etc.). La sélection des éléments patrimoniaux dépend étroitement du jeu des différents acteurs qui vont guider la sélection, car il n'existe pas de patrimoine sans sélection**.** Une fois sélectionné, la volonté de le conserver doit faire place à un projet de développement. Le processus de révélation des richesses se réalise par une action innovatrice qui résulte d'une coordination spécifique entre les acteurs. Donc, la valorisation de la ressource patrimoniale dépend de la volonté d'appropriation des acteurs locaux et du mode d'organisation territorial qui résulte de cette volonté.

Le patrimoine approprié par les acteurs locaux peut engendrer une création d'activité. Mais, il ne peut avoir une valeur dans son état initial. Pour devenir une ressource, il doit se combiner avec d'autres opérateurs, nécessairement avec d'autres activités, et il dépend d'un mode d'organisation qui est spécifique à chaque territoire. Par exemple, dans le tourisme, le patrimoine est une partie des activités proposées. Ainsi, dans le tourisme écologique, le paysage en tant que patrimoine devient lieu de visite et est un facteur essentiel d'attractivité. L'association entre le patrimoine et d'autres produits permet de construire une spécificité et contribue à augmenter la valeur du « produit » touristique grâce à la différenciation.

Le développement du territoire résulte ainsi de la construction d'une identité. Issus d'un ensemble de savoir-faire, de cultures et d'histoires, ces patrimoines permettent de créer des activités liées à la conservation, à la restauration, à l'interprétation, à la formation, à la création de produits touristiques. *« En 20 ans, ce sont plus de 1 000 établissements liés à la valorisation du patrimoine qui ont été créés en France. Qu'il s'agisse d'écomusées, de musées du patrimoine rural, de musées de plein air, de musées des techniques du patrimoine industriel, de musées d'associations ou de musées privés, ils constituent un repère visible des changements en œuvre sur les territoires. Même si leur viabilité économique n'est pas assurée, ils bénéficient d'un soutien sans faille des acteurs locaux, bien relayés par de multiples procédures qui accompagnent le développement local »* (Landel, 2004).

b) Le paysage comme patrimoine territorial

Nombre de représentations territoriales se cristallisent autour de paysages emblématiques, par la diffusion d'images, de tableaux, de gravures ou de photographies. Par exemple, les paysages de montagne du Kirghizstan sont représentés sur les armoiries de l'État ; en France, les grands paysages régionaux sont élevés au rang de patrimoine par les timbres-poste et les

livres scolaires. Le paysage fait incontestablement partie de l'identité de chaque territoire, parce qu'il intègre directement des éléments du patrimoine naturel, historique, architectural ou agricole. L'image exploitable du territoire est une ressource, car le territoire est capable d'attirer non seulement des touristes, mais aussi de nouveaux habitants. Le paysage joue un rôle dans la définition, l'identification et l'appropriation par les habitants – comme par les visiteurs – d'une entité territoriale. Roger Brunet (1995) souligne qu'« *une ressource est toujours un moyen pour créer de la richesse* ». De même, une ressource territoriale est toujours un moyen pour créer du territoire, ou tout au moins pour le renforcer et en préciser l'existence. Le paysage, ou parfois seulement certains de ses éléments, joue fréquemment ce rôle génétique par rapport au territoire.

Le paysage peut donc être assimilé à une ressource économique, susceptible de produire des richesses et perçue comme telle par le territoire. Son exploitation par l'activité touristique est primordiale et prépondérante pour l'invention du tourisme. En dehors des grands sites touristiques, le paysage devient un avantage de décor, pour des activités comme la villégiature ou la pratique du sport en pleine nature. Par exemple, les personnes à dominante citadine préfèrent un simple dépaysement à la « nature » ou dans des paysages « campagnards ». Consommateurs de paysage, les touristes consomment aussi les productions locales, pour établir une mémoire qui les unit au territoire et à ses paysages. C'est cette mise en cohérence de l'image paysagère et de l'offre territoriale en matière de produits et de services que mettent en avant les guides d'accueil et autres dépliants d'informations touristiques (Derioz, 2004). Elle renvoie à la notion de terroir.

Le paysage devient l'image du territoire. Les stratégies de communication à finalité commerciale, utilise cette qualité du paysage pour lui associer un produit et insister ainsi sur le côté « authentique ». Par exemple, l'eau minérale commercialisée en bouteille, utilise souvent l'image d'un paysage montagnard pour donner une impression de pureté. Le paysage se retrouve ainsi associé, de manière organique, à d'autres ressources territoriales et participe, de manière plus ou moins directe, à la création de richesses.

Le paysage occupe une place croissante dans les projets intercommunaux, dans les démarches des collectivités locales relatives à la gestion de l'espace, à l'aménagement, au développement urbain, touristique, au maintien de l'agriculture. Cette construction collective, générée par l'idée de paysage, peut contribuer à l'émergence d'une identité sociale qui se concrétise par

une vision partagée du futur, par la prise en compte du paysage comme un identifiant patrimonial de la société et comme le vecteur de la transmission du patrimoine de la nature aux générations futures.

c) La vulnérabilité des paysages

La théorie des ressources territoriales met en avant l'idée selon laquelle les territoires sont essentiellement constitués d'objets construits (les ressources) et de relations de proximité (jeux d'acteurs). Donc, le paysage aussi représente une ressource spécifique relative au jeu complexe des interactions homme/nature. Mis au centre du processus de patrimonialisation, le paysage pour être valorisé et conservé doit être abordé sous l'angle de ses vulnérabilités au sens « *des fragilités dans le système socio-économique et environnemental d'un territoire* » (Peyrache-Gadeau, Bedecarrats et Vanpenne, 2006). Ces fragilités sont liées au fait que le paysage subit les influences anthropogènes, relatives aux activités économiques et sociales et à la manière dont elles évoluent. Étant lui-même un espace dynamique complexe, composé d'écosystèmes en interaction (écosystèmes terrestres, aquatiques, urbains), la moindre modification, le moindre dérèglement dans l'interaction homme/nature peut avoir des répercussions en chaine difficilement repérable ou maîtrisables. Il s'agit alors de minimiser les impacts des usages traumatisants et de développer les pratiques « édificatrices du paysage », de procéder à la restauration écologique des sites perturbés et de protéger les habitats remarquables et les espèces menacées.

Ainsi, cette interaction homme/nature évoque une approche du paysage comme construction sociale (interactions entre des activités humaines et un milieu physique proche, entre processus socio-économiques et processus écologiques). Cela implique de mettre en valeur un usage de l'espace. Dans un territoire, les acteurs, les sociétés locales gèrent leurs espaces et, ce faisant, influent sur l'environnement. Cette approche interpelle nécessairement le domaine de l'observation des écosystèmes et des impacts générés par les activités humaines dans l'environnement. Le paysage devient clé d'identification des vulnérabilités appliquées aux territoires touristiques. Les acteurs, grâce au projet à partir de l'identification des vulnérabilités territoriales, participent au développement local.

L'approche proposée dans ce travail permet de comprendre comment, à travers le paysage (en l'occurrence le lac Issyk-Koul), se combinent à la fois des enjeux économiques

(développement économique local, grâce au tourisme), des enjeux sociaux (maintien d'activités en milieu rural, formation) et des enjeux environnementaux (la protection de la nature).

Conclusion

Nous avons étudié les approches théoriques en première partie de notre travail. Cette analyse fondamentale de la théorie institutionnelle permettra nous aider à mieux comprendre les problèmes actuels du tourisme au Kirghizstan qui est un cible de notre étude. Nous avons pu voir la notion de tourisme lui-même et les principes de développement durable. Le développement territorial et les termes du patrimoine et des ressources territoriales peuvent être un outil d'analyse dans notre étude du terrain, plus précisément dans notre observation du développement du tourisme dans le lac Issyk-Koul.

Dans la deuxième partie de notre recherche nous allons analyser le contexte kirghize. D'abord la situation du tourisme et son développement en général, au niveau national sera analysé avec les problèmes et difficultés du secteur touristique kirghize. Puis en deuxième temps, nous passeront légèrement par l'histoire de la formation du secteur touristique kirghize. Puis, abordons les institutions étatiques du tourisme actuelles, ainsi que la politique touristique nationale qui gère l'industrie de tourisme. La présentation des acteurs non-gouvernementaux du tourisme finalisera enfin la deuxième partie.

PARTIE II
LA MISE EN PERSPECTIVE DANS LE CONTEXTE KIRGHIZE

Introduction

Ces deux dernières décennies, le tourisme s'est développé de manière très spectaculaire au Kirghizstan (*cf.* Annexe n° 2), une situation que n'ont guère freinée les instabilités politiques et les crises financières. Après chaque ralentissement des flux de touristes, la saison touristique suivante repart et les touristes sont encore plus nombreux. L'attractivité du Kirghizstan en tant que destination de tourisme balnéaire reste sans aucun doute considérable. La participation de l'État dans le gouvernement de l'industrie touristique est importante à souligner. Ainsi qu'autres acteurs de tourisme comme les organisations non-gouvernementales jouent également son rôle dans le secteur touristique kirghize.

Pour bien comprendre comment le tourisme peut se développer au Kirghizstan nous allons dresser un panorama général du secteur (chapitre 1) avec ses atouts (§1) et ses faiblesses (§2). Le chapitre 2 présente les institutions et les acteurs du tourisme, d'abord à l'époque soviétique (§1), pendant la transition (§2), puis depuis l'indépendance (§3). Parmi les acteurs les plus remarquable dans le soutien à l'activité touristique durable, les ONG jouent un rôle de premier rang avec les initiatives du tourisme basé sur la communauté (§4).

CHAPITRE 1
ANALYSE DU TOURISME DANS LE CONTEXTE KIRGHIZE

L'indépendance et la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché ont donné une chance au tourisme kirghize de devenir un secteur économique lucratif, capable d'assurer le développement de l'économie du pays. Actuellement, le secteur touristique est considéré comme prioritaire pour l'économie du Kirghizstan. Il représente environ 4,5% du PIB en 2013, contre 3,8% en 2011, alors que l'objectif à moyen terme est d'atteindre 8%.

Nous allons donner un panorama général de la situation actuelle du tourisme et son évolution principalement après les années 2000 (§1). Nous allons également présenter les types de produits touristiques qui se développent activement au Kirghizstan (§1.3). Dans deuxième temps, nous allons aborder les problèmes de l'industrie touristique kirghize (§2).

§1. Panorama du tourisme au Kirghizstan

La nature vierge, les paysages préservés, la richesse de la flore et de la faune, les sources d'eaux thermales et minérales créent des conditions favorables pour le développement du tourisme. Le potentiel touristique du Kirghizstan est considérable mais peu utilisé. Ses ressources, fondées sur le patrimoine naturel, humain, social et historico-culturel et les services récréatifs, permettent au Kirghizstan de s'intégrer progressivement au marché touristique international. Autrefois isolées, et de ce fait préservées, les régions montagneuses de l'Asie centrale sont peu connues dans les pays développés. Pourtant, sur les marchés touristiques spécialisés, le Kirghizstan acquiert de plus en plus de popularité en tant que pays de tourisme culturel et d'aventure.

§1.1. L'économie du Kirghizstan

L'économie de ce petit pays reste faiblement développée, l'activité principale étant l'agriculture qui occupe la majorité de la population active et produit 28% du PIB. Les cultures dominantes sont le blé, la pomme de terre, la betterave à sucre, le coton, le riz, les

pistaches, le tabac, les haricots et les fruits. Le Kirghizstan est un pays montagneux qui convient parfaitement à l'élevage du bétail. L'un des secteurs le plus prometteur et important du Kirghizstan est celui de l'énergie électrique, grâce aux ressources hydroélectriques et aux nombreux barrages existants. Plusieurs projets sont actuellement à l'étude car le potentiel est considérable ; les nombreuses rivières aux courants forts permettent de construire encore plus de grands barrages hydroélectriques. Le secteur tertiaire est fortement présent également, avec environ 50% du PIB en 2012, alors que l'industrie n'en représente que 20% (10% hors activités de la mine d'or de Kumtor).

Le pays ne dispose pas de ressources naturelles importantes, à l'exception notable de la mine d'or de Kumtor, exploitée par la société kirghizo-canadienne « Centerra Gold Company ». Cette activité représente environ 10% du PIB, dont 40% à l'exportation, et constitue aussi la première source de devises étrangères. Le Kirghizstan exporte principalement des métaux non ferreux et des minéraux, des produits manufacturés en laine, des produits agricoles, de l'énergie électrique. Les importations du Kirghizstan portent essentiellement sur le pétrole, le gaz naturel, les métaux ferreux, les produits chimiques, les équipements et la machinerie, le bois et certains produits alimentaires. Les importations sont dominées par l'énergie (35% pour le gaz ouzbek) et les biens d'équipement (16,5%). Les principaux partenaires économiques du Kirghizstan sont la Russie, le Kazakhstan, la Chine, l'Ouzbékistan, la Turquie et l'Allemagne.

Tableau n°5. Les chiffres-clés de l'économie kirghize.

Indicateurs de croissance	2009	2010	2011	2012	2013
PIB (milliards euros)	3,1	3,4	4,4	4,8	5,4
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,9	-0,5	5,7	1,2	8,5
PIB par habitant (euros)	604	653	837	893	986
Endettement de l'État (en % du PIB)	58,0	60,3	52,4	55,1e	51,4
Taux d'inflation (%)	6,8	7,8	16,6	2,9	9,4
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,12	-0,31	-0,37	-0,79	-0,44
Balance des transactions	-2,5	-6,4	-6,3	-12,8	-4,2

courantes (en % du PIB)					

Source : FMI - World Economic Outlook Database - dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

Tableau n°6. Le commerce international du Kirghizstan.

Principaux clients à l'exportation en 2011	**Russie 14,8%, Suisse 23,1% France 15,1%**
Principaux fournisseurs en 2012	**Russie 36,7 % Chine 16,5 % Kazakhstan 9,3%**
Part des principaux secteurs dans le PIB en 2012	**agriculture : 30 % industrie : 20 % services : 50 %**
Exportations de la France vers le Kirghizstan en 2012	**16 millions d'euros**
Importations françaises du Kirghizstan en 2012	**30,6 millions d'euros**

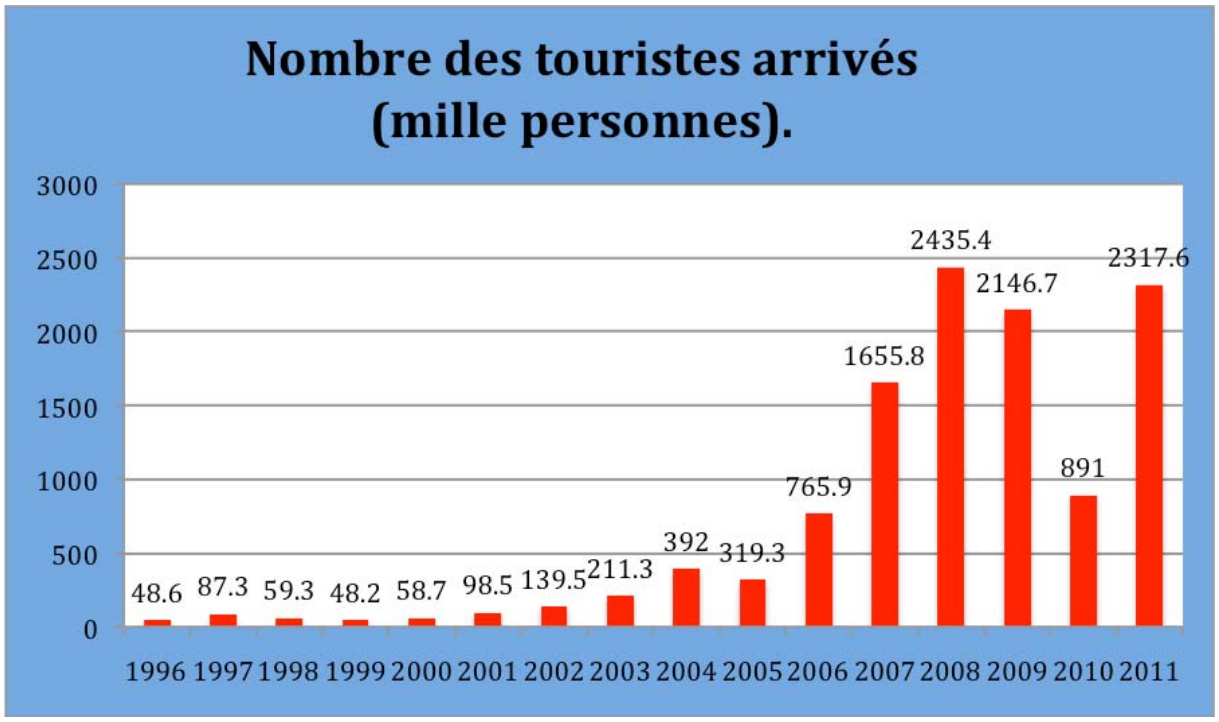
Source : www.diplomatie.gouv.fr

§1.2. Le tourisme actuel au Kirghizstan

Le tourisme est un secteur très varié, et pour cette raison, il est souvent difficile d'obtenir des statistiques fiables et complètes. L'accessibilité et la fiabilité des données statistiques sont encore plus compliquées dans les pays en voie de développement, du fait du manque de compétences et de financement pour effectuer des statistiques correctes. D'après le Comité statistique national (CSN) du Kirghizstan, le nombre de touristes a atteint 1,13 millions de personnes en 2013, soit 6% de moins qu'en 2012, mais par rapport à 2010 le taux de croissance est de 152%. Les données du Comité montrent une croissance de la fréquentation touristique ainsi qu'un élargissement des débouchés pour le tourisme balnéaire et le tourisme d'aventure. Il s'agit de la source d'informations statistiques la plus fiable pour ce secteur. C'est la raison pour laquelle, dans notre étude, nous utiliserons les données du CSN. Le ministère du tourisme (qui succède à l'ancienne Agence d'État du Tourisme) donne, pour sa part, des chiffres trois fois supérieurs à ceux du CSN. Cette distorsion s'explique notamment par le fait que le ministère du tourisme reprend les chiffres fournis par la douane sur le nombre de personnes qui traversent la frontière kirghize et indiquent que l'objectif de leur

visite est le tourisme, même si celles-ci viennent pour des raisons commerciales ou autres[97]. Par exemple, cette année lors de la réunion de la commission interministérielle, le directeur du département, Chakiev M. dans son intervention devant les média, a annoncé qu'en « 2013 il y a eu 3,6 millions touristes c'est-à-dire 650 000 touristes de plus qu'en 2012 ».[98] Mais, en réalité, parmi ces visiteurs, il est difficile de définir le pourcentage des « vrais » touristes, ce qui n'empêchent pas les autorités de considérer ces chiffres comme un indicateur de l'activité touristique. Pour le ministère, il est nécessaire de souligner l'importance et la forte croissance du tourisme afin d'attirer l'attention du parlement et des dirigeants de l'État.

Graphique n°2. Le nombre d'étrangers arrivés au Kirghizstan.



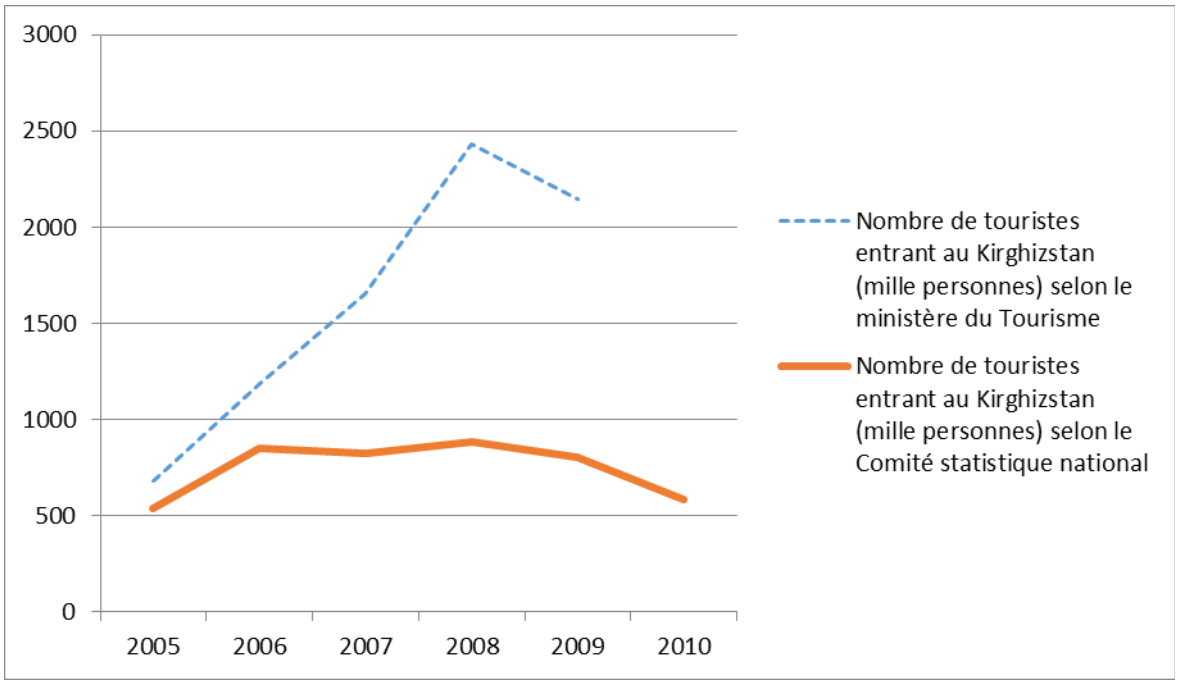
Source : Le ministère du tourisme, 2012.

Chaque année au moi d'août, le comité statistique national, édite un recueil statistique entièrement dédié au tourisme, intitulé « Tourisme au Kirghizstan ». Nous pouvons en extraire quelques traits caractéristiques du développement du tourisme au Kirghizstan. L'exportation des services touristiques s'élève à 380,7 millions d'euros ce qui est 22% de plus qu'en 2012, cet indicateur est en croissance constante depuis 2010. Les investissements dans

[97] Pour les gens qui traversent la frontière, il est toujours plus facile d'indiquer le tourisme comme objectif de la visite car il y aura moins de dérangement de la part des douanes que s'ils mentionnent des objectifs commerciaux ou d'affaires par exemple.

le capital fixe atteignent 115,9 millions d'euros en 2013 alors que les IDE avoisinent les 10,9 millions d'euros. Ça signifie que la majorité des investissements dans le secteur touristique proviennent d'investisseurs locaux. La structure des investissements directs étrangers montre une prédominance des IDE venant des pays CEI et une très faible présence d'IDE en provenance d'Europe ou d'Amérique nord.

Graphique n°3. Le nombre de touristes selon deux sources d'informations.



Source : Le comité statistique national et le ministère de tourisme de la RK.

En 2013, les organismes fiscaux ont perçu du secteur touristique plus de 10 millions d'euros en impôts et taxes diverses. D'ailleurs, le calcul de ce montant est remis en question par le département du tourisme qui prétend qu'il ne prend pas en compte plusieurs autres impôts du secteur touristique. Le prélèvement fiscal total serait en réalité beaucoup plus important.

L'importation de services touristiques est en légère augmentation en 2013 : les touristes kirghizes ont dépensé 250,8 millions d'euros à l'étranger. La structure de l'importation du tourisme montre que les touristes kirghizes dépensent 1,5 fois plus dans les pays de la CEI qu'ailleurs.

---

[98] http://www.knews.kg/society/48706

Tableau n°7. Les indicateurs économiques du tourisme au Kirghizstan.

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Taux de croissance 2013/2012
PIB du Kirghizstan (millions d'euros)	1 576,6	1 778,2	2 217,2	2 937,4	3 144,1	3 315,3	4399,8	4776,5	5385,6	112,75%
Production brute de la sphère touristique (millions d'euros)	125,6	161,4	221,7	309,8	417,7	318,6	484,1	512,1	560,1	109,37%
Valeur ajoutée nette du tourisme (millions d'euros)[99]	53,2	66,4	91,0	122,7	160,1	126,7	198,1	218,5	214,0	97,9%
Part du tourisme dans le PIB (%)	3,3	3,5	4,0	4,2	4,0	3,8	4,5	4,6	4,5	97,8%
IDE reçu pour le secteur touristique (millions d'euros)	5,3	8,1	11,6	14,3	19,4	15,2	32,5	8,2	10,1	123,17%
Investissement dans le capital fixe dans le tourisme (millions d'euros)	15,3	34,6	56,7	62,3	152,3	108,6	153,2	123,7	115,9	93,69%
Exportation des services touristiques (millions d'euros)	50,5	117,6	248,7	363,7	177,5	108,9	257,6	304,3	380,7	125,11%
Importation des services touristiques (millions d'euros)	41,2	65,4	80,3	217,4	101,5	100,6	172,9	246,9	250,8	101,58%
Nombre de touristes entrant au Kirghizstan (mille personnes) selon **le ministère du Tourisme**	682	1 190	1 655	2 435	2 146	Plus de ministère	Plus de ministère	3105,6	3655,1	117,58%
Nombre de touristes entrant au Kirghizstan (mille personnes) selon **le Comité statistique national**	537,1	852,8	826,1	888,0	806,8	584,3	816,9	1199,4	1132,2	94,4%
Impôts payés par le secteur du tourisme (millions d'euros) [100]		2,85	3,73	3,9	nd	1,7	3,01	8,44	10,78	127,73%
Revenu lié au transport des touristes (millions d'euros)	26,7	23,0	33,7	56,4	61,1	74,5				
CA du commerce de détail dans le tourisme (millions d'euros)	37,2	44,3	56,1	73,3	76,9	63,4				

Source : le Comité statistique national du Kirghizstan.

En 2013, d'après le Comité statistique national, le nombre de touristes atteint 1 132 200 personnes qui représentent 19,2% de la population du Kirghizstan (5,9 millions de personnes

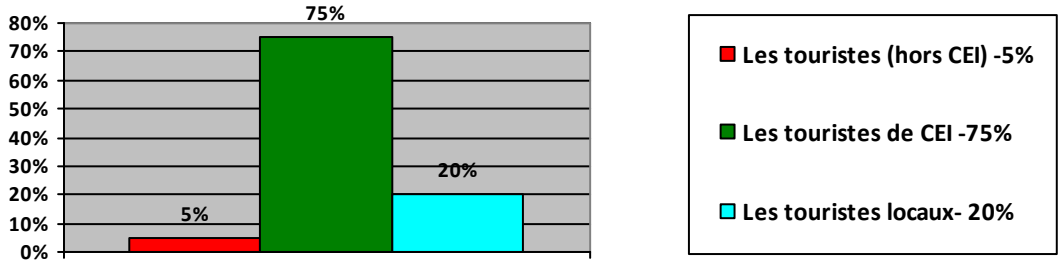
[99] Avec le taux de change 1 euro = 64 som (la monnaie nationale).

[100] Source : Le service fiscale de la République Kirghize.

au 1er janvier 2013). En 2010, il y a eu une diminution de 37,1% des touristes par rapport à 2009. Cela est lié à l'instabilité politique, à la révolution avec le changement de président qui a eu lieu entre le 5 et le 7 avril 2010, donc avant la saison touristique. En plus, pendant toute la période d'été, la frontière avec le Kazakhstan avait été fermée à l'initiative du président kazakh, malgré une situation adoucie. D'ailleurs, au printemps 2005, une révolution identique avait déjà marqué l'histoire du Kirghizstan. Ces deux révolutions ont eu un impact négatif direct sur le tourisme. Les médias étrangers diffusaient les informations les plus terrifiantes sur le Kirghizstan, et plusieurs firmes touristiques russes, kazakhes et occidentales déconseillaient les voyages dans ce pays.

En 2010, le Kirghizstan a exporté des services touristiques pour un montant de 194,1 millions d'euros[101] et investi à hauteur de 108,6 millions d'euros ; les IDE ont atteint 15,2 millions d'euros, soit une baisse de 21,7% par rapport à 2009. La production brute du secteur touristique atteint 310,6 millions d'euros avec une valeur ajoutée nette de 126,7 millions d'euros. Le chiffre d'affaires du commerce de détail lié au tourisme est égal à 63,4 millions d'euros en 2010. Ces données peuvent paraître faibles, mais la majeure partie du marché touristique reste encore dans l'économie informelle ce qui implique des rester prudent quant à l'analyse des statistiques.

Graphique n°4. La structure des touristes entrant au Kirghizstan en 2007.



Source : Marketing service bureau (2007).

La période 2006-2008 est marquée par l'essor du tourisme kirghize. D'après une étude effectuée par le marketing service bureau, en 2007, la structure des touristes entrant au Kirghizstan montre en majorité des touristes de la Communauté d'États indépendants

[101] Le recueil statistique 2010, le Comité national statistique.

(CEI)[102], avec 75% du nombre total des touristes, et en minorité des occidentaux et des touristes hors CEI, avec seulement 5% des entrées. Le marché extérieur comprend les pays de la CEI (surtout le Kazakhstan, la Russie, l'Ouzbékistan), les pays développés (surtout l'UE, l'Amérique du Nord) et les pays émergents (la Chine, Corée du sud). Les touristes intérieurs bénéficient principalement du tourisme balnéaire au bord du lac Issyk-Koul.

Les tendances de ces dernières années montrent le changement intervenu dans la structure de la demande touristique, c'est-à-dire l'augmentation du nombre de touristes « intérieurs » (kirghizes) et la diminution du nombre de touristes issus des pays CEI. Les touristes occidentaux sont en croissance mais leur proportion reste toujours très faible.

Tableau n°8. Le nombre des touristes qui sont utilisé le service des entreprises de tourisme et sont hébergé dans les établissements d'accueil des touristes (par région et par types d'établissement), en 2013.

Selon les régions	Touristes de hors CEI	Touristes de CEI	Touristes kirghizes	**Total**
Hôtels				
Batken	33	2	12902	12937
Djalal-Abad	999	215	20888	22102
Issyk-Koul	283	1113	14095	15491
Naryn	1593	68	2994	4655
Och	-	-	458	458
Talas	80	-	484	564
Tchui	73	205	12284	12562
ville Bichkek	24314	14093	60074	98481
ville Och	1653	870	36174	38697
Etablissements d'accueil des touristes				
Batken	-	-	-	-
Djalal-Abad	7	12	21880	21899
Issyk-Koul	1810	40470	163926	206206
Naryn	-	-	-	-
Och	-	-	4949	4949
Talas	-	-	368	368
Tchui	155	340	28147	28642
ville Bichkek	-	-	-	-
ville Och	-	-	3769	3769
Agences touristiques				

[102] Principalement, les États issus de l'ancien territoire de l'Union soviétique.

Issyk-Koul	53	46	-	99
Naryn	3632	21	3	3656
Talas	-	-	460	460
Tchui	-	-	3085	3085
ville Bichkek	3205	2209	1421	6835
ville Och	552	151	5	708
Parc nat. et réserves protégées				
Djalal-Abad	97	136	19965	20198
Issyk-Koul	26	2067	4893	7386
Naryn	-	9	7837	7846
Och	-	-	22566	22566
Talas	-	-	1470	1470
Tchui	-	77	24687	24764
Autre formes de société touristique				
Issyk-Koul	3	-	1365	1368
Naryn	3685	138	7038	10861
Talas	454	24	88081	88559

Source : Le comité statistique national, 2014.

Le tableau n°8 ne nous montre pas la totalité des touristes du Kirghizstan, mais le nombre de touristes qui ont utilisé le service des entreprises de tourisme et sont hébergés dans les établissements d'accueil des touristes. Ces données, fournies par CSN, concernent les touristes qui sont passés par le secteur « organisé » du tourisme, c'est-à-dire par les entreprises enregistrées juridiquement. D'après ce tableau, nous pouvons conclure que la majorité des touristes sont logés dans les hôtels de Bichkek, pratiquement 98 481 personnes. La capitale en tant que centre économique du pays, accueille plusieurs touristes et hommes d'affaires. Pratiquement, tous les touristes occidentaux qui viennent au Kirghizstan y passent au minimum deux nuits. Bichkek est incontournable (arrivée et départ de l'aéroport international « Manas ») ; on y trouve tout ce qui est nécessaire aux touristes, en termes d'infrastructure de communication, de marché, de magasins, etc. La deuxième plus grande ville du pays est Och ; elle propose aussi de nombreux hôtels pour accueillir des touristes. Les hôtels se trouvent principalement dans les villes, et sont spécialisés dans les courts séjours et le tourisme d'affaires.

En ce qui concerne les établissements d'accueil des touristes[103], à Bichkek, il n'y en a aucun. Les établissements d'accueil spécialisés s'adressent aux touristes qui recherchent le calme et

[103] Les établissements d'accueil des touristes sont des établissements qui offrent un service d'accueil, d'hébergement, de restauration, de recréation et d'autre formes d'organisation de repos des touristes (d'après le

le dépaysement. Pour cette raison, tous les établissements d'accueil se trouvent dans des endroits qui bénéficient d'une nature et d'un environnement remarquables. Les résidences touristiques qui accueillent le plus grand nombre des touristes sont situées à Issyk-Koul. Il y a eu 206 206 touristes en 2013. La région Tchui, grâce à sa proximité avec Bichkek, arrive en deuxième position, suivi par la région de Djalal-Abad. A Djalal-Abad, les nombreux établissements de recréation et de repos, les équipements balnéaires de cure (à eau thermale et minérale) datent de l'époque soviétique.

Bichkek concentre le plus grand nombre de firmes et agences touristiques. Arrive en seconde position la région éloignée de Naryn. En effet, le plus grand site de tourisme rural (tourisme basé sur les communautés) est localisé près du lac Son-Koul dans la région de Naryn. Parmi les 3656 touristes qui sont passés par les agences touristiques de la région de Naryn, seulement 21 sont originaires de CEI. Donc, 3632 sont des touristes occidentaux ou en provenance du sud-asiatique.

La première destination des visiteurs de parcs nationaux et réserves naturelles est la région de Tchui, où se trouve le parc national d'Ala-Archa, à 30 minutes de la capitale. Arrive ensuite la région d'Och et Djalal-Abad, avec la réserve protégée de Sary-Tchelek et la forêt domaniale de noyers d'Arslanbob. La région de Talas attire de nombreux touristes kirghizes avec plus de 88 559 visiteurs en 2013. C'est un site historico-culturel et patrimonial avec la « Manas Kumbozu » ou Tombe de Manas Dans le tableau ci-dessous, ce site est classé dans « autre type de société touristique ».

Tableau n°9. Le nombre des touristes qui sont utilisé le service des entreprises de tourisme et sont hébergé dans les établissements d'accueil des touristes, en 2013.

	Touristes hors CEI	**Touriste de CEI**	**Touristes kirghizes**	**Touristes hors CEI**
TOTAL	43 107	62 266	566 268	**671 641**
dont, dans les :				
Hôtels	1972	40 822	223 039	265 833
Etablissements	29 28	16 566	160 353	205 947

comité statistique cela comprend : les sanatoriums, les stations balnéaires, les colonies de vacances, les maisons de repos, le camping, les établissements de recréation, les établissement d'accueil des sportifs, *cf.* Annexe n°2, terminologie soviétique en tourisme)

d'accueil des touristes				
Agences touristiques	7 442	2 427	4 974	14 843
Visiteurs des zones protégées	523	2289	81 418	84 230
Autres types des sociétés touristiques	4142	162	96 484	100 788

Source : Le comité statistique national, 2014.

Nous avons fait l'analyse de la structure détaillée des touristes à partir des données officielles du ministère du tourisme[104] fournies jusqu'à 2010. À partir de 2011, suite à la restructuration et la diminution des effectifs du ministère, il n'éditait plus de rapport détaillé. Le CSN, quant à lui, ne fournit pas le nombre des touristes par pays.

Tableau n°10. Le nombre de touristes de la CEI ayant visité le Kirghizstan.

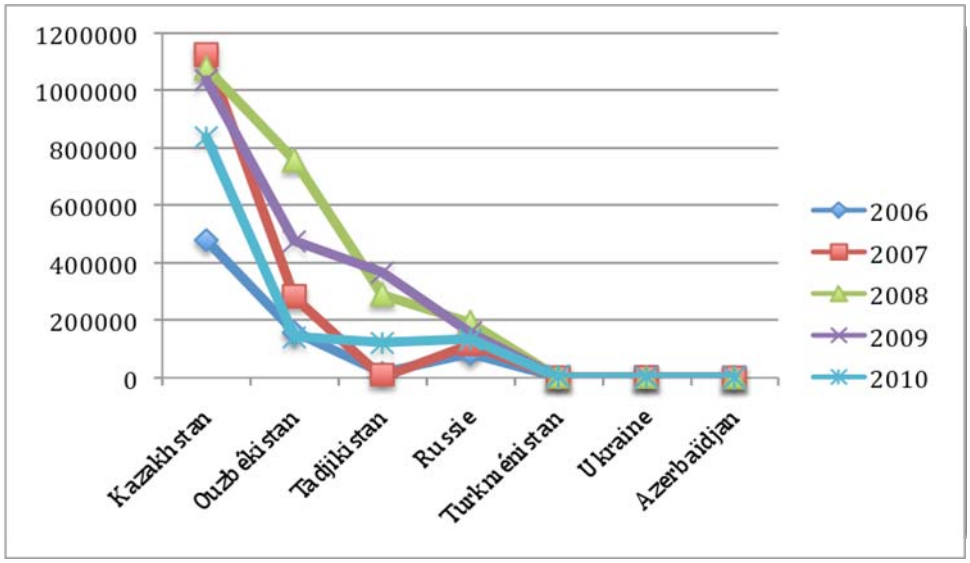
Pays/Année	2006	2007	2008	2009	2010	Pourcentage total en 2010, %	Taux de croissance moyen 2006-2010, %	Taux de croissance moyen 2006-2009, %
Kazakhstan	479 119	1 125 214	1 078 945	1 036 322	837 609	67,59%	26,90%	42,26%
Ouzbékistan	156 918	283 396	758423	474 751	140 644	11,35%	35,11%	70,27%
Tadjikistan	16 588	10 885	290958	366 304	121 058	9,77%	624,40%	854,84%
Russie	83 438	118 614	193998	157 008	132 493	10,69%	17,76%	28,88%
Turkménistan	830	1 885	3789	5 313	4 902	0,40%	65,15%	89,45%
Ukraine	3 070	3 186	3026	4 175	1 525	0,12%	-6,69%	12,24%
Azerbaïdjan	946	1 566	1237	1 158	984	0,08%	5,78%	12,71%
Total	740 909	1 544 746	2 330 376	2 045 031	1 239 215	100%	26,93%	49,04%

Source : Le ministère de tourisme.

Les touristes de la CEI sont surtout attirés par le tourisme balnéaire à Issyk-Koul. Le Kazakhstan est le premier pays émetteur de touristes pour le Kirghizstan, avec 67,6% des touristes (*cf.* Tableau n°10). Le Kazakhstan est le pays le plus proche grâce aux liaisons économiques et territoriales. Malgré la distance, les Russes occupent la troisième place des visiteurs du Kirghizstan. A l'époque soviétique, le lac Issyk-Koul était connu en Union soviétique et encore aujourd'hui, de nombreux Russes ont l'habitude de venir se reposer près de ce lac de montagne.

[104] Nous avons englobé sous le terme ministère du tourisme, l'organisme d'État qui gère le secteur touristique (car pendant les périodes différentes, cet organisme avait plusieurs noms.

Graphique 5. Les touristes de la CEI ayant visité le Kirghizstan (2006-2010).



Source : Le ministère de tourisme.

D'après le tableau n°10, nous pouvons remarquer la croissance remarquable des Tadjiks. L'Agence d'État du tourisme, en 2009, a expliqué cette croissance par l'augmentation du tourisme religieux dans le lieu de pèlerinage Sulaiman-Too[105]. Mais, le tourisme religieux n'est pas la seule raison. Ce changement s'explique aussi par la croissance des touristes en transit, c'est-à-dire des immigrants du Tadjikistan vers la Russie. Ces immigrants traversent le Kirghizstan en tant que touristes mais juste dans l'objectif d'atteindre la Russie[106]. Dans les statistiques kirghizes, ils apparaissent comme des touristes parce qu'ils passent plus d'une journée dans le pays, pour traverser en voiture toutes les routes montagneuses du sud jusqu'au nord.

Tableau n°11. Nombre de touristes hors CEI ayant visité le Kirghizstan.

Pays/Année	2006	2007	2008	2009	2010	Pourcentage du total en 2010, %	Taux de croissance moyen 2006-2010, %	Taux de croissance moyen 2006-2009, %
Australie	1 084	1 292	1 504	1 883	1 189	1,14%	5,99%	20,27%
Japon	1 678	2 550	1 946	2 027	1 125	1,07%	-3,01%	10,81%
Angleterre	3 265	4 519	3 261	3 827	2 716	2,59%	-0,28%	9,31%
Iran	2 640	3 620	3 576	3 201	1 574	1,50%	-6,35%	8,47%
France	2 651	3 917	3 308	2 981	2 105	2,01%	-1,77%	7,44%
Corée du Sud	4 667	6 417	4 526	4 790	4 207	4,02%	0,42%	4,62%
Allemagne	9 148	9 794	10 010	9 374	6 980	6,67%	-5,66%	0,97%

[105] http://fergana.akipress.org/news:44221

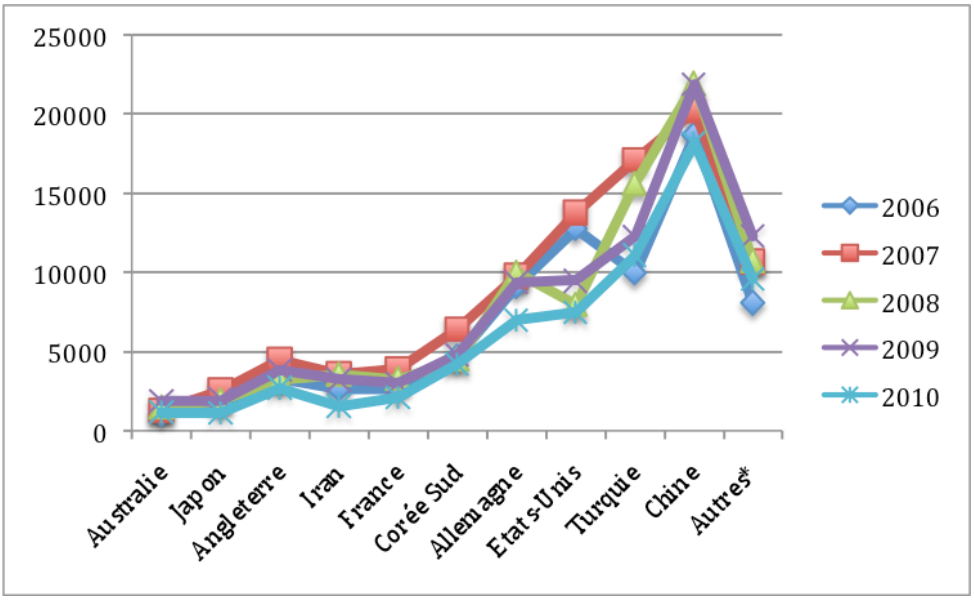
[106] En 2011, en Russie, travaillent plus d'un million de Tadjiks. D'après la Banque nationale du Tadjikistan, les virements d'argent vers les familles au Tadjikistan ont atteint 2,96 milliards de dollars, soit 45% du PIB du Tadjikistan. http://www.warandpeace.ru/ru/news/view/66019/.

États-Unis	12 772	13 775	7 983	9 464	7 473	7,14%	-9,17%	-5,21%
Turquie	9 981	17 110	15 611	12 265	11 098	10,60%	7,93%	13,74%
Chine	18 681	20 201	21 921	21 879	18 167	17,35%	-0,13%	5,49%
Autres*	8 082	10 689	10 776	12 300	9 580	9,15%	6,27%	15,74%
Total	74 649	93 884	84 422	83 991	66 214	100%	-1,50%	5,06%

Source : Le ministère de tourisme.

*Les autres pays sont les suivants : Autriche, Israël, Inde, Italie, Canada, Pologne, Pakistan, Suisse, Suède.

Graphique 6. Les touristes hors CEI ayant visité le Kirghizstan (2006-2010).



Source : Le ministère de tourisme.

.

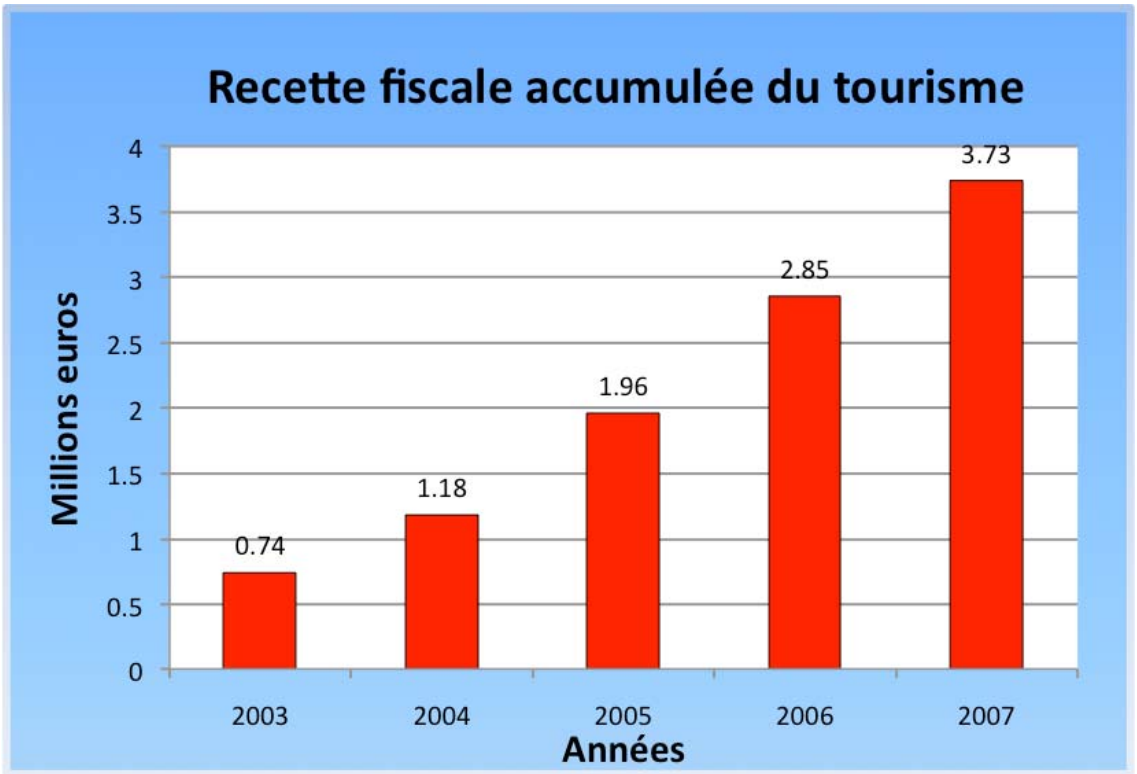
À partir du tableau n°11, nous pouvons voir que parmi les touristes hors CEI, les touristes de la Turquie et de la Chine sont les plus nombreux. Cela s'explique par le fait que ces deux pays sont les partenaires essentiels du Kirghizstan. Avec la Turquie, le Kirghizstan n'a pas de régime de visa mutuel. Au Kirghizstan, il existe plusieurs projets d'investissement et de coopération avec la Turquie. La Chine profite de son voisinage. Le Kirghizstan représente une plate-forme commerciale d'où les marchandises repartent dans les autres pays d'Asie centrale et en Russie. De ce fait, il y a beaucoup de commerçants chinois.

Les touristes des pays développés et occidentaux visitent le Kirghizstan principalement pour le tourisme d'aventure et le tourisme culturel sur la route de la soie. Les touristes des États-Unis sont en décroissance. Près de la capitale Bichkek se trouve une base militaire stratégique américaine. Via cette base, plusieurs Américains ont eu l'occasion de visiter le Kirghizstan.

Les débats sur son arrêt, initié par le gouvernement kirghize, ont conduit à la diminution de son activité et de ses effectifs (*shtab*).

La différence en termes de taux de croissance jusqu'en 2009 et 2010 montre que la révolution a eu un effet négatif pour les touristes hors CEI également. Le taux de croissance pour tous les autres pays, sauf les États-Unis, était toujours positif. Qu'ils soient alpinistes expérimentés ou randonneurs débutants, les touristes étrangers sont de plus en plus nombreux à partir à la découverte du Kirghizstan.

Graphique 7. Recette fiscale accumulée du tourisme (millions d'euros).



Source : l'inspection fiscale du Kirghizstan.

Selon le ministère de tourisme, le nombre des établissements d'accueil a augmenté de 11% par an sur la période 2006-2010. En 2010, le secteur touristique du Kirghizstan était organisé en 430 entreprises touristiques et établissements d'hébergement dont 157 hôtels, 109 stations balnéaires et sanatoriums[107], 13 refuges de montagnes et 93 agences de voyages organisant l'accueil et le séjour des touristes.

[107] - Les stations balnéaires (anciennement les maisons de repos, pensionnats et sanatoriums, *cf.* Annexe n °1) sont des grands établissements capables d'accueillir plus de 1 000 personnes à la fois. A la différence de l'hôtel, les stations balnéaires se trouvent au bord du lac et disposent d'une offre très diversifiée (hébergement,

Les recettes fiscales accumulées du tourisme sont en croissance ; en 2007, elles ont été multipliées par cinq par rapport à l'année 2003 *(cf.* Graphique 7*).* Malgré la présence de nombreux autres types de tourisme (aventure, sport…) dans les autres régions, le tourisme balnéaire à Issyk-Koul est l'activité touristique de base, et ce secteur génère un revenu important pour l'économie du pays. Le poids de ce tourisme dans le secteur touristique en général est de 90%.

§1.3. Les types de tourisme qui existent au Kirghizstan

Dans ce travail de recherche, nous avons fait quatre distinctions typologiques du tourisme au Kirghizstan :

1) Le premier est ***le tourisme de masse (balnéaire)***, homogène et concentré sur la côte nord du lac Issyk-Koul ; c'est le plus développé, avec un revenu accumulé et un nombre plus important de touristes (90% des recettes du secteur)[108]. Il occupe le premier rang dans l'industrie du tourisme kirghize. Pour cette raison, nous lui consacrerons un chapitre entier dans la troisième partie de notre thèse (*cf.* Partie III, Chapitre 1).

2) Le deuxième est ***le tourisme actif (d'aventure et de montagne)***, plus diversifié, combinant différentes activités sportives et se développant dans les régions montagneuses ; il est orienté vers une clientèle spécifique, principalement occidentale (environ 5% des recettes du secteur).

3) Le troisième est ***le tourisme culturel***, également diversifié, alliant les activités évènementielles et festivalières ; ce type de tourisme met en valeur les traditions et la culture nomade, ainsi que l'avantage de la localisation du pays, sur la route de la soie. Il cible une clientèle diverse (familiale, seniors) (environ 3% des recettes du secteur).

4) Le quatrième est ***le tourisme d'affaires***, avec des touristes en provenance des pays économiquement liés au Kirghizstan (commerçants, hommes d'affaires…) (environ 1% des recettes du secteur).

a) Le tourisme actif (d'aventure et de montagne)

---

restauration, divertissement varié, service, loisirs, sport, excursion, vie nocturne, etc.) pour toutes catégories de clientèle.

- Les sanatoriums, en France, ont une image de centre plutôt médical alors qu'au Kirghizstan, ils ont de plus en plus les mêmes fonctions que les stations balnéaires avec une spécialisation dans les soins, le ressourcement et le repos. Aujourd'hui, avec la privatisation de la plupart des sanatoriums, ceux-ci proposent des services diversifiés.

[108] Source : le ministère du Tourisme (2009).

« Une des formes les plus importantes des séjours sont d'ailleurs les circuits touristiques qui relient les tourbazas *de montagne et qui se prolongent par un séjour littoral. Le tourisme montagnard en U.R.S.S. n'est envisagé que comme une activité très secondaire. La montagne doit rester prioritairement orientée vers l'élevage. De plus, le développement du tourisme est soumis à un préalable : la mise en place d'un réseau de transport. »* (Durbiano et Radvanyi, 1987).

Le tourisme actif, d'aventure et de montagne, qu'on peut qualifier aussi de sportif, ne se limite pas aux séjours dans des endroits attractifs. Il comprend également des activités plus diversifiées comme les aventures extrêmes et peut même proposer une offre standardisée : le trekking et la balade dans les régions montagneuses. La plupart du temps, cela exige que les clients soient en bonne forme physique.

Les prix pour ce type de service sont plus élevés que pour le tourisme de masse, parce que le voyage et le séjour des touristes sont organisés par les agences touristiques et par de nombreux sous-traitants (hôtels, guides, entreprises de transport, interprètes, etc.). Le tourisme d'aventure est orienté surtout vers les touristes des pays développés comme les États-Unis, les pays de l'UE, le Japon et la Corée du Sud, en raison de leur pouvoir d'achat élevé et de leurs intérêts particuliers pour les pays montagneux.

Les touristes séjournent en moyenne entre deux et trois semaines, une durée plus longue pour le tourisme actif que pour le tourisme balnéaire (trois à cinq jours). La saison touristique de ce type de tourisme s'étend principalement sur cinq mois (mai – septembre). Les touristes viennent de loin et souvent en groupes de cinq à dix personnes. Ce type de tourisme a tendance à croître et si cette tendance persiste, il peut avoir une influence sur le développement des régions bien plus considérable que le tourisme balnéaire.

Les diverses activités liées à ce tourisme et répandues au Kirghizstan sont le trekking à pied ou à cheval, le rafting, la spéléologie, le ski alpin, les balades en vélo, l'alpinisme, le ski extrême avec le transport des touristes en hélicoptère, etc.
Le territoire du Kirghizstan compte 8 208 glaciers qui occupent 8 094,5 m^2. La présence de plusieurs types de grottes donne de grandes perspectives pour le développement du tourisme de spéléologie.

Le Kirghizstan est un pays montagneux (vue satellite).

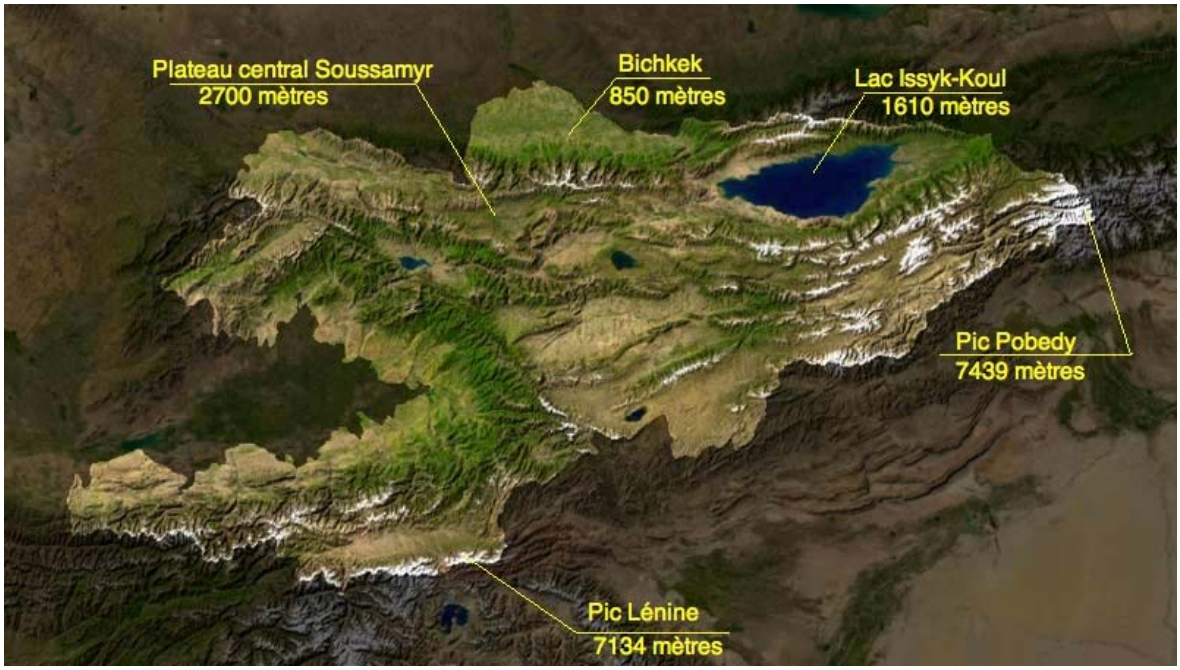


Tableau n°12 : Les plus grandes montagnes du Kirghizstan

	Nom des montagnes	Altitude maximale (m)	Altitude moyenne (m)	Longueur km	Largeur km
1.	Kokchaal (Pic de la Pobedy)	7 439	4 500	582	54
2.	Pic de Khan-Tengri (Pic de Lénine)	7 134	5 460	250	40
3.	Pic d'Alay	5 539	4 450	350	20
4.	Teskey Ala-Too	5 280	4 290	354	40
5.	Fergana	4 940	3 620	206	62
6.	Ala-Too	4 855	3 700	454	40
7.	Kungey Ala-Too	4 741	4 200	285	32
8.	Tchatkal	4 503	3 800	225	30
9.	Pic de Manas	4 488	3 930	260	40

Source : le ministère du Tourisme

Le Kirghizstan possède une flore et une faune riches. De nombreuses zones sont protégées, comme les parcs naturels et les réserves, favorisant le développement de l'écotourisme au Kirghizstan. Les zones protégées du Kirghizstan comptent sept réserves, huit parcs nationaux, un territoire de biosphère, 71 forêts domaniales ; la superficie totale des zones protégées représente 3,9% du territoire du pays.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), un nouveau segment du marché du tourisme mondial, le tourisme écologique, se développe avec un taux de croissance de 5 à 7% par an. Nous assimilons l'écotourisme au tourisme actif et d'aventure, même s'il est utile d'intégrer ce concept dans d'autres types de tourisme. L'écotourisme est l'exemple parfait de la réalisation des principes du développement durable *(cf.* Partie I, chapitre 2, §2.2*)*. C'est « *une forme de tourisme qui vise à faire découvrir un milieu naturel tout en préservant son intégrité, qui comprend une activité d'interprétation des composantes naturelles ou culturelles du milieu (volet éducatif), qui favorise une attitude de respect envers l'environnement, qui repose sur des notions de développement durable et qui entraîne des bénéfices socio-économiques pour les communautés locales et régionales »*[109]. La diversité de la nature du Kirghizstan et la propreté des sites sont propices au développement de ce type de tourisme.

Aujourd'hui, l'apport de l'écotourisme au produit sectoriel est négligeable. Le concept d'écotourisme est nouveau pour le Kirghizstan. Il exige beaucoup de travail de formation, d'instruction de la population, des institutions étatiques et non gouvernementales. Il faut prouver qu'il est possible de rendre compatibles d'une part le profit économique par la marchandisation de la nature et d'autre part la protection de l'environnement et de la culture.

L'écotourisme kirghize est soutenu principalement par des ONG et les organisations internationales. Les populations locales sont considérées comme des acteurs clés dans ce concept. Les initiatives de l'ancien gouvernement kirghize témoignent de l'importance donnée à l'écotourisme. L'organisation du « Sommet mondial de la montagne » à Bichkek, en novembre 2002, était une initiative du gouvernement. Cette manifestation, qui venait clore l'« Année internationale de la montagne » (et celle de l'écotourisme), a donné l'occasion au pays d'apparaître sur la scène internationale et de se positionner comme une destination nouvelle de tourisme durable.

Les Occidentaux et les touristes hors CEI sont les principaux clients de ce type de tourisme. La durée moyenne du séjour est de deux à trois semaines. Le taux de croissance annuel des touristes est de 10 à 15% *(cf.* Tableau n° 11*)*.

---

[109] Tourisme, Québec (2002).

Le territoire du Kirghizstan est couvert à 90% de hautes montagnes avec un relief varié, où des pistes de ski de différents niveaux peuvent être construites. Le tourisme hivernal y est donc aussi très important. Il entre dans la catégorie du tourisme d'aventure et sportif. La nature vierge et le climat doux de l'hiver font du Kirghizstan un lieu potentiel de fort développement des sports de neige. A l'époque soviétique, le Kirghizstan était un lieu d'entraînement privilégié de l'équipe de ski de l'URSS. Il existe de vastes territoires montagneux avec un bon enneigement pendant l'hiver (1,5 – 2 mètres). Une partie importante du territoire du Kirghizstan est couverte de glaciers et certaines zones de haute montagne ont de la neige toute l'année, ce qui engendre des conditions agréables pour pratiquer le ski et le free ride, même en été. Deux firmes touristiques disposent d'un hélicoptère qui effectue des vols permanents vers les glaciers, aussi bien l'été que l'hiver.

Actuellement, au Kirghizstan, onze stations de ski fonctionnent en hiver avec différents types d'équipement et de capacité (*cf.* Annexes n°3). Le fonctionnement des stations d'hiver débute en décembre et se termine au début d'avril. La plus grande station est **Karakol.** Elle se trouve à 390 km de Bichkek. La longueur de ses pistes mesure plus de 20 km, avec des télésièges renouvelés (rachetés d'occasion en France) et des chenillettes modernes. Plusieurs zones de la station restent inaccessibles par les télésièges donc potentiellement exploitables. Les stations ont des motoneiges pour transporter les gens vers les zones de free ride. La station de Karakol a des chalets avec des SPA, une salle de conférence et des restaurants. La station de **Toguz-Bulak** possède un télésiège d'occasion à deux places, acheté aussi en France. C'est la seule station qui dispose d'un snowpark. Aucune autre station n'en possède, parce qu'il n'y a pas de personnels formés et compétents pour aménager les snowparks au Kirghizstan. En plus des nouvelles technologies d'aménagement, des constructions sont nécessaires. La deuxième plus grande station de ski, « **Kachka Suu** », se trouve non loin de la capitale (à 35 km). Elle fonctionne toute l'année. Elle dispose d'une patinoire ouverte, de deux salles de conférences, de restaurants, d'un bar, d'un SPA et d'un parking pour 100 véhicules. La station de ski **Teu-Achou** a été ouverte en 2007. Elle se situe dans la partie centrale du pays, sur la route montagneuse la plus importante du Kirghizstan, qui relie Bichkek et Och, à 135 km de la capitale, à 3 100 m d'altitude.

Le schéma des pistes de la station de ski de Karakol.

Source : http://karakol-ski.kg/winter.

L'unique remontée mécanique de la station est très courte, seulement 1 800 mètres ; pour cette raison, les minibus remplacent les remontées mécaniques : ils attendent les skieurs en bas des pistes, puis les remontent par la route en haut des pistes. La particularité de cette station, c'est que son village, l'accueil, les bâtiments se trouvent en haut des pistes, c'est-à-dire que l'entrée de la station se situe en haut des pistes ; donc, les skieurs arrivent en voiture directement en haut des pistes. Cette station est en plein développement parce qu'elle dispose

des plus longues pistes du pays (5-6 km) ; malgré la présence du télésiège, les skieurs préfèrent prendre un forfait « minibus » pour profiter de toute la longueur des pistes.

b) Le tourisme culturel

Le tourisme culturel est basé sur la découverte culturelle, le mode de vie des nomades et leurs traditions. Mais, ce type de tourisme est également très diversifié, combinant les activités évènementielles et festivalières qui commencent à se créer et à se développer avec l'essor du tourisme international. Le Kirghizstan se trouve sur la célèbre route de la soie, qui crée un produit touristique attractif pour une clientèle variée : les touristes âgés et les familles, qui souhaitent bénéficier d'un séjour bien organisé et en toute tranquillité.

La route de la soie, en tant que route commerciale, est née au IIIe siècle avant J.-C. et a été activement empruntée jusqu'au XVIe siècle. De nombreux voyageurs se sont aventurés sur la route de la soie, dont la longueur est de plus de 7 000 km, attirés par le commerce, l'aventure, la connaissance, et au XIXe siècle par les nouvelles découvertes archéologiques.

En 1988, l'UNESCO a lancé un projet décennal intitulé « Etude intégrale de la route de la soie : routes de dialogue »[110]. En 1997, lors de la 29e session de la Conférence générale de l'UNESCO, le nouveau projet appelé « Dialogue interculturel Est-Ouest en Asie centrale » a été adopté. Selon l'OMT et l'UNESCO, la route de la soie va devenir un circuit touristique de plus en plus attractif et capable d'accueillir le tiers des voyageurs du monde vers 2020.

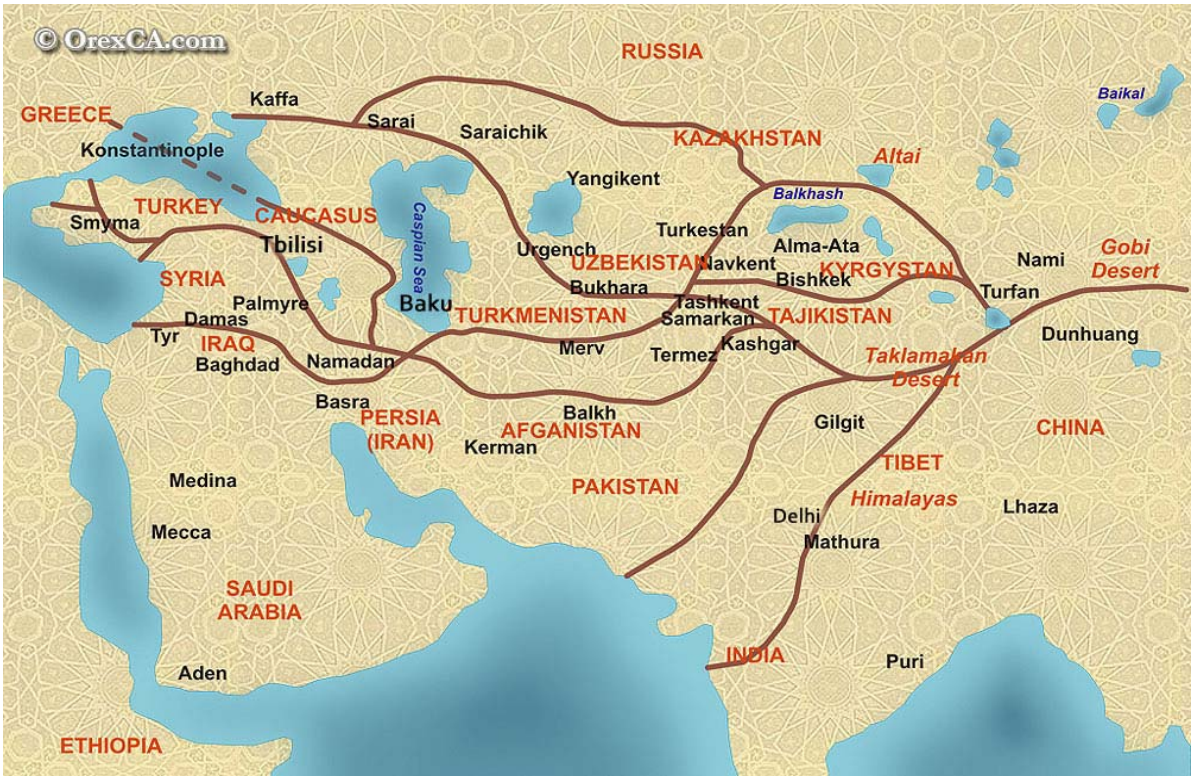
Ce type de tourisme comporte différentes versions d'itinéraires à travers des endroits historico-culturels et ethnographiques. La saison touristique peut durer cinq mois (mai – septembre).

L'essor du tourisme a engendré l'apparition de nombreux évènements et festivals. L'association At-Chabysh, dont la présidente est une Française, Jacqueline Ripart, organise des courses traditionnelles à cheval au bord du lac Son-Koul chaque été. Cet évènement s'accompagne de différentes présentations d'autres jeux équestres, de compétitions, de chasse

[110] http://www.unesco.org/culture/silkroads/html_fr/activity.shtml.

à l'aigle et au faucon selon la tradition nomade, etc. Le festival At-Chabysh devient de plus en plus populaire et attire chaque année des touristes de différents pays (500 personnes par an).

Schéma simplifié de la route de la soie avec les noms des villes contemporaines.



Source : http://www.orexca.com/silk_road.html

Le festival « Salburun »[111] est organisé chaque année sur la rive sud d'Issyk-Koul, dans l'objectif d'attirer les touristes et pour rappeler aux jeunes générations les traditions, le mode de vie et la philosophie des anciens nomades. Pendant le festival, on peut voir des démonstrations de chasse à l'aigle, au faucon ou avec des chiens de chasse *taÏgan*, ainsi que de maîtrise du tir à l'arc et d'équitation.

Une exposition touristique est organisée chaque été à Issyk-Koul, pour la saison touristique balnéaire. Et, une autre exposition touristique plus importante, consacrée au secteur touristique général du Kirghizstan, a lieu chaque année au début du mois de mai.

---

[111] « Salburun » est une chasse traditionnelle en groupe des peuples kirghizes nomades, qui utilisent des arcs, des oiseaux de chasse et des *taïgans* (chiens de chasse). Elle a une signification philosophique d'une grande importance pour le maintien de l'équilibre écologique de la nature et l'éducation physique de la jeune génération.

La chasse à l'aigle pendant le festival de « Salburun ».

Source : photo d'Alina Kenjeeva

Le patrimoine historico-monumental

Le Kirghizstan, en tant que lieu de croisement et de demeure des différentes cultures et des civilisations (monde islamique, bouddhiste, russe, turc), a hérité d'un patrimoine historique et monumental varié créé à différentes périodes. L'une des plus grandes influences a eu lieu par la diffusion de l'islam en Asie centrale. Le site de Safet Bulan est un village médiéval d'où l'islam s'est répandu dans toute la région ; il était également un important centre religieux avant la période soviétique. Le mausolée de Shah Fazel à Safet Bulan est maintenant quasi détruit, il y a eu des appels pour qu'il soit inclus dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (Begimkulov, 1999).

Un autre site remarquable est le caravansérail restauré sur la route de la soie, appelé Tash-Rabat, dont on dit qu'il a été construit par les moines bouddhistes au Xe siècle. Un lieu sacré et énigmatique qui attire de nombreux touristes malgré sa situation dans les hautes montagnes.

La ville antique de Balsaghun, dont seuls subsistent les vestiges du minaret Burana (près de la ville de Tokmok, à 30 minutes de Bichkek), était l'une des trois capitales à partir de laquelle les Karakhanids ont régné sur l'Asie centrale au XIe siècle et ont converti leurs peuples à l'islam. Pour les touristes occidentaux, les produits artisanaux comme les tapis de feutre traditionnels (*shirdak*), les éléments appartenant au mode de vie nomade et autres produits décoratifs en feutre sont très populaires.

Tash-Rabat, le caravansérail, construit par les moines bouddhistes dès le Xe siècle.

En 1995, la montagne de Salomon (*Sulaiman-Too)*, un grand rocher en forme de dôme à la périphérie de la ville d'Och, a été placée sur la liste des nominations pour obtenir le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site, qui était un lieu de culte depuis l'époque néolithique, revêt des intérêts importants pour les archéologues, avec des pétroglyphes de l'âge du bronze, des bains médiévaux, un cimetière et les ruines d'un mausolée construit par Babur, un khan ouzbek du XVIe siècle. Le prophète des musulmans, Salomon, a été enterré ici, également au XVIe siècle, donnant à la colline son nom et l'établissant comme un important lieu de pèlerinage. Chaque année, ce lieu de pèlerinage attire plus de 70 000 touristes[112], principalement des musulmans.

[112] http://www.24.kg/culture/2007/02/05/35821.html.

Le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO a également été demandé pour le site de Manas Ordo dans la région de Talas. Comme la montagne de Salomon, ce site est un ensemble de ressources naturelles et historiques, avec la montagne sacrée (le Manas-Supa), un ancien lieu de sépulture des Huns et un mausolée médiéval. La zone est réputée être le lieu où Manas a vécu et est mort ; elle a une énorme importance spirituelle pour l'ethnie kirghize en tant que lieu de pèlerinage.

D'autres sites qui, par le passé, ont été évalués et pris en considération pour le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO sont le minaret de Burana et les pétroglyphes de Saymaltash, sur la rive nord du lac Issyk-Koul. Cependant, aucun de ces sites n'a, jusqu'à présent, été admis au patrimoine mondial, une marque de distinction qui, selon toute probabilité, ajouterait à leur attrait touristique et étendrait leur renommée au-delà de l'Asie centrale.

L'UNESCO a beaucoup soutenu les projets de préservation des poèmes épiques de Manas. En 1995, l'UNESCO a assuré le financement de la célébration de l'anniversaire des 1 000 ans de l'épopée de Manas, qui aurait coûté au gouvernement kirghize plus de 8 millions de dollars US. En 1997, le PNUD a alloué 150 000 dollars US à un projet connexe intitulé « Soutien des Manaschis et Akyns » afin de financer la formation des bardes qui récitent traditionnellement les épopées. L'UNESCO continue également à financer partiellement deux organisations pour la promotion de l'épopée, mises en place à l'époque des célébrations de Manas, bien que celles-ci aient été réduites en termes de taille et d'importance en raison du manque de financement de la part du gouvernement kirghize (Thompson, K., 2004).

c) Le tourisme d'affaires

Dans la sphère du tourisme d'affaires au Kirghizstan, le tourisme lié au commerce (import-export) est plus développé. Le Kirghizstan est un pays voisin de la Chine et il profite de ce voisinage. Le Kirghizstan est une plate-forme commerciale, le point de liaison de la Chine avec une grande partie du marché euro-asiatique. Cela s'explique non seulement par sa position géographique, mais aussi par le fait que le Kirghizstan possède un réseau bancaire développé, une population formée (97% de taux d'alphabétisation et 70% de la population des villes parlant anglais), une politique économique libérale et une législation fiscale et douanière avantageuse. La banlieue Nord de Bichkek abrite le plus grand marché

d'habillement d'Asie centrale. Les commerçants des pays comme la Chine, la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan viennent à Bichkek en grand nombre pour s'approvisionner ou vendre.

Les villes d'Och, de Kara-Sou et de Djalal-Abad sont aussi des grands centres de commerce et de transit. Les commerçants s'attardent encore peu dans le pays, mais on peut les inciter à y rester plus longtemps, ce qui fera d'eux des touristes. Le Kirghizstan peut leur proposer des séjours diversifiés : organisation des loisirs, visites du patrimoine et des lieux historico-culturels, balades dans la nature, programmes culturels, animations.

Le tourisme d'affaires dans son sens essentiel, c'est-à-dire l'organisation des visites des entreprises, les conférences, les congrès, est peu courant vu le faible niveau de développement du pays. Pourtant, sa position géographique, au cœur du continent eurasiatique, peut en faire un centre de croisement de deux mondes : à l'ouest, les plus grandes villes économiques et financières occidentales – Paris, Londres, New York, Moscou, Francfort – sont approximativement à la même distance que les grandes villes d'Asie à l'est – Tokyo, Shanghai, Beijing, Kuala Lumpur. A long terme, Bichkek pourrait devenir un centre régional de conférences, de forums, de congrès, de sommets pour le développement de la coopération internationale économique et politique.

D'après le graphique n°6, la deuxième région qui perçoit le plus de revenus est celle de Djalal-Abad, au sud du pays. Cette région, qui abrite la célèbre forêt de noyers Arstanbab, est riche en sources d'eaux thermales et minérales, connues depuis le Xe siècle. Comme dans la région d'Issyk-Koul, c'est à l'époque soviétique qu'ont été construits les sanatoriums et les stations thermales, dans un objectif plutôt de soins et de remise en forme. De nos jours, la clientèle de ces établissements est composée la plupart du temps de patients qui viennent sur prescriptions des médecins, et de touristes kirghizes âgés qui ont l'habitude de venir. Sans le soutien de l'État, ces établissements du Sud n'utilisent pratiquement pas les avantages du voisinage avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan et risquent de perdre le marché de ces pays, qui existait auparavant. A cause du caractère du tourisme récréatif et de santé, et de la similitude avec les établissements d'Issyk-Koul, nous intégrerons le tourisme qui se développe à Djalal-Abad dans la première typologie du tourisme.

§2. Les problèmes de l'industrie touristique

Pendant une longue période (1918-1991), le Kirghizstan est resté à l'intérieur du plus grand territoire fermé, appelé « U.R.S.S. » sur la carte mondiale, dans le bloc soviétique. Pour cette raison, actuellement, la reconnaissance du Kirghizstan à l'étranger est très réduite. Les firmes touristiques kirghizes ne sont pas encore capables d'organiser elle-même leur publicité à l'étranger et de participer aux expositions internationales. Une forte coopération avec l'État et les firmes et organisations internationales est toujours nécessaire. Malheureusement, l'État est quasiment absent dans la promotion touristique du pays. Les ambassades kirghizes à l'étranger ne sont pas actives sur le sujet de l'avancement du tourisme. Dans chaque ambassade, il faudrait au moins une personne responsable de la promotion et de la diffusion des informations sur le Kirghizstan. De plus, les associations et les diasporas kirghizes à l'étranger sont faibles et pas assez organisées pour initier des manifestations, des expositions ou des festivals pour faire connaître le Kirghizstan.

Quand un pays est peu connu, la moindre information négative, comme les situations d'instabilité, les révolutions, les catastrophes écologiques diffusées par les médias internationaux, favorise la détérioration de l'image du pays. Le Kirghizstan, en tant que destination internationale du tourisme, est encore peu compétitif sur les marchés internationaux, car la concurrence est rude dans un monde globalisé, où les occasions de découvertes sont multiples. Nous avons ainsi pu constater que, dans les salons internationaux du tourisme (et notamment en France), la destination kirghize, bien que présente dans les brochures, n'est pas mise en avant ; elle n'est pas proposée comme une destination favorite.

Le classement international des pays selon la compétitivité touristique (TTCI), édité avec l'association internationale des transports aériens (IATA), WTTC et OMT, attribue au Kirghizstan une très faible estimation. Le Kirghizstan occupe la 113ème place parmi les 130 pays étudiés. Les points faibles qui sont avancés pour expliquer ce classement sont liés aux infrastructures touristiques et aux ressources culturelles (Conception d'État, 2009b).

§2.1. La perception du tourisme par la société kirghize

La société kirghize privilégie les objectifs de court terme, et la compréhension des principes d'écotourisme est très faible. La majeure partie de la population locale, les directeurs des firmes ainsi que les fonctionnaires des collectivités territoriales soutiennent le développement du tourisme de masse. Par exemple, d'après eux, un million et demi de touristes étrangers sont nécessaires à la région d'Issyk-Koul pour lui assurer le bien-être économique (Japarov, 2006). Ce point de vue s'explique par une recherche du profit maximal et par une incompréhension des effets négatifs du tourisme de masse (ou par l'absence de volonté de les comprendre). Cette approche unilatérale de développement du tourisme et l'absence de compréhension des effets écologiques du tourisme peuvent conduire à la pollution et à la dégradation. Les expériences de certains pays touristiques, montrent que si la société poursuit des objectifs économiques de court terme, elle risque de rencontrer un jour de graves et irréversibles problèmes comme la perte des valeurs morales et la dégradation écologique.

En raison de la pauvreté et/ou de la nécessité d'assurer ses besoins essentiels[113], la population locale cherche un revenu immédiat au détriment de l'environnement et des revenus de demain. Les revenus de l'activité touristique perçus par les populations locales dans les régions rurales, sont dépensés d'abord pour répondre aux besoins essentiels : l'achat de charbon, de nourriture pour le bétail, la préparation du foin, l'achat de fournitures scolaires pour les enfants et l'achat de produits d'alimentation pour l'hiver. Par ailleurs, la précarité des conditions de vie dans les campagnes contribue à l'apparition du travail des enfants dans les zones touristiques (la vente des objets d'artisanat, l'offre de service de location de chevaux). L'intégration de la population locale dans le tourisme doit être organisée et préparée, et doit être compatible avec les activités traditionnelles. Ainsi, le tourisme ne peut se développer que s'il est non seulement accepté par la population locale, mais réapproprié.

La situation est aggravée par la courte durée de la saison touristique, qui s'étend au maximum sur six mois, de mi-avril à mi-octobre pour le tourisme actif et culturel ; la saison du tourisme balnéaire, 90% du marché, est encore plus courte (seulement quatre à cinq semaines). Environ 7% des établissements de repos du lac Issyk-Koul fonctionnent toute l'année, le reste

[113] Selon le sondage fait dans le cadre du projet de développement du programme montagnard de l'Asie centrale (PMAC).

fonctionnant pendant deux mois (juillet et août). L'économie de la région profite de ces deux mois, avec une population locale qui travaille au maximum et épargne pour le reste de l'année. Ces deux mois sont cruciaux, mais, les préoccupations en termes de protection de l'environnement étant à mille lieux de celles des populations locales, ces deux mois correspondent une surcharge d'activités sur le lac.

§2.2. La formation dans le tourisme

L'attractivité des produits touristiques dépend non seulement de la relation de la population locale avec les touristes, mais aussi de la compétence et de la qualification des personnels et des cadres qui les servent. À l'époque soviétique, il n'y avait pas de formation dédiée au tourisme. La base éducative du tourisme a commencé à se mettre en place à partir de la deuxième moitié des années 1990 (Häage, 2002). A partir de 2001, elle a pris une ampleur plus importante. 2001 a en effet été déclarée, par le président A. Akaev, « Année du tourisme kirghize » (Dudashvili, 2003).

L'industrie du tourisme a besoin de spécialistes de différentes hiérarchies : managers de niveaux divers, guides, gestionnaires, etc. (Häage, 2002). Mais, les jeunes diplômés ont du mal à trouver un emploi du fait du bas niveau de la formation qu'ils reçoivent. D'après notre sondage des firmes touristiques, pour faire face à la forte saisonnalité de leur activité, font souvent l'appel à des contrats de courte durée (CDD). Elles préfèrent généralement embaucher des jeunes même peu diplômés qui ont de l'expérience dans le tourisme que des jeunes biens diplômés mais sans expérience.

Le système de formation du Kirghizstan n'a pas connu de grands changements depuis l'époque soviétique où le tourisme n'avait pas pour vocation d'être productif. Le secteur a changé mais le système éducatif a besoin de plus de temps pour s'adapter. À cela il convient d'ajouter le manque de coordination avec les services de l'État. Néanmoins, les choses bougent et actuellement, selon le ministère de l'Education nationale du Kirghizstan, il existe 15 universités qui proposent des diplômes spécialisés sur le tourisme : le tourisme international, le management et le *business* dans le tourisme, le management dans l'hôtellerie, le management de la restauration, les activités de loisir, l'étude du paysage, les activités d'excursion, les métiers de guides. L'Académie du tourisme est un établissement

d'enseignement supérieur entièrement consacré à la formation dans les différentes filières et disciplines touristiques. Mais la formation dans les universités reste encore très théorique.

Des programmes européens ont permis d'améliorer les formations dans ce domaine. Ainsi, en 2006, un projet Tempus-Tacis sur « la réforme de l'enseignement du tourisme » est en place. Dans le cadre de ce projet, deux écoles supérieures, l'une belge et l'autre finlandaise sont en coopération avec des universités kirghizes des villes d'Osh, de Naryn et de Karakol. Le but du projet est le partage du savoir-faire dans le domaine de l'enseignement du tourisme et de l'hospitalité.

Par ailleurs, les pays comme la Turquie, Thaïlande, Chine et autres qui accueillent les touristes des pays CEI, embauchent beaucoup les jeunes diplômés du Kirghizstan. Ce qui cause le départ de plusieurs jeunes à l'étranger.

§2.3. L'absence de coopération internationale

L'accès aux pays voisins est complexe. Les circuits les plus appréciés sont ceux qui incluent la visite de plusieurs pays d'Asie centrale. Les touristes étrangers veulent visiter les lieux touristiques des pays voisins en arrivant au Kirghizstan. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont un patrimoine culturel très riche, mais ils ne peuvent pas proposer une richesse naturelle équivalente à celle du Kirghizstan. De plus, pour le développement du tourisme sur la route de la soie, la coopération régionale des pays adjacents dans un circuit historique est indispensable, notamment avec la Chine et l'Ouzbékistan. Le potentiel du tourisme dans les zones Sin-Tsane (la Chine) - Kirghizstan - Ouzbékistan est estimé à 250 000 touristes des pays « étrangers lointains » par an[114]. La Chine et le Kirghizstan sont des partenaires potentiels, mais ils peuvent être aussi des concurrents[115].

L'annulation du visa selon un ordre unilatéral de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan pour les membres de la Convention de la CEI, a joué un rôle négatif sur le tourisme kirghize. La plupart des touristes voyageaient à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan en n'ayant qu'un

---

[114] Le projet de l'UNESCO « Dialogue interculturel EST-OUEST en Asie centrale ».

[115] A cause de la courte durée des circuits, ils peuvent être concurrents sur le marché des circuits sur la route de la soie, donc, il faut faire une étude plus détaillée de la position du Kirghizstan comme « oasis sur la route de la soie ».

visa ouzbek ou kazakh. Maintenant, les touristes sont obligés de prendre un visa pour chaque pays. La conséquence de cette politique est négative pour les trois pays, notamment pour le Kirghizstan. Les firmes touristiques de ces pays se coordonnent bien, mais le passage des frontières et le voyage en transit se complexifient de plus en plus. Il faut créer une politique coordonnée unique, avec une forte participation des États, pour favoriser la création d'un espace unique touristique et pour développer une stratégie marketing commune. Par exemple, il serait utile de créer un Conseil international sur le tourisme des régions d'Asie centrale[116].

§2.4. La faible compétitivité des entreprises locales

La base matérielle des firmes et les infrastructures pour l'industrie touristique sont peu développées. Les vieux établissements de l'époque soviétique doivent être remis en état, plus de 8 000 lits doivent être rétablis dans les sanatoriums et stations balnéaires publiques[117]. Le contexte actuel n'est pas attractif pour les investisseurs étrangers (surtout des pays développés). D'après le CSN, les investissements dans le tourisme proviennent principalement d'investisseurs locaux et du Kazakhstan. L'incertitude, les changements politiques et l'instabilité, le contrôle fiscal, les taux d'intérêts élevés, l'imperfection des lois et leur complexité, les barrières administratives, la corruption sont autant d'éléments qui découragent les IDE dans le secteur touristique.

Les fonds de capitaux des entreprises touristiques kirghizes ne dépassent pas 25 000 ou 30 000 dollars US[118]. Les firmes sont généralement peu équipées : téléphone, fax, Internet, un équipement spécial pour les programmes touristiques, quelques moyens de déplacement. Environ 60% d'entre elles ont des bureaux ; le personnel comprend entre 5 et 15 personnes. Presque toutes les firmes ont leurs catalogues, certaines ont une publicité sur un site Internet. Elles ne sont pas capables de développer une base matérielle en raison de faibles revenus, et la part de la sous-traitance dans la réalisation du programme (hôtels, transport) est considérable. Le revenu accumulé ne suffit pas pour réinvestir dans l'amélioration de l'infrastructure. Cela

---

[116] REPOND B. (2008), conférence « Journée du tourisme du Kirghizstan », Association « Pamir's Bridge », Grenoble.

[117] *« Le Kirghizstan hospitalier »* - La stratégie marketing de développement soutenable de l'industrie touristique de la République kirghize en 2010.

[118] *Marketing Service Bureau*, 2006, Bichkek.

est plus particulièrement vrai pour les firmes spécialisées dans l'accueil et l'organisation de voyage pour les touristes occidentaux. Cela ne concerne pas le tourisme balnéaire.

Le problème du développement des firmes touristiques dans les provinces (hors Bichkek) est encore plus délicat. Environ 70-75% des firmes touristiques du pays se trouvent à Bichkek. Elles ont le soutien des investisseurs étrangers, notamment du Kazakhstan et de la Russie. Les firmes locales n'ont pas suffisamment de ressources financières pour réaliser leurs projets. Les banques n'accordent aucun crédit à long terme aux firmes locales, car elles ne sont pas à Bichkek ; il existe donc un problème de confiance.

En fait, les systèmes de crédit bancaire et de financement privé sont tout juste instaurés, voire même en phase d'installation, dans l'économie. La refonte du système bancaire s'est traduite par une baisse du taux d'intérêt. Actuellement, le taux d'intérêt se situe entre 22 et 28% par an, et le taux d'intérêt effectif réel entre 24 et 32% par an. Par contre, le taux qui serait favorable aux les firmes ne doit pas dépasser 8% pour leur permettre une plus grande rentabilité de leur investissement. De plus, en raison de la forte saisonnalité et de la dépendance forte vis-à-vis d'une demande instable des touristes internationaux, les firmes touristiques sont peu fiables aux yeux les banques commerciales. Ces dernières exigent une caution immobilière qui peut atteindre 200 à 300% de la somme empruntée.[119] Cette information a été confirmée non seulement par les banques régionales, mais aussi par la banque nationale. Seules les firmes de grande taille peuvent recevoir les investissements étrangers, si elles sont cautionnées par l'État. Les firmes de petite taille, quant à elles, doivent fournir une caution immobilière ou foncière. Ainsi, les firmes régionales sont peu protégées et ont peu accès aux financements ; cela les met dans des situations difficile et empêche le développement territorial des zones périphériques.

Ces dernières années l'implantation de banques étrangères contribue à améliorer l'accès au crédit. À la clé se trouvent la stabilité politique du pays et un contexte plus favorable au développement économique.

Par ailleurs, l'absence de système statistique fiable réduit la possibilité pour les entreprises de faire des études de marché correctes. Le Kirghizstan ne dispose pas d'informations précises

---

[119] Olga Sevastyanova (05.2006), « Le tourisme régional dans l'impasse », Kabar, Bichkek.

sur le nombre de touristes : le Comité statistique du Kirghizstan donne 400 000 touristes, l'Agence d'État du tourisme avance le chiffre de 800 000 touristes et la douane évoque plus d'un million de touristes. La mauvaise formation et le manque de financement ne donnent aucune fiabilité aux résultats statistiques des différents organismes. L'imperfection des informations ne permet pas d'estimer l'emploi dans le secteur du tourisme, parce que les établissements diminuent leur capacité d'accueil et le nombre de touristes. Par exemple, en 2003, sous le contrôle du ministère du Tourisme, la Commission de travail interdisciplinaire a mené une recherche dans la maison de vacances « Zolotye peski ». Le résultat de ces recherches montre que la capacité d'accueil officielle est de 790 places alors que ce chiffre, selon l'étude, est de 1 070 places. De même, le prix moyen d'un bon de voyage est de 440 som alors que selon le contrat d'un touriste, le prix d'un voyage est de 4 680 som. Parmi les 20 contrats de séjours, sur un total de 9 546 604 som pour cette maison de vacances, seule la moitié (4 842 903 som) est passée par la caisse officielle. Les firmes manquent de référence précise pour une stratégie de long terme.

§2.5. La stabilité du pays et la sécurité des touristes

La stabilité politique et économique est une condition primordiale pour le développement du tourisme. Les deux révolutions qu'a connues le Kirghizstan confirment cette affirmation. En effet, ces années-là, le nombre des touristes a fortement chuté en raison de l'image négative que ces événements ont véhiculée. Les firmes touristiques étrangères concurrentes en ont profité pour déconseiller la destination kirghize. Depuis, suite à la deuxième révolution, la situation s'est stabilisé et une nouvelle forme de gouvernement fut mise en place avec une administration parlementaire et présidentielle.

Le tourisme se développe là où le touriste se sent en sécurité. Le tourisme d'aventure et le tourisme extrême ont tendance à croître, mais leurs domaines d'application restent hors du contrôle de l'État ; en conséquence, des accidents se produisent chaque année. De 1995 à 2003, plus de cinquante touristes sont morts ou furent blessés dans les montagnes du Kirghizstan. En 2009 un groupe de quatre alpinistes s'est perdu et fut retrouvé mort dans les hautes montagnes. En 2014, un hélicoptère transportant des touristes s'est écrasé dans les montagnes.

Plusieurs accidents se sont produits en raison d'un manque de compétences et d'une formation insuffisante des guides et personnels de services. Depuis la chute de l'URSS, il n'y a plus de société ou d'organisation qui contrôle les sports extrêmes (parachute, sports aquatiques, alpinisme extrême, etc.).

Les firmes touristiques qui organisent les voyages des touristes cherchent à minimiser les coûts et donc réduisent les frais de formation ou de matériels supplémentaires qui amélioreraient la sécurité des touristes. Dans la plupart des cas, ce sont les firmes qui sont responsables des accidents des touristes. Il n'y a pas de coordination entre les firmes touristiques et le ministère des Risques majeurs. Les firmes ne fournissent pas préalablement les informations sur les itinéraires, le temps et le lieu de trekking des touristes. Il faut remettre la mise des licences et renforcer le contrôle des firmes selon les normes de sécurité internationale des firmes qui effectuent l'offre touristique à risque.

Ces dernières années, au Kirghizstan, se multiplient les problèmes de sécurité routière. En 2013, il y a eu 5 990 accidents de la route qui ont causé 1 214 morts.[120] Sur une population de 5,8 millions habitants, ce chiffre est important. En France, 3 250 personnes ont perdu la vie en 2013 sur les routes (Bilan 2013 « L'accidentalité des routes », 2014), tandis que la population de la France est 11 fois supérieur, avec un nombre beaucoup plus élevé de voitures.

§2.6. Le rôle néfaste de la fiscalité

Le système fiscal au Kirghizstan est souvent jugé exagéré, avec 20% de TVA, 4% de taxe locale, la taxe foncière, les prestations sociales, etc. Dans ces conditions, le développement du tourisme est difficile. Une partie importante du revenu est versée aux organismes fiscaux.

En raison de ces taxes élevées, de la bureaucratie et de la corruption des contrôleurs fiscaux, l'économie informelle se développe. Les entreprises ne déclarent pas leur revenu ou l'enregistrent dans les autres régions pour éviter les contrôles. Par exemple, en 2006, le Kirghizstan a été visité par plus d'un million de touristes, ce qui devrait augmenter considérablement l'entrée de devises ; mais, selon le Comité national des taxes, chaque touriste a dépensé 700 som (14 euros), ce qui paraît ridicule.

---

[120] http://www.kyrtag.kg/news/detail.php?ID=1967

§2.7. Des infrastructures insuffisantes par rapport aux normes internationales

La situation éloignée du pays et une faible fréquentation des passagers aériens rendent les coûts des voyages très élevés. La plupart des touristes empruntent les aéroports des pays voisins – l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la Chine. Au Kirghizstan, il y a 22 aéroports dont 10 praticables ; mais un seul aéroport, « Manas », près de la capitale, est de standard international. Le Kirghizstan ne possède pas de compagnie aérienne nationale comme celle de l'Ouzbékistan, « Ouzbek Air Lines » ; mais il y a 17 compagnies aériennes privées dont 14 ont des licences d'exploitation. Il n'y a aucune compagnie aérienne *low cost* et aucun vol charter ; seules les grandes compagnies comme British Airlines, Turkish Airlines ou Aeroflot proposent en permanence des longs vols internationaux.

Le renouvellement des voies de communication, accès routiers, autoroutiers, ferroviaires, les aéroports est nécessaire car l'infrastructure est en retard par rapport aux exigences des touristes et par rapport à la concurrence internationale. Dans les exigences sur la construction des routes, les panneaux d'affiches doivent prévoir les noms et distances en anglais et russes afin de les rendre compréhensible aux touristes internationaux.

Le déplacement à l'intérieur du pays s'effectue facilement en voiture. Le réseau de transports en commun est présent uniquement dans les grandes villes ; la liaison entre les villes et villages se fait par des autocars et minibus privés et en taxis[121]. Souvent, les touristes étrangers sont victimes d'une la tarification spéciale car il n'y a pas de contrôle de l'État ni de délivrance des licences. Le prix est fixé presque individuellement par chaque chauffeur, sauf pour les firmes de transports urbains qui ont commencé à se développer en installant des compteurs. Selon les interviews des touristes étrangers, un déplacement en taxi à Bichkek coûte environ 10 euros, alors que pour les locaux, il s'élève au maximum à deux euros. De plus, l'état des véhicules est assez inquiétant, parfois dangereux, car il n'y a pas de contrôle technique normé des véhicules, comme en France.

En 2006, d'après l'étude du Bureau du service marketing, 30% des touristes se plaignent du mauvais état des routes et le considèrent comme le premier problème pour le tourisme. Mais, ces dernières années, le gouvernement kirghize a investi largement dans l'amélioration de

[121] Le tarif des taxis : environ 1,5 euro pour toutes destinations à l'intérieur des villes.

l'infrastructure routière. Les routes d'importance internationale sont terminées ou en phase de reconstruction. Le problème du mauvais état des routes persiste dans les petites villes et pour les routes régionales, qui n'ont pas été rénovées depuis leur construction, à l'époque soviétique.

Le réseau ferroviaire est peu développé à cause du paysage montagneux du pays. Il n'y a pas de ligne qui relie le Sud au Nord du pays. Il y a deux lignes ferroviaires : la première assure l'ouverture au Nord pour la capitale Bichkek et le lac Issyk-Koul et la deuxième la liaison avec l'Ouzbékistan.

§2.8. Les problèmes de mauvaise organisation de l'accueil

La corruption est un problème très important au Kirghizstan. Les firmes touristiques auprès desquelles nous avons enquêté, la situe au troisième rang dans la liste des obstacles au développement.

Le comportement hautain des fonctionnaires de l'ordre et des douanes kirghizes peut être considéré aussi comme un rejaillissement du régime totalitaire. Dès l'arrivée à l'aéroport de Moscou ou à Bichkek, nous ne voyons plus de sourire, le contrôle du passeport est strict et rigide. Cet accueil ne fait pas du Kirghizstan un pays touristique chaleureux. Le personnel de la douane, la police, la police routière peut abuser de sa position de travail. Les touristes se plaignent des contrôles intensifs. Ils perdent beaucoup de temps à l'arrivée. Parfois, le paiement d'amendes inexistantes est imposé par les douaniers. Pour les touristes, ces procédures créent l'impression que les fonctionnaires douaniers cherchent n'importe quel défaut juste pour infliger une amende aux touristes à l'entrée ou à la sortie.

Les douaniers sont les premiers à accueillir les touristes, donc, ils doivent être polis et attentifs. Chaque fonctionnaire doit se munir d'un badge en anglais, selon les normes internationales. Ces questions exigent une coordination interdépartementale ; il faut intégrer le modèle d'hospitalité à tous les niveaux du pouvoir public. Même s'il y a une forte tradition d'hospitalité de la population locale, ceci a peu de poids dans l'amélioration du service touristique.

La situation est encore plus compliquée quand les touristes traversent la frontière vers les pays voisins. En effet, à l'aéroport, il n'y a plus de contrôle de l'État alors qu'au poste situé loin de la capitale, dans les territoires moins accessibles, l'excès de zèle des fonctionnaires et la corruption sont plus présents. Les douaniers inventent des services étranges. M. Shetnikov, directeur d'une firme touristique, explique la chose suivante : *« À la frontière kirghizo-chinoise, les douaniers locaux obligent les touristes à changer de véhicule - évidemment pour un prix supplémentaire – afin d'éviter les procédures douanières qui sont très longues et passer la frontière plus vite ; devant les hôtes étrangers, nous avons eu honte»*. La corruption et l'extorsion pratiquées par les douaniers créent une atmosphère de désordre qui inquiète les touristes.

Sur les routes, il existe un autre problème : l'extorsion d'argent de la part de la police routière. Il y a beaucoup de débats sur ce sujet ; l'État prévoit des mesures contre ces pratiques frauduleuses de la police routière, mais le résultat n'est pas toujours visible. Les touristes continuent de se plaindre des extorsions, malgré les efforts du ministère des Affaires intérieures qui dispose, pour cela, de quatre postes de contrôle seulement sur l'autoroute Bichkek - Cholpon-Ata (qui relie la capitale et la principale ville touristique d'Issyk-Koul). Les touristes déplorent les comportements contrevenants des policiers et la corruption. Les touristes kazakhs confirment « l'intérêt particulier » des policiers kirghizes vis-à-vis des voitures immatriculées au Kazakhstan. Pendant la haute saison touristique de l'été 2011, la présidente, Mme Otumbaeva, a même ordonné à la police de raccompagner les voitures des touristes à partir de la frontière jusqu'à la zone touristique, par groupes d'une dizaine de voitures.

Souvent, les fonctionnaires de l'ordre ne pratiquent pas de langue étrangère, ce qui pose un problème de communication. Peu de personnes parlent anglais, même les fonctionnaires ou le personnel de service dans les lieux touristiques. Les musées ne proposent pas de traductions anglaises. Le seul musée possédant un traducteur est le musée de Prezhvalsky à Karakol, car il a été financé par des Américains. Les noms des rues, les noms des objets des musées, les affiches informationnelles sont inaccessibles aux touristes étrangers. Si le Kirghizstan veut s'intégrer au marché international du tourisme, il faut appliquer certains standards internationaux au niveau des affiches, des signes, des indicateurs en anglais, surtout dans les endroits touristiques.

En ce qui concerne la logistique du tourisme, elle est très peu développée. Après 17 ans d'indépendance, Bichkek n'a pas encore d'office de tourisme. Les villes et villages ont besoin d'avoir un support logistique et des points d'information. D'après Bernard Répond, le président de l'association « Pamir's Bridges » et expert en tourisme : *« Ces offices doivent être en mesure de donner les informations précises sur telle ou telle région : ce que l'on y trouve, ce que l'on peut faire, tenir un registre des adresses des différents partenaires touristiques concernant : les logements et la nourriture, les guides et les interprètes, les chauffeurs et les moyens de transports, etc. Ces offices de tourisme doivent avoir un site Internet qui puisse les faire connaître à l'étranger. Il faut absolument qu'il y ait un relais dans les villes qui fasse office de pourvoyeur de clientèle à ces populations.* »[122]

§2.9. Le traitement des déchets et protection de l'environnement

Les infrastructures de traitement des déchets ménagers sont totalement absentes. Il n'existe aucune région au Kirghizstan (hors mis peut-être les grandes villes) où les déchets sont ramassés pour la réutilisation ou la neutralisation. Ils sont brûlés sur place ou jetés dans la nature. Les collectivités locales sont inactives sur le sujet du traitement des déchets dans les zones fréquentées par les touristes. Les risques s'amplifient autour de nos montagnes géantes. La quantité de déchets solides augmente également autour des bases et des stations sous les sommets. Une personne génère entre 20 et 30 kg de déchets divers pendant trois à quatre jours. Donc, il y a une attaque anthropogénique du paysage, de la flore et de la faune, même à haute altitude.

Dans les régions montagneuses, le tourisme d'aventure et le trekking participent à l'apparition d'effets pervers. La population locale essaye d'attirer les touristes en leur proposant des souvenirs fabriqués avec des cornes d'animaux sauvages, de la graisse de marmotte (pour le traitement médical). Ils vendent des collections d'œufs d'oiseaux rares, les produits de la pêche et la chasse illégales, etc. L'augmentation du nombre de touristes peut favoriser la dégradation de l'environnement parce que la population locale ne cherche que le revenu supplémentaire et immédiat au détriment de la faune et flore locales.

§2.10. Le tourisme et le changement de mentalité

---

[122] Répond B. (2008), la conférence consacrée au potentiel touristique du Kirghizstan, « Journée du tourisme du

Le tourisme à l'époque soviétique, comme nous l'avons déjà évoqué, était caractérisé par la forte présence de l'État. La population locale se composait principalement de salariés et de fonctionnaires, sans intention de faire du tourisme une source de revenu supplémentaire. Après la chute de l'URSS, il n'y avait plus d'ordre d'en haut, donc, inévitablement, plus de travail. La population ne savait pas qu'elle-même, sans la participation de l'État, pouvait faire du tourisme une source de revenu. Pour comprendre le côté lucratif du tourisme, il a fallu attendre environ sept à huit ans pour la population d'Issyk-Koul et 15 ans pour les montagnards éloignés. Ces démarches « de l'activité de tourisme pour la population locale » ont été mises en place en partie grâce aux ONG étrangères.

À l'époque soviétique, le tourisme intérieur s'est développé grâce aux bons de voyage, mais ceux qui ne pouvaient pas en obtenir étaient accueillis par des habitants, souvent chez des amis ou proches vivant dans une autre région. La population locale ne pouvait pas non plus effectuer une activité lucrative indépendante (informelle), sur ordre du tribunal. De nos jours, la situation a bien évolué. Suite au changement économique et à l'arrivée du système de marché, les habitants locaux ne peuvent pas toujours accueillir leurs proches des autres régions, car ils exercent déjà une activité touristique et ont déjà loué leurs maisons pour les touristes. Le tourisme est devenu la seule source de revenu pour la plupart des gens d'Issyk-Koul. En plus, la saison touristique ne dure que deux mois, et la population locale fait de gros efforts pour obtenir le maximum de revenu pendant cette courte période. Certains vont même jusqu'à libérer leurs propres chambres ou celles de leurs enfants au profit des touristes, et l'encombrement ne les gêne pas pendant la saison touristique.

Une situation similaire est observée pour la population montagnarde (des nomades bergers), qui passe entre trois et cinq mois à haute altitude pour l'élevage du bétail. De tout temps, un berger pouvait facilement loger ses proches ou ses amis pour une semaine ou deux, un geste d'hospitalité. Mais depuis les années 2008-2009[123], la situation commence à changer avec l'essor du tourisme. Le tourisme d'aventure et de découverte a commencé à se développer chez les bergers, dans les pâturages. Les touristes étrangers viennent seuls ou en groupe pour séjourner avec la population locale dans les yourtes. Les devises rapportées par ces touristes

---

Kirghizstan en Rhône-Alpes », mars 2008, Grenoble.

[123] Les années 2008-2009 ont été marquées par le plus grand nombre de touristes.

représentent un important revenu en dehors de leur activité habituelle, comme l'élevage du bétail. En plus, la population a compris que le tourisme de montagne coûte plus cher que le tourisme au bord du lac, à cause des conditions de vie et des limites de l'hébergement. Donc, la population et les bergers de montagne essayent d'éviter de loger leurs proches, car ils peuvent proposer aux touristes de séjourner chez eux pour des prestations intéressantes.

Ces relations commerciales et lucratives du tourisme ont modifié le comportement des villageois, non seulement envers leurs proches, mais aussi envers les touristes. Comme l'explique J. Pabion-Mouriès dans sa thèse (2010), les traditions et la culture apparaissent déjà folklorisées et représentent des marchandises pour les touristes.

> *« L'un d'entre eux témoigne du caractère factice du nomadisme, semé d'activités organisées uniquement pour les touristes. Un autre touriste, participant au Kochu festival, raconte qu'il a également été déçu d'assister à des relations monétaristes. Il relate sa déception de voir un enfant, s'étant laissé filmer, lui demander en retour d'être payé : J'ai filmé un petit garçon hier. Il était sur son cheval et s'est approché de moi, il avait dû voir que j'avais la caméra. Il m'a fait une démonstration : il est parti au galop dans ce décor magique. Je l'ai filmé, c'était superbe. Moins sympa son retour et sa demande de le payer. C'est ce manque de spontanéité qui me gêne et aussi ces relations qui ne peuvent se faire plus que par l'entremise de l'argent. »*

L'Agence d'État du tourisme, lorsqu'elle existait encore, adressait des notes et remarques pour les touristes occidentaux, leur demandant dans la mesure du possible de ne pas faire des petits cadeaux ni de distribuer des bonbons aux enfants des villages. L'objectif était d'éviter les attentes et autres mauvaises habitudes en prévision de l'arrivée des touristes suivants.

Le changement de comportement est visible aussi chez les locaux du lac Issyk-Koul. Ils ont rapidement compris que le lac est une source de revenus. Tant qu'ils sont des « locaux », ces sont eux qui doivent posséder ou participer à l'activité économique et lucrative du tourisme. Ils doivent directement ou indirectement tirer profit de toutes les activités menées sur le littoral. Selon ils sont «les propriétaires » et cette attitude est parfois une source de conflit. Concernant, par exemple, les activités festives nocturnes, les établissements de nuits (bars, discothèques) sont souvent ouverts uniquement pour les touristes, les locaux n'y ont pas librement accès et ils se sentent discriminés. Presque tous les jours il y a une bagarre entre les

videurs des boites de nuits et les locaux, soit parce qu'ils sont écartés de cette vie nocturne, soit parce qu'elle occasionne du bruit et diverses nuisances. Les propriétaires de ces établissements trouvent la solution en embauchant toujours un chef de sécurité une personne de village local.

Le développement du tourisme puis la circulation et l'accumulation des devises attirent les groupements criminels qui cherchent à profiter de la situation. D'après les données de la Direction centrale sur la lutte contre la criminalité organisée du ministère des Affaires intérieures, il existe 12 groupements criminels. Ces structures criminelles se formaient encore dans les années 1990, comme en Russie ; dans une période de crise économique de la transition et de faiblesse institutionnelle, ces groupes criminels se sont multipliés. Aujourd'hui, ils sont concentrés principalement dans deux régions du Kirghizstan : au sud (ville d'Osh), pour contrôler le trafic de drogue venant d'Afghanistan ; et à Issyk-Koul, pour participer au partage du revenu accumulé du tourisme.

D'après l'interview[124] avec un jeune homme d'un village touristique d'Issyk-Koul qui fait partie de la vie touristique et qui connaît aussi les groupes criminels de la région, ces derniers jouent un rôle de « sous-traitants » ; ils n'extorquent pas de l'argent liquide directement auprès des structures et établissements touristiques. Ils négocient avec les propriétaires d'une affaire pour faire embaucher un de leurs membres. Ensuite, cette personne travaille avec le personnel de l'établissement et récupère une partie du revenu ; en même temps, elle a intérêt à gagner plus, donc à attirer plus de clients. Tant qu'il s'agit d'un homme du village local, il utilise ses moyens et ses réseaux pour atteindre l'objectif général. Parallèlement, le propriétaire est protégé d'autres groupes criminels, et il existe un certain niveau de sécurité dans l'établissement. La présence des groupes criminels résulte de la faiblesse des structures d'ordre.

[124] L'interview sur le sujet de la criminalité dans la région touristique, du 3 février 2011.

CHAPITRE 2

LES INSTITUTIONS ET LES ACTEURS DU TOURISME AU KIRGHIZSTAN

Le tourisme au Kirghizstan s'est largement développé à l'époque soviétique. Le pays disposait d'une infrastructure touristique solide et constituait un lieu de vacances bien connu dans l'ensemble de l'Union soviétique. Le pic de fréquentation a eu lieu en 1989 : le nombre de touristes a alors approché les deux millions (en comptant les excursionnistes, les participants à des compétitions sportives ainsi que les touristes intérieurs kirghizes)[125]. L'offre touristique était articulée autour de 190 centres balnéaires, huit bases d'alpinisme et plus de 10 colonies de vacances.

Il est bien évident que l'histoire soviétique du Kirghizstan a joué un rôle important dans la construction et la popularisation du tourisme actuel. Si à cette époque, il s'agissait principalement du tourisme de masse, il nous incombe de parler également d'autres types de tourisme qui peuvent avoir, sur plusieurs aspects, des effets plus avantageux. Actuellement, la promotion du tourisme effectuée par les organismes publics reste orientée plutôt vers le tourisme de masse. Malheureusement, l'État ne voit qu'un seul type de tourisme au Kirghizstan – c'est le tourisme au lac Issyk-Koul, qui a toutes les caractéristiques du tourisme de masse. Le tourisme d'aventure et les circuits touristiques, notamment « La route de la soie » ne font que subsister grâce à la présence sur le marché d'une dizaine de firmes qui sont les principaux vendeurs de produits touristiques de montagne et d'aventure. D'après notre enquête de terrain de l'été 2010, 12 firmes touristiques sur 75 proposent des itinéraires sur la route de la soie, et seulement 7 firmes sur 75 proposent aux clients les produits du tourisme d'aventure et des sports extrêmes[126]. Chaque année, plusieurs sociétés se créent et

---

[125] L'excursion (selon le Grand vocabulaire soviétique, 1978, T. 29, p. 63) est une visite des objets remarquables (patrimoine culturel, musée, entreprise, lieu, terrain, etc.) et une forme d'acquisition de connaissance, menée en règle générale sous la direction d'un guide collectif. Nous pouvons remarquer qu'il y a un volet éducatif (acquisition de connaissance) sur un endroit inconnu présenté par le guide via des explications et descriptions.

[126] L'enquête de terrain a eu lieu pendant l'été 2010. 75 firmes touristiques kirghizes actives ont été interrogées, dont 63 par téléphone (53 ont répondu être inactives temporairement ou en faillite) et 12 en interviews. 67% des firmes touristiques sont de simples distributeurs de bons de voyages et de billets d'avion.

disparaissent à cause de l'instabilité du marché et de la forte concurrence[127]. L'État est pratiquement absent sur le marché du tourisme culturel et d'aventure. Il ne fait aucune promotion à l'étranger. Le ministère du Tourisme avait été supprimé suite aux critiques acerbes des média concernant ses activités (et plus particulièrement les dépenses inutiles consacrée à la création de l'image du « Père Noël est originaire du Kirghizstan », *cf.* §2.2) et aussi dans l'objectif d'économiser sur le budget de l'État. Ainsi, l'objet de notre travail est de mettre en évidence le caractère essentiel de la présence de l'État dans la régulation du secteur touristique. Une nouvelle institution touristique est nécessaire ; un département du tourisme constitué de 6 personnes avec un budget équivalent à celui de l'office de tourisme d'Autrans, ne peut être en capacité de contribuer efficacement et fondamentalement à la restructuration du secteur touristique.[128]

§1. Caractéristiques du tourisme kirghize sous le régime soviétique

Le développement touristique dans les pays en transition est différent de celui des pays en voie de développement, où le tourisme interne était un secteur inconnu. Le Kirghizstan, appelé République soviétique sociale kirghize, avait un modèle touristique soviétique. Ce modèle caractérise encore aujourd'hui le tourisme kirghize. En 2013, le secteur du tourisme occupait environ 4,5% du PIB du pays, avec plus d'un million de touristes ; ceci est dû principalement à son pré-positionnement soviétique.

§1.1. Le tourisme dans le système socialiste

L'économie socialiste était caractérisée par la domination absolue de la propriété collective, la gestion centralisée (formellement planifiée par l'État) dans un système autarcique. La production était concentrée au sein de grandes entreprises avec des technologies anciennes et des équipements usés ; le crédit commercial et les investissements étaient interdits. L'État organisait toutes les activités de production, d'éducation, de soins, jusqu'à l'organisation de la culture et des loisirs, pour répondre aux besoins globaux des citoyens. Il s'occupait du temps de repos hors travail tout comme du temps de travail.

---

[127] Parmi plus de 2 200 agences touristiques, plus de la moitié déclare un revenu négatif auprès des organismes fiscaux (le service fiscal de la République kirghize) ; chaque année, entre 70 et 100 firmes sollicitent la liquidation et plus de 200 sociétés se créent dans le domaine touristique.

Le tourisme dans une économie socialiste avait une place importante. Il répondait à la doctrine centrale des « communistes » retenue des travaux de K. Marx : *la satisfaction des besoins en repos, en temps libre de la société pour la reproduction de la main-d'œuvre et l'amélioration de la productivité.* Le tourisme de santé et le tourisme sportif étaient les principales orientations du tourisme soviétique. Ils s'inscrivaient pleinement dans les directives de l'État : il s'agissait d'un tourisme « social » assurant le repos et la satisfaction des besoins des travailleurs, les loisirs des étudiants et l'éducation des écoliers par le voyage. Le tourisme n'avait pas de dimension marchande.

Le modèle socialiste distinguait trois types de clientèle touristique (Bensahel et Samson, 1999) :

- ***Le tourisme officiel interne*** (national), fortement développé et basé sur le tourisme de santé. Ce type de tourisme était prioritaire et entrait dans les compétences de l'État qui équipait en centres de repos et stations balnéaires des destinations adaptées au tourisme de masse (la mer Noire, le lac Issyk-Koul). L'Union soviétique à elle seule pouvait cumuler un nombre important et suffisant de touristes pour remplir les gigantesques structures mises en place.
- ***Le tourisme informel***, appelé « *dikii* » (sauvage) concerne principalement les touristes intérieurs. Il est peu structuré et basé sur les intérêts individuels des touristes qui organisaient eux-mêmes leurs voyages (environ 40 millions de voyageurs) (Radvanyi et Thorez, 1976). Ce type de tourisme est apparu en réponse à l'insuffisance de l'offre d'une part, mais aussi en raison du décalage progressif entre l'offre et la demande. Les places dans les centres touristiques étaient limitées et distribuées par l'État. Par exemple, en 1989, seulement un tiers de la demande était satisfait par l'offre en URSS (Tatarinov, 1999). Ainsi, sans le contrôle de l'État, presque tout le monde pouvait se permettre d'acheter un bon de voyage, car la croissance du salaire était plus rapide que le prix des bons de voyage. Par exemple, dans les années 1980, les prix des cures d'une semaine dans un établissement de repos correspondaient environ au salaire moyen mensuel, et le plus souvent, une partie du prix du bon de séjour était payée par l'État.

Le tourisme informel a développé de nouveaux types de tourisme, et celui-ci s'est diversifié. Les amateurs d'alpinisme, d'escalade, de trekking, de découverte se sont multipliés et le

---

[128] Le budget de l'office de tourisme d'Autrans est de 132 000 euros (compte rendu du conseil municipal du 24.10.2010), en 2011 pour le département de tourisme 133 000 euros est accordé pour 2012

camping a commencé à se développer. Les touristes ont commencé à explorer, individuellement ou en groupe, des zones peu connues mais remarquables par leurs atouts naturels. De cette façon, certaines zones ont commencé à gagner en popularité via le « bouche-à-oreille » et les clubs d'amateurs se sont multipliés. Par exemple, le Kirghizstan était l'un des endroits préférés des alpinistes pour toute l'Union soviétique.

- ***Le tourisme international***, faiblement développé et contrôlé par l'État. Le nombre de lits pour les étrangers (hors URSS) était limité à 100 000 places par an. Pour tout ce qui concernait l'accueil et l'hébergement des touristes étrangers, l'organisation « Intourist » gardait le monopole. Le nombre de touristes internationaux était très marginal en raison de la condition géopolitique de cette époque.

§1.2. Les destinations touristiques de l'URSS

L'URSS développait en majeure partie le tourisme de santé ; successivement, quelques grandes régions spécialisées et dédiées au tourisme se sont formées. Ces régions ont été repérées pour leurs caractéristiques environnementales et climatiques[129] qui favorisaient l'amélioration de la santé et du bien-être des touristes. Ces régions étaient généralement bien dotées par l'État (subventions du comité central des syndicats, du parti communiste de l'Union soviétique, du parti communiste de la jeunesse, dit *le Komsomol,* du budget de l'État, etc.) en matière d'infrastructures d'accueil, de loisirs et de communication. Le revenu de ces régions était essentiellement basé sur le paiement des services touristiques et sur les dotations. L'État planifiait le développement de ces régions, les volumes et la structure des investissements. En conséquence, la croissance du tourisme officiel était limitée par les dotations. Il existait par ailleurs des ressources humaines formées (capital humain) et une culture du tourisme pour les habitants de ces pays (régions). Le territoire du Kirghizstan, grâce à la particularité de sa nature et à la beauté de ses paysages, comptait plusieurs destinations touristiques. Pour cette raison, le Kirghizstan a hérité principalement d'une grande infrastructure de tourisme balnéaire (*cf.* Annexe n°11, villes de Cholpon-Ata, Bosteri et autres), qui forme encore actuellement une base importante de tourisme de masse. En 1970 et 1980, 27 zones de repos ont été aménagées avec des infrastructures touristiques (Lunkin et Lunkina, 1987, cité par Schmidt, 2011).

(www.budget.okmot.kg).

[129] Les ressources comme : les conditions climatiques, le paysage, les eaux thermales, les boues, etc.

§1.3. L'organisation du tourisme en URSS

Le modèle économique du tourisme soviétique intérieur disposait de plusieurs produits touristiques qui généralement étaient très homogènes. Les vacanciers obtenaient un *poutiovka,* ou un bon de voyage, qui leur permettait de séjourner et/ou de profiter d'autres offres touristiques (excursions, soins, activités sportives, etc.) dans les régions concernées. Ces bons de voyage étaient distribués par des organismes publics comme le « Soviet du Tourisme », ou auprès des organisations syndicales locales qui prenaient en charge une partie du prix. Ainsi, chaque année, environ 100 millions de personnes bénéficiaient de ces *poutiovka*. Ils étaient répartis entre les différentes entreprises en fonction de la demande de l'année précédente (Radvanyi J. et Thorez P., 1976). Une petite partie seulement des *poutiovka* était mise en vente par des agences, qui contournaient ainsi le système en place ; évidemment, dans ce cas, le touriste payait la totalité du prix du bon de voyage.

Grace aux avantages sociaux, le coût du tourisme représentait seulement 3% des dépenses de la population soviétique (Radvanyi J. et Thorez P., 1976). Pour les écoliers, il existait plusieurs *« camps de pionniers »* (colonies de vacances). Les stations thermales (sanatoriums) étaient considérées comme des centres de repos et des centres de traitement en même temps (*cf.* Annexe n°1). En résumé, le tourisme soviétique était caractérisé par la faible dépendance entre l'offre et la demande, la forte présence des dotations de l'État, la faible spécialisation des entreprises, l'orientation générale du tourisme vers les employés et les touristes intérieurs. En 1989, année de l'essor du tourisme soviétique au Kirghizstan, les produits touristiques suivants étaient disponibles :

- Le traitement médical et récréatif, le repos, la remise en forme, la dotation de l'industrie du tourisme, le bon de séjour.
- Le tourisme littoral avec pension complète et le tourisme intérieur « organisé », repos mer/montagne, hôtels spécialisés, bases touristiques.
- Le tourisme de montagne avec trekking, alpinisme organisé, excursions, itinéraires sportifs et touristiques.

§2. La transition vers l'économie de marché : opportunités et contraintes

La transition vers l'économie de marché faut synonyme d'opportunités à saisir mais aussi de contraintes à prendre en compte dans le nouveau processus de développement qui s'ouvrait dans les anciens pays de l'URSS. Mettre en branle de nouvelles dynamiques n'était pas chose

aisée mais stabiliser la machine une fois lancée était de toute évidence un exercice délicat. La stabilisation de la transition est un double processus (Samson, 2005) :

- de mise en cohérence de l'ensemble des dynamiques économiques, institutionnelles et politiques ;
- d'accumulation des trois biens systémiques issus de ces dynamiques : *le profit* comme résultat des dynamiques économiques, *l'information* comme résultat des dynamiques institutionnelles et *la légitimité* des hommes politiques et du pouvoir comme résultat de la démocratisation. L'absence ou le mauvais fonctionnement de ces dynamiques créent des contraintes et instabilités dans la transition.

§2.1. Les dynamiques économiques

Après la rupture des liaisons et la chute de la production dans les pays en transition, la fonction des dynamiques économiques était de libérer l'initiative privée pour pouvoir entreprendre et mettre en route un cercle vertueux économique : profit-investissement-emploi-productivité-revenu-épargne-demande-profit. L'une des premières étapes fut la libéralisation économique. Le premier président de la République kirghize, A. Akaev, a mis en place plusieurs réformes de protection et d'amélioration des initiatives privées pour développer la création des petites et moyennes entreprises (PME). L'une des conditions nécessaires à une dynamique économique favorable est la baisse des taux d'inflation et des taux d'intérêt, afin de rendre possibles les anticipations sur les investissements. Pour actionner le marché, à cette étape, le rôle des institutions est indispensable.

Le marché n'est pas accepté facilement au Kirghizstan. Chaque pays de CEI avait des difficultés différentes pour démarrer le nouveau système de fonctionnement économique en raison d'*« un décalage entre les exigences des dynamiques économiques et les systèmes de normes et de valeurs de la société »* (Samson, 2005), avec la présence du « marché noir », *« le marché établi par la loi mais rejeté par la société »*. Dans ce contexte de non-convergence avec les contraintes culturelles, la libéralisation peut conduire à l'hyperinflation et à l'instabilité économique. Au Kirghizstan, la mauvaise politique fiscale de l'État, liée à la hausse des taux d'intérêts et des taux de fiscalité, a contribué à freiner l'instauration d'un marché sain et, encore de nos jours, l'économie informelle représente 40% à 60% du PIB[130].

[130] D'après les organisations internationales ONU et Banque mondiale.

Au Kirghizstan, les cercles vertueux ne semblent pas avoir démarré facilement ; la récession économique a perduré jusqu'en 1996 (avec en moyenne 13% de baisse du PIB par an)[131], et en 1998, la crise en Russie a également touché l'économie kirghize. Dès lors, l'insatisfaction croissante de la population vis-à-vis de la baisse du niveau de vie et l'enrichissement de certaines catégories de personnes, avec leurs apparitions incessantes sur la scène politique, ont conduit au déclenchement de deux révolutions (en 2005 et en 2010) qui se sont soldées par la fuite des deux premiers présidents. Pourtant, le rôle des responsables politiques est important, car ce sont eux qui doivent *« identifier les seuils sociétaux qui séparent les réactions positives et les apprentissages cumulatifs des agents économiques, et les comportements de rejet ou déviants »* (Samson, 2005). Mais, les responsables politiques kirghizes sont les premiers à adopter un comportement de rejet des normes législatives, et tous les agents économiques, dans la foulée, vont participer à la croissance du marché noir.

§2.2. Les dynamiques institutionnelles

D'après l'analyse de North (*cf.* Partie I, chapitre 1), les institutions sont les « règles du jeu » du marché dans une société. Elles réduisent les incertitudes sur le comportement des agents économiques. La « confiance » entre les agents est un « lubrifiant » dans leurs relations et donc la condition primordiale pour les dynamiques économiques.

L'État est un acteur majeur dans la mise en place et la protection des règles du jeu du marché, c'est-à-dire que son rôle n'est pas l'intervention absolue dans les mécanismes du marché mais seulement la bonne surveillance de son fonctionnement. Dans plusieurs ouvrages, la faiblesse des institutions dans les pays de la CEI est remarquée, et le Kirghizstan n'est pas une exception. La faiblesse de l'État et des institutions augmente l'incertitude et les coûts de transactions[132] ; la confiance est en baisse, le droit de propriété est très peu protégé, ce qui explique la chute de la production et la récession pendant les cinq premières années du capitalisme au Kirghizstan. Des institutions « bienfaisantes » doivent garantir le respect des droits de propriété pour inciter les individus à investir et à participer à la vie économique, limitant l'action des *« puissants »* qui peuvent s'approprier les revenus ou les investissements d'autrui ou encore fausser les règles du jeu. Ces institutions doivent aussi lutter contre les

[131] Kyrgyzstan 2000, Tacis, Le Comité national statistique.

[132] L'étude plus détaillée de l'économie institutionnelle fait l'objet du chapitre 3.

tendances autodestructrices du marché (concentration et monopoles, comportements prédateurs et criminels), et permettre le bon déroulement de ses fonctions. La sphère monétaire et financière dépend aussi de la force des institutions et de l'État, qui doit contrôler le système bancaire.

En conséquence, la condition indispensable à la réussite d'une bonne transition est un État avec une autorité forte et une légitimité politique pour garantir la stabilité, mettre en œuvre de nouvelles formes institutionnelles et cadrer les agents économiques. Malheureusement, en réalité, l'État était très faible au Kirghizstan, subissant constamment la pression de groupes d'intérêts et la corruption. « *Ces prescriptions viennent de haut mais le haut était faible* » (Samson, 2005). L'État ne pouvait pas effectuer son nouveau rôle et accompagner la transformation économique pour installer l'économie de marché. De plus, l'économie de marché est théoriquement de nature décentralisée et privée, mais dans le processus de transformation du Kirghizstan, les comportements opportunistes se sont accrus pour profiter d'une législation avantageuse, pour implanter des structures monopolistiques, pour acheter des postes de dirigeants étatiques, etc.

§2.3. Les dynamiques politiques

Il existe un lien entre performance du marché, amélioration des résultats économiques et renforcement de l'autorité du gouvernement. Inversement, la baisse des activités économiques et l'inefficacité du marché augmente la difficulté de la transition et conduisent à une perte de légitimité du gouvernement. Lorsqu'une large catégorie de la population ne perçoit pas l'amélioration du niveau de vie qui doit découler de leurs efforts, la stabilité politique est compromise. Or, la stabilité politique est l'une des conditions les plus importantes du développement économique. Les dynamiques politiques permettent au *« système politique de représenter les différents intérêts économiques dans la société et d'assurer l'expression des vœux et des préférences des citoyens »*.

Il y a deux types de légitimité des pouvoirs politiques : **la légitimité démocratique**, c'est-à-dire la confiance des citoyens dans les nouvelles règles du jeu politique et l'ordre constitutionnel démocratique ; et **la légitimité politique,** à savoir la confiance des citoyens dans les forces politiques à la tête de l'État dans le cadre des institutions. Pour la mise en place des dynamiques économiques efficaces, le renforcement des légitimités démocratiques et

politiques est nécessaire. La liberté d'expression et de la presse, qui facilite l'activité politique et y participe, est une composante essentielle de la légitimité démocratique.

La transition économique s'accompagne d'une autre transition : de l'autoritarisme à la démocratie. Dans ce processus, l'expérience démocratique et culturelle pré-communiste du pays est importante. Une autre contrainte dans ce processus de transition est le résultat de la lutte entre des groupes conservateurs attachés au passé et ceux qui mènent la politique économique depuis le changement vers la démocratisation.

§2.4. La transition économique du Kirghizstan

Le Kirghizstan a opté pour la « thérapie de choc » dans son processus de transition avec une privatisation massive, bien que pas tout à fait complète. Comme en Russie, certaines réformes se sont réalisées par étapes et se sont poursuivies jusqu'en 1997**.** Et, comme dans la plupart des autres nouveaux États indépendants (NEI)[133], la transition a été plus subie que souhaitée par la population. Le jeune État kirghize était trop faible pour appliquer les nouvelles règles du jeu. Les habitudes de recevoir des ordres et d'être sous l'emprise de Moscou n'aidaient pas à la gestion de nouvelles autorités indépendantes. C'était en quelque sorte une *« jungle »* ; les groupements d'entreprises et de personnes, issus de l'ancien système, ont réussi à reprendre les usines et entreprises les plus lucratives et la plupart des ressources productives, en particulier le secteur des matières premières. Ensuite, ces *« prédateurs »*[134], très bien placés dès le début, ont commencé à s'intégrer au pouvoir politique par des moyens corruptifs. Une fois dans la place, ils ont continué à poursuivre leurs objectifs individuels (protection de leur propre *business*, promotion, recherche de profit).

La crise de la transition a eu des répercussions sur les plans économique, politique et social aux niveaux national et territorial. Le Kirghizstan, comme les autres pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan), a réalisé des réformes pour installer son unicité et sa souveraineté : il est l'un des premiers à avoir créé sa monnaie nationale « som », sa Constitution, et il est devenu membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1998. Cette « unification » des États, désormais autonomes, a contribué à l'isolement et à la

---

[133] Les nouveaux États indépendants (NEI) sont les nouveaux États apparus suite à l'effondrement de l'Union soviétique, ex. : Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan, etc.
[134] I. Samson, « Stratégie de développement », Transition des économies communistes, p. 13.

fortification des frontières et donc à la disparition de l'espace commun, de change et de commerce. Cette rupture des liaisons avec les fournisseurs de matières premières et avec le marché de consommation de l'URSS a conduit à l'arrêt de l'industrie (fermeture massive des usines et des manufactures), avec un blocage de la production.

Tableau n° 13. Le taux d'évolution du PIB du Kirghizstan de 1990 à 2000, en %.

Taux d'évaluation du PIB	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
a) relativement à l'année précédente	-	92,1	86,1	84,5	79,9	94,6	107,1	109,9	102,1	103,6	105
b) relativement à l'année 1990	100	92,1	79,2	66,9	53,5	50,6	54,6	59,6	60,9	63	65,2

Source : Kouchuev, T., 2007

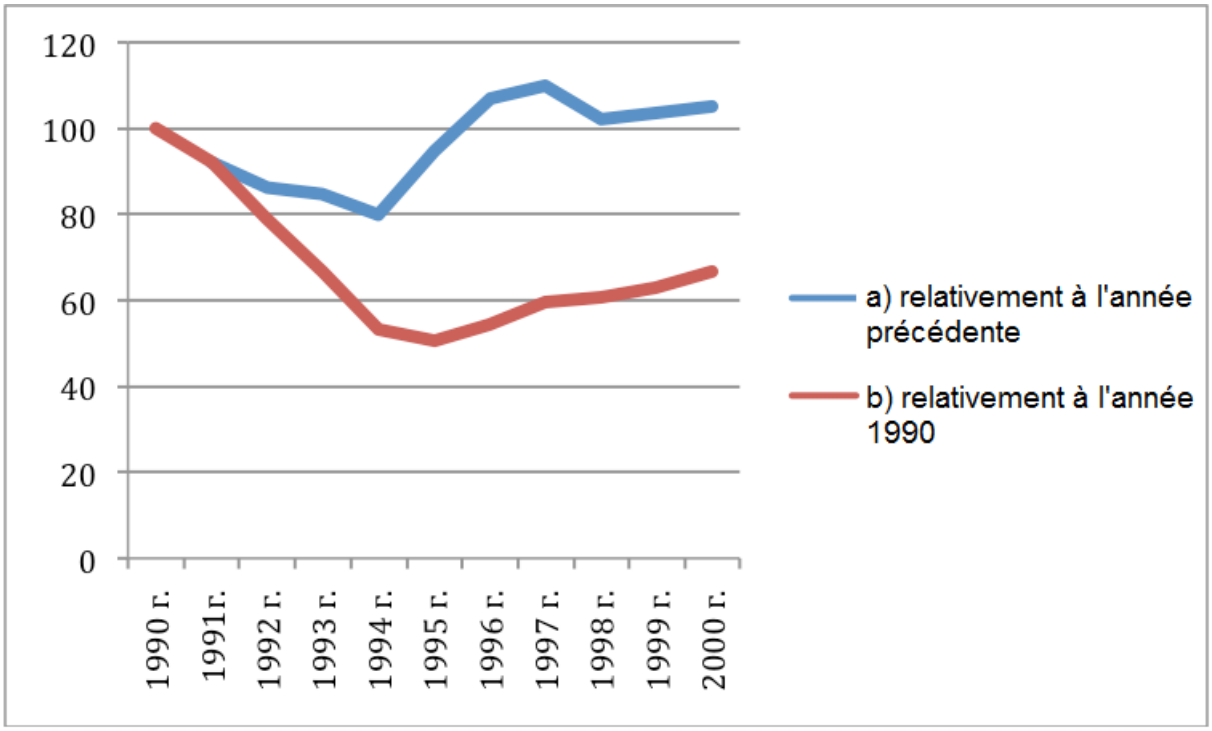
Selon Sapir (1996), la situation postsoviétique ressemblait à un véritable chaos : privatisation puis revente des actifs (équipement industriel, même militaire), appropriation forcée (reiderstvo), corruption dans presque tout le système, surtout dans l'éducation supérieure et le système de justice, chômage, non-versement ou retard des salaires. L'économie informelle prospérait[135]. La crise a touché des catégories de gens différents (en termes d'âge, de genre, de nationalité, de profession), et même des personnes hautement qualifiées ou diplômées. « *La faiblesse des pensions et/ou l'interruption de leur versement ont aussi poussé les retraités vers les petits métiers du commerce et du transport tandis que, fait nouveau, le travail des enfants s'est développé sur les marchés urbains. Manifestation de la porosité qui existe entre les secteurs conventionnel et informel, de nombreuses personnes cumulent plusieurs métiers pour compenser la faiblesse de leurs revenus. Selon les cas, les individus tirent de l'informel leur revenu total, leur revenu principal ou un revenu d'appoint.* » (Thorez, 2008).

La crise économique la plus difficile a eu lieu entre 1991 et 1995 ; en 1996, les principaux indicateurs économiques (PIB, en revenu national) étaient au niveau des années 1970. La décroissance a touché tous les secteurs économiques mais principalement l'industrie et l'agriculture. Pendant la période de 1996-2001, le PIB commence à augmenter légèrement (en

[135] Il existe de nombreuses substitutions à la notion d'économie « informelle » : « économie secondaire », « économie souterraine », « secteur non structuré », « économie parallèle » ou « économie de l'ombre ».

moyenne 5% par an), sauf en 1999, quand la crise de la Russie a aussi frappé l'économie du Kirghizstan. La devise nationale, le *som*, a subi une forte dévalorisation, et le PIB en *som* a augmenté (en termes courants) de 10,5% en 1998 par rapport à 1997, alors que si on fait le calcul du PIB en dollars US, le PIB en 1998 a chuté de 8%. En 2000, malgré le rétablissement de l'économie, le PIB a atteint seulement 62,2% du niveau du PIB de 1990.

Graphique n° 8. L'évolution du PIB du Kirghizstan de 1990 à 2000.



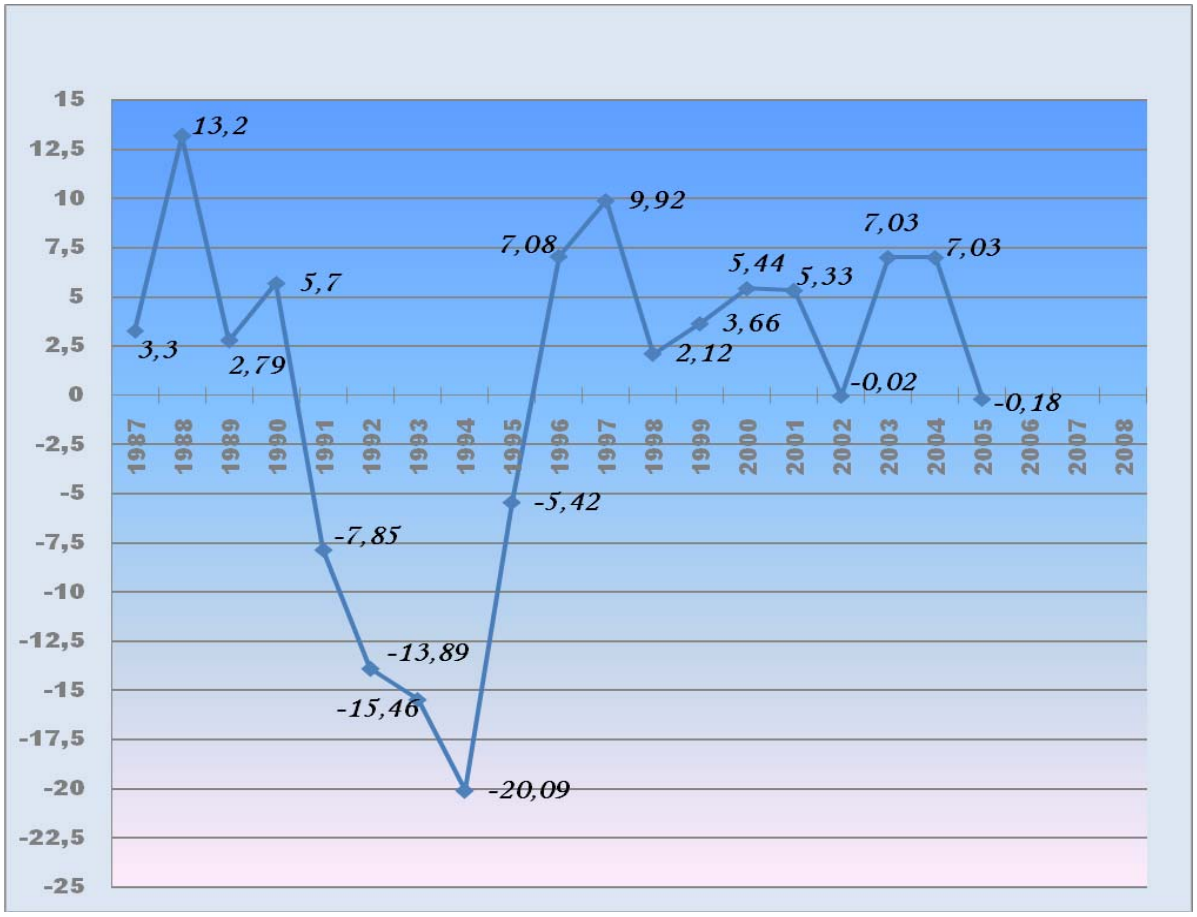
Source : l'auteur, selon les données de Kouchuev, T., 2007.

Les échanges et le commerce international apparaissent sous une forme primitive ; ils sont réalisés par des individus qui se déplacent entre les pays avec les marchandises (en provenance de Chine, de Turquie) dans des valises, d'où l'expression « commerce à valise » ou *chelnoki* (Thorez, 2008).

Ancien pays d'élevage et d'industries, le Kirghizistan est devenu un vaste bazar de produits importés de Chine et d'ailleurs. L'économie se réveille avec la naissance de l'économie informelle : les petits commerces, les services, la revente, les bazars se multiplient. Des milliers de petits kiosques et magasins s'installent partout dans les carrefours et autres zones fréquentées. Ils vendent principalement des marchandises courantes, des produits de première nécessité ; les plus vendus sont les cigarettes, le pain… La majorité des échanges réalisés se

passent dans « les 400 bazars désormais recensés, excédant *nettement l'activité des magasins* » (Spector, 2006). Le fort exode rural vide les villages et les zones rurales, ne laissant que les hommes âgés. Le nombre des moutons a chuté considérablement : dans la région d'Issyk-Koul, leur quantité est passée de 1,8 millions (en 1991) à 580 000 (en 1997). Le cheptel a légèrement augmenté depuis pour atteindre 690 000 moutons en 2009, mais on est loin du record des années 1980 (Aidarbekova, 2007).

Graphique n°9. Le taux de croissance annuel du PIB du Kirghizstan (%)



Source : Banque mondiale.

Tableau n°14. Principaux indicateurs du Kirghizstan après 10 ans d'indépendance.

Pays	PIB 2002, M USD	Croissance PIB en 2003, %	PIB 2002 (1989=100)	Inflation 2003, %	Solde budgétaire 2002, % du PIB	IDE net 2002, M USD	IDE cumulé 1989-2002, M USD	IDE cumulé par habitant 1989-2002, USD	Dette extérieure/ exportations en 2002, %
Kirghizstan	1 601,28	5,2	70,0	4,1	-5,8	11	402	84	370

Source : BERD, Transition Report Update 2003

La monnaie nationale est faible et peu crédible ; l'inflation est persistante avec une dollarisation de l'économie, et les investissements étrangers ne viennent pas en raison d'une corruption trop forte, d'où l'absence de croissance. L'accès aux crédits est très difficile, sans soutien de l'État avec ses dotations, et les crédits commerciaux ont des taux élevés, même de nos jours : dans 24 banques du Kirghizstan, le taux de crédit moyen est de 25-30% par an[136].

§3. Politique touristique depuis l'indépendance

Avant 1991, le secteur touristique était géré par l'État et la raison d'être de l'activité touristique était de reconstituer la main d'œuvre par le repos et la santé (selon la théorie marxiste). Actuellement, l'économie de marché exige de nouvelles approches économiques ; les objectifs et les contraintes du nouveau système ont écarté l'État de sa position précédemment centrale dans la planification et le financement des opérations. L'indépendance a généré des instabilités institutionnelles qui ont touché l'ensemble de l'économie, le secteur touristique en tête, car l'État avait d'autres priorités en périodes de récession, il a donc laissé le tourisme aux mains du secteur privé.

§3.1. Les défis du tourisme postsoviétique au Kirghizstan

Avec l'indépendance, le Kirghizstan a dû chercher un nouveau modèle de développement du tourisme. Heureusement, la conversion[137] du secteur touristique a pu s'appuyer sur l'héritage important laissé par le système soviétique. Les paramètres hérités du soviétisme n'étaient certes pas adaptés au système de marché, ni au tourisme international, mais ils avaient l'avantage de fournir une base solide au processus de transformation du secteur. Il existait en effet, à l'époque de l'URSS, une culture forte des loisirs et du tourisme, fondée sur la découverte des différentes régions de l'URSS et des peuples amis. Afin de permettre à chacun des habitants de l'URSS de profiter des temps de repos et de loisirs, une infrastructure d'accueil a été développée dans des régions dispersées, de la mer Noire (Crimée, Sotchi) jusqu'au du lac Issyk-Koul. Les infrastructures et organisations qui en ont découlé perdurent même si elles doivent être rénovées. Elles sont vieillissantes, le savoir-faire est inadapté au nouveau contexte. La concurrence et les exigences internationales nécessitent plus qu'une

---

[136] http://analitika.akipress.org/news:2081.
[137] Bensahel, L., Samson, I. (1999).

mise en beauté de ce qui existe déjà. Une restructuration de fond de l'offre touristique s'impose pour coller à une demande de plus en plus diversifiée et concurrencée. L'ouverture des frontières exige une approche et des standards inconnus sous le modèle socialiste.

Un autre atout non négligeable du Kirghizstan postsoviétique réside dans la disponibilité en ressources humaines formées, et dans la culture et la connaissance des langues étrangères. Le problème qui se pose maintenant est celui de la qualité du service pour répondre aux normes internationales. Dans le système soviétique, la relation aux clients était souvent rudimentaire (à cause du système standardisé de l'offre touristique). L'expression « le client est roi » n'existait pas, parce que le client n'était jamais roi dans le système socialiste, où tous les consommateurs étaient plus ou moins égaux. Les personnes travaillant dans les structures touristiques étaient des fonctionnaires intégrés dans les structures publiques de l'offre touristique, et pour eux, un touriste était plutôt un « patient » qu'un client. L'approche de la clientèle était plus quantitative que qualitative, comme dans tous les systèmes socialistes, et les établissements de repos avaient leur propre plan à accomplir. Ces établissements n'avaient pas d'objectifs d'élargissement ou d'enrichissement, leur seul but étant de respecter le plan imposé par l'organisme central dans le cadre de règles et normes socialistes. La clientèle soviétique n'était pas trop exigeante sur la qualité de la prestation ou sur la diversité de l'offre, mais il existait plusieurs normes assez strictes de sécurité, de qualité, d'hygiène, etc. Partout, on trouvait les mêmes types d'offre. La différence essentielle était le changement de régions, de climat. Il n'y avait pas un grand écart entre le haut de gamme et le bas de gamme en terme de service. La population était contente de cette offre standardisée, parce qu'aucune comparaison n'était possible. Bien évidemment, les infrastructures, les constructions étaient faites pour ce type d'offre touristique, et donc non adaptées aux normes internationales.

Le tourisme de masse était bien développé à l'époque soviétique. Le Kirghizstan était l'une des principales destinations touristiques de l'URSS. Mais, suite à la rupture des liaisons avec la Russie et les autres pays de l'ex-URSS, le nombre de touristes a chuté à l'indépendance avec la perte de la clientèle habituelle. Ce phénomène fut aggravé par la crise économique de la transition, qui a touché toute la zone des pays de la CEI et qui s'est traduite par une forte inflation diminuant le pouvoir d'achat des populations. Tous les sanatoriums et les firmes touristiques ont augmenté leurs tarifs, ce qui s'est traduit par une baisse de la demande. Les difficultés économiques liées aux taux de change, l'instabilité politique et la crise des

institutions ont retardé l'adaptation de l'offre à la demande qui nécessite un changement de structure du produit touristique. La chute de la demande a provoqué la stagnation des régions touristiques et les difficultés financières qui en ont résulté ont entravé encore plus le processus d'adaptation.

§3.2. La structuration nationale de l'activité touristique

Alors qu'à l'époque soviétique, les entrées de touristes, la distribution des bons de séjour étaient planifiées et coordonnées par Moscou, l'indépendance a imposé au Kirghizstan de mettre en place un nouveau mode de gouvernance de l'activité touristique avec les structures idoines. C'est ainsi, qu'en 1991, naquit le ministère du Tourisme. Mais le budget qui lui était attribué était négligeable et ne permettait pas de gérer correctement le secteur touristique, ni de réaliser des statistiques en lien avec le tourisme.

Par ailleurs, et dans la logique du marché qui s'ouvrait, l'État kirghize a autorisé la privatisation des équipements et complexes touristiques et ses préoccupations se sont éloignées des activités touristiques au point que le secteur a fini par être délaissé. L'État avait d'autres priorités en périodes de récession ; il a donc laissé le tourisme aux mains du secteur privé « parce qu'il a *un caractère international* et donc doit être régulé par le marché ». Les équipements touristiques, sans entretien et sans financement, sont devenus obsolètes, et ceux qui n'ont pas été privatisés ont été abandonnés et ont cessé de fonctionner, remettant en question le fonctionnement et la survie des régions autrefois touristiques. Or la « main invisible » du marché ne peut totalement remplacer la « main visible » de l'État.

À partir de 1998, le tourisme de masse est réapparu et a constitué une manne économique importante pour la région d'Issyk-Koul. Toutefois, l'absence de cohérence entre les différents projets et le manque de coordination avec l'État ont fragilisé le secteur, et la voie vers la reconstruction est semée d'embûches. En réaction, des initiatives informelles commencent à se développer. La mise en place d'une structure légitime et efficace était donc nécessaire

La structure étatique responsable de la gestion du tourisme au Kirghizstan a subi de nombreux changements depuis l'indépendance ; ses compétences furent régulièrement modifiées, elle fut rattachée à différentes sections du gouvernement ; elle a disparu puis a été réinstaurée. Le

tableau suivant récapitule l'évolution de cette structure qui a également changé plusieurs fois de nom.

Tableau n°15. L'évolution du ministère du tourisme.

N°	Années	Les structures étatiques qui gèrent le tourisme	Section dans le gouvernement
1	1991	Ministère du Tourisme	Economique
2	1993	Agence d'État du tourisme étranger	
3	1994 (mars)	Comité d'État du tourisme	
4	1994 (mai)	Comité d'État du tourisme et du sport	Sociale
5	1996 (mai)	Ministère du Tourisme et du Sport	
6	1996 (décembre)	Agence d'État du tourisme et du sport	
7	2000	Comité d'État du tourisme, de sport et de la politique des jeunes	
8	2005	Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme	Economique
9	2007	Agence d'État du tourisme (sous tutelle du ministère de l'Economie)	
10	2009	Suppression de l'Agence d'État du tourisme	
10	2011-	Ministère de la culture, de l'information et du tourisme.	Sociale

En 2005, après les réformes, le tourisme est passé sous le contrôle du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, donc, la responsabilité de la gestion et de la politique de son développement a été déplacée vers la sphère économique du gouvernement. En 2007, fut créée l'Agence d'État du tourisme de la République kirghize, mais elle fut supprimée fin 2009. En janvier 2010, les fonctions de l'Agence d'État du tourisme ont été attribuées au ministère de la Régulation économique au département du développement du secteur touristique. Le personnel de ce département, de janvier 2010 à juillet 2011, était extrêmement réduit car il ne comptait que deux fonctionnaires (contre sept précédemment), pour gérer le tourisme du pays[138] !

Dans l'histoire du Kirghizstan, c'est l'Agence d'État du tourisme qui bénéficia du plus grand budget de fonctionnement jusqu'en 2009. Elle organisait des expositions annuelles ; elle proposait des formations et séminaires aux artisans, des formations dédiées à l'amélioration de la qualité des services pour les restaurateurs, des tables rondes et rencontres avec les administrations des sites touristiques. Elle avait même obtenu certains succès en collaborant

[138] D'après l'interview effectuée en novembre 2011 avec Monsieur S. Kachkynbaev, ex-fonctionnaire et expert en tourisme de l'Agence d'État du tourisme de la République kirghize.

avec d'autres ministères, comme le ministère des Affaires intérieures et le service des douanes. Elle avait obtenu de leur part que les touristes étrangers soient dérangés le moins possible : il suffisait qu'ils placent des autocollants « TOURIST » sur les pare-brises de leurs voitures, ce qui leur permettait de circuler plus tranquillement et d'avoir moins de contrôles non raisonnés de la part de la police routière.

En 2010, le Département du développement du secteur touristique, sous l'égide du ministère de la Régulation économique, fut moins actif ; il n'a participé qu'à un seul évènement : une exposition touristique en Russie. Ce département du tourisme peut initier des projets de loi sur le tourisme, mais l'acceptation finale par le Parlement est nécessaire. Pour l'année 2012, un nouvel appel d'offre a été lancé ; la société gagnante doit développer le nouveau projet de loi sur la conception et la stratégie de développement touristique du Kirghizstan. Au total, à partir de 1991 jusqu'à 2013, l'organisme d'État responsable du développement et de la gestion du tourisme, a changé 11 fois et son directeur a changé 18 fois. Tantôt il est sous couvert d'une section économique, tantôt d'une section sociale. En ce moment, il est rattaché au ministère de la culture, qui est loin de la gestion du tourisme. Les changements fréquents de gouvernance créent un manque de cohérence, de solidité et de fiabilité de la structure qui s'affaiblit. Cette instabilité institutionnelle n'a pas donné de bons résultats.

En décembre 2013[139], l'USAID a réalisé une étude d'évaluation de l'activité du département du tourisme ; il en ressort que celui-ci n'est pas capable de remplir toutes les obligations et fonctions qui lui ont été attribuées par le gouvernement, en raison du manque de ressources financières et de pouvoir face à ses responsabilité. Actuellement, le budget du département se situe entre 130 000 et 140 000 euros (sans compter le budget de l'organisation de l'évènement « Jeux mondial des nomades »). Le personnel est composé du directeur M. Chakiev, son adjoint, une secrétaire et de 6 experts. Le personnel de l'office du tourisme de Grenoble est supérieur en nombre que celui du département national du tourisme kirghize. C'est bien évidemment très insuffisant pour gérer et améliorer et développer le tourisme kirghize.

[139] Dans le cadre de projet « Reforma » de l'USAID, en partenariat avec la compagnie Deloitte Consulting LLP.

§3.3. Les législations acceptées en matière de soutien du tourisme

La politique de l'État dans la sphère du tourisme suppose la création d'une base législative qui permette au tourisme de fonctionner dans une économie de marché. Depuis l'indépendance, 14 actes législatifs et normatifs sur le tourisme ont été signés. Parmi eux, la loi du 7 juillet 1995 sur « la protection du lac Issyk-Koul » portait sur la protection de l'eau et des ressources de la République kirghize, et a interdit les constructions au bord du lac Issyk-Koul. Le projet de loi « sur le tourisme » du 25 mars 1999 encadre l'ensemble du fonctionnement du secteur. Selon l'article 3 de cette loi, la politique de l'État dans le domaine du tourisme prévoit :

- le développement du tourisme comme secteur prioritaire de l'économie du pays et la création de conditions favorables aux activités touristiques ;
- la garantie du droit des citoyens au repos, à la libre circulation et d'autres droits liés aux voyages ;
- la régulation des relations des devises et des licences dans la sphère touristique ;
- le financement des programmes de développement du tourisme ;
- la coordination des activités des institutions de l'État, des organisations non gouvernementales, du secteur privé et d'autres objets de l'industrie du tourisme ;
- le développement et le perfectionnement d'une base législative dans la sphère touristique ;
- l'assistance au développement de coopérations internationales, la formation de cadres dans la sphère touristique ;
- le développement de la recherche scientifique dans la sphère touristique.

En 2009, une nouvelle loi « sur le tourisme » a été proposée mais n'a finalement pas été adoptée du fait des controverses qu'elle a suscité de la part des firmes touristiques, car elle durcit les conditions de la création des firmes touristiques. Elle reprend les grandes orientations de la loi de 1999, à savoir : le tourisme comme secteur prioritaire, la protection du droit de l'homme à pratiquer le tourisme, l'amélioration continue des normes législatives. Cette nouvelle loi donne plus de responsabilités et d'objectifs de développement aux collectivités territoriales, suite à la politique de décentralisation de l'État. La nécessité d'une participation active des collectivités territoriales dans le développement du tourisme au Kirghizstan est récurrente dans plusieurs articles de ce projet de loi. Ceci constitue un avantage par rapport à l'ancienne loi, car les collectivités territoriales doivent contribuer à l'amélioration des sont plus à même d'agir en cohérence avec les contraintes et spécificités locales. Par contre, les collectivités locales (*ail okmotu*) ne disposent que de peu de budget pour le tourisme et peu de personnel : seulement un à deux spécialistes du tourisme par collectivité. Pour cette raison, elles sont généralement passives face aux décisions concernant les problèmes relatifs au tourisme et ne protègent pas les intérêts des citoyens. Dans les

régions touristiques d'Issyk-Koul, la collectivité locale n'a pas de revenu lié au tourisme car les taxes des différents sites touristiques, y compris le fermage de la terre, sont directement reversées au budget régional. Même l'impôt foncier des hôtels et des maisons de repos est versé au budget de la région. Seules les sources de revenus comme le fermage des terres ou l'accueil touristique dans les yourtes (commerciales), ou aussi les « petits » restaurants privés qui sont situés autour des grands sites touristiques, sont rétribuées au budget local, c'est-à-dire que ce sont bien les populations ou les firmes locales qui tirent les bénéfices de l'activité touristique.

Les avantages de cette nouvelle loi

1) Pour la première fois dans les normes législatives, la loi utilise explicitement la notion de « tourisme durable » dans l'article 5. Le « développement durable » est une notion répandue dans les pays occidentaux, elle a été par la suite adaptée au secteur touristique. Une des formes de tourisme durable est l'écotourisme, déjà présente au Kirghizstan (depuis le Sommet mondial de la montagne à Bichkek) et développée par diverses agences ou organisations internationales. L'inscription de cette notion de « tourisme durable » institutionnalise cette nouvelle activité, qui s'appuie notamment sur les ressources naturelles tout en étant censée les protéger. Pour le Kirghizstan, c'est un pas en avant, car si les législations internationales des pays occidentaux font référence à cette notion de tourisme durable pour le développer.

2) Le projet de loi met particulièrement l'accent sur l'aspect social du tourisme durable. Selon l'article 8, il revient aux collectivités territoriales de protéger le milieu traditionnel d'habitat et le mode de vie traditionnel des minorités ethniques des conséquences néfastes du tourisme.

3) L'article 15.5 fait référence au « tourisme social », une notion héritée du système soviétique. C'est un type de tourisme récréatif consacré aux personnes vulnérables et de catégories sociales défavorisées (les vétérans, les enfants orphelins, les veuves, les handicapés, etc.). Selon cet article, il incombe au gouvernement et aux collectivités territoriales d'organiser le tourisme social. Entre autres, ils devront verser des compensations aux organisateurs des voyages. Parce que ce sont les organisateurs des voyages qui doivent accorder les avantages aux personnes de cette catégorie spécifique.

4) Une grande partie du marché touristique kirghize se trouve dans le secteur parallèle. Pour cette raison, l'article 18.6 stipule que pour accéder à des informations plus précises sur le marché, « les organisations statistiques ont le droit de faire une étude de terrain et des enquêtes sur les touristes et sur leurs dépenses ». Cependant, les études statistiques, qui sont fondées non seulement sur les données des douanes concernant les flux touristiques, mais aussi sur les informations recueillies auprès des grands sites touristiques (les complexes touristiques, sanatoriums, maisons de repos, hôtels, etc.), permettront d'obtenir une information plus complète sur la situation du tourisme dans le pays. Ceci est important car les acteurs du tourisme pratiquent systématiquement la sous-estimation de leur capacité d'accueil et du nombre de touristes dans le but d'échapper à l'imposition.

Les inconvénients de cette nouvelle loi

1) L'article 10 stipule la création de centres d'informations pour fournir des informations précises aux organismes étatiques, aux collectivités territoriales et aux autres personnes intéressées par le secteur touristique. L'objectif des centres d'informations du Kirghizstan est la création, le traitement, le stockage, la recherche et la diffusion des informations concernant les ressources touristiques (la fréquentation, l'accès, la pression anthropogénique, la protection). Mais ce n'est pas suffisant ; ces centres devraient aussi pouvoir fournir et diffuser aussi les informations concernant les organisateurs de voyages, comme les offices du tourisme dans les pays occidentaux. Par exemple, nous proposons que chaque agence répertoriée puisse posséder un registre avec des adresses de guides, d'interprètes, de chauffeurs, de moyens de transport disponibles dans les régions, ainsi qu'une liste des logements (avec la possibilité de réserver), des programmes des manifestations, des concerts, des festivals touristiques, etc. Les services de ces centres d'informations peuvent être payants ; leur structure et les tarifs doivent être, quant à eux fixés par le gouvernement. Ces centres d'informations permettraient de rassembler toutes les offres de prestations touristiques dans les régions et dans la capitale : les agences, les guides, etc.

2) L'article 13 engage le gouvernement et les collectivités territoriales à soutenir et à contribuer à la promotion du produit touristique kirghize sur les marchés internationaux. Ce soutien au développement du tourisme se réalise « le financement supplémentaire de budget local » et « par une allocation des avantages et préférences sur les investissements dans le tourisme ». Si cette mesure peut séduire à première vue, nous sommes conscients que le budget octroyé au secteur touristique est très maigre. Alors, comment mettre en œuvre cette

stratégie marketing permettant de vendre la destination kirghize et de la promouvoir à l'étranger ? Pour cette raison, il est souhaitable de donner plus d'informations sur la mise en œuvre de ces propositions. Le texte de loi doit en effet préciser les critères et les moyens de ces financements. Si le texte dévoile qu'un budget sera attribué, il est légitime de se demander quels seront les critères de cette attribution. Quel type de tourisme sera financé (le tourisme durable, le tourisme social, le tourisme de chasse, l'écotourisme, le tourisme balnéaire) ? Quels types d'acteurs impliqués dans le tourisme seront répertoriés dans ces centres d'informations ? Comment pourront-ils être ou ne pas être répertoriés ? Ne peut-il pas y avoir ici un certain favoritisme par exemple ? Est-ce que toutes les agences impliquées dans le tourisme pourront bénéficier de ce budget ? Au vu du nombre d'agences touristiques au Kirghizstan, il paraît impossible toutes les soutenir, il faudra donc opérer un choix, selon quels critères ?

3) Selon l'article 40, le directeur d'une firme touristique doit être un citoyen de nationalité kirghize avec une expérience professionnelle d'au moins trois ans. Cet article traduit un favoritisme national et correspond à une discrimination positive pour le Kirghizstanais de nationalité uniquement kirghize. Rien n'est précisé dans l'article en ce qui concerne les directeurs étrangers de firmes touristiques qui fonctionnent depuis plusieurs années, ou encore les entreprises familiales de citoyens kirghizes mais de nationalité ouzbek ou russe par exemple. Cet article contredit la convention signée avec l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre du marché de service[140].

En septembre 2013, le département du tourisme a repris la discussion sur la mise en place d'un nouveau projet de loi « sur le tourisme ». Par contre, les représentants et acteurs des entreprises touristiques, ONG touristiques de nouveau refusé et demandé « de ne pas changer la législation « sur le tourisme » en vigueur depuis le 25 mars 1999 n°34 ». [141]

---

[140]Akimbaev S., projet USAID.

[141] http://www.tazabek.kg/news:358838

§3.4. Le financement de l'activité touristique

L'État est quasi absent au début du processus d'évolution de l'activité touristique. Il faut attendre la fin des années 1990 pour qu'il s'intéresse à nouveau à ce secteur. Mais sa participation financière reste faible alors que, pour accompagner correctement le développement du tourisme il faut des investissements lourds, non seulement dans le tourisme, mais aussi dans les secteurs des transports (reconstruction des routes et aéroports), de la communication, des services de santé et sécurité, etc. Les fonds nécessaires sont importants et le manque de coopération entre le secteur privé et le secteur public complique la réalisation des projets. L'État considère que le secteur privé doit lui-même s'occuper des priorités du développement. Chacun s'appuie sur les faiblesses et imperfections de la loi pour se renvoyer la balle. L'industrie du tourisme est un secteur transdisciplinaire qui dépend souvent de plusieurs types de législations : droit international, droit du transport, droit douanier, foncier, fiscal, environnemental, etc. Une modernisation et reformulation de la loi s'imposent, celle de 1999 n'est plus adaptée aux récentes évolutions et exigences du secteur touristique.

En 2010, l'État a attribué un budget de 360 000 euros au département du tourisme, mais suite à la révolution et au changement politique, seulement 125 000 euros ont été dépensés. Malgré la demande du département d'un montant de 470 000 euros pour l'année 2011, l'État a octroyé seulement 125 000 euros. Ce montant est également prévu pour l'année 2012[142]. Pendant les années 2005-2007, le ministère du Tourisme avait un budget de 65 000 euros pour le développement du tourisme (sur cette même période, le voisin kazakh a assigné 14 millions de dollars US et la Turquie 40 millions de dollars US au développement touristique). C'est une somme minime si nous prenons en compte les besoins du secteur. Pour cette raison, l'activité publicitaire et promotionnelle de l'État sur le marché international est quasi absente.

Face au désengagement de l'État dans le financement du tourisme, il a fallu attirer des capitaux privés. Par contre, l'État joue ici, un rôle important en instaurant un climat favorable aux investissements. Ainsi, le Conseil supérieur de la République kirghize a approuvé, le 7

[142] D'après l'interview effectuée en novembre 2011 avec Monsieur S. Kachkynbaev, ex-fonctionnaire et expert en tourisme de l'Agence d'État du tourisme de la République kirghize.

février 2003, la loi « sur l'investissement ». Cette loi prévoit une série de facilités pour les investisseurs étrangers, notamment :

- des conditions libérales pour les investissements directs à l'étranger (IDE) ;
- l'ouverture de tous les secteurs aux IDE ;
- un régime national ;
- l'absence d'exigences de collaboration avec les agents locaux ;
- le rapatriement illimité des bénéfices.

Dans la politique étatique d'aide au développement touristique, il existe des subventions publiques et des allègements fiscaux pour les activités touristiques :

- la réduction des coûts des investissements dans les projets touristiques, avec des prêts avantageux aux taux d'intérêts réduits (l'État rembourse la différence entre le taux d'intérêt fixé et réel) ;
- la réduction des prix de vente ou de location de la terre ou des infrastructures ;
- des avantages fiscaux, l'interdiction du double prélèvement grâce aux conventions avec les autres pays et la réduction des taxes ;
- des subventions directes ou la présentation de garanties aux investissements, pour attirer les investisseurs. L'État peut garantir l'octroi de crédits, c'est-à-dire le rapatriement du capital et des bénéfices.

Le programme de soutien aux IDE s'accompagne de l'élimination de certaines barrières administratives, de la réduction des contrôles arbitraires par les institutions du pouvoir étatique.

§3.5. De programmes en projets : un passage à l'acte pas toujours facile

En 1995, des experts de la Banque mondiale ont réalisé des études sur le tourisme au Kirghizstan et fait des préconisations qui n'ont été appliquées dans les programmes de développement que quatre ans après. Une liste de recommandations, contenues dans une étude intitulée « Sur la conception du développement du tourisme au Kirghizstan jusqu'en 2000 », a été acceptée en 1995. Elle a été suivie, en 1996, par « un programme national de développement du tourisme au Kirghizstan jusqu'en 2005 » puis, en 1998, par « La conception du développement du tourisme, de la culture physique et du sport au Kirghizstan ». Les premiers changements positifs sont apparus avec l'entrée en vigueur de la loi de la République kirghize « Sur le tourisme », en 1999. Mais c'est surtout en 2000, avec un projet intitulé « La conception du développement et le programme des mesures jusqu'en

2010 » que les bases de la création d'une industrie touristique moderne et compétitive furent jetées. Ce projet est devenu une référence essentielle dans le développement du tourisme et de façon plus générale dans le cadre du programme intégré de développement économique et social (PIDES) et dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP).

À partir de 2001, l'État a modifié sa position vis-à-vis du tourisme. L'objectif essentiel est la lutte contre la pauvreté, le développement régional, l'amélioration du bien-être social et de la qualité de vie. L'État a commencé à réaliser que le tourisme pouvait permettre d'augmenter considérablement les flux de capitaux dans l'économie nationale, la croissance des prélèvements fiscaux obligatoires, l'emploi, accélérer le développement des régions et des secteurs économiques reliés. Dans le cadre de ce programme, l'année 2001 a été déclarée « Année du tourisme » et consacrée au développement du tourisme. Les principes fondamentaux sont la transparence, la succession des actions, l'insertion de toutes les parties intéressées dans le processus de résolution des problèmes. La philosophie de ces approches est fondée sur une utilisation collective du pouvoir public, des mécanismes du marché, des initiatives des communautés locales, avec un objectif de résolution des problèmes dans le développement de l'industrie du tourisme.

Les sources de financement pour ce vaste projet proviennent des subventions de l'État, des investissements étrangers, des investissements du secteur privé, des ressources des communautés locales et des organisations internationales[143]. L'organisme en charge d'attirer les financements et les ressources est le Fonds de développement du tourisme.

Les mesures et actions de l'État sur le développement du tourisme

Date	**Les législations de la République kirghize et actions de l'État**
1991	La loi sur les investissements étrangers dans la République kirghize.
1993	La République kirghize devient membre de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).
1996	La mise en place du programme d'État sur le développement du tourisme dans la République kirghize de 1996 à 2005.
1998	L'initiation de la doctrine du président Akaev sur la route de la soie en Asie centrale : renaissance de la route de la soie orientée vers l'humanisme et la

[143] Selon la loi de la République kirghize du 25 mars 1999 « Sur le tourisme ».

	tolérance.
1999	La loi sur le tourisme (n° 218 du 21 octobre 2003) est acceptée par la réunion législative du Haut Conseil de la République kirghize, le 19 février 1999.
2000	La conception du développement du secteur touristique de la République kirghize jusqu'en 2010 est acceptée par décret du président.
2000	L'acceptation de l'arrêté du gouvernement de la RK de 24 janvier 2000 sous n°40 « Sur la ratification de règlementation de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » ; La règlementation de la direction de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » accordé par l'ordre du ministère de l'environnement de la RK, le 8 septembre 2000 sous n°140.
2001	Par le président du pays, l'année 2001 est proclamée « Année du tourisme ».
2001	La loi sur « la protection et l'utilisation de la flore » de la République kirghize est adoptée par le Haut Conseil le 22 mai 2001.
2002	Le décret n° 100 du 25 avril se polarise sur « les mesures en faveur de l'amélioration de la politique étatique dans le domaine des investissements et des activités des entreprises ».
2002	L'organisation du Sommet mondial de la montagne à Bichkek et aussi la nomination de l'année 2002 comme l'année internationale des montagnes et de l'écotourisme.
2004	La stratégie marketing « Le Kirghizstan hospitalier », pour le développement soutenable de l'industrie du tourisme au Kirghizstan jusqu'en 2010, est acceptée.
2004	L'acceptation de la loi de la RK (13 août 2004, n° 115) « Sur le développement durable de système écologique et économique d'Issyk-Koul ».
2005	Le décret n° 307 du 6 août 2005 sur la création de conditions favorables pour la saison touristique 2005 et pour le développement futur du tourisme au Kirghizstan est accepté.
2005	Le décret n° 112 intitulé « Le programme étatique sur le développement du tourisme rural jusqu'en 2010 » est adopté.
2008	Le festival du Père Noël, organisé par l'Agence d'État du tourisme.
2009	Le nouveau projet de loi, dit « Tourisme », est voté par le Parlement et très discuté par le gouvernement, puis finalement suspendu sur sollicitation du président.
2009	La conception de développement durable de système écologique et économique « Issyk-Koul » pour la période jusqu'à 2020 de 10 février 2009 sous n°98
2011	Le nouveau gouvernement déclare que l'objectif de l'année 2011 est « Le développement du tourisme ».
2012	La suppression des visas pour 90 pays, principalement européens.

Dans une première étape du programme, en 2000, l'État a retiré de l'activité touristique l'institut de délivrance des licences afin d'exclure la règlementation et de donner plus de liberté aux entreprises. Le revers de la médaille c'est que, du fait de l'éloignement entre l'État et le secteur privé, les circuits touristiques extrêmes (alpinisme) ne subissaient aucun contrôle et des firmes étrangères organisèrent des voyages sur le territoire kirghize, sans aucune

permission. La deuxième étape (2002-2005) du programme de développement du tourisme jusqu'en 2010 comprend la finalisation des privatisations, la publicité, le marketing, l'amélioration des normes législatives, la recherche d'investissements, l'amélioration de la formation et des cadres, la construction des équipements de l'industrie du tourisme et de l'infrastructure.

En octobre 2004, le gouvernement de la République kirghize a adopté « La stratégie marketing du développement soutenable de l'industrie du tourisme au Kirghizstan jusqu'en 2010 – le Kirghizstan hospitalier » et son plan de réalisation. Les objectifs de cette stratégie sont les suivants : les recettes du tourisme doivent atteindre 200 millions de dollars US par an ; 1,1 million de touristes par an doivent venir au Kirghizstan, dont 100 000 hors CEI ; les investissements touristiques doivent s'élever au minimum à 100 millions de dollars US par an. L'estimation des résultats obtenus par rapport aux objectifs indiqués doit être réalisée par une institution représentant l'État, le secteur privé et les communautés locales. Cette institution est le Conseil de coordination sur le développement du tourisme ; il est sous la tutelle du Premier ministre. Les ressources financières nécessaires proviennent du budget de la République, des budgets locaux et des institutions de gouvernance locales, avec la participation des entreprises du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et des aides des organisations internationales. Par exemple, la Banque mondiale a alloué, en 1994, 100 000 dollars US pour la création de la base législative et institutionnelle du tourisme ; en 1995, elle a également financé le plan de développement du tourisme avec 190 000 dollars US (Kouchuev, 2007).

L'État participe à l'organisation des publicités sur la destination kirghize en finançant des manifestations, événements, actions culturelles, expositions et séminaires. Il coopère avec les entrepreneurs pour les décisions importantes. Chaque année, avant la saison touristique, le Comité d'État organise une « Foire touristique internationale à Issyk-Koul » en partenariat avec l'administration publique territoriale et les représentants du tourisme du gouvernement de la RK. Cet évènement est organisé tous les ans au mois de mai à Issyk-Koul, et ce depuis plus dix ans. Plusieurs évènements consacrés au tourisme ont échoué faute de financement, aussi ce choix, de la part de l'État de participer à la promotion du tourisme à Issyk-Koul témoigne du rôle important de cette destination au niveau international. Cette année 2014, d'après le gouverneur de la région Issyk-Koul, Emil Kaptagaev, « l'exposition est organisée avec la participation active des opérateurs touristiques kazakhes, kirghizes et russes. Les stations balnéaires locales ont présenté leurs produits sur les stands ». Dans le cadre du projet

de la Commission européenne sur la réalisation des conventions de partenariat entre l'Union européenne et le Kirghizstan, trois séminaires sur le sujet du développement du tourisme à Issyk-Koul ont été organisés.

Du 10 au 19 juin 2003, avec la coopération des organisations françaises, la douzième finale du championnat mondial « Raid Gauloises » sur le multisport a été organisée au Kirghizstan, avec la participation de 39 équipes représentant 18 pays. Le gouvernement kirghize a, pour l'occasion, facilité les procédures pour obtenir un visa. A partir de 2003, tous les citoyens des pays occidentaux peuvent obtenir un visa sur simple demande directe (sans les procédures complexes comme la demande d'attestation de logement, d'assurance…), sans l'enregistrement obligatoire auprès du service du visa (SVER)[144].

En février 2008 a été organisé le premier festival international d'hiver « Le Kirghizstan : le pays du Père Noël » par l'Agence nationale du tourisme de la République kirghize. Cette action a été relativement bien financée par l'État, c'est-à-dire que pour la première fois, l'État a alloué une somme au projet touristique en dehors du budget standard consacré annuellement au ministère. Ce fut le premier essai de création d'un « brand » touristique au Kirghizstan. Il était censé apporter la reconnaissance mondiale du Kirghizstan comme étant la patrie du célèbre personnage de Noël. En effet, grâce à la situation géographique centrale du Kirghizstan, le Père Noël peut distribuer le maximum de cadeaux dans le monde entier, s'il démarre sa tournée au Kirghizstan. Le ministère du Tourisme s'est emparé du slogan « Le Kirghizstan, pays de Santa Claus », convaincu qu'il allait stimuler le tourisme d'hiver. Il a pour cela débloqué un budget supplémentaire de plus de 25 000 euros, soit ¼ du budget de l'agence d'État du tourisme, pour réaliser des actions marketing autour de l'image du Père Noël associée à celle du Kirghizstan. L'Agence nationale du tourisme a organisé deux festivals, édité des timbres à l'effigie du Père Noël, fait fabriquer des souvenirs et organisé de nombreuses conférences dans l'espoir d'attirer des touristes étrangers. Le premier festival fut été beaucoup critiqué, le deuxième fut estimé comique par les médias ; le président de l'association des Pères Noël d'Europe ayant attribué un certificat de Père Noël au ministre de tourisme Mamashev ! L'initiative a coûté cher au ministère, car l'État a décidé de supprimer le ministère du Tourisme après cette action en 2009.

---

[144] L'agence informationnelle « Kabar » - www.kabar.kg.

§3.6. La participation des collectivités territoriales

Le tourisme au Kirghizstan se trouve dans des zones périphériques éloignées de la capitale. Pour cette raison, le rôle des représentants de l'État sur place est important. Ce sont les collectivités territoriales qui ont cette compétence et sont censées être capables d'agir et de contrôler les activités touristiques sur place.

La structure de gestion du tourisme au Kirghizstan s'appuie sur le principe de la division administrative territoriale. Selon les résultats des recherches du programme montagnard d'Asie centrale (PMAC), les pouvoirs locaux ne sont pas intégrés dans le tourisme. Cependant, leur rôle est prépondérant, car les villageois ne sont pas bien formés pour organiser l'activité touristique. Dans ce cas, ce sont les investisseurs étrangers ou les firmes privées qui occupent le marché touristique, contribuant à la sortie des capitaux de la région. Donc, cette interrelation complexe entre les pouvoirs publics et la population locale est au cœur d'un développement adapté et cohérent du tourisme. 71% des sondés, selon le PMAC, estiment que les pouvoirs locaux ne favorisent pas l'amélioration du bien-être de la population.

Les raisons essentielles des conflits entre la population et les pouvoirs locaux résident dans toute une série de reproches : leur comportement passif concernant la question de l'emploi, l'absence de soutien aux PME, l'absence de stratégies marketing pour attirer les touristes, les problèmes de distribution de l'eau et de l'électricité, la collecte des ordures. Les conditions d'un développement durable sont loin d'être réunies. La conception d'un tourisme durable, digne de ce nom et susceptible de renforcer les intérêts plurilatéraux, est encore loin de la réalité, et n'entre pas encore dans les préoccupations et compétences des collectivités.

Le personnel des collectivités territoriales (*ayilnye aymaki*– administration du village) (*cf.* Annexe n°7, l'organigramme administration territoriale) chargé des questions du traitement des déchets (et autres questions administratives) compte seulement quatre personnes par commune[145]. Les conseils régionaux et départementaux doivent prévoir plus de salariés et des financements supplémentaires pour améliorer l'état sanitaire et écologique de la région.

---

[145] Département d'Issyk-Koul, région d'Issyk-Koul.

Les comités régionaux ou départementaux sont financés par le budget local et comprennent, dans le meilleur des cas, un spécialiste du tourisme (par exemple dans la région d'Issyk-Koul). Donc, ils exercent une activité passive dans les décisions concernant les problèmes liés au tourisme et ne protègent pas les intérêts des citoyens. Il convient de noter également un manque d'intérêt flagrant à participer aux activités lucratives du tourisme. Les pouvoirs locaux ne favorisent pas le développement du tourisme, car ils ne disposent d'un budget fléché dans ce domaine. La seule source de revenu issue de l'activité touristique est le fermage de la terre, des yourtes commerciales, des restaurants, etc.

Pour le moment, il n'existe pas de prise de conscience officielle de la part des communautés locales concernant la question du développement durable. Il en résulte une faible implication pour la protection de l'environnement. La population locale n'est pas sensibilisée aux problèmes écologiques et ne comprend pas (encore) l'importance de la protection de la nature. Les collectivités territoriales devraient organiser des campagnes de sensibilisation, de lutte contre le braconnage et la destruction des forêts, le nettoyage des déchets.

Dans une zone côtière, l'appropriation barbare des propriétés privées mène à la dégradation de l'environnement. Habituellement, les propriétaires de ces terrains « bien placés » occupent des postes importants de responsables d'État. Souvent, ce sont ces gens qui font les plus gros investissements. Par l'utilisation d'une pression administrative et de la corruption, ils dérogent à tous types de lois. Les demandes des services environnementaux et architecturaux pour le contrôle des normes générales de construction et d'environnement et la vérification des papiers de ces « nouveaux » kirghizes sont complètement ignorées (Jakypova, Ekois). Ces nouveaux « touristes riches » n'améliorent pas forcément le niveau de vie de la population locale, car ils embauchent du personnel formé dans la capitale, Bichkek, et tous les revenus accumulés du tourisme de luxe quittent la région.

L'une des solutions peut être la création d'un centre national de contrôle et de décision des problèmes d'ingénierie et de construction de la région d'Issyk-Koul. Le budget de ce centre peut être composé en partie du revenu, des ventes de la terre, des taxes locales, et de réouverture de l'« éco post » qui peut prélever une taxe de 1 euro par sur chaque voiture à l'entrée du lac.

L'exploitation de la richesse nationale et du potentiel de la région d'Issyk-Koul exigerait un comportement attentionné et intelligent pour éviter l'apparition de graves problèmes économique tels que la corruption et l'inflation, et écologique (catastrophe naturelle). L'acceptation et l'application des lois sont difficiles à réaliser dans cette économie en transition qui connaît actuellement une crise politique[146]. Les conséquences peuvent être graves dans des régions fragiles comme celle du las Issyk-Koul.
Le développement d'un secteur fort et compétent, qui multipliera les recettes du pays, exige la coopération et le soutien mutuel de plusieurs administrations gouvernementales avec une politique d'État qui fera converger les objectifs dans un programme cohérent de développement du tourisme. C'est une question d'organisation des institutions. Les ministères chargés du tourisme, des affaires intérieures, de la santé, de la culture, de la fiscalité et des douanes doivent travailler ensemble pour atteindre les objectifs de mise en place du secteur touristique durable.

Le Kirghizstan est membre de l'OMT depuis 1993. Le pays ne paye plus la prestation annuelle de 24 500 euros à cet organisme international depuis 1995. La dette auprès de l'OMT était de 250 000 euros en 2004. Le Kirghizstan risque de perdre les avantages octroyés par l'OMT, car il reçoit régulièrement des mises en garde de sa part.

§4. Les nouveaux acteurs du tourisme : les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont apparues au Kirghizstan à partir de la deuxième moitié des années 1990, principalement, avec l'aide et le soutien des organisations internationales. Les organisations internationales ont joué un rôle très important dans la création du réseau des ONG au Kirghizstan. En effet, les aides et dons des organisations internationales étaient diffusés via les ONG. Le premier président du Kirghizstan, Akaev (de 1991 à 2005), a beaucoup soutenu les projets des ONG internationales. Akaev voulait faire du Kirghizstan une « oasis de la démocratie ». Il appelait également le Kirghizstan « la Suisse d'Asie centrale », car il disait que le développement du Kirghizstan se faisait dans le cadre de la démocratie et de la liberté.

[146] La révolution des « tulipes » en 2005, le putsch en 2010, l'instabilité politique en 2010 (juin).

§ 4.1 Un soutien économique et social

Sur la période 1995-2005, les ONG ont joué un rôle très important dans l'activité économique et sociale du pays. Parmi celles-ci, les ONG touristiques sont les plus marquantes. Leur travail est concentré sur les aides à la création de produits touristiques et leur promotion sur le marché international. Les organisations les plus actives sont la GTZ (société Allemande de l'aide technique), TACIS, Helvètes (Suisse), Pragma, le Fond d'Aga-Khan et d'autres. GTZ a réalisé pendant les années 2000-2010, quelques grands projets sur le tourisme, fondés sur une aide consultative et technique dans le domaine de l'informatique et du marketing. Le programme TACIS a permis d'appuyer la création de services touristiques et de sociétés professionnelles. L'ONG Helvètes est spécialisée dans le développement du tourisme dans les zones rurales. Pratiquement toutes ces organisations coopèrent plus avec le secteur privé qu'avec les institutions étatiques, car les institutions étatiques ont encore du mal à adhérer aux idées nouvelles et font de piètres partenaires. Quelques associations orientent leurs interventions vers le regroupement des structures d'entrepreneurs du tourisme. Il s'agit de, de l'Association kirghize des tour-opérateurs (AKTO), de l'Association touristique de la Route de la Soie, de l'Association des écotouristes, de l'Association du tourisme kirghize basé sur les communautés (ATKBC). Ces associations ont influencé la décision de refus du nouveau projet de loi « sur le tourisme » de 2009.

Le Kirghizstan a besoin d'un programme complet pour améliorer l'image du Kirghizstan comme pays touristique. Dans cet objectif, Helvètes (l'Association Suisse de coopération internationale) a développé le projet « Tourisme kirghize »[147] et créé l'Association de Destination Marketing (ADM). C'est la première association à initier un travail sur l'image du Kirghizstan à l'étranger et plus spécifiquement les pays de la CEI, les pays de l'Est et le Japon. En 2006, l'association participait à plusieurs expositions internationales, ainsi elle organisait des tournées d'informations pour les journalistes des pays de la CEI et de l'Europe. A partir de 2007, le gouvernement de la RK et Helvètes devaient partager le financement de l'association, le côté Suisse a pris 70000 dollars US par an[148]. Pourtant, le gouvernement n'a pas pu accorder un financement, alors que la condition pour Helvètes était un cofinancement obligatoire du gouvernement. En 2008, l'ADM a cessé son activité faute de financement.

---

[147] http:/www.helvetas.kg
[148] http://www.24.kg/economics/2006/11/16/10147.html

§ 4.2. Soutien aux communautés et tourisme rural

Parmi les actions des ONG il en est une remarquable, elle concerne le soutien aux communautés et tourisme rural (Pabion-Mouriès, 2010)[149]. Là où l'État n'a pas très bien réussi, elles font preuve d'une très grande efficacité.

En 2005, une loi « sur le développement du tourisme dans les régions rurales » a été adoptée, mettent au centre de l'action les collectivités territoriales, l'État jouant le rôle de coordinateur. Les collectivités locales doivent fournir les informations sur la situation du tourisme dans les régions à l'organisme central, organiser la formation et la qualification des emplois et les intégrer dans le domaine du tourisme. C'est la première fois que l'État inclut l'aspect environnemental dans un programme de développement du tourisme. Le mécanisme de réalisation doit passer par le système TBC, « tourisme basé sur les communautés », qui implique la participation active de la population locale et la répartition équitable du revenu. La formation de la population est très importante dans ce programme. Mais, au niveau de l'implantation dans le pays entier par l'État, ce programme n'a pas eu le succès escompté. Par contre les ONG, ont réussi à mettre en place cette nouvelle dynamique d'un tourisme basé sur les communautés.

L'Association du tourisme kirghize basé sur les communautés (ATKBC) fut la première à s'engager dans le développement et la production communautaires à travers « le Projet de soutien du tourisme basé sur les communautés », initié en mai 2000. Cette initiative a eu le soutien de la population locale. Selon la directrice de cette association, Anar Orozbaeva, l'existence de ce type d'activité est devenue non seulement une source de revenu pour la population locale, mais aussi elle permet à l'hospitalité kirghize de s'exprimer et confère un statut supérieur au tourisme régional.

La qualification « basé sur les communautés » manifeste le soutien accordé au produit, service, savoir communautaire. Le Fond Mondial de la Nature (The World-wide Fund for Nature, WWF) utilise la définition suivante : *"Le tourisme, basé sur les communautés est une forme de tourisme, où le contrôle principal, l'engagement du développement et la gestion*

[149] Thèse en EHESS, « L'écotourisme au Kirghizstan post-soviétique, entre développement international et volontés locales », sous la direction de M. André BOURGEOT.

appartiennent aux communautés locales. La plupart du revenu reste à l'intérieur de la communauté ». Le tourisme, basé sur les communautés (TBC) est une pratique de services touristiques économes, d'origine naturelle avec une participation locale pour l'hébergement, l'alimentation, la musique, l'art, les souvenirs et la tradition. Le TBC est une expérience parfaite de développement rationnel et durable. Le TBC permet aux voyageurs de vivre dans des maisons, des villages, de s'enrichir culturellement, en contrepartie il laisse une contribution financière. Le TBC suppose que 80 à 90% des revenus reviennent aux familles accueillantes ou aux propriétaires des produits/services, le reste du revenu est utilisé pour le soutien du bureau touristique des communautés.

En fait, l'activité du TBC est coordonnée et contrôlé par un coordinateur central (ou consultant étranger). Le fonctionnement du CBT repose en grande partie sur *l'activité du coordinateur*, qui répartit de façon équitable les touristes dans les familles d'accueil et leur *guest house*. Le réseau des bureaux d'informations, qui se trouvent dans tout le pays, rassemble les offres touristiques de chaque région. Dans une communauté, plus de 75% des dépenses des visiteurs sont normalement reversées directement aux familles membres et 15% au groupe local CBT, afin que ce dernier puisse réaliser des projets de développement local. L'Association de tourisme kirghize basé sur les communautés (ATKBC) obtient globalement de très bons résultats. L'objectif principal est au final d'améliorer les conditions de vie dans les régions montagneuses grâce à un modèle soutenable, basé sur l'écotourisme avec une utilisation raisonnée de la nature locale et de la ressource récréative. Le bureau central de l'ATKBC à Bichkek est une union de 17 communautés de toutes les régions (« Groupe TBC ») et de 5 groupes associatifs de familles-bergers qui proposent le tourisme d'alpage (« La vie de Berger »), aujourd'hui on compte plus de 400 familles-entreprises. Les groupes de tourisme basé sur les communautés sont dispersés un peu partout dans le Kirghizstan. Tous les groupes de TBC sont enregistrés et fonctionnent en tant qu'organisations non-gouvernementales.

L'ATKBC soutient les membres de l'organisation par le marketing de leurs services et produits, par l'organisation de trainings d'affaires, par le soutien du développement organisationnel et institutionnel, par les organisations de séminaires et de tours professionnels. L'association représente les intérêts de ses membres dans une politique nationale de développement et dans les négociations avec le représentant de l'industrie du tourisme. L'ATKBC présente les meilleures ressources de chaque région, c'est-à-dire les

opérateurs touristiques membres de communautés locales et le produit proposé par les artisans locaux. Le bureau central pourvoit l'égalité entre le prix et la qualité des services, il travaille aussi sur la politique suivie et la politique de prix pour prendre en compte les opinions des consommateurs et des producteurs.

ATKBC met l'accent sur l'écotourisme, depuis le début de son activité, pour faire progresser le respect de la nature, elle a publié un Code de l'écotourisme. Aujourd'hui, ce document est une partie intégrante de toutes les conventions de coopérations, conclues par l'association. Le tourisme, basé sur les communautés (TBC) peut devenir un moyen important de développement économique soutenable du tourisme notamment dans les zones rurales, car il motive les entrepreneurs individuels et les communautés à prendre la responsabilité de leur propre développement.

Le service de TBC est orienté pour les touristes qui sont intéressé par les tours à pieds, éco-touristes, le tourisme par famille de l'Europe de l'Ouest, ils utilisent le service des guides, hébergements dans les yourtes à la montagne, location de cheveux, le transport, une présentation folklore, la démonstration de fabrication d'artisanat du feutre etc. Les tours équestres et à pieds deviennent plus en plus professionnalisés. L'augmentation de nombre des touristes fait monter la demande de main d'œuvre supplémentaire. L'ATKBC organise plusieurs festivals traditionnels dans lesquels participe surtout la population locale.

Chaque année les groupes de TBC fournissent leurs rapports à l'ATKBC, en 2007 tous les groupes ont des soldes positives. A l'intérieures des groupes de TBC, il existe un système de crédit pour les membres de TBC, c'est-à-dire les groupes de TBC peuvent s'échanger de crédit par le taux d'intérêt négocié sans caution.

Il y a une forte tendance de croissance annuelle des touristes intéressés par TBC. En 2007, le nombre total est estimé à 7747 touristes ce qui signifie la croissance de 33,3% par rapport à 2006 (5812 touristes), au même temps il y une croissance de revenu, en 2007 (183 366 US dollars) et 2006 (155780 US dollars) donc avec le taux de croissance 17,7% (*cf.* Tableau n°16). Les commandes passées par le bureau de l'ATKBC sont augmentées à 24% par rapport 2006. L'ATKBC fait l'accréditation des hébergements avec le petit-déjeuner, des transports et guides, en 2007 il était accrédité 91,3% des hôtels de TBC, 45% des maisons-hôtels par trois catégories, 91,3% des yourtes sont réussies l'accréditation. L'ATKBC édite chaque année le

manuel pour les guides. Les groupes de TBC organisent régulièrement le monitoring de la qualité de service et du produit proposé. En général, la qualité s'améliore grâce aux trainings, monitorings de demande de la part des opérateurs touristiques. En 2007, il y avait organisé 21 séminaires, trainings par différentes sujets d'organisation et gestion de service touristique. Les tour-opérateurs mongoles était intéressés par le pratique de TBC au Kirghizstan, donc ils participaient dans les séminaires, ce qui crée un revenu supplémentaire pour le bureau du ATKBC. Le TBC a organisé et gère 9 centres d'information touristique au Kirghizstan. Le TBC a établi la réalisation de partenariats avec les administrations locales, avec les ONG et avec les projets internationaux. Tous les groupes de TBC sont enregistrés au Ministère de la Justice du Kirghizstan comme les organisations publiques.

Tableau n°16. La dynamique de développement des nombres des touristes et de revenu accumulé de 2000 à 2007 par TBC/ « La vie de Bergers »

Années	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Le nombre des touristes (par TBC, « La vie de Bergers »)	718	2225	2292	4373	4860	5122	5812	7747
Le revenu total (par TBC, « La vie de Bergers »)/US dollars	10885	48571	34285	93825	110600	115285	155780	183366

Source : Le rapport « Hospitality Kyrgyzstan » ATKBC, décembre 2007.

Le but ultime est donc de faire la promotion de ces régions éloignées auprès des touristes étrangers, tout en faisant bénéficier les populations locales des revenus générés par leur environnement. Le TBC au Kirghizstan a obtenu des bons résultats dans le développement du marché du tourisme, basé sur les communautés, le développement institutionnel, l'amélioration de la qualité des services. Aucun autre secteur du tourisme n'a connu la même dynamique de développement. Le TBC se développe à une échelle considérable et constitue le meilleur exemple de développement du tourisme rural au Kirghizstan.

Petit bémol à cette expansion exemplaire, le TBC peut pâtir de l'incapacité des prestataires concernés à effectuer une recherche marketing ou un planning stratégique. Par ailleurs, les visiteurs de « l'étranger lointain », les occidentaux surveillent attentivement le processus de cohabitation avec les « locaux », et si leur mode de vie n'est pas totalement authentique et montrent des signes de modernité (panneau solaire au-dessus de la yourte, lit dans la yourte,

etc.), ils risquent de se détourner du produit. Ils ont payé pour voir le mode de vie originel nomade (Pabion-Mouriès, 2010).

Tentative d'État à développer le tourisme rural.

Depuis 1995, l'ONG suisse « Helvètes » propose aux femmes de la région de Naryn de se lancer dans le tourisme. L'écotourisme se diffuse progressivement à travers le pays, depuis que le premier projet a été officiellement lancé en 1997, à Kotchkor. L'agence « Sheperd's life », a participé au deuxième projet mis en place par « Helvètes » en 2000, intitulé « **Community Based Tourism » (CBT)**. Le but est de permettre à la population locale qui habite dans les endroits éloignés des villes de proposer un service touristique. Il s'agit essentiellement du tourisme d'alpages (*djailoo-tourisme*), une notion utilisée pour désigner la visite des alpages par les touristes étrangers, et souvent leur hébergement dans les yourtes des nomades pour apprendre leurs traditions et coutumes. Ce type de tourisme contribue d'une part à apporter une source de revenus dans les régions montagnardes éloignées de la capitale, d'autre part à valoriser les traditions et l'artisanat de ces régions.

Dans le cadre de la politique de « la décentralisation et du développement des collectivités territoriales jusqu'en 2010 », plusieurs objets de l'activité touristique ont disparu de la sphère d'influence de l'État. Par exemple, le département qui gère le réseau des maisons de repos de la région d'Issyk-Koul ne peut plus analyser ou contrôler le marché (il est impossible de faire le calcul du nombre de touristes, la prévision et le planning, le contrôle de la qualité).

Dans cette partie nous avons montré le panorama du tourisme au niveau du pays. Le tourisme kirghize, son développement et sa typologie sont présenté en premier temps. Puis les difficultés du secteur touristique kirghize sont présentées en deuxième temps. Alors que la formation du secteur touristique kirghize, depuis l'époque soviétique et jusqu'à les institutions étatiques du tourisme actuelles sont présentés en deuxième chapitre. La politique touristique nationale qui gère l'industrie de tourisme a finalisé notre deuxième partie. Maintenant, nous allons approfondir notre analyse à l'étude du terrain, plus précisément nous observons le développement du tourisme à Issyk-Koul.

PARTIE III
L'ÉTUDE DU TOURISME AU LAC ISSYK-KOUL

Introduction

Le tourisme est un secteur complexe et pluridisciplinaire qui génère des conséquences diverses et variables sur le niveau de vie, la nature et la société d'accueil. L'objet de cette partie est d'étudier en profondeur les effets du tourisme dans une des régions les plus concernées par l'activité touristique, la région d'Issyk-Koul afin de proposer des éléments de réponse pour contrer les effets négatifs et faire perdurer les effets positifs sans risques de rupture et en respectant les contraintes.

Dans un premier temps, nous allons présenter le tourisme à Issyk-Koul et ses conséquences sur l'économie de la région (§1). Dans un deuxième temps, nous étudierons les effets négatifs du tourisme sur l'écologie du lac (§2). Ensuite, nous allons présenter les résultats de l'étude de terrain de l'été 2013 et l'analyse empirique (§3). Le deuxième chapitre de notre troisième partie est entièrement consacré à la recherche des solutions et nous proposons des améliorations du processus de développement du tourisme, tant au niveau local (§1), tant au niveau national (§2).

CHAPITRE 1
ÉTUDE APPROFONDIE DES EFFETS GÉNÉRÉS PAR LE TOURISME À ISSYK-KOUL

D'après un sondage réalisé à la demande du ministère de l'économie en 2012,[97] le lac Issyk-Koul est le lieu touristique le plus visité du Kirghizstan.[98] Ses plages attirent beaucoup de touristes, d'après le directeur du département du tourisme, du Ministère de la culture, de l'information et du tourisme, Maksat Chakiev, en 2013 ; jusqu'au mois de septembre, il y a eu plus d'un million de touristes à Issyk-Koul.[99] Le tourisme balnéaire (de masse) augmente de 10-12% et se concentre dans la côte nord de ce lac. La présence d'un lac d'une telle surface (longueur de 178 km, largeur de 60 km) crée un microclimat favorable, avec un hiver plus doux. Les motivations essentielles des touristes de ce segment de marché reposent sur l'existence d'une nature extraordinaire : le lac très ensoleillé avec une eau fraîche, les plages de sable blanc, le mélange du climat marin et de l'air de la montagne créent des émotions inoubliables. Les stations balnéaires et les sanatoriums d'Issyk-Koul fournissent un ensemble de services hôteliers, de restauration, de loisirs, de sports, de traitements thérapeutiques et d'excursion, en plus de services récréatifs. Les touristes combinent souvent le tourisme balnéaire avec les pique-niques en montagne.

Nous allons aborder dans ce chapitre les effets générés par tel nombre de touristes sur l'environnement, l'économie et la vie sociale de la population de la région Issyk-Koul.

§1. Le tourisme à Issyk-Koul, le moteur économique de la région.

La région administrative d'Issyk-Koul se trouve au Nord-est du pays et possède des frontières communes avec le Kazakhstan et la Chine. Cette région regroupe les sommets les plus élevés

---

[97] La recherche empirique du tourisme effectué par le bureau d'étude SIAR, sur la demande du Ministère de l'économie, 2012.

[98] La deuxième position appartienne au lac Son-Koul (Naryn) et la troisième position appartienne à la réserve de Sary-Chelek (Djalal-Abad).

[99] http://www.24kg.org/community/162042-v-tyurkskom-mire-2014-j-obyavlen-godom-toktogula.html

du pays. Dans ces hautes montagnes, enneigées même en été, où résonnent les anciennes légendes kirghizes, le lac Issyk-Koul est considérée comme « la perle bleue » du Tian Shân[100]. D'une profondeur de 702 m, il est connu comme l'un des lacs les plus profonds de la planète et forme une petite mer intérieure de 6236 km² à 1606 mètres d'altitude, avec plus de 700 km de ligne côtière composée de 320 km de plages sablonneuses. L'eau de ce lac de montagne est tellement claire que la lumière du soleil perce les profondeurs jusqu'à 70 mètres ; on y trouve même des algues marines.

Le lac Issyk-Koul, entouré des montagnes enneigées, même en été.

Source : www.vvtrofimov.tourbina.ru

La quantité totale du rayonnement solaire avoisine 3 000 heures (260-280 jours) par an[101] et dépasse facilement les territoires balnéaires de la Crimée, faisant du lac Issyk-Koul un « solarium » naturel. L'eau du lac ne gèle jamais en hiver, sauf au niveau de certaines zones côtières, parce que la température de l'eau descend au minimum à 3-4 C°, et aussi grâce aux

[100] Tian Shân (littéralement « montagnes célestes ») est une chaîne de hautes montagnes d'Asie centrale. C'est le cinquième relief du monde après l'Himalaya, les Andes, les Rocheuses et le Pamir.

[101] Le programme d'État intitulé « Le développement économique et social de la région d'Issyk-Koul 1999-2009 » (1998).

nombreuses sources d'eau chaude de la région (plus de 50 sources d'eau minérale avec différentes consistances) (Dudashvili, 2003) ; d'ailleurs, le nom du lac Issyk-Koul se traduit par « le lac chaud ». Dans le versant sud d'Issyk-Koul, les montagnes s'élèvent jusqu'à 5200 mètres d'altitude, soit à 3600 mètres du niveau du lac.

Depuis 2001, la région d'Issyk-Koul bénéficie d'une reconnaissance internationale avec son intégration dans le réseau mondial des réserves du programme « Homme et biosphère » de l'UNESCO, (*cf.* Partie III, Chapitre 2, §2). Pourtant, cette région est aussi un haut lieu de l'industrie touristique avec une économie minière et agricole développée.

§1.1. L'économie de la région Issyk-Koul.

La production de la région d'Issyk-Koul en 2013 est de 554,5 millions d'euros ; cela représente 11% du PIB national.[102] Dans la région, nous comptons trois villes (Karakol – centre administratif, Balykchy, Tcholpon-Ata) et plus de 250 villages. La région dispose de 194 écoles, 15 lycées professionnels et 6 universités. L'économie est basée principalement sur l'industrie du tourisme.

La troisième activité majeure (après le tourisme et l'activité minière) est l'agriculture qui représente 30% du PIB de la région en 2012[103]. Les villageois disposent de beaucoup de terrains à exploiter. À partir de 1994, 75 entreprises agricoles ont été réorganisées ; 245 200 personnes ont obtenu 154 627 hectares avec la création d'environ 7 000 fermes[104]. De nos jours, 67% de la population locale travaille dans l'agriculture. Celle-ci est spécialisée dans la production de céréales (55,2%), de pommes de terre (18,4%), de fruits et légumes et enfin d'herbes. Environ 17 à 20% de ces productions sont traitées dans les usines de transformation des matières premières agricoles (Conception d'État sur le développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009). Plus de 80% de la production agricole se vend sous des formes brutes. Les produits locaux agroalimentaires sont très appréciés des touristes, de par leurs qualités biologiques (absence d'OGM, spécificité locale). Par contre, la vente se fait de façon libre,

---

[102] Le comité statistique national (2014).

[103] Le comité statistique national (2014).

[104] Le programme d'État « Le développement économique et social de la région d'Issyk-Koul en 1999-2009 » (1998).

sans aucun contrôle statistique ni fiscal, donc il n'y a pas d'enregistrement sur la balance commerciale de la région.

Le débouché de ces produits via le tourisme améliore l'économie locale. La population locale trouve des débouchés facilement, auprès des résidences touristiques, des restaurants et des autres prestataires de services touristiques. La vente des fruits et légumes, de la viande locale et des poissons (importés depuis le lac Son-Koul)[105] est l'une des principales sources de revenu de la population locale. Souvent, les habitants vendent leurs produits avec la possibilité d'être payé à la fin de la saison touristique, une sorte de vente à crédit. Donc il y a des coopérations entre la population locale et les entreprises touristiques, un véritable réseau social se crée donc à travers la confiance.

Par contre, l'activité industrielle était au départ faiblement développée dans la région, puisqu'elle occupait seulement 1,8% de la production nationale. À partir de 1997, avec l'exploitation de la mine d'or de « Kumtor » par une société canadienne, « Centerra », et une entreprise kirghize, « Kumtor Gold Company », la production de la région a augmenté de 1,8% à 16,4% par rapport à la production totale du pays[106].

Tableau n°18. Les indicateurs principaux de la région Issyk-Koul, pour l'année 2013.

La population permanente, décembre 2013, en milliers de personnes	458,5
La production régionale brute, en millions d'euros	554,5
La production brute de l'agriculture, de la chasse et de l'activité forestière, en millions d'euros	307,7
Les investissements en capitaux fixes, en millions d'euros	326,2
La surface totale des nouveaux résidents construits, en milliers de m^2	33,3
La production du secteur de la restauration, en millions d'euros	8,3
L'indice des prix à la consommation (IPC), en % comparatifs le décembre 2012	102,5

Source : Comité statistique national, *Kyrgyzstan v tsyffrah*, 2013

[105] *Cf.* Partie 3, Chapitre 1, §2,6, à cause de la chute du nombre des poissons d'Issyk-Koul, les vendeurs les importent de lac Son-Koul.
[106] Actuellement, « Kumtor » génère 15% du PNB du Kirghizstan, avec 500 tonnes d'or. C'est l'un des plus grands et des plus hauts gisements au monde. Il se trouve à 4 200 m d'altitude.

Le revenu économique du tourisme et sa capacité à produire du développement sont d'autant plus importants que l'économie locale peut répondre à la croissance de la demande touristique par l'augmentation de sa propre production locale et non par l'augmentation des importations. Le tableau suivant montre à quel point l'économie locale d'Issyk-Koul est dans l'incapacité de répondre à la demande touristique croissante par une mobilisation des ressources locales : les importations sont largement supérieures aux importations.

Tableau n°19. La balance commerciale de la région d'Issyk-Koul.

2011		2012		2013	
Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation
11,29	242,30	9,06	295,25	10,65	260,22

Source : Le comité statistique national, « Kirghizstan en chiffre », 2014.

Les importations atteignent 260,22 millions d'euros alors que les exportations ne sont que de 10,65 millions d'euros. L'énorme écart entre importations et exportations met en évidence la pression que le phénomène touristique fait subir à la région. L'importation massive de matériels et de biens de construction et la quasi absence de l'industrie font fuir une partie des revenus à l'étranger. En outre, d'après le premier-ministre de la RK Otorbaev J., le marché de l'ombre occupe plus de 40%,[107] de l'activité économique des ménages et des villageois. Donc si production locale il y a, elle n'apparaît pas dans les statistiques.

Tableau n° 20. Les investissements directs étrangers dans l'économie d'Issyk-Koul, en millions d'euros.

Année	**IDE, millions d'euros**
2009	53,24
2010	146,76
2011	314,75
2012	89,64
2013	110,10

Source : Le comité statistique national, 2014.

Le développement touristique et économique de la région Issyk-Koul se fait principalement par les investisseurs kirghizes et kazakhs. Il y a peu d'investissements en provenance

[107] http://www.24kg.org/parlament/179700-parlamentskaya-frakciya-sdpk-odobrila-proekt.html

d'Europe ou d'autres pays occidentaux. Il convient toutefois de noter que l'année 2011 est marquée par une entrée importante d'IDE. Cette année fut marquée par une plus grande stabilité politique et économique après la crise de 2010.

Les investisseurs les plus fréquents sont les banques kazakhes, russes et turques qui octroient des crédits pour financer les grands projets touristiques. Le tableau suivant, extrait d'une étude de l'USAID, confirme cet état de fait. Pratiquement 66% des investissements étrangers proviennent du Kazakhstan.

Tableau n°21. Les investissements dans le secteur touristique du Kirghizstan.

	2003	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Total	$6,419,000	$7,840,900	$7,231,100	$11,223,200	$16,174,100
Pays de CEI	$1,832,100	$2,541,900	$2,336,000	$ 3,442,000	$11,366,100
dont Kazakhstan	$ 353,800	$1,777,400	$1,556,700	$ 2,962,200	$10,655,500
Pays étrangers lointains	$4,586,900	$ 5,299	$4,895,100	$ 7,781,200	$ 4,808,000
dont États-Unis	$2,769,600	$4,586,400	$4,019,600	$ 4,468,400	$ 3,674,600

Source : D'après les données du programme USAID (2011).

Le lac Issyk-Koul : les stations balnéaires sont concentrées, principalement au nord.

Photo : Le lac Issyk-Koul, vue du satellite, avec les villes et villages principaux.

La concentration des stations balnéaires.

Très forte concentration des stations balnéaires.

La saison touristique estivale dure principalement deux mois (juillet – août). Le lac Issyk-Koul subit une forte pression anthropologique pendant ces deux mois, quand l'afflux des touristes s'accroît considérablement. Ceci s'explique par le réchauffement de la température de l'eau du lac durant cette période et par la chaleur estivale dans les grandes villes d'Asie centrale (Bichkek, Almaty, Tachkent, Astana, Douchanbé, Taraz, Chymkent, et autres). Plus il y a une augmentation de la chaleur dans les grandes villes, plus il y aura une augmentation des flux touristiques vers Issyk-Koul. Dans notre sondage effectué pendant l'été 2013, à la question « est-ce que la météo influence votre prise de décision sur un départ en vacances ?», plus de 71% des sondés ont répondu positivement. Nous avons fait une simulation sur l'effet de la température sur les flux d'arrivée des touristes.

Tableau n°22. L'influence de la météo sur l'arrivée des touristes.

Moyenne saisonnière	Chaleur croissante	Canicule	Pluie
Environ 30°C	34°C à 38°C	38°C à 43°C durant trois jours consécutifs	Forte précipitation avec moins de 30°C
Q= x+y+z	Q= 2x+ 2y+z	Q= 4x+4y+2z	Q= 2/3x+ 1/2y+ z
Flux ordinaire	Augmentation du flux touristique	Explosion du nombre de touristes	Départs (avant terme) des touristes

X - nombre de touristes KG

Y – nombre de touristes KZ

Z – nombre de touristes RU

Q – quantité total de touristes à Issyk-Koul

En effet, pour la majorité des touristes, le trajet vers Issyk-Koul n'excède pas 7 heures (3 heures et demi de Bichkek, environ 6 heures d'Almaty). Donc, dès que la chaleur perdure ils décident d'aller au lac. Concernant les touristes russes, leur flux d'arrivée dépend moins de la météo car leur séjour est organisé dans le cadre des bons de voyage achetés préalablement auprès de sociétés. Ils ont des dates d'arrivée et de départ fixes, leurs trajets sont souvent pris en charge par des compagnies de transport donc planifiés et la durée de leur séjour est beaucoup plus longue. On est loin de la spontanéité des touristes kirghizes et kazakhes qui provoque des fluctuations très fortes qui ne peuvent se gérer que par une augmentation des prix.

Aujourd'hui, des constructions grandioses sont réalisées sur les bords du lac et côtoient les pensionnats soviétiques. Des hôtels de luxe avec des piscines et des centres de SPA voient le jour pour exploiter les bienfaits des nombreuses sources (53) d'eau minérale, thermale, de radons et de boues curatives[108].

Le littoral d'Issyk-Koul.

Avant 2005 Après 2005

Par contre, seulement 7 à 10% des établissements situés au bord du lac Issyk-Koul fonctionnent toute l'année, ce qui montre la faible utilisation du potentiel de la région. En même temps, c'est un avantage pour l'écologie du lac. Le reste de l'année, hors saison touristique, le lac se repose et se purifie par ses moyens naturels et biologiques. Pour trouver une harmonie, il sera plus judicieux de diversifier et d'augmenter l'offre touristique afin de l'adapter au développement du tourisme sur l'ensemble de l'année, avec des produits touristiques créés selon les concepts du tourisme durable, plutôt que de surcharger la zone touristique sur les deux mois d'été.

§1.2. Le transport et l'infrastructure routière.

L'un des problèmes pratiques de la région est le faible développement de l'infrastructure routière et des axes de communication, qui ne sont pas adaptés au tourisme international : absence d'aéroports internationaux, état dégradé des routes, etc. Les routes assurent les liaisons principales dans la région. Dans la mesure où le lac est enfermé et entouré par des chaines de montagnes très hautes, le transport des passagers se fait principalement par la route. La longueur totale du réseau routier est de 3 005 km, dont 1 019 km d'une importance

[108] Dossier de l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forêts, 2011.

internationale. Mais 70% des routes ne sont pas goudronnées[109]. L'infrastructure routière mériterait d'être totalement renouvelée et restaurée car les routes ont été construites à l'époque soviétique et sont restées en l'état depuis l'effondrement de l'URSS. Une attention particulière est portée à la rocade qui encercle le lac et qui fait la liaison entre les villes touristiques. L'accès à la région passe par la fine gorge de Boom. L'amélioration des routes principales d'Issyk-Koul est une priorité dans un futur proche. Actuellement, des travaux sont en cours pour reconstruire la route qui passe à travers les montagnes et la gorge de Boom et qui fait lien entre la capitale et la ville principale d'Issyk-Koul, Balykchy. Les travaux permettront de réduire les bouchons et accidents, et de raccourcir la durée du trajet Bichkek-Tcholpon-Ata.

La gorge de Boom, la rivière de Tchui, la route automobile et le chemin de fer.

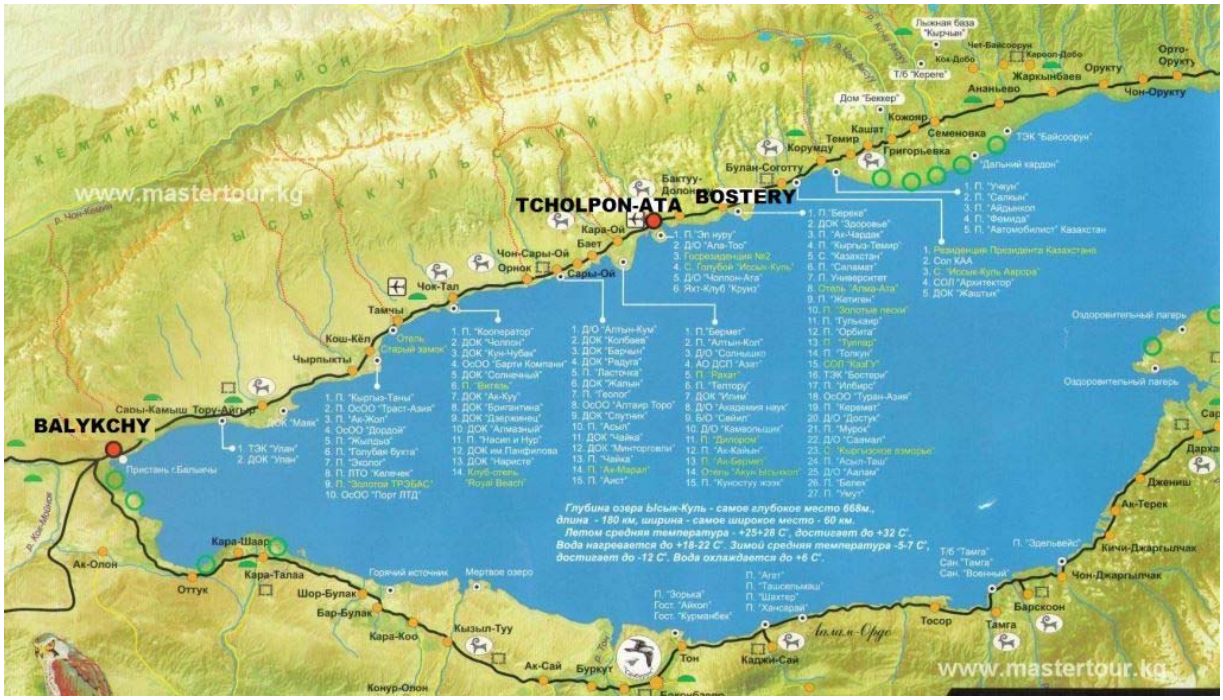
Source : http://turdnevnikzima.ru/?p=1063_66643886_XL.jpg

Il existe plusieurs projets de construction d'infrastructures routières afin d'améliorer l'accessibilité internationale, comme par exemple la liaison directe entre la ville de Tcholpon-

[109] Le programme d'État « Le développement économique et social de la région d'Issyk-Koul en 1999-2009 »

Ata et Alma-Ata grâce à des tunnels dans les hautes montagnes. Un projet de rocade au sud et au nord d'Issyk-Koul est actuellement en recherche d'investisseurs, ainsi que la prolongation de la ligne ferroviaire de Balykchy jusqu'à Tcholpon-Ata. Un accès alternatif à travers la partie située à l'extrême est d'Issyk-Koul, via les montagnes, pour permettre une liaison rapide et courte entre Almaty (Kazakhstan) et Issyk-Koul est aussi en projet. Cette route raccourcira le temps de trajet de sept heures à trois heures. D'ailleurs, le pays voisin, le Kazakhstan, a déjà fini la construction de cette route d'Almaty jusqu'à la frontière kirghize. Il reste à finaliser la partie de la route qui se trouve au Kirghizstan et qui est praticable à ce jour uniquement en 4x4.

Le lac Issyk-Koul avec les villes principales, et la listes des stations balnéaires (en russe).



Source : www.martertour.kg

D'après une étude de l'agence JICA,[110] la population locale est très favorable à la construction d'une route directe pour Almaty, ce qui permettra d'augmenter le nombre de touristes, et en même temps d'ouvrir pour les produits locaux un accès plus rapide au marché international.

(1998).

[110] L'agence JICA (Japan International cooperation agency) et l'agence d'État de l'architecture et de la construction, « La recherche du plan de développement de la région Issyk-Koul en République Kirghize », 2004.

La voie ferrée reliant Bichkek à Balykchy construite en 1950, longue de 164 km, est utilisée principalement pour le transport de marchandises et pratiquement jamais pour les voyageurs. L'allongement de la ligne ferroviaire jusqu'à la ville de Karakol, l'amélioration des trains et le développement du transport de voyageurs pourraient diminuer considérablement le trafic routier et diminuer de façon notable le rejet de CO_2.

Le développement du transport aérien est étroitement lié à l'industrie du tourisme. L'ouverture de corridors aériens internationaux peut faire d'Issyk-Koul une véritable destination internationale du tourisme de masse. L'ouverture du nouvel aéroport international permettra d'améliorer l'accès à cette destination, de diminuer le nombre de touristes qui utilisent le transport routier et encombrent les routes, et de renforcer la sécurité routière. Ainsi, la population locale aura un accès plus rapide à la capitale et aux autres villes. Le développement des vols intérieurs sera aussi possible : par exemple, des vols touristiques au-dessus du lac ou des grands sommets (Khan-Tengri, Pic Pobedy), ou vers les villes touristiques comme Samarkand et Boukhara.

Actuellement, il existe deux aéroports dans les villes de Karakol et Tcholpon-Ata qui peuvent accueillir des avions de petite taille. Ils ont été construits à l'époque soviétique, et les équipements de navigation et les pistes d'atterrissage et de décollage nécessitent d'être rénovés. L'aéroport international « Issyk-Koul » à Tamchy (au nord d'Issyk-Koul, entre les villes de Balykchy et Tcholpon-Ata) est quant à lui capable d'accueillir des grands avions et des Boeing et des travaux d'agrandissements sont prévus pour élargir la voie d'atterrissage, ce qui permettra de recevoir des touristes internationaux. Mais le gouvernement recherche des investisseurs. Il convient de noter que les efforts financiers portent sur la construction de la route directe entre le sud du pays et Issyk-Koul. Ces travaux sont très coûteux car la route doit passer à travers les hautes montagnes. Elle traversera des lieux jusque là épargnés ce qui peut conduire à regretter que les investissements ne se soient plutôt orientés vers l'amélioration des aéroports qui offrent plus de perspectives de revenus et demandent moins d'investissements. La question politique est au centre de cette initiative : c'est une promesse du président Atambaev.

Le transport maritime était beaucoup utilisé à l'époque soviétique pour faire fonctionner les usines et les industries. Mais de nos jours, vu l'état des ports et la non-conformité des bateaux aux exigences et aux normes écologiques, il est préférable de minimiser l'utilisation des

bateaux à moteur thermique et de favoriser les voiliers puisque la spécificité du lac exige une attitude très soucieuse de sa préservation (Conception d'État sur développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009). Pourtant, avec la mise en conformité des ports et un contrôle technique plus attentif des navires et des bateaux, le développement du transport maritime est possible, et même préférable, pour une diminution du trafic routier et des rejets de $C0_2$.

§1.3. Le tourisme et l'emploi saisonnier.

La principale activité économique de la région est le tourisme. La région dispose d'une main-d'œuvre abondante, en majorité jeune, mais seulement 15 000 emplois officiels sont enregistrés. La transition économique s'est généralement traduite par un exode rural qui a concerné tous les villages du Kirghizstan mais, bien que la région d'Issyk-Koul soit également concernée, l'exode rural y a été moins massif que dans les autres régions du pays[111]. Le tourisme a contribué à freiner ce phénomène en incitant les jeunes à revenir dans les villages pendant les mois d'été pour travailler. Aussi, le département d'Issyk-Koul (*cf.* Annexe n°7) connaît-il un taux de chômage minimum pendant la période d'été. Les entrepreneurs des organisations touristiques ne recherchent pas forcément une main-d'œuvre qualifiée, ce qui facilite l'embauche. Le niveau de vie de la population du département d'Issyk-Koul est élevé comparé aux autres départements de la région d'Issyk-Koul (Programme d'État, 2013a).

D'après un sondage du programme montagnard d'Asie centrale (PMAC)[112], les locaux ont une attitude très positive envers les touristes : 91% des sondés veulent une augmentation du nombre de touristes. La moitié des sondés indiquent qu'ils font partie du personnel des stations balnéaires et d'autres types d'établissements d'accueil. Mais, souvent, la population locale occupe des emplois à faibles revenus, et les dirigeants et managers sont embauchés depuis la capitale Bichkek. Les villageois se spécialisent dans des emplois tels que serveurs, blanchisseuses, concierges, gardiens, cuisiniers, etc. Cela est lié au faible niveau de formation de la population locale. Mais, d'après un sondage, seulement 5% des gens préféreraient se former à l'encadrement professionnel du tourisme (guides, managers du tourisme…). En même temps, la saison touristique ne dure que deux mois et parfois, ils ne souhaitent pas

[111] D'après les données du comité statistique national sur immigration intérieure de 2000-2010.

effectuer de formation pointue juste pour un travail temporaire. Donc, ils ne voient pas de perspectives à long terme dans l'activité touristique. Plus précisément, ils ne comprennent pas l'importance du tourisme et ils ne peuvent pas imaginer l'emploi touristique comme une activité permanente et principale. La collectivité territoriale de la ville de Tcholpon-Ata a créé un centre d'emploi qui forme la population locale dans le secteur touristique, mais les cadres de ce centre ne sont pas particulièrement recherchés par les établissements touristiques.

Le sondage (PMAC) montre que le tourisme représente une partie importante des revenus des villageois : jusqu'à 30% des revenus de la population locale de la région d'Issyk-Koul proviennent du tourisme. Le tourisme peut considérablement diminuer le chômage, à condition qu'il y ait une coordination entre les parties intéressées – la population locale, les autorités territoriales et le secteur privé du tourisme – et que la saison touristique soit plus longue. Les établissements d'accueil des touristes sont les principaux lieux d'embauche et peuvent constituer des tremplins pour que la population locale s'insère dans le tourisme. On peut regretter que la politique locale professionnelle ne stimule pas, du moins pour le moment, la population locale à se former aux métiers du tourisme.

La participation de la population passe principalement par le service aux touristes sous différentes formes : la location saisonnière d'immeubles, le travail dans les établissements d'accueil, le transport et le service de taxi (car il n'y a pas de transports en commun dans la zone touristique), la vente des produits locaux issus de l'agriculture, la vente et la revente des poissons, etc. La population locale participe fortement à l'activité touristique. D'après une analyse statistique sur les effets induits du tourisme dans le village de Kara-Oi à Issyk-Koul (PMAC), 98,9% de la population active s'est dite concernée par la sphère touristique. Plus de la moitié des habitants du village louent leurs hébergements aux touristes.

D'après le tableau n°23, nous voyons que les enfants commencent à s'intégrer dans la vie économique et touristique de la région, dès le plus jeune âge. Ce qui est sans doute un problème. Peut-être que les parents n'obligent pas leurs enfants à travailler, mais ceux-ci doivent se reposer pendant les vacances d'été. Il parait même que certaines écoles de la région touristique débutent l'année scolaire une ou deux semaines après la date officielle nationale.

---

[112] CAMP - *Central Asia Mountain Program*, programme montagnard d'Asie centrale, ONG financée par les structures internationales dans l'objectif de développer les régions montagnardes éloignées.

Tableau n°23. La spécialisation des villageois dans des métiers touristiques simples (d'après l'interview et le sondage de l'été 2013).

N°	Tranche d'âge	ENFANTS	
1	7 ans -13 ans	La revente des maïs cuits, de boissons, de bières, de poissons, de glace, etc. sur les plages.	
2	12 ans-17 ans	La location des ombrelles, de chaises longues de plage, l'offre de de divers petits divertissements comme des jeux de tirs, la location de vélos, des photos avec des petits oiseaux sauvages (faucons, etc.), la location de matelas d'eau, etc. En plus ils peuvent effectuer les activités de la catégorie n°1, si pas assez d'investissement.	
3	16 ans -22 ans	Application de tatouages temporaires, serveurs	
		Femmes	Hommes
4	21 ans – 30 ans	Serveuses, Femmes de chambre En plus, peuvent effectuer les activités des catégories n°1 et n°2.	Location des jets ski, surveillance de stationnements en parking, intermédiaires pour loyer les appartements. Application de tatouages temporaires, serveurs.
5	30 ans et plus	Cuisiniers, femmes de chambre.	Gardiennage, location de parking.

Certains postes (comptables, serveurs dans les établissements plus haut de gamme, barmen, manager, gestionnaires de réservation) sont occupés par des personnes qui viennent de la capitale.

Enfant qui propose des photos avec un faucon.

Source : http://kloop.kg/blog/2014/08/15/deti-zhivushhie-po-ponyatiyam/

Le tourisme crée un déséquilibre dans le mesure où l'économie de la région est fortement orientée vers le tourisme et pâtit des effets négatifs liés caractère saisonnier de l'activité. Pendant la saison touristique, avec l'arrivée de nombreux touristes, les prix des produits alimentaires et des biens quotidiens flambent. L'inflation saisonnière sur les produits de consommation courante est de 30-40%[113]. La population locale l'accepte difficilement. Parfois, elle est obligée de limiter temporairement sa propre consommation de produits touchés par l'inflation. Mais les commerçants locaux essayent souvent de réserver ces augmentations aux touristes. Pour les villageois qui se connaissent par les réseaux sociaux, familiaux et de voisinage, les prix n'augmentent pas (interview avec un local, pendant l'été 2012).

En analysant les ressources des ménages selon la situation géographique, nous remarquons que plus la famille se trouve proche de la zone balnéaire, plus le revenu par famille croît. Les habitants de Tcholpon-Ata et Dolinka ont les revenus les plus élevés (en moyenne 50 euros/mois), et ceux de Kara-Tala et Kara-Shor les plus bas (en moyenne 30 euros).[114]

D'après le ministère des impôts, chaque touriste dépense en moyenne 14 euros par voyage. Ce chiffre est sûrement irréaliste et sous-estimé, car le prix moyen d'une nuit dans un établissement d'accueil standard de moyenne gamme est de 15-20 euros. Nous ne pouvons pas occulter le fait qu'une partie considérable du revenu récolté du tourisme balnéaire part de la région vers la capitale Bichkek. D'après l'ancien vice-Premier ministre Daniar Usenov, « *Issyk-Koul accueille 1,5-2 millions de touristes qui doivent augmenter le revenu de la population de la région à 150-200 millions US$* ». En réalité, une partie importante de ce revenu sort de la région pour payer les fournisseurs et rembourser les emprunts. Par contre, les revenus non déclarés restent dans la région. Le budget local perçoit une petite partie du revenu du tourisme sous forme de taxes. D'après les données de l'administration fiscale de la région Issyk-Koul, les contributions fiscales des entreprises de tourisme de la région sont en croissance :

---

[113] Le rapport PMAC.

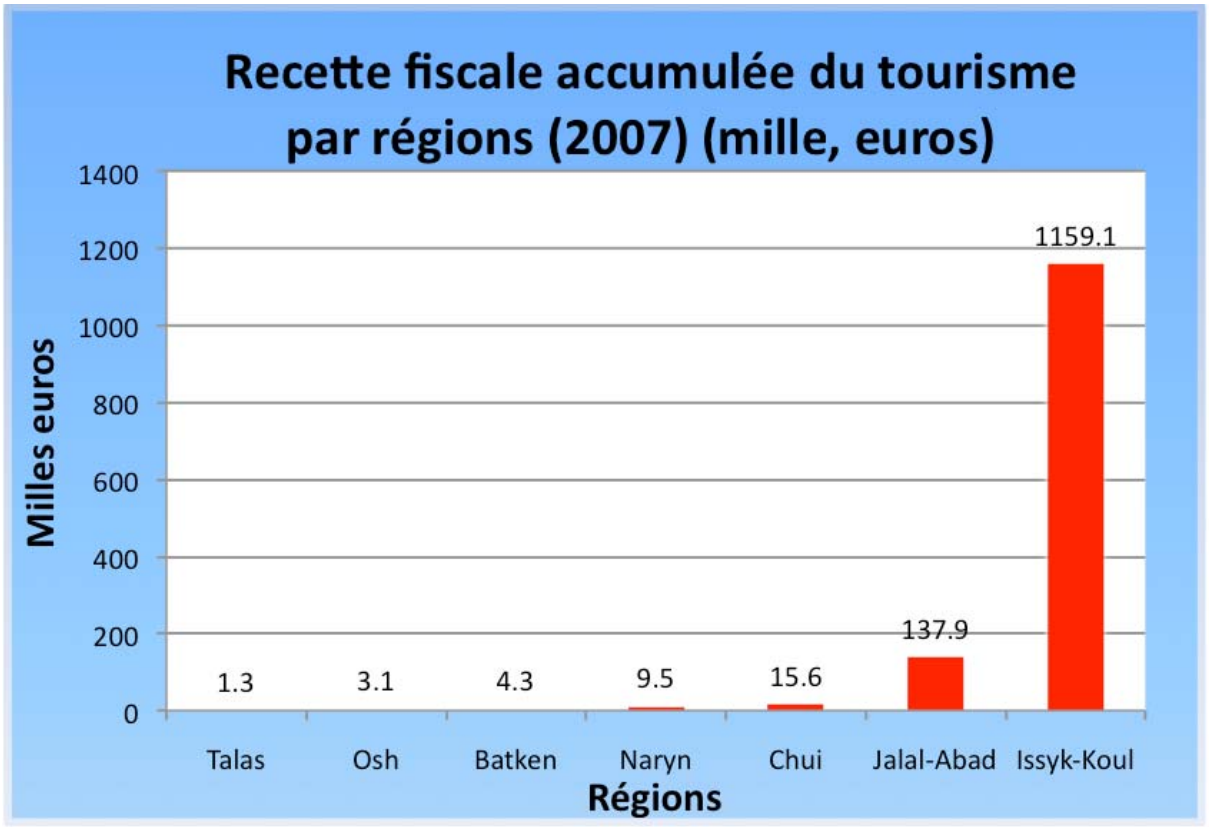
[114] Le mouvement associatif « L'expertise écologique indépendante », (2010).

Tableau n° 24. Les apports fiscaux dans la région Issyk-Koul.

Année	Les apports fiscaux dans la région Issyk-Koul en euros (millions)[115]
2005	0,67
2006	0,87
2007	1,67
2008	1,56
2009	1,91
2010	1,28
2011	2,02
2012	2,49

Source : L'administration fiscale de la région Issyk-Koul.

Graphique 10. Recette fiscale accumulée du tourisme par régions, en 2007 (milliers d'euros).



Source : L'inspection fiscale du Kirghizstan.

[115] Avec le taux de change : 1 euros = 65 soms.

§1.4. Caractéristiques de la demande dans le tourisme balnéaire

La zone touristique la plus fréquentée du Kirghizstan est spécialisée dans l'accueil des touristes de CEI, les occidentaux ne s'intéressant pas trop au tourisme de masse à la façon kirghize. Par conséquent, la clientèle du tourisme balnéaire est principalement composée de touristes intérieurs (kirghizes) et de la CEI (russes, kazakhes et ouzbeks). Par exemple, pendant l'essor du tourisme kirghize, autour de l'année 2008, les kirghizes représentaient 25% de la totalité des touristes d'Issyk-Koul, les kazakhes 55%, les Ouzbeks 3% et les Russes 15%, alors que les Occidentaux n'en constituaient que 1-2%.[116] La même information est confirmée par le bureau d'étude *Marketing Service Bureau*, les touristes kirghizes sont en grande minorité par rapport aux touristes de la CEI, particulièrement pendant les années 2006-2009.

Ces dernières années, certains changements se précisent dans la structure de la demande des touristes. Tout d'abord, le développement du tourisme intérieur du Kazakhstan retient une partie des touristes kazakhes chez eux. L'État kazakh a en effet investit beaucoup pour développer son tourisme intérieur[117] ; il a amélioré ses infrastructures et développé les structures d'accueil comme la réserve naturelle de Kapchygai. Pour décourager les départs des touristes vers le Kirghizstan, les médias kazakhs profitent de chaque instabilité politique du pays au point même de modifier un peu la réalité de la situation. Il faut toutefois reconnaître que l'instabilité politique de juin 2010 au sud du pays a eu des effets négatifs sur le comportement des touristes ouzbèks ; ils sont moins nombreux depuis 2010 à Issyk-Koul. Les touristes russes, quant à eux, sont toujours fidèles, au point que le géant pétrolier russe « Gazprom » a investi dans quelques stations balnéaires haut de gamme (notamment Caprice, Avrora plus)[118], près de Tcholpon-Ata. La diminution des kazakhes et des ouzbèks est compensée par l'augmentation des touristes kirghizes à Issyk-Koul. La croissance du niveau de vie des kirghizes permet maintenant au plus grand nombre de la population de partir en vacances et le plus souvent à Issyk-Koul.

---

[116] Mouvement associatif, (2010), « L'expertise écologique indépendante ».

[117] Notamment, le financement et l'investissement massif pour l'aménagement touristique du réservoir d'eau « Kapchygai » près de Almaty, une grande ville du Kazakhstan.

[118] L'interview avec le directeur de la station balnéaire « Avrora plus », 2013.

Tableau n°25. La structure de la demande touristique d'Issyk-Koul, d'après un sondage effectué pendant l'été 2013.

Pays d'origine des touristes	Kirghizstan	Kazakhstan	Russie	Tadjikistan	Ouzbékistan	Europe	Autres	Total
Quantité de sondés	245	144	61	1	5	14	2	467
En %	51,6	30,8	13	0,21	1	3	0,42	100

D'après une étude du « Marketing service Bureau » à l'initiative de l'association « Kyrgyz Tourisme » dans le domaine du tourisme balnéaire, les touristes de CEI dépensent 1,5 fois plus que les touristes occidentaux. Cela s'explique par le choix des occidentaux qui s'orientent plutôt vers des voyages et des promenades dans la nature sous des tentes loin des lieux peuplés. Le lac Issyk-Koul est un endroit de passage vers les régions les plus éloignées. Pendant leur séjour à Issyk-Koul, les Kazakhes et les Russes sont ceux qui dépensent le plus. Les kirghizes dépensent moins que les autres et achètent des services bas de gamme. Pourtant, les tendances des trois dernières années montrent une augmentation des dépenses des touristes kirghizes qui passent à des services de plus en plus chers.[119] La concurrence extérieure, comme le développement de l'industrie du tourisme dans la CEI (le tourisme balnéaire en mer Noire) ainsi qu'en Turquie et à Chypre, pousse les acteurs kirghizes à améliorer leurs services, orientant ainsi la demande vers plus de qualité.

En parlant des concurrents, nous pouvons comparer la station balnéaire haut de gamme d'Issyk-Koul « Caprice » qui se trouve près de Tcholpon-Ata avec un hôtel de même gamme en Turquie. Par exemple, le prix moyen d'une nuit en hôtel de luxe à Paris en 2013 est de 882 euros (avec une moyenne pour tout type d'hôtels de 161,7 euros).[120] Le prix moyen pour une chambre dans un hôtel haut de gamme est nettement inférieur à Issyk-Koul. Et ces produits ne sont pas comparables et ne sont pas concurrents. Par contre, comparativement à son concurrente directe de la Turquie, les prix de produits touristiques kirghizes d'Issyk-Koul peuvent devenir même plus élevés pendant la haute saison. Selon le tableau n°27, un séjour en pension complète d'une semaine dans un hôtel quatre étoiles en Turquie (ex. Emirhan) revient à 650 euros, soit 92 euros par jour. Comparé à la station balnéaire de « Caprice » Issyk-Koul (*cf.* tableau n°26, et photo de p. 175), qui affiche en moyenne 115-120 euros par jour, pour un

[119] Bureau d'étude « SIAR », 2012.

[120] Office de tourisme et de congrès Paris, 2013 avec la source MKG Hospitality.

service similaire, le service touristique d'Issyk-Koul devient plus cher. C'est certainement une des raisons pour lesquelles un nombre croissant de touristes kazakhes préfèrent aller en Turquie.

Tableau n°26. Les tarifs sans repas dans la résidence de « Caprice », pour l'année 2014 (les prix en dollars US, par personne et par nuit).

n°	Type d'hébergement	Capacité personnes	De 28.12.13 à 07.01.14	De 08.01.14 à 22.05.14	De 23.05.14 à 01.07.14	De 03.07.14 à 31.08.14	De 01.09.14 à 21.09.14	De 22.09.14 à 28.12.14
	Hôtel							
1.1.	Chambre double	1	65,00	55,00	non	non	non	55,00
1.2.	Chambre double	2	75,00	65,00	100,00	145,00	110,00	65,00
1.3.	Junior Suite	3	100,00	85,00	135,00	170,00	140,00	85,00
1.4.	Suite	4	115,00	100,00	160,00	200,00	160,00	100,00
1.5.	Duplex Suite	6	200,00	170,00	250,00	300,00	250,00	170,00
	Village de vacances							
2.1.	Appartement standard	4	115,00	100,00	160,00	200,00	160,00	100,00
2.2.	Appartement de famille	6	290,00	250,00	300,00	380,00	300,00	250,00
2.3.	Villa Corona	8	380,00	300,00	420,00	550,00	460,00	330,00
2.4.	Villa Royale	8	380,00	300,00	500,00	650,00	500,00	330,00
	Place supplémentaire	1	25,00	25,00	30,00	40,00	30,00	25,00

Source : www.kapriz.kg

Graphique n°11. La variation de prix en été (station balnéaire Caprice, Issyk-Koul).

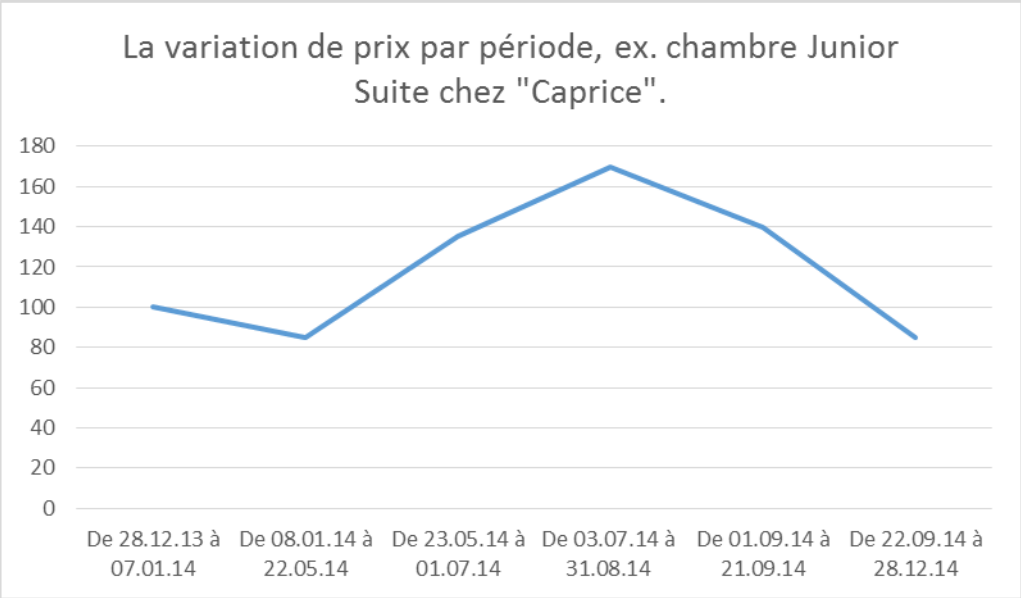


Tableau n°27. Les prix de séjour pour un hôtel haut de gamme « Emirhan » en Turquie avec la pension complète.

	Hôtel Emirhan ****						
	Tous compris	1 semaine	1 semaine	1 semaine	1 semaine	1 semaine	nuit suppl.
A2	Double annexe	530	563	630	698	717	44
A1	Supplément personne seule	151	151	151	151	151	22
B2	Supplément double bâtiment principal	23	23	23	23	23	3,7
D4	Chambre familiale si 4 personnes	630	663	700	783	796	58
	Prix fixe enfant 2-13 ans	197	197	197	330	330	
		avril-juin	août-sept	début juillet	octobre	juillet	

Source : Hotelplan, tarif 2012, Suisse.

Le directeur de l'association des stations balnéaires d'Issyk-Koul répond que « si les stations balnéaires n'affichaient pas ces prix, il n'y aurait pas de telle croissance touristique ». Les tarifs élevés de la haute saison doivent permettre d'amortir les coûts fixes des stations. Ils n'empêchent évidemment pas un taux de remplissage de 100% pendant les deux mois d'été. Il faut dire que la destination du lac Issyk-Koul est unique dans son genre, les touristes à fort pouvoir d'achat viennent à Issyk-Koul uniquement pour profiter de la beauté originelle de ce lac majestueux. D'après les interviews de manageurs et directeurs des trois plus grands (et plus chers) villages VIP (« Caprice », « Raduga », « Ak-Maral »), pendant l'été 2013, le taux de remplissage est de 100% pendant la haute saison (juillet-août), leur problème est de remplir leurs établissements durant les autres mois de l'année dans la mesure où les villages VIP fonctionnent toute l'année. Ils essaient d'attirer les équipes sportives étrangères, d'attirer des manifestations en participant à des expositions et salons à l'étranger.

Selon les dernières données du comité statistique national, les touristes organisés sont les touristes qui achètent des billets auprès d'agences et de firmes touristiques, et/ou sont logés dans des établissements d'accueil, dans des hôtels, bref tous ceux qui passent par des établissements enregistrés juridiquement. Le nombre total, avec les touristes non-organisés, ceux qui voyagent de façon autonome sans services particuliers de la part des firmes touristiques, est évidemment beaucoup plus important. Parmi ces touristes organisés, la plupart visitent la région d'Issyk-Koul (230 550 touristes, dont 184 279 (soit 64%) sont des kirghizes).

Tableau n°28. Nombre de touristes ayant utilisé les services des entreprises de tourisme et ayant été hébergés dans les établissements d'accueil, selon les pays d'origine, en 2013.

Selon les régions	**Touristes hors CEI**	**Touristes de CEI**	**Touristes kirghizes**	**Total**
Batken	33	2	12902	12 937
Djalal-Abad	1103	363	62733	64 199
Issyk-Koul	**575**	**43696**	**184 279**	**230 550**
Naryn	8910	236	17 872	27 018
Och	-	-	27973	27 973
Talas	534	24	90 863	91 421
Tchui	228	622	68 203	69 053
Ville Bichkek	27 519	16 302	61 495	105 316
Ville Och	2205	1021	39 948	43 174
				671 641

Source : Le comité statistique national, 2014.

Tableau n° 29. Le nombre de touristes et leurs séjours en Issyk-Koul et au Kirghizstan, selon le type d'hébergement, en 2013.

Types d'établissement	Hôtel	Etablissements d'accueil des touristes	Parc nat. et réserves	Sociétés touristiques avec la possibilité d'hébergement
Dans Issyk-Koul	18	104	1	
Le nombre (capacité) de lit max.	332	18 447		
Le nombre total de lits loués (par nuit)	35 500			
Prix moyen de chambre d'hôtel, en euros	8,5			
Le nombre des personnes hébergées	15 500	206 200	7386	99
Dans pays	146	148	10	
dont privé	140	110	0	
Le nombre (capacité) de lits max.	4615	23 321	55	317
Prix moyen par chambre	21			
Le nombre total de lits loués (par nuit)	355 000	1 289 640	2675	51 037
Le nombre de personnes hébergées	205 900	265 833		

Source : Le comité statistique national, 2014.

Tableau n° 30. Simulation du nombre maximum de touristes selon la capacité de lits, dans la région Issyk-Koul,

	Hôtel	Etablissements d'accueil des touristes	Total (avec taux de 60%)	Avec taux de 100% sur 30 j

Le nombre (capacité) de lits max.	332	18 447	18779	18779
Taux de remplissage			0,6	1
Durée de saison, jours			30	30
Le nombre total approximatif de touristes			**338022**	**563370**

Selon notre simulation, la capacité d'accueil des établissements dans la région d'Issyk-Koul est de 18 779 lits (données officielles CSN). Imaginons que le taux de remplissage est de 60% sur une durée de 30 jours seulement (en réalité, la haute saison dure 50 jours), cela donne 338 022 touristes organisés par saison, avec un taux de remplissage de 100%, le nombre de touristes atteint 563 370.

Tableau n°31. Le secteur non organisé (particuliers).

	2009	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**
Quantité de lits disponibles	65557	66984	93856	79213	60123
Quantité totale de touristes, en milliers de personnes	318,3	215,8	324,6	549,1	420,8

Source : Le comité statistique national, (2014).

Le comité statistique national a analysé le secteur non-organisé de l'hébergement (logements chez les particuliers de la région Issyk-Koul). Ils ont donné le chiffre de 60 123 lits disponibles (soit trois fois plus que le secteur organisé). Le nombre de touristes ayant passé au moins une nuit dans une chambre chez un particulier est de 420800 (d'après l'explication d'un agent de CSN). Par exemple, si une famille de 3 personnes, vient à Issyk-Koul trois fois pendant la saison d'été, cela fait 9 touristes hébergés chez un particulier. Ce chiffre de 420 800 touristes (avec une capacité trois fois supérieure à celle des secteurs organisés) nous amène à penser qu'il y a un faible taux de remplissage.

§1.5. Offre locale : les établissements d'accueil

Du côté de l'offre, l'activité touristique à Issyk-Koul se manifeste essentiellement par la présence de nombreux établissements d'accueil de touristes,[121] des hôtels et des

[121] Les établissements d'accueil des touristes sont des établissements qui offrent un service d'accueil, d'hébergement, de restauration, de recréation et d'autre formes d'organisation de repos des touristes (d'après le comité statistique cela comprend : les sanatoriums, les stations balnéaires, les colonies de vacances, les maisons de repos, le camping, les établissements de recréation, les établissement d'accueil des sportifs).

hébergements. À côté de cela, l'offre en divertissements est très faible. Les contraintes du tourisme de masse à Issyk-Koul ont conduit à développer en priorité le secteur immobilier. Les établissements d'accueil (les sanatoriums, les stations balnéaires, les maisons de vacances, etc.) sont les principales offres touristiques d'Issyk-Koul. La quantité totale des établissements au bord d'Issyk-Koul en 2009 est de 176 avec 42 660 places, dont 71 stations balnéaires, 14 sanatoriums, 11 bases touristiques[122] et 14 colonies de vacances pour les enfants. La plupart de ces établissements privés et publics ont été construits à l'époque soviétique et appartenaient aux syndicats professionnels. Ils ont été privatisés après 1992. À l'époque soviétique, les syndicats envoyaient les travailleurs dans les stations balnéaires et les enfants dans les colonies de vacances. Aujourd'hui, plusieurs colonies de vacances sont réaménagées en stations balnéaires pour une clientèle variée et plus rentable. Il ne reste plus que 14 colonies de vacances avec une capacité d'accueil de 3050 enfants. Les établissements d'État spécialisés (pour l'accueil des sportifs, des enfants, des chercheurs, des écologues, etc.) ont tendance à diminuer. Par manque de financement, en cas de privatisation ils deviennent de simples hôtels avec de simples offres d'hébergement pour un public large (Conception d'État sur le développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009).

Durant l'étude de terrain de l'été 2013, nous avons récolté les prix et autres informations sur les services d'hébergements (*cf.* Annexe n°11). Les tarifs pour les différents types d'hébergement dans 63 établissements sont différents. Le sondage a été effectué sur place et par téléphone, certains établissements n'ont pas voulu donner d'informations. Nous remarquons ainsi qu'il n'y a pas de catégorisation claire des chambres et des types d'hébergement. Il est donc difficile de définir un prix moyen pour chaque catégorie de chambre ou de résidence. La variation des prix est très importante, même entre les types d'hébergement (économique, semi-luxe, et luxe) identiques dans les différents établissements.

Environ 90 % des établissements d'accueil sont des sociétés privées. Selon les données de la direction des impôts de la RK, en 2011 dans la région il y a plus de 243 établissements d'accueil avec une quantité totale de 35 389 lits, dont 3281 sont des appartements chez des

---

[122] *Touristskaïa baza*, c'est-à-dire les bases touristiques. Il s'agit d'hôtels exclusivement destinés aux clients munis de *poutiovka*. Ces *tourbaza* sont gérées par des organismes touristiques. Avec une capacité de 100 à 1 000 places, elles accueillent de préférence les vacanciers itinérants. La plupart du temps, ce sont les lieux de départs pour les alpinistes, les sportifs, les participants aux compétitions extrêmes, etc. Les bases touristiques se trouvent souvent dans les zones rurales (montagnes, forêts) (*cf.* Annexe n° 1). La terminologie soviétique des notions en tourisme, J. Thorez.

habitants.[123] Il y a un écart entre les données de l'organisme fiscal et le CSN. Les chiffres du CSN sont différents. Ce montre encore une fois la faible fiabilité des données statistiques, quand au sein d'un même gouvernement, dans des structures étatiques différentes, il y a différentes données statistiques sur le nombre d'établissements d'accueil des touristes.

En 1994, il y avait 80 établissements d'accueil de touristes, donc de nos jours nous remarquons un triplement de la quantité de ces établissements. D'après le comité statistique national, il y a plus d'établissements d'accueil de touristes et d'enfants que d'autres formes d'hébergement de touristes à Issyk-Koul.

Tableau n° 32. Les établissements d'accueil par type à Issyk-Koul.

Type d'établissement	Quantité en région Issyk-Koul
Les bases touristiques	14
Les sanatoriums	14
Les sanatoriums d'enfants	6
Les maisons de repos	11
Les stations balnéaires	69
Les stations balnéaires de cure	1
Les établissements d'accueil des jeunes sportifs	4
Les colonies de vacances	32

Source : Le comité statistique national, (2014).

Tableau n°33. La structure des établissements d'accueil selon l'organisme fiscal.

	Les colonies de vacances	Maisons de repos	Hôtels	Stations balnéaires	Sanatorium	Bases touristiques
Région d'Issyk-Koul	17	12	6	197	6	5

Source : L'organisme fiscal central, 2013.

Un des forts avantages du tourisme littoral et ce qui fait de lui une destination privilégiée des nombreux touristes est le choix très varié de l'offre touristique d'hébergement. Le secteur d'hébergement propose une très large gamme de choix pour la clientèle avec un pouvoir d'achat varié : un simple étudiant kirghize peut louer une chambre avec un lit à 3 euros tandis qu'un riche touriste kazakhe peut payer 1000 euros par nuit pour une « villa royale ». Ce facteur joue un rôle important dans l'attraction des touristes. La proximité et la popularité avec une forte concentration de touristes s'ajoutent à l'explosion des touristes pendant l'été.

[123] http://business.akipress.org/news:112261/

Nous allons distinguer quatre groupes d'établissements d'accueil situés dans la zone touristique d'Issyk-Koul.

1. Les villages VIP sont des établissements d'accueil dédiés aux touristes avec un fort pouvoir d'achat, surtout les touristes internationaux. Ce sont des villages fermés qui se situent à proximité du lac. La différence avec les autres établissements est qu'il y a un grand bâtiment avec une administration et des chambres d'hôtel, et aussi plusieurs petites maisons individuelles équipées et dispersées sur une surface de quelques hectares. Ces types d'établissements ont été ouverts récemment.

Photo : Le village VIP fermé « Caprice » se trouve au bord de la plage ; chaque maison est équipée et meublée, avec un accès et un garage pour les voitures.

Photo : Le village VIP fermé « Karven » se trouve au bord de la plage ; chaque maison est équipée et meublée, plusieurs ont des garages pour les voitures.

Photo : Le village VIP fermé « Ak-Maral » se trouve au bord de la plage ; chaque maison est équipée et meublée, avec un accès et un garage pour les voitures.

2. Les pensions de famille, les maisons de repos, les bases touristiques, les hôtels, les stations balnéaires appartiennent à des propriétaires privés. Ces derniers s'occupent activement de la construction et de la modernisation de leurs actifs grâce aux investissements captés, aux crédits empruntés et aux bénéfices perçus. Justement, dans ce secteur, le processus de modernisation est visible.

Photo : Hôtel « Adilet », source : www.issykkul.biz

Photo : Hôtel « Kumbel » à Bostery, source : www.issykkul.biz

3. Les sanatoriums récréatifs, les maisons de repos, les préventoriums, les stations balnéaires, les centres de vacances pour les enfants appartenant aux syndicats et à l'État**.** Dans ce groupe d'établissements, le processus de conversion est ralenti, il ressemble plutôt aux établissements de l'époque soviétique. Plus de 6 000 places ont besoin de reconstruction. De nos jours, la quantité de ces établissements représente 15% (30% en 2006) de l'ensemble des établissements. La clientèle est composée essentiellement de fonctionnaires, de cadres d'État et de touristes intérieurs, mais aussi de russes qui sont habitués à visiter ces lieux depuis l'époque soviétique. Ces établissements fonctionnent comme des entreprises d'État pour répondre à la demande non seulement des fonctionnaires, mais aussi à celle de touristes venus indépendamment.

Photo : Le sanatorium « Aurora », un établissement de récréation et de repos, fonctionne toute l'année.

Photo : La maison de repos « Ak-Tolkun », un établissement étatique qui appartient à différents ministères (par ex. : les 5e et 6e étages appartiennent au ministère de l'Approvisionnement, d'autres étages aux autres ministères, etc.).

4. Les chambres d'hôtes, situées dans les zones de récréation et gérées par la population locale *(l'hébergement chez les particuliers),* deviennent les éléments indispensables du marché. Certaines offrent des services de haute qualité à des prix modérés. Ce groupe est capable d'accueillir 30 à 40% des touristes. L'offre de ce secteur inclut des chambres équipées avec une douche commune ; le petit déjeuner et le repas maison sont en option. Pendant la haute saison, la principale clientèle est composée de touristes kirghizes et d'étudiants, car à cause de leur faible pouvoir d'achat, ils ne peuvent pas se loger dans les établissements du deuxième et du troisième groupe. Ils viennent surtout pendant les week-ends et plusieurs fois durant la saison.

Photo : Une chambre d'hôtes chez des particuliers, dans le village de Bosteri à Issyk-Koul (photo prise en juillet 2011 par Y. Berenaliev).

Vue de l'extérieur d'une des chambres d'hôte les moins chères, (photo prise en juillet 2011 par Berenaliev).

La qualité des services rendus par les stations balnéaires et les sanatoriums est supérieure à celle des services des particuliers. De plus, ils proposent un « package » de services (forfait tout compris). Les stations balnéaires sont principalement fréquentées par les touristes extérieurs, alors que les touristes intérieurs occupent les logements les moins chers : établissements à bas prix et chez les particuliers ; ils n'ont même pas accès à certains villages VIP.

L'offre de services de récréation hors saison est très limitée. La majorité des établissements sont clos. Le manque de marketing et d'appui gouvernemental sur le plan de la formation du personnel pour le service hivernal entrave encore le développement du tourisme hivernal dans la région d'Issyk-Koul. Pendant la basse saison, il est possible de développer un tourisme de repos et de récréation ou d'entrainement physique pour les équipes sportives des différents pays.

La division en quatre types d'hébergement à Issyk-Koul est faite en fonction du type de la clientèle et du mode d'investissement.

Tableau n°34. Les types d'offre d'hébergement touristique d'Issyk-Koul.

Segmentation d'hébergement à Issyk-Koul	**Clientèle**	**Investissement**	**Service**
1. Village VIP	A fort pouvoir d'achat, les touristes étrangers (kazakhes, russes) ou les hommes d'affaires kirghizes.	Fort investissement privé depuis la capitale et les grandes sociétés et investissement depuis le Kazakhstan.	Haute qualité et services variés
2. Etablissements d'accueil privé divers	Divers kirghizes, kazakhes et ouzbèks, avec un pouvoir d'achat variable.	Auto-investissements, et moyens d'investissement privés.	Qualité moyenne avec des tentatives d'amélioration et de rénovation.
3. Stations balnéaire d'État	Les fonctionnaires et les cadres d'État par leurs syndicats. Ainsi que les russes habitués des lieux depuis l'époque soviétique.	Investissement public faible.	Faible qualité, et surtout mode de gestion ancienne.
4. Maisons d'hôte en village	Principalement les touristes kirghizes à faible pouvoir d'achat, les jeunes étudiants, salariés, etc.	Faibles investissements privés et surtout auto investissement.	Qualité faible. Service très limité.

§1.6. Le schéma de construction des villages VIP.

Comment peut-on expliquer un tel essor des nombreux villages VIP ? Qui sont les investisseurs et comment arrivent-ils à amortir leurs investissements sachant que la durée de la saison touristique n'est que de deux mois ?

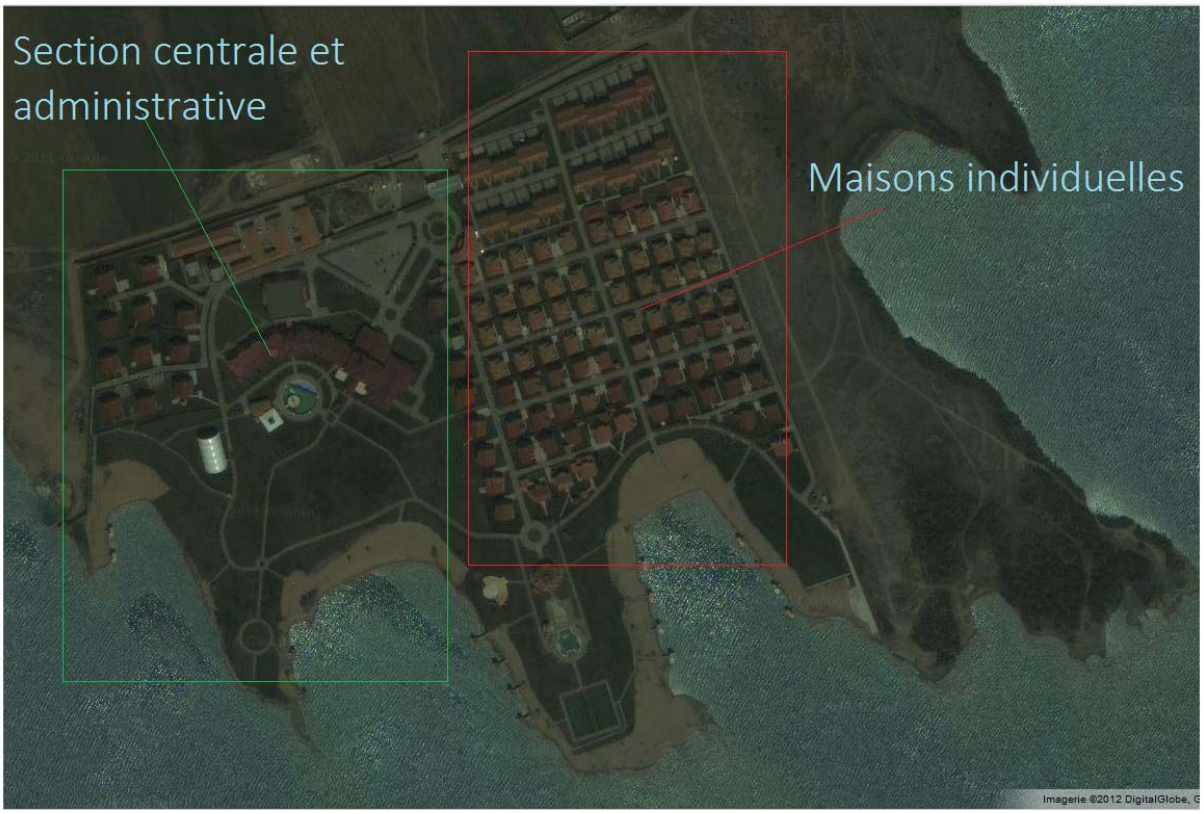
Les investisseurs sont kirghizes en majorité, il y a deux villages VIP appartenant aux dirigeants de Gazprom. Sinon les investisseurs sont locaux, et les crédits proviennent des banques locales, plus précisément des banques internationales installées au Kirghizstan.

Le mécanisme d'amortissement du crédit.

Le propriétaire aménage son terrain en divisant en deux parties sa propriété : la première zone est l'espace central et administratif avec un bâtiment central de type hôtellerie (avec des

espaces commerciaux, etc.), et la deuxième zone est une partie privée composée de plusieurs maison individuelles.

Figure n°4. Le village VIP « Ak-Maral », près du village Baët (vue de satellite).



D'après la figure n°4 prise d'un satellite, le carré gauche (vert) montre la partie administrative et centrale. Cette partie après la construction de ce village fermé restera au propriétaire de la station. Elle comprend un grand bâtiment central avec plusieurs chambres à louer, le restaurant, plusieurs commerces et divertissements ; dans ce cas de figure, nous voyons aussi de grandes maisons louées au profit du propriétaire. Alors que le carré droit (rouge) est composé de plusieurs maisons individuelles qui seront vendues à des acheteurs privés après la construction du village VIP. Donc, le mécanisme est très simple, le propriétaire achète le terrain, construit un village VIP, divise en deux parties et vend juste les maisons individuelles à la propriété privée, ce qui lui permettra de rembourser rapidement le crédit et l'investissement initial. Chaque maison est vendue environ 130000 à 150000 euros. Les propriétaires doivent ensuite, bien sûr, payer les charges de copropriété, les frais de gardiennage et d'entretien des infrastructures du village (électricité, eau, jardinage, etc.) toute l'année. Les propriétaires des maisons individuelles peuvent louer leurs maisons à des tiers. Ce sont généralement des maisons individuelles de 3 pièces entièrement meublées et

aménagées avec un petit jardin. Le prix de cette maison en juillet est de 300 euros par jour (avec une capacité de 7 personnes).

Comparons une maison en village VIP avec un appartement de même valeur loué à Bichkek. Un appartement de 3 pièces meublé à Bichkek d'une valeur de 100 000 euros est loué 400 dollars par mois, ce qui rapporte en 12 mois 4800 dollars US. Alors qu'une maison de 3-4 pièces meublées au sein du village VIP à Issyk-Koul d'une valeur approximative de 130 000 euros est loué entre 300 et 400 dollars par jour. Elle est louée pour 400 dollar US environ 30 jours de haute saison, et pour 300 dollars les 30 jours restant de basse saison. En enlevant les charges de copropriété et autres frais d'entretien de la maison, le propriétaire retient environ la somme de 15 000 dollars par an.[124] Cette somme est trois fois supérieure à la rentabilité d'un appartement loué dans la capitale Bichkek. Cet exemple explique l'engouement pour l'investissement dans l'immobilier.

Ce schéma lucratif a permis à plusieurs grands villages VIP de voir le jour, malgré le montant énorme des fonds nécessaires.et du tourisme en Issyk-Koul.

[124] D'après l'interview avec l'agent intermédiaire Daniyar Amatov (été 2013).

§2. Les conséquences du développement touristique sur l'écologie du lac

Si le développement rapide du tourisme de masse à Issyk-Koul a des effets positifs notables sur le plan économique, il crée aussi des effets inverses sur le plan écologique (impacts dur la nature environnante et le littoral du lac) et social (hausse de la corruption et de la criminalité). La recherche du profit immédiat par la surexploitation des ressources naturelles, l'absence d'un plan général d'aménagement de la région et des zones touristiques menacent sérieusement la nature fragile du lac. Au lieu de favoriser la croissance économique de la région, des effets pervers catastrophiques peuvent réellement apparaître avec la forte dégradation écologique, l'augmentation des groupes criminels, la« bétonisation » chaotique des côtes et provoquer finalement la disparition du tourisme.

§2.1. La réserve de biosphère d'Issyk-Koul.

En 1948 déjà, le lac et la zone côtière d'une largeur de deux kilomètres avaient été déclarés« réserve d'État ». Pourtant, en raison du manque de pâturage - surtout en période hivernale - et de terres agricoles, la zone côtière a commencé à faire l'objet d'une appropriation de la part des villageois. Les règles liées au statut de « réserve » ne sont plus respectées.[125] En 1998, un nouveau décret (numéro 623) attribue à Issyk-Koul le statut de « réserve de biosphère d'Issyk-Koul ». En conformité avec la loi du 9 juin 1999 n°48 « sur les réserves de biosphère dans la République Kirghize », les réserves d'État sont des territoires de haute préservation de la nature, avec un régime spécial de protection et d'utilisation. En 2001, la région d'Issyk-Koul devient zone naturelle protégée *(selon l'arrêté du gouvernement de la République kirghize « Sur la biosphère du territoire d'Issyk-Koul » du 25 septembre 2000, n°40)* [126], et intègre le réseau mondial des réserves de l'UNESCO.

Une réserve de biosphère est constituée de différentes zones avec différents niveaux de protection et d'usage :

---

[125]URL : http://issykul.kg/index.php?option=com_content&view=article&id=34&Itemid=52

[126] Le réseau planétaire des réserves de biosphère, le programme de l'UNESCO. La conception de développement durable du système écologique et économique « Issyk-Koul » jusqu'à 2020, (*Konseptsia ustoichivogo razvitia ekologo-ekonomicheskoi sistemy « Issyk-Koul » na period do 2020 goda*), d'après le décret du président Bakiev K. du 10 février 2009 sous le numéro 98.

- Une zone « noyau », où le régime de très haute protection est respecté, avec la surveillance et le contrôle des changements écologiques, sans perturber les cycles de la nature.
- Une zone « périphérique », qui concerne le territoire autour de la zone « noyau », utilisé pour une activité agricole règlementée : écotourisme, recherches scientifiques ;
- Une zone« transitoire », qui correspond au territoire consacré à l'activité économique mais orientée vers la préservation de l'environnement.
- Une zone « d'assainissement », qui englobe les territoires sur lesquels des mesures d'assainissement et de régénération sont nécessaires.

La zone « noyau », au sein de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul, concerne 5 aires protégées : 1) les réserves d'État « d'Issyk-Koul » (fondée en 1948, d'une surface de 170 km^2) ; 2) « Sarychat-Ertashskyi » (fondée en 1995, d'une superficie de 135 000 hectares) ; 3) les parcs nationaux d'État de « Karakol » (fondé en 1997, d'une superficie de 38 000 hectares) et 4) « Karchyn » (fondé en 2004, d'une superficie de 35 000 hectares) ; 5) 5 *zakaznik*[127] (d'une superficie totale de 300 000 hectares)[128].

En 1979, le lac Issyk-Koul acquiert une importance internationale et entre dans la liste de la convention « Ramsar », qui sert de cadre aux actions de conservation et d'utilisation des zones humides et de leurs ressources. Les rives du lac Issyk-Koul accueillent plusieurs dizaines de milliers (entre 60 000 et 70 000) d'oiseaux aquatiques de 98 espèces différentes. Issyk-Koul est l'une des plus grandes réserves du monde, placée sous le patronage de l'UNESCO. La législation internationale y est très restrictive, imposant un contrôle et une gestion rigoureuse de l'exploitation des richesses naturelles. Malgré cela, la dégradation de l'écosystème d'Issyk-Koul continue. Toutes sortes d'activités économiques aux conséquences plutôt néfastes, se développent. Les territoires côtiers se transforment en champs agricoles et en villages touristiques. L'appropriation active des côtes pour l'activité touristique, l'exploitation des ressources minières, la pollution consécutive à l'absence de traitement des eaux usées et d'égouts, le manque de ramassage et de traitement des ordures ménagères sont

---

[127] *Zakaznik,* c'est une zone protégée, mais à la différence de la réserve d'État la protection concerne juste certaines espèces de la biodiversité (flore, faune) ou même certains objets du patrimoine historique, mémorial ou géologique.

[128] Rapport du mouvement associatif, 2010

les principaux problèmes de cette région touristique. L'implantation non maitrisée d'un nombre croissant d'hôtels restaurants, transforme considérablement le paysage originel (disparition des rives naturelles au profit de plage de sable) et augmente la pression sur les infrastructures existantes insuffisantes (routes, réseau électrique, traitement des eaux).

§2.2. La dégradation de la nature de la région d'Issyk-Koul

Le développement du tourisme à Issyk-Koul a augmenté considérablement la pression anthropogénique sur la nature du lac et sur la qualité de l'eau. Pendant la période touristique, l'exploitation des ressources naturelles s'amplifie : cueillette des champignons, des baies, des argousiers, des herbes médicinales, le braconnage, la pêche, etc.

Le lac Issyk-Koul est comme un grand réservoir qui accueille les eaux d'environ 120 différentes rivières et ravines. Cette particularité est aussi une fragilité du lac car il est difficile de gérer toutes les pollutions en amont et elles finissent dans l'eau du lac qui, pour cette région, est légèrement salée. La préservation de la bonne qualité de l'eau reste un objectif primordial pour maintenir l'équilibre naturel du lac. Pour que le développement du tourisme soit durable, une attention particulière doit être portée à ces problèmes écologiques. Actuellement, les touristes ont tendance à choisir la rive sud du lac en raison de l'aggravation des problèmes écologiques sur la rive nord. À l'époque soviétique, toutes formes de construction et d'aménagement touristique étaient interdites sur la côte sud du lac afin de préserver sa beauté originelle, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La purification naturelle du lac.

Le lac Issyk-Koul (comme tous les lacs) a des capacités d'auto-purification naturelle par :

1) le maintien de quantités suffisantes de poissons endémiques (comme le *tchebak*, le *tchebachok*) ainsi que d'autres types de poissons non-prédateurs ;
2) la présence sur les zones côtières des écosystèmes palustres, de buissons et d'argousiers qui servent de filtres naturels ;
3) la circulation naturelle des volumes d'eau du lac, comme un mouvement de centrifuge, qui contribue à rejeter les déchets sur les plages.

D'après une recherche effectuée par les scientifiques de l'Académie nationale des sciences de la RK en 2007, le premier mécanisme de purification est déjà perturbé parce que l'équilibre

naturel et le nombre des poissons endémiques sont en chute considérable (*cf.* Partie III, Chapitre 1, §2.6). Le deuxième mécanisme est directement touché par le développement du tourisme. La croissance du tourisme exige une augmentation du nombre de plages aménagées. La construction des stations balnéaires détruit les zones naturelles des buissons, de joncs et d'argousiers pour en faire des plages de sable fin. Dans un passé récent, ils formaient, autour du lac, un cercle naturel d'une largeur de deux kilomètres.[129] Leur disparition est regrettable dans la mesure où ils servent de filtres naturels des eaux superficielles en stoppant les flux de déchets et en absorbant les bactéries et autres mauvais éléments organiques qui arrivent dans lac. Ils sont donc essentiels à l'équilibre du lac. Par ailleurs, les fruits de l'argousier, utilisés pour faire de la confiture, sont très appréciés par les touristes, mais la récolte manuelle des fruits d'argousier est très difficile car les branches sont épineuses, et souvent, les villageois coupent les branches entièrement, ce qui cause leur disparition.

L'aménagement des plages suppose la mise en œuvre de grandes machines pour la destruction des buissons et des argousiers, le transport du sable blanc et fin et le ramassage des cailloux dans l'eau. Dans certains endroits, et dans le meilleur des cas, ils sont remplacés par des ormes et des abricotiers, mais ils sont moins efficaces contre l'érosion des sols, et ne créent pas autant d'humidité que l'argousier. La transformation rapide des rives du lac en plages et immeubles touristiques détériore le paysage non seulement dans sa forme mais en profondeur, avec des conséquences graves sur le long terme.

Dans la conception du développement durable de SEE « Issyk-Koul », il est décrit juste trois moyens d'auto purification de l'eau : les poissons, les argousiers, le mouvement de « centrifuge ». Ils n'ont pas parlé du pouvoir des rayonnements de soleil qui détruisent les bactéries. Les bactéries qui arrivent avec l'eau des rivières dans le lac sous l'effet de la décomposition et de la dilution ont moins d'alimentation dans l'eau du lac. En plus, avec le rayonnement actif du soleil (plus de 320 jours/an en Issyk-Koul), les bactéries sont plus exposées à l'extermination. En plus, dans la même conception, il n'y a pas décrits des effets des algues marines pour la purification de l'eau. En effet elles participent également à la diminution du nombre de bactéries et autres mauvais microorganismes.

---

[129] URL : http://issykul.kg/index.php?option=com_content&view=article&id=34&Itemid=52

Nous avons défini quatre effets directs sur la nature du lac, liés au développement du tourisme : la pollution par les eaux usées, la pollution par les déchets ménagers, l'usage (paysage) et la répartition du sol et la perte de la biodiversité.

§2.3. La pollution par les eaux usées.

Les eaux usées arrivent des stations balnéaires, des villes et des municipalités, des exploitations agricoles après l'irrigation. Elles devraient normalement être épurées par différents procédés avant d'arriver dans le lac mais les stations d'épuration, au Kirghizstan sont insuffisantes et pas toujours efficaces.

a) Les stations d'épuration des stations balnéaires.

La pollution par les rejets d'eaux usées est inquiétante ; elle passe dans les eaux du lac à travers la nappe phréatique. Un échantillon prélevé par le service sanitaire, près d'une station balnéaire très fréquentée, a noté la présence d'une consistance d'urée hors normes. Le porte-parole du Parlement, K. Isabekov, a déclaré en 2010 : *« Dans une des stations les plus fréquentées, l'analyse de l'eau a montré que la pollution dépasse 25 fois les normes. On peut sans arrêt se vanter du million de touristes par saison, mais si ça continue, dans cinq ans, on peut perdre le lac Issyk-Koul ».* Quatre ans plus tard, la situation ne s'est pas améliorée.

D'après les évaluations de la commission d'État sur le développement durable de l'écosystème d'Issyk-Koul en 2008, il existe 115 stations d'épuration[130] dont 98 appartiennent aux stations balnéaires. Parmi ces 98 stations d'épuration 29 sont hors service. L'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts, après un contrôle effectué en 2007 dans des établissements d'accueil de touristes, a déclaré que 75% du système de canalisation et des équipements de traitement des eaux usées étaient trop vieux et/ou hors service. D'après une analyse préalable des experts sanitaires portant sur 176 établissements d'accueil des touristes, 120 ne disposent pas d'un système adapté aux normes.[131] En 2008, 21 stations balnéaires ont eu un retrait de droit d'exploitation en raison de la non-conformité sanitaire et écologique de

[130]Les stations d'épuration sont construites plupart à l'époque soviétique (parmi 115 stations d'épuration seulement 33 sont construites pendant la période de 1998-2008) avec la technologie et installation ancienne, pour ce fait, plupart sont dans l'état médiocre.
[131] L'inspection sanitaire et épidémiologique (*Sanepidem nadzor*).

leur système d'égout. Malheureusement, même dans les établissements nouveaux, les systèmes de récupération et de traitement des eaux sont, la plupart du temps, loin des standards internationaux, contrairement à ce que voudrait nous faire croire le rapport de la Commission locale de contrôle des établissements d'accueil. Selon ce rapport, l'état des systèmes de traitement des eaux usées serait satisfaisant, mais, en réalité, leurs données ne correspondent pas à la réalité (Pankratova, 2009).

Conformément à la législation[132], les stations balnéaires sans stations d'épuration fonctionnelles et efficaces doivent être fermées. Or, si chaque année, une dizaine de stations balnéaires sont pénalisées par une obligation de fermeture, d'autres continuent de fonctionner comme si de rien n'était, malgré un système de traitement des eaux insatisfaisant. Cette législation a subi plusieurs modifications de renforcement, mais malgré cela, les choses n'ont pas beaucoup évolué. Cette loi continue d'être ignorée par les directeurs d'établissements qui, souvent, n'ont même pas conscience de l'importance de cette question. D'un autre côté, cette loi non seulement ne résout pas le problème en général mais elle reporte la responsabilité sur les seules entreprises, alors que c'est aussi (voire même surtout) un problème global et public (État, région et villages). L'avenir du lac n'est pas le problème exclusif des établissements d'accueil, tous les acteurs sont concernés, publics et privés. Mais cette coordination dans l'action de préservation n'est pas encore effective, elle doit attendre une prise de conscience plus globale.

Les préoccupations sont plus économiques qu'écologique pour les directeur de stations balnéaires qui, après quelques modifications apportées à leur système de traitement des eaux et après quelques « discussions » avec la commission locale de contrôle, arrivent à ré-ouvrir leurs portes aux touristes. Il convient de remarquer et de déplorer que la commission de contrôle, créée par les collectivités locales, ne comporte aucun représentant de la direction régionale de la protection de l'environnement.[133] L'espoir aurait pu venir des nouvelles stations balnéaires et villages VIP qui doivent installer leurs propres stations d'épuration. Mais l'état et conformité de ces dernières ne sont pas contrôlés, pas plus que n'est remise en question leur emplacement, parfois très proche du lac. Les stations d'épuration construites à l'époque soviétique, même si elles sont vieilles, sont situées à plus de 2000 mètres des rives

---

[132]La loi « Sur le développement durable du système écologique et économique d'Issyk-Koul » avait été acceptée le 25 mars 2003 et modifiée le 11 juin 2009.
[133] URL : http://www.ekois.net/wp/?p=2309

du lac, selon les normes soviétiques,[134] alors que les stations balnéaires nouvelles générations (construites depuis 2000) et les villages VIP installent les stations d'épuration dans leur terrain privé, c'est-à-dire près du lac. Non seulement ça coute moins cher en longueur de canalisation mais aussi, étant chez eux, ils n'ont aucune autorisation à demander[135].

Sur ce point, les collectivités territoriales devraient intervenir et mettre en place des mesures destinées à harmoniser l'installation des systèmes de canalisation avec des normes communes et unifiées. Mais elles ont peu de pouvoir, peu de ressources, pas de levier administratif pour adopter et faire appliquer des mesures. Les experts manquent, pour effectuer les contrôles nécessaires, et les inspections finissent souvent par des prescriptions d'amélioration et des avertissements mais rarement par des fermetures. Le directeur du centre régional d'inspection sanitaire et épidémiologique (Sanepidem nadzor), M. Mambetov, explique qu'en 2014, « 18 stations balnéaires ne disposent toujours pas de station d'épuration et qu'en 2013, l'inspection a interdit à 12 stations balnéaires de fonctionner ». Les directeurs de stations balnéaires se plaignent du manque de moyens pour renouveler les canalisations.

b) Le système d'égouts des villes

Il ressort, d'un rapport de l'inspection écologique basé sur les résultats d'une surveillance qui a duré dix ans, que les niveaux de pollution de certains endroits sont très élevés. Les côtes près de Balykchy, Karakol et Tcholpon-Ata sont dans une situation écologique préoccupante ; en cause : un réseau de canalisations vieux (usure de 70%[136]), des stations d'épuration inefficaces. Toute l'eau usée, est tout simplement rejetée, sans purification, dans les étangs.

Le président du mouvement écologique **«** Aleyené **»,** Emil Shukurov, s'interroge sur le fait qu'aucun établissement et même aucune grande agglomération de la région d'Issyk-Koul ne dispose d'un système conforme de traitement des eaux usées et d'égouts. « Les stations balnéaires installent des petites stations d'épuration indépendantes et moins chères, juste pour passer le contrôle des inspections. Alors que toute l'infrastructure existante de traitement des eaux ne fait que déplacer les eaux usées loin des zones habitables et ne correspond plus aux standards écologiques ou sont hors service. Par exemple, le système de canalisation urbain de

---

[134] D'après l'interview avec le directeur adjoint de la station balnéaire Avrora, Tereshenko L.
[135] Interview avec le directeur de la station balnéaire « Kapriz », Konev S.

la ville de Tcholpon-Ata est dans une situation critique et peut arrêter de fonctionner à n'importe quel moment[137] ; dans ce cas, la catastrophe écologique est inévitable. À présent, des systèmes centralisés de traitement des eaux usées sont nécessaires c'est-à-dire un réseau de canalisations avec une grande station d'épuration qui effectuerait un cycle entier de purification avec traitement chimique et biologique des eaux usées, et avec un minimum de rejet de matières polluées dans la nature».

Le système d'égouts et de canalisation des villes principales comme Karakol, Tcholpon-Ata et Balykchy, est très ancien et nécessite une reconstruction totale. Pendant la saison touristique de 2013, pendant notre enquête de terrain, nous avons pu constater des coupures d'eau fréquentes. Quand nous avons demandé pourquoi il y avait ces coupures, l'administration du site nous a répondu qu'elles étaient dues à des travaux pour réparer la pompe qui tombe souvent en panne. En plus chaque année, de nouveaux restaurants et hôtels s'installent et se raccordent au réseau municipal de canalisations (dans villes Tcholpon-Ata et Bostery) ce qui augmente la surcharge et la pression sur le système déjà vieillissant. Le problème s'aggrave encore avec des coupures d'électricité de plus de 3 heures qui provoquent l'arrêt des pompes et de tout le processus de traitement des eaux usées.

Le système de traitement des eaux et de canalisations doit être complètement repensé. Un projet, encore sur le papier, prévoit la construction d'un système général de traitement des eaux à partir de la ville de Balykchy jusqu'à Bosteri. Cette zone regroupe 90% des établissements d'accueil. À Issyk-Koul, la mise en fonctionnement correcte des systèmes de traitement des eaux implique la concertation et la coopération des trois grandes villes de Balykchy, Cholpon-Ata et Karakol avec les zones touristiques. Mais faute de financement, il n'y a pas encore de projet dans ce sens.

Les villageois et les particuliers n'ont généralement pas accès à la canalisation centrale. Chaque maison a sa propre fosse septique. L'effet sur la nature est difficile à estimer. D'après les écologistes, les poudres, très concentrées en chlore, utilisées pour le nettoyage des sanitaires (selon la technique soviétique) et des toilettes publiques ne se décomposent pas

---

[136] Programme d'État, 1998.
[137] URL : http://www.ekois.net/wp/?p=5007.

rapidement dans l'eau. Ces éléments néfastes peuvent aussi arriver dans le lac, et combinés à un fort rayonnement de soleil peuvent avoir des effets dangereux sur la peau humaine.

c) La pollution des eaux par l'agriculture.

Dans les conditions du climat sec d'Asie Centrale, l'agriculture exige beaucoup d'irrigation. L'agriculture est le plus grand consommateur d'eau et aussi l'un des plus grands pollueurs du lac Issyk-Koul. Rappelons que l'agriculture est bien développée à Issyk-Koul avec une dominante céréalière, mais aussi la culture des pommes de terre et des herbes. Ces cultures demandent à être très irriguées contrairement aux arbres fruitiers (plus intéressants dans l'objectif d'un développement durable). Les eaux d'irrigation chargées de pesticides et d'engrais finissent dans le lac. La qualité de l'eau du lac dépend donc directement des rivières qui s'y jettent. Malheureusement celles-ci drainent des matières organiques et non-organiques : pesticides et engrais chimiques. Au printemps et à l'automne, les éléments qui polluent le plus sont des particules d'azotes (nitrates et ammoniums), venus des terres irriguées de la région.[138]

Suite à la croissance de l'activité économique, dans le bassin issyk-koulois, la consommation d'eau a crû considérablement (alimentation des villes, irrigation, consommation des touristes). Il en résulte un déséquilibre hydrologique : le niveau de l'eau des rivières baisse. Les rivières vidées de leur eau détériorent le paysage, et deviennent même des carrières d'extraction de graviers (sans accord des pouvoirs locaux). On est loin des préoccupations de la loi sur la protection de la biosphère d'Issyk-Koul, selon laquelle les cours d'eau doivent être protégés car ce sont des aires de frai pour les poissons du lac.

d) La pollution de l'eau par les engins aquatiques

La croissance du nombre de navires et surtout de jets ski commence à poser plusieurs problèmes. D'après l'inspecteur écologique[139] qui fait l'enregistrement des jets ski à Issyk-Koul, il y avait en 2013 plus de 300 jets ski en fonctionnement sur le lac. La location de jets ski est une activité très à la mode et lucrative. Dans une discussion avec un jeune garçon de 14

---

[138] Le mouvement associatif, (2010), « L'expertise écologique indépendante ».

[139] Madame K. Daretova est chargé de contrôle et d'enregistrement des jets ski à Tcholpon-Ata, l'entretien 28 Juin 2013.

ans qui vendait des poissons sur la plage, à la question « que veux-tu faire plus tard ?», il a répondu que son rêve était d'acheter et de louer un jet ski ! Un jet ski d'occasion coûte environ 5000 euros et peut être est loué 9 euros les 5 minutes. Ce type d'affaire avec un seul jet ski peut rapporter plus de 10 000 euros pendant la saison touristique, dans une station balnéaire bien fréquentée[140].

L'État a interdit les jets ski avec un moteur à deux temps. Ils rejettent du CO_2 et des résidus pétroliers (fuites d'huile de moteur directement dans lac).

Photo : Une tache de l'huile de moteur, de jet ski qui est utilisé en location malgré son état en panne, source : www.reporter.akipress.org

Pourtant, la loi sur « la réserve de biosphère d'Issyk-Koul » de 2004, interdit la circulation des engins à moteur thermique dans le lac Issyk-Koul. C'est l'un des exemples clairs de non-respect de la loi. Ce qui est en contradiction avec une autre obligation de la législation fiscale, celle d'acheter un brevet pour ceux qui ont une activité de location de jets ski. Ce brevet coute environ 85 euros par saison touristique (d'après une étude de terrain en 2013).

---

[140] Interview avec un jeune homme Emil (25 ans) qui loue des jets ski depuis 4 ans, dans station balnéaire Kapriz.

Photo : Loueur de jet ski, met de l'essence dans la machine qui est dans l'eau, source : www.reporter.akipress.org.

En janvier 2009, le site écologique EKOIS faisait état d'une menace de catastrophe naturelle par une tache pétrolière d'une surface de 50 milles m^2, près de ville de Balykchy, proche du lac Issyk-Koul. Elle fut provoquée par la fuite d'un oléoduc dont l'état de détérioration était avéré depuis les années 1990[141]. Malgré la demande des représentants de l'administration municipale de la ville Balykchy, aucune action de nettoyage n'a été réalisée. La société « Gazprom » a réparé le vieil oléoduc mais personne ne s'est occupé de la tache.

§2.4. La pollution par les déchets ménagers.

La situation est très critique avec la gestion des déchets ménagers. Les entreprises responsables du ramassage et du traitement des déchets fonctionnent uniquement dans les zones urbaines (Karakol, Tcholpon-Ata, Balykchy et Bostery), délaissant les espaces

[141]http://kloop.kg/blog/2014/01/09/eurasianet-razliv-nefteproduktov-ugrozhaet-issy-k-kulyu/

périphériques, plages et stations balnéaires, fortement fréquentées pendant l'été, sans compter les plages « sauvages » où la gestion et la surveillance sont totalement absentes.

a) Les décharges spontanées

Parfois, lors des surcharges de matières polluantes et devant l'incapacité à traiter de telles quantités, les directions municipales font des décharges ponctuelles et illégales. C'est ainsi que la direction de gestion de l'eau du Djalal-Abad a été verbalisée pour décharge illégale et a dû payer une amende de 6 800 som (100 euros), alors que la station d'épuration de Naryn a eu une amende de 1500 som (20 euros) ! Deux exemples parfaits de sanctions peu pénalisantes. Les tarifs des amendes datent du début des années1990 et n'ont pas été réévalués depuis.

Dans la région d'Issyk-Koul, il n'existe aucune usine de traitement des ordures ménagères. Les ordures finissent dans des décharges à ciel ouvert d'où émane du méthane. Sous l'effet des pluies, les éléments néfastes s'infiltrent dans le sol. « Le dépassement des normes de pression anthropologique multiplie les processus anaérobiques. Les matières sulfuriques commencent à s'infiltrer dans les couches profondes et l'air empeste le souffre » (Direction générale de la réserve de biosphère Issyk-Koul). Ces décharges détruisent le paysage, augmentent le risque sanitaire et polluent le sol et la nappe phréatique. En ce qui concerne les zones périphériques, les décharges sont spontanées sans emplacement dédié. Il y a plusieurs petites décharges sans contrôle, elles sont visibles dans les périphéries des villages, près des routes ou dans les champs. L'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts s'étonne de la situation, mais rien ne bouge pour autant.

b) Les plages remplies de déchets après le passage des touristes.

La direction générale de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul, dans un de ses bulletins d'information « Ak-Kou », dénonce la pollution des plages par les sachets et autres déchets plastiques et « l'étouffement » des plages. Par ailleurs, les touristes d'Issyk-Koul (plus précisément les touristes intérieurs et de la CEI) arrivent sur les plages avec leur collation (repas et bouteilles de bière et d'alcool), encouragés par les villageois qui vendent constamment différents aliments (poisson cuits-fumé, mais cuit, pirojki, glace, bières, boissons, etc.). Les plages d'Issyk-Koul ressemblent à des aires de pique-nique où les nappes

improvisées sont installées un peu partout, presque à perte de vue. Evidemment, à la fin de la journée, elles sont jonchées de déchets.

Photo : Plage abandonnée, près de l'ancienne station balnéaire « Ilim », en village Sary-OI, photo pris par Berenaliev Y. en 07.2012.

Les villageois utilisent tous les moyens pour gagner de l'argent et créer des divertissements à proposer aux touristes ; aussi il n'est pas rare que des chevaux et des chamois se promènent sur les plages pour divertir les touristes. Ils salissent aussi les plages.

Il n'existe pas, dans les communes concernées, de structures publiques chargées de la protection des plages[142] ; ce sont les hôtels et résidences construits au bord du lac qui se chargent de ça. Le système de ramassage manuel des ordures est peu efficace. Les entreprises responsables du nettoyage des plages sont mal équipées et mal organisées, le personnel est peu sensibilisé et peu motivé. Lors d'une étude de terrain en 2013, nous avons pu constater que, dans la station balnéaire d'Asyl-Tash à Bostery, le ramassage des poubelles sur la plage était fait par deux adolescents qui chargeaient les ordures et les déchets sur une téléga tirée par un âne. Le reste du temps, ils font quelques tours de téléga.

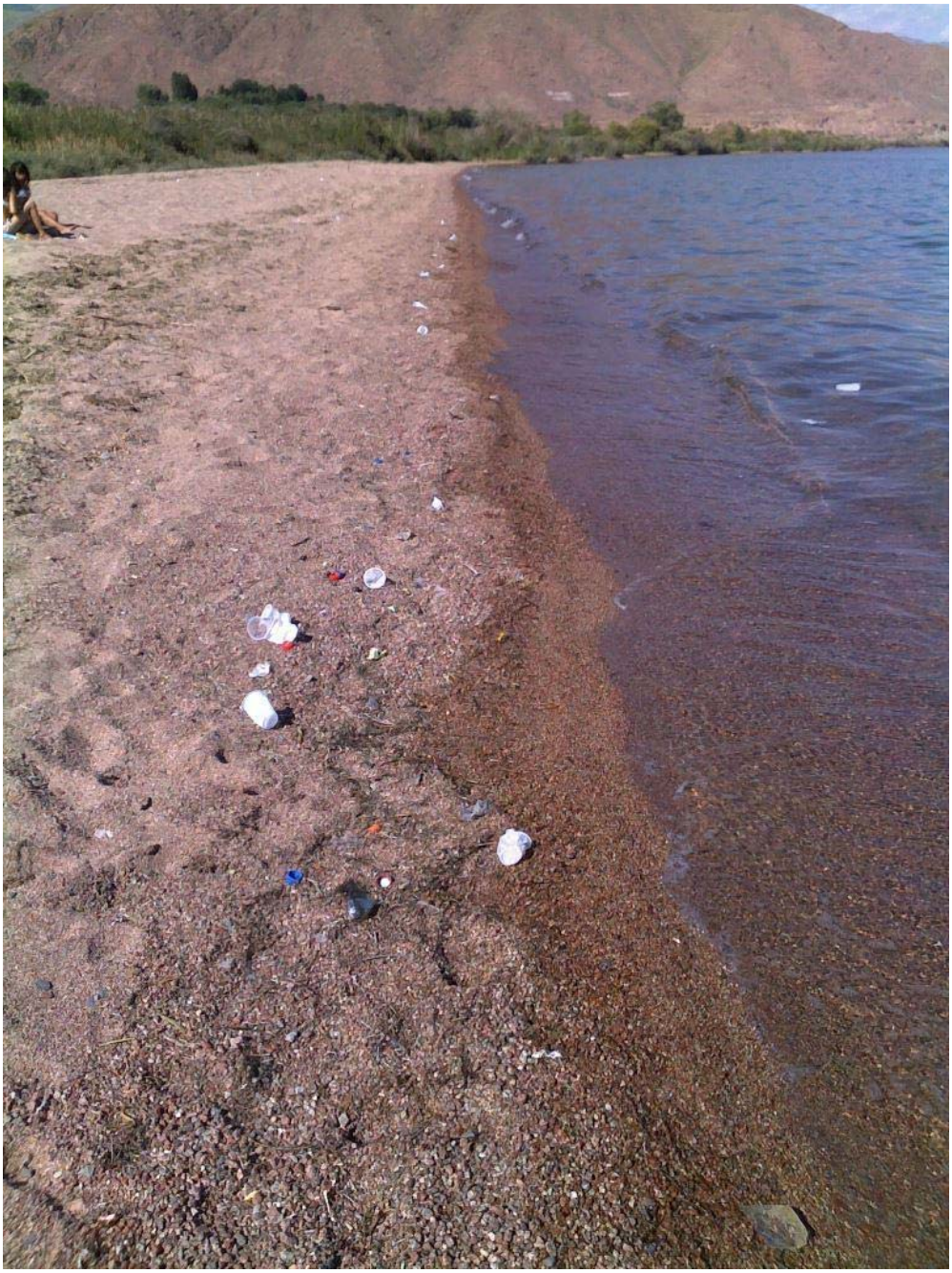


Photo : Divers déchets rejeté du lac après la tempête, source : www.reporter.akipress.org

La situation est encore plus grave sur les plages « sauvages », au bord des routes, dans les lieux de pique-nique bref, partout où le contrôle est absent. Ces espaces sont surtout fréquentés par les touristes intérieurs, en dehors des circuits organisés. Ce qui est difficile à gérer, c'est que les gens ne comprennent pas la gravité de leurs actes et n'ont aucun scrupule à jeter leurs ordures un peu partout. Les plages « sauvages » ne sont jamais nettoyées, sauf dans

[142] Interview d'un ex-fonctionnaire de l'Agence d'État du tourisme, *S*. (2010).

le cadre des actions volontaires des ONG. À cette occasion, les autorités locales prennent en charge le transport des ordures vers une décharge de proximité.

L'un des grands problèmes des zones fréquentées par les touristes est la sur utilisation des sachets plastiques. Tous les commerces utilisent des petits sachets plastiques lors des ventes de n'importe quels produits. Leur distribution sans limite multiplie leur rejet dans la nature et dans les endroits fréquentés par les touristes. Ils atterrissent sur les plages, dans l'eau, au bord des autoroutes, jetés directement des fenêtres des voitures. Une fois dans la nature, ils sont quasiment non dégradable et polluent le sol ou l'eau durant plusieurs années.

Avant le début de la saison touristique de 2008, pour la première fois, on a procédé au nettoyage du fond du lac, près de la plage municipale de Tcholpon-Ata, dans la station balnéaire de *« Goluboi Issyk-Koul »* et *« Zolotye peski »*. Sur une étendue totale de 30 000 km^2 plus de 3 tonnes de déchets ont été ramassées.

La persistance et la gravité du problème écologique de cette région touristique sont liées à l'absence d'un système efficace de ramassage et de traitement des déchets ménagers. Nous sommes encore plus loin, d'un système de triage ! Du fait d'un manque de sensibilisation et financement, les autorités locales ne sont pas impliquées dans cette question et ne participent pas activement à la protection de l'environnement alors que le problème s'amplifie avec le tourisme. Bien qu'il découle en partie de l'augmentation de l'activité touristique, ce problème, à terme, en freinera l'évolution car il gâche les ressources sur lesquelles s'appuie l'attrait de la région : eau, air, paysage… Le renforcement du contrôle sur l'état sanitaire des plages et de l'eau est nécessaire car, dans le cas contraire, la dégradation de l'équilibre écologique s'aggravera emportant avec elle le bien-être économique et social.

c) Les déchets industriels

La gestion des déchets industriels pose le problème du traitement des matières dangereuses et radioactives à l'origine de la pollution chimique. Dans la région d'Issyk-Koul, au moins deux décharges de déchets dangereux menacent les eaux du lac. Un dépôt de 150 000 m^3 de déchets radioactifs se situe dans le département de Thon, près du village Kadjysai, alors que l'endroit est sujet à des tremblements de terre et à une érosion continue. L'autre exemple, tout aussi consternant, est celui d'une grande décharge de plus de 40 millions de m^3 de déchets

radioactifs issus de la mine d'or de Kumtor, à 3800 mètres d'altitude dans les glaciers près de la source de la rivière Naryn. Le réchauffement climatique, la fonte des glaces et les tremblements de terres peuvent déstabiliser ces déchets et en provoquer la décomposition, et conduire à une pollution irréversible (le cyanure est utilisé pour extraire l'or) de la source de la rivière Naryn[143].

Les principaux pollueurs du lac

N°	Les noms	Origine et cause	Solution
1.	L'eau usée non traitée	L'eau des canalisations et des systèmes d'égouts depuis les stations balnéaires et principales villes et villages	La rénovation et installations des stations d'épuration dans toute la zone touristique. La mise en place de la canalisation centrale.
2.	Les pesticides, graines chimiques,	En agriculture, suite au traitement de la terre, et de la végétation pour meilleur fertilité et productivité	L'interdiction, ou le remplacement des matières chimiques en agriculture par les éléments organiques.
3.	Pétrole	Les jets ski et bateau de location (pendant le service dans l'eau et lors de remplissage de réservoir). Les matières pétrolières laissées par les voitures dans les routes, arrivé en lac avec des eaux de pluie.	La mise en place de contrôle technique des jets ski et bateau. L'interdiction au remplissage manuel des réservoirs dans l'eau et dans plages, qui nécessite la mise en place de la station d'essence pour les bateaux et jets ski. Et aussi promouvoir le remplissage hors l'eau pour les jets ski. L'amélioration du système d'égout des routes principales.
4.	Déchets divers ménagers (sachets et bouteilles plastiques)	Les plages non nettoyés, les déchets (sachets plastiques, bouteilles plastiques, etc.) non ramassés après les touristes non responsables. Les décharges communales sous-ciel ouverte	La mise en place du système de ramassage des déchets et ordures des plages. Le nettoyage du sol de la côte. La construction de l'usine de traitement des déchets ménagers.

[143] La rivière Naryn est la plus grande rivière du Kirghizstan et d'Asie Centrale, l'un des deux plus grandes sources de la mer d'Aral.

§2.5. Le problème de l'usage et la répartition du sol.

Du fait de la saisonnalité, le tourisme génère une augmentation des prix des terrains qui peuvent faire l'objet de spéculations et conduire à des situations conflictuelles avec la population locale autour de la question de la répartition et de l'usage des terrains.

Le directeur de l'Agence d'État de construction et d'architecture pointe l'indifférence des dirigeants étatiques : *« Nous ne savons que crier avec une grande fierté que "cette année il y a eu plus d'un million de touristes à Issyk-Koul et plusieurs millions de dollars de profit", mais personne ne fait de recherche sur l'impact de ces millions de touristes sur l'écologie du lac. Par exemple, à l'époque soviétique, il était interdit de réaliser tous types de construction sur la côte sud d'Issyk-Koul pour garder sa beauté originelle. De nos jours, ce n'est plus le cas et personne ne s'occupe de préserver cette spécificité »*. Contrairement aux législations du pays, *« au bord des plages, les grandes villas poussent comme des champignons. Leurs propriétaires ne s'inquiètent ni des normes, ni du contrôle architectural. Le propriétaire du terrain devient le roi sur son territoire et construit selon sa propre volonté »*. La forte « bétonisation » transforme les territoires côtiers et détruit le paysage lacustre.

a) La répartition des terres

Après l'effondrement de l'URSS, l'État a procédé à une « vague » de distribution de terrains aux familles (selon le nombre de personnes dans la famille, le nombre d'enfants), pour répondre à la nécessité de développer l'agriculture. Ensuite, les collectivités territoriales, dans leur politique d'attribution et de privatisation des terrains ont eu d'autres objectifs. Elles devaient répondre à des impératifs immobiliers pour loger les populations. Ainsi, à partir de l'année 1995, 2714 hectares de terres agricoles ont été convertis en zones d'habitation, 4393 hectares furent consacrés à des activités non-agricoles et 6382 hectares sont devenus marécageux suite à la montée de l'eau souterraine. Entre 1998 et 2008, plus de 11 828 hectares de champ labouré sont devenus des marais inutilisables pour l'agriculture (Conception d'État sur le développement durable, 2009).

Depuis 2012, un décret du conseil régional d'Issyk-Koul sur l'attribution et conversion des zones côtières en zones touristique et balnéaire prévoit que l'administration publique doit effectuer des enchères publiques, ouvertes à tous, pour la vente des nouveaux terrains

convertis. Dans la pratique, les collectivités locales organisent de fausses enchères et vendent les terrains à des prix très bas à des « proches », quelqu'un de confiance qui va partager le gain après la revente. Ensuite, la personne qui est devenue propriétaire revend le terrain avec une forte plus-value. Le terrain privatisé, ensuite rapidement liquidé, ne laisse pas de trace pour les suivis juridiques. [144]

La question foncière est très délicate dans la région d'Issyk-Koul surtout sur la côte nord. Le partage de la terre est devenu une nouvelle source d'enrichissement important pour les issykkoulois et pour les hautes fonctionnaires des collectivités territoriales. Le phénomène de l'inflation foncière est bien connu dans cette région. Chaque nouveau haut politicien qui arrive au pouvoir donne l'ordre de convertir une partie des terres consacrées à l'agriculture en terrains constructibles pour élargir la zone habitable. Les villageois qui disposent de terres s'empressent alors de les vendre, ce qui leur rapporte entre 70 000 et 80 000 euros, un véritable jackpot comparé aux revenus modestes de l'agriculture. La première chose qu'ils font, c'est d'acheter une grosse voiture ou un 4x4 !

La répartition et l'appropriation des terrains s'accompagnent parfois de conflits qui finissent en procès : appropriation illégale, conflit avec la population locale, interdiction à la conversion des terrains, contradictions entre les décisions des organismes d'État…

b) Le problème de la délimitation de zones protégées

D'après la conception d'État sur le développement durable de l'écosystème Issyk-Koul, il y a 5 zones de restriction d'exploitation et de protection de la biosphère. Chaque zone fait l'objet de dispositions particulières. Mais dans la pratique, les populations (villageois, entrepreneurs, agriculteurs) ne connaissent pas la délimitation de ces zones et encore moins quelles conditions respecter. Les règles et les mesures prises pour encadrer l'utilisation des zones protégées ne fonctionnent pas correctement car il est souvent difficile de savoir où commence une zone protégée. Aussi, des territoires sous protection maximale (lieux de reproduction des flamants, des cygnes, etc.) voient fleurir toutes sortes d'activités normalement interdites.

---

[144]http://www.ekois.net/wp/?p=2309

La définition de la ligne côtière et les droits sur la construction et l'aménagement reste une question sensible et mal-définie par la législation. La question est toujours en discussion au parlement. En dehors du strict problème de bétonnage des plages dont nous avons parlé précédemment, les risques d'inondation augmentent. En effet, depuis l'an 2000, le niveau d'eau du lac est en constante augmentation de 3-15 cm par an (Conception de l'État, 2009). Les infrastructures, récemment construites sur les plages, sont menacées par les inondations. Les zones sensibles s'étendent.

Les textes législatifs ne définissent pas clairement la règlementation pour chaque catégorie de zones protégées. Les pénalités (*enforcing)* ne sont pas décrites précisément. La région d'Issyk-Koul souffre de ces imprécisions et gère difficilement la protection de sa biosphère la pressions du développement touristique. Les écologistes exigent la création de nouvelles aires de hautes protections, mais ils doivent faire vite car une fois privatisés, les espaces ne peuvent plus faire l'objet de mesures de protection particulières.

c) Un aménagement sans schéma général d'urbanisme

Actuellement, il n'existe pas de schéma général d'urbanisme. Les constructions et la modernisation sont conçues dans un objectif marchand sans politique urbanistique. Les premières zones balnéaires (plages, parcs) d'Issyk-Koul continuent de se dégrader. En 2007, à la question d'un journaliste concernant le plan général d'aménagement d'Issyk-Koul, l'ancien gouverneur de la région répondait : « il est pratiquement prêt, il reste juste à finaliser quelques détails. Tout le monde construira bientôt conformément aux normes écologiques et architecturales ». Nous sommes en 2014, et le dernier schéma général d'aménagement du littoral d'Issyk-Koul date de 1973 ; c'est celui de l'Institut central de la construction de Moscou.[145] L'élaboration d'un tel schéma est urgente. Il doit prendre en compte toutes les conditions du développement durable et la spécificité de la région en accord avec la population et les autorités locales.

Sur le bord des routes, fleurissent actuellement des installations temporaires de restaurants, de types yourtes, bungalows. Ils offrent un service bas de gamme. Ce sont des villageois qui

[145]http://www.polit.kg/print/2/298

s'aventurent dans le bizness du tourisme avec un investissement de départ minime. Ils s'adressent aux touristes de passage et aux touristes kirghizes à faible revenu. Leur niveau de service fait souvent l'objet de critiques de la part les média et des touristes eux-mêmes. Ces installations spontanées apparaissent en peu partout pendant la haute saison touristique, dans espoir de capter même une petite partie des revenus du tourisme. Elles se font bien évidemment sans aucune autorisation ni accord de la part des autorités, et ne font l'objet d'aucun contrôle de sécurité et sanitaire. Le problème c'est que ces installations ne sont pas connectées au système d'eau (pas de distribution, pas d'égout) et par exemple, les yourtes installées au bord de la route entre les villages Baktuu-Dolonotu et Bostery, puisent l'eau d'une petite ravine qui passe à côté pour faire la cuisine et laver la vaisselle. Il faut ajouter tous les déchets qu'elles génèrent et qu'elles ne ramassent pas.

d) Bétonnage et normes architecturales

À l'époque soviétique, les normes strictes de construction obligeaient les entrepreneurs à respecter une distance minimale de 500 à 1000 mètres du lac, de 50 à 150 mètres des rivières ; les systèmes de traitement des eaux devaient se situer à trois ou quatre kilomètres du lac. Mais, le fort développement du tourisme depuis 2006[146] a attiré beaucoup d'investisseurs kirghizes et kazakhs qui, pour satisfaire les exigences d'une clientèle aisée, n'ont pas hésité à construire de plus en plus près du lac.

L'aménagement du territoire touristique ignore la spécificité vulnérable de la zone balnéaire et viole les normes de protection de la nature et les lois sur l'urbanisme, le régime foncier, et la protection des zones aquatiques. La principale raison est la corruption des autorités locales qui donnent des accords pour ce type de constructions « hors » normes. En revanche, les conditions de vie de la population locale ne s'améliorent pas forcément, les paysages se dégradent, la pollution de la nappe phréatique souille l'eau potable. La croissance des zones urbaines génère l'augmentation de la consommation électrique ce qui n'est pas du tout prévu par les sociétés de distribution d'électricité, cela engendre de multiples coupures de courants.

---

[146] A cause de la première « révolution des tulipes » en mars 2005, il y a eu une forte chute du nombre de touristes internationaux ; mais après la crise, en 2006, le nombre de touristes a doublé (ministère du tourisme). En 2010, au Kirghizstan, il y a eu la deuxième révolution qui a freiné aussi considérablement l'arrivée des touristes.

La première édition de la loi « sur le développement durable du système écologique et économique d'Issyk-Koul » en 2004 prévoyait (selon l'article 19), la permission de construire des bâtiments à une distance seulement de 100 mètres du lac. Cela a eu des conséquences dramatiques avec des constructions massives de plus en plus proches du lac (moins il y a distance entre le lac et le lieu d'hébergement plus le prix du séjour est élevé). Les discussions ont poussé les députés à reformuler et rééditer la loi, selon la nouvelle version, il faudra respecter une distance d'au moins de 300 mètres par rapport au lac. Mais la législation s'assouplit en 2005, sous la pression du développement du tourisme[147] : les constructions sont autorisées à 100 mètres du lac et 50 mètres pour les rivières.

La solution à cette question écologique très inquiétante peut être trouvée à condition que soient mises en application des législations fortes non seulement au niveau régional, mais aussi au niveau national. Il faut sensibiliser la population et mieux l'informer, rendre publics les résultats des contrôles et des démarches orientées vers la protection de la nature. Il faut modifier la politique intérieure de « la mise au secret » des données sur l'état de la nature, jusque-là pratiquée pour minimiser les critiques et les frais supplémentaires.

Le tourisme peut contribuer à l'amélioration de la vie locale à une seule condition : le développement du tourisme durable. On ne peut pas aborder le tourisme seulement du point de vue d'un revenu immédiat. C'est une approche de court terme. Alors que les résultats positifs de long terme peuvent se réaliser quand le tourisme est durable, en cohérence avec les principes de développement équilibré entre les aspects social, économique et écologique.

§2.6. La perte de la biodiversité : les espèces endémiques en voie de disparition.

Le lac Issyk-Koul abrite environ 21 espèces de poissons dont 14 sont des poissons endémiques. Mais d'après l'ONG « GydroBiont », la situation écologique d'Issyk-Koul est très inquiétante : la moitié des espèces de poissons locaux a disparu, le nombre d'oiseaux et d'insectes a diminué considérablement au cours des 10 dernières années (S. Egemberdiev, 2007, Ekois). La situation de la faune maritime du lac Issyk-Koul exige une attention

---

[147] Pankratova I., « Il parait qu'avec les dollars nous pouvons même changer la législation », disponible sur le web http://www.ekois.net/wp/?p=2638

particulière du fait de la quasi disparition des certains poissons endémiques. D'après les estimations effectuées par l'Académie nationale de recherches de la RK, les réserves de poissons du lac sont dangereusement menacées. De nombreuses espèces sont en voie de disparition, particulièrement les deux espèces endémiques *Schizothoraxpseudaksaensis issykkuli Berg*ou Issykkulskaya marinka et *Piptychus dybowskii Kessler* ou Golyi osman (voir photo) sont devenus tellement rares de nos jours qu'ils sont inscrits dans le livre Rouge de la RK.

Photo : Poisson, Golyi osman (*Piptychus dybowskii*) dans le timbre du Kirghizstan, en 1994.

Les poissons célèbres et emblématiques d'Issyk-Koul est le tchebachok ou *Leuciscus bergi Kaschkarov* (voir photo) et le *Schizothorax issykkulensis Berg.* Il y a encore 6-7 ans, le *tchebachok* séché était proposé partout sur les étals aux bords des routes ; Si en 1930, il représentait 90% de la biomasse des poissons du lac, aujourd'hui il a presque disparu et son

prix est 11 fois supérieur à ce qu'il était il y a 7 ans. Il est pratiquement impossible de le trouver dans les marchés locaux.[148]

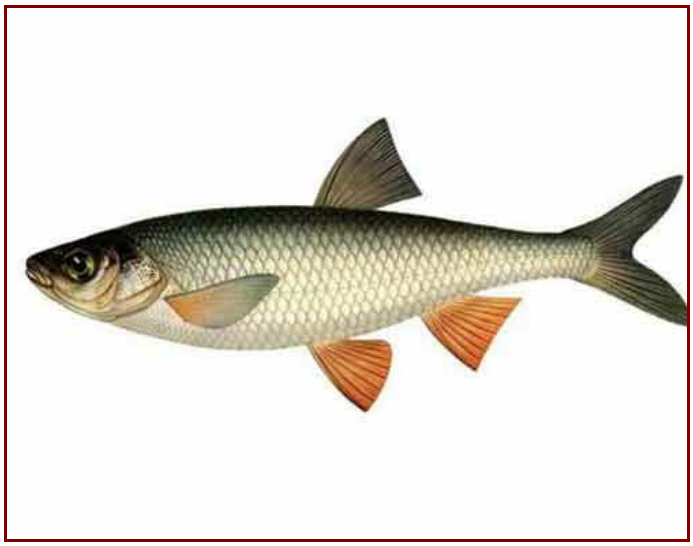


Photo : *Leuciscus bergi Kaschkarov* ou *tchebachok*.

Dans les années 1960, la production des poissons à Issyk-Koul s'élevait à 1 200-1 300 tonnes par an, dont 95% était le *tchebachok.* Dans les années 1980, cette production a chuté jusqu'à 140-160 tonnes par an, dont 25-50% pour le *tchebachok*[149]. Les débats et discussions persistent au sein des écologistes et naturalistes sur la raison pour laquelle le *tchebachok* a disparu. Selon certains, c'est truite d'arc-en-ciel qui a chassé tous les poissons endémiques, selon d'autres, c'est l'homme qui a tout consommé, car les truites avaient déjà été introduites en 1930, sous le contrôle des biologistes soviétiques. Ils avaient prouvé que les deux espèces pouvaient cohabiter sans danger au sein de l'écosystème du lac[150]. Nous estimons que trois éléments peuvent être avancés, dans le contexte actuel, pour expliquer la disparition des poissons endémiques : le braconnage massif, les poissons rapaces échappés des élevages artificiels, la pollution de l'eau du lac

Le braconnage massif

À l'époque soviétique, dans les années 1970, la pêche industrielle était très développée sur le lac. Aujourd'hui, seule la pêche à la ligne est autorisée sur le lac ; la pêche industrielle est

---

[148] En 2007, 1 kg de tchebachok séché a couté 3,8 euros, en 2013 pour 3,8 euros on aurait pu acheter 5 pièces (soit environ 100 grammes).
[149]URL : http://fish.kg/ecosistema/57-vidovoe-raznoobrazie-issyk-kulya.html
[150] URL : http://fish.kg/news/83-kto-zagryaznyaet-issyk-kul.html.

interdite et le braconnage a pris une ampleur très préoccupante. Les zones non touristiques (les côtes sud et est) autour du lac sont sous-développées et les villageois n'ont pas de travail ; le braconnage leur permet de gagner leur vie. Chaque année, un nouveau moratoire du président est mis en place contre le braconnage dans le lac Issyk-Koul et les contrôles sont permanents. Malgré tout, beaucoup de filets continuent d'être posés (par exemple en 2009, 92 km de filets ont été retirés du lac), et le braconnage ne diminue pas. Selon le président des associations de pisciculteurs de la RK, Renat Dosaev, chaque année plus de 1800 tonnes de poissons sont pêchées par des braconniers. Il est difficile d'attraper les braconniers en flagrant délit, les filets sont installés pendant la nuit. Avec l'arrivée sur le marché des filets chinois très peu cher à petites mailles, les braconniers multiplient les infractions. Ces types de filets sont interdits en Russie et au Kazakhstan car ils contiendraient du plomb qui se dissout dans l'eau.

Le problème est encore plus difficile à résoudre car la vente des poissons pêchés illégalement n'est pas interdite, l'origine des poissons étant difficilement vérifiable. L'État ne peut que contrôler l'état sanitaire des poissons, leur provenance est sans contrôle. Les vendeurs-intermédiaires achètent clandestinement les poissons des braconniers et les vendent ouvertement, installés aux bords des routes.

Les actions de régénération des réserves de poissons sont très insuffisantes. Depuis l'indépendance, suite à la privatisation et la fermeture des usines d'alevinage, il ne reste plus qu'une seule entreprise d'État, c'est l'usine d'alevinage de Thon qui emploie 7 personnes pour l'élevage des larves. Par des moyens traditionnels, les travailleurs de l'usine divisent manuellement les larves vivantes des poissons endémiques. D'après Roza Kudaibergenova, spécialiste des larves de poisson dans l'usine, il arrive même que l'usine achète des œufs de poissons aux braconniers pour récupérer et élever des larves. Ensuite quelques millions de larves de l'âge de deux mois et plus sont lâché chaque année depuis la côte de Thon.

Les poissons rapaces échappés des élevages artificiels

Les défenseurs des pisciculteurs continuent de prétendre que les truites arc-en-ciel n'ont rien à voir avec la disparition des tchebachok, ils disent que les truites doivent avoir un poids de 20 kg (ce qui est impossible) pour chasser un tchebachok de taille moyen. Leur analyse c'est que les pouvoirs publics profitent de leur faiblesse et impuissance pour les culpabiliser alors que

les vrais coupables sont les braconniers. Nous allons étudier les probabilités de cause liée à l'élevage des truites arc-en-ciel.

Selon S. Atadjanov[151], c'est la croissance de la pisciculture, sur la côte sud d'Issyk-Koul après 2006, qui est cause de la chute de la population des poissons endémiques et de la pollution de l'eau suite aux rejets des alimentations excessives. Les truites arc-en-ciel sont relâchées dans lac, où elles trouvent des conditions de prolifération très favorables avec de nombreux types de poissons à consommer.

Photo : *Salmo gairdneri irideus Gibb,* la truite arc-en-ciel, poisson prédateur.

La truite arc-en-ciel est originaire de la côte ouest des États-Unis (Colombie britannique) et de la côte Est de la Russie (Kamchatka). Rapidement repérée pour sa relative facilitée d'élevage, elle est devenue vite le poisson le plus élevé d'Issyk-Koul. À l'époque soviétique, elle avait été déversée en nombre dans les différentes cours d'eau des montagnes du Kirghizstan. La production des truites arc-en-ciel (environ 300 milles tonnes par an)[152] menace fortement les espèces endémiques, surtout le *tchebachok*. Les pisciculteurs choisissent les truites arc-en-ciel car leur viande est très appréciée et, étant prédateurs, ils accroissent leur poids rapidement.

---

[151] Le directeur de l'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts.

[152] D'après Dosaev R., président de l'association des pisciculteurs du Kirghizstan.

En 1932, sous les instructions de chercheur L.S.Berg, la première introduction des poissons dans l'objectif de diversifier la biodiversité du lac, a commencé par l'introduction de la truite de Sevan[153]. A l'époque, il n'y avait aucune espèce de poisson rapace à Issyk-Koul. À l'époque soviétique, les truites de Sévan et les sandres ont été introduits en grand nombre pour diminuer le nombre des tchebachoks, déconsidérés en raison de leur petite taille. Cela a fonctionné, puisque dans les années 80, la pêche au tchebachok a baissé de 1200-1300 tonnes (dont 90% de tchebachoks) à 140-160 tonnes (dont 30-50% de tchebachok). L'objectif était de remplacer le tchebachok par des poissons plus productifs, mais pas le faire disparaître.

La différence entre la truite de Sevan et la truite arc-en-ciel, c'est la capacité de cette dernière à supporter une eau plus chaude. La truite de Sevan, reste en profondeur et ne supporte pas l'eau plus chaude de la côte, son alimentation principale est l'écrevisse de gammarus *(Gammarus pulex)*, alors que la truite arc-en-ciel peut facilement chasser en basses eaux des poissons comme le tchebachok quand il rejoint son ère de frai au bord de lac.

Par ailleurs, la plupart des entreprises qui élèvent des poissons au bord du lac construisent leurs aménagements sans normes et sans inspection de l'État. Les poissons s'échappent par les trous percés par des ondatras, ou pendant les tempêtes quand les vagues sont hautes, les truites peuvent aussi sauter les barrières. Bien qu'en contradiction avec la loi « sur le développement durable de système écologique et économique d'Issyk-Koul » (article 2, 17, 24), les élevages de truites arc-en-ciel continuent de prospérer.

La pollution de l'eau du lac

Cet argument n'est jamais avancé dans les explications concernant la disparition des espèces endémiques. Mais, au regard de tout ce que nous avons dit précédemment, l'arrivée massive de centaines de milliers de touristes sur les rives du lac, les pollutions qui en découlent, la multiplication des jets ski constituent des traumatismes qu'on ne peut négliger. Selon Roseanna Avento, de l'Université Est Finlande, la pisciculture n'a qu'un impact minime sur l'environnement ; la pollution par les eaux usées ainsi que le braconnage sont des facteurs d'influence sur l'environnement plus importants que la pisciculture.

Une prise de conscience

---

[153] Lac de Sevan, se trouve en Arménie au Caucase, également un lac de montagne.

Le gouvernement kirghize a édité, en 2008, un moratoire sur la pêche pour une durée de 2 ans dans tous les lacs du Kirghizstan. Depuis plusieurs moratoires annuels sont régulièrement mis en place pour aider le rétablissement des réserves de poissons. En décembre 2009, l'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts a interdit l'élevage des truites arc-en-ciel directement dans les eaux du lac Issyk-Koul ; il doit se faire ailleurs, en étangs ou en piscine). De 2010 à 2013, un programme des nations unies sur la protection de la biodiversité des poissons a permis de stabiliser certaines espèces menacées. L'État alloue seulement 350 000 euros par ans pour le secteur de la pêche, ce qui est insuffisant pour financer correctement les actions de rétablissement de la population des poissons et pour effectuer des recherches scientifiques sur l'état de la faune maritime. Pour comparaison, le Kazakhstan accorde 20 millions d'euros, le Turkménistan 80 millions euros, et le Tadjikistan 1,7 millions euros.

Déjà depuis quelques années, sur les étals des marchands, dans la zone touristique, de plus en plus de poissons, vendus comme étant des poissons d'Issyk-Koul, sont en réalité importés depuis d'autres lacs du Kirghizstan, ou pire encore de Russie ou du Kazakhstan.

§2.7. Les institutions de contrôle d'Issyk-Koul peu efficaces

Nous avons pu voir, à travers nos développements précédents, à quel point l'activité touristique d'Issyk-Koul s'est installée et a prospéré dans le non-respect des législations écologiques et environnementales, faisant fi des différents contrôles éventuellement mis en place. Pourquoi une telle inefficacité ? C'est la question à laquelle nous voulons apporter d'éléments de réponse ici.

a) La faible organisation hiérarchique et l'absence de coopération entre les diverses structures étatiques.

On assiste actuellement à un phénomène de la minimisation des responsabilités dans les instances publiques ; tout le monde a peur de prendre une mauvaise décision et de s'en voir attribuer la responsabilité. Cette attitude s'appuie sur le fait que les rôles et les fonctions des représentants des pouvoirs publics sont décrits de façon flou et pas toujours concrète. Les responsabilités des dirigeants et les compétences des structures étatiques ne sont pas clairement définies ce qui freine le processus de prise des décisions. Si l'on se place sur le plan plus spécifique du tourisme, les organismes d'État n'ont pas de levier de régulation et de

gestion de l'activité touristique parce qu'il n'y a pas de direction départementale ou régionale du tourisme. Aucune structure ne fait le lien entre les ministères et les différents services d'État. Il n'y a pas non plus de structure en charge de la coordination entre les différents ministères concernés par le tourisme (le ministère des affaires étrangères, intérieur, douane, fiscalité, culture, etc.). Il en résulte une absence de politique cohérente. Et l'on observe tout ce que nous avons décrit précédemment :

- Une appropriation rapide et désordonnée des terres pour l'activité touristique, ce qui peut être une menace pour le tourisme lui-même, donc pour l'économie mais aussi pour l'écologie (surexploitation des ressources naturelles).
- La faiblesse d'un système de surveillance et de contrôle écologique en raison d'une prise de conscience embryonnaire des problèmes liés à l'environnement.
- Lourdeur de la machine législative concernant les questions environnementales.

Les choses commencent à bouger un peu : la société allemande de coopération technique (GTZ) est chargée de la mise en place de l'organisation et de la formation institutionnelle de la réserve de biosphère.

b) La législation en vigueur dédiée à la région d'Issyk-Koul

La problématique centrale de la région touristique d'Issyk-Koul est sa faiblesse législative, précisément la phase de sa mise en place, ou « enforcement ». Le régime et le principe de préservation et de développement durable sont censés être introduits depuis 2004 avec la loi sur le développement durable du système écologique et économique d'Issyk-Koul, mais elle n'a jamais été respectée par les acteurs locaux. Donc, depuis 2013 une nouvelle version a vu le jour, mais elle n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves.[154]

D'après cette nouvelle loi, sur le territoire d'Issyk-Koul, toute activité qui détériore les cycles naturels ou constitue une menace pour l'environnement est interdite. Donc, pourquoi toute la lise des impacts négatifs et des dangers que nous avons présentés jusque-là persistent-ils ?

Déjà, nous remarquons des confusions, des contradictions dans les textes législatifs. Par exemple, en février 2008, le président Atambaev crée une commission chargée de

l'élaboration d'un programme de développement durable dans le système écologique et économique d'Issyk-Koul. Le 10 février 2009 un programme d'actions allant jusqu'en 2020 est proposé et accepté. Il aborde la région d'Issyk-Koul comme un écosystème unique où il faut concilier développement social et économique et environnemental selon les principes du développement durable. Mais la mise en exécution de ce programme ne s'est toujours pas réalisée, certainement faute de moyens et de convergence avec les préoccupations actuelles des acteurs locaux. L'échec de l'« enforcement » bloque les programmes proposés par les institutions formelles au stade du passage à l'acte.

c) La direction générale de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul

Le cœur du problème est concentré sur le système administratif et politique de la réserve de biosphère (RB) d'Issyk-Koul. La réserve de biosphère a été créée dans l'objectif de soutenir le développement social et économique, tout en préservant la biodiversité et le patrimoine culturel. La surface de la réserve correspond au territoire administratif de la région Issyk-Koul. La Direction générale de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » est chargée de la gestion administrative de la réserve, mais son pouvoir d'intervention est tellement faible que rares sont ceux qui connaissent son existence.[155] De nos jours, cet organisme est un département de l'agence nationale de protection de l'environnement et des forêts, mais il a aussi subi des instabilités institutionnelles : en 2004, conformément au projet de décentralisation, les gouverneurs ont acquis plus de pouvoir et cette structure était aussi sous le contrôle du gouverneur de la région d'Issyk-Koul qui devait nommer son directeur.

D'après un employé de la direction générale de RB Issyk-Koul, Krevoruchko S., « la direction générale n'est pas perçue comme un organe central de coordination et de réalisation des programmes de protection de la nature, car il n'y a pas de législation nous donnant ce pouvoir de contrôle et de coordination ». [156]

---

[154] Le 12.09.2013, le parlement a accepté une loi « sur l'apport des modifications sur la loi de développement durable de la système écologique et économique d'Issyk-Koul » signé par Jeenbekov A.

[155] L'analyse indépendante écologique (2010).

[156]http://www.ekois.net/wp/?p=2786

Le statut particulier de la région, en tant que la réserve de biosphère, sort des compétences de cette administration territoriale. En l'absence de mécanismes d'interactions et de coopérations entre les différents services des ministères sur les questions de la préservation de l'environnement, les objectifs attendus de la réserve de biosphère resteront non réalisés, faute de volonté unique de tous organismes concernés. La direction générale n'arrive pas gérer les conflits entre les intérêts écologiques et économiques et elle n'est pas soutenue, au niveau local par les administrations et collectivités territoriales qui n'interviennent pas sur ces questions.

La faiblesse des institutions formelles a conduit à la non réalisation du projet de développement durable du lac Issyk-Koul. D'après l'expert écologiste Jakypova I., cet échec explique le refus par le gouvernement du projet sur « les directives principales de l'exploitation du sol écologiquement orienté sur la réserve de biosphère Issyk-Koul ».

En février 2014, l'ambassade du Japon a fait un don sous forme d'équipement de mesure et d'analyse écologique de l'eau, de l'air et du sol, d'une valeur de 100 000 dollars. Ces nouveaux équipements permettront enfin d'effectuer des analyses plus poussées de la qualité de l'eau, du sol et de l'air (notamment les radiations). Jusqu'à maintenant les échantillons étaient transportés à Bichkek pour être analysés ce qui diminuait l'exactitude des résultats. C'est un début !

La sécurité écologique est la condition centrale pour permettre au tourisme de prospérer tout en préservant la biodiversité. La mise en valeur et l'exploitation économique du lac Issyk-Koul nécessitent une approche attentive et appropriée des ressources naturelles qui constituent le patrimoine d'exception de ce site. Le contexte naturel unique du lac Issyk-Koul est une richesse mais sa fragilité menace l'ensemble du système économique et écologique. Aussi, la croissance du nombre des touristes ne sera supportable à long terme qu'en prenant toutes les précautions nécessaires pour maintenir la capacité d'auto régénération du site. Dans le cas contraire, nous risquons de perdre ce patrimoine naturel d'importance international.

§3. Les études sur la contribution du tourisme : l'étude de terrain (été 2013).

Nous allons aborder les aspects empiriques de notre thèse. Tout d'abord, nous allons analyser l'évolution du nombre de touristes selon les données du WTTC et montrer les effets de la contribution économique du tourisme. Le témoignage d'un nouvel entrepreneur du tourisme à Issyk-Koul nous permettra de mieux percevoir les difficultés que rencontrent les entreprises touristiques dans cette région. Nous terminerons par une analyse de la capacité de charge écologique du lac Issyk-Koul.

§3.1. L'analyse de l'évolution du nombre de touristes.

Nous allons utiliser les données fournies par le WTTC, dans la revue annuelle « Economic impact 2014, Kyrgyzstan », édité tous les ans sur l'impact économique du tourisme au Kirghizstan. La méthodologie et donc les données du WTTC sont différentes des sources kirghizes, elles sont aussi plus précises en termes de définition de la contribution sur l'emploi, le PIB et les investissements. Par exemple, WTTC fournit des informations sur la contribution directe (biens et services, transport, loisirs, nourriture, dépenses, etc.) du tourisme mais aussi sur les effets indirects et induits du tourisme sur le PIB du pays. Le WTTC donne des prévisions pour 2024.

Tableau n°35. Les chiffres de la contribution économique du tourisme au Kirghizstan.

Année	La contribution directe du tourisme dans le PIB		La contribution totale du tourisme dans le PIB		Emploi contribution totale :		Investissement		Export touristique	
	millions euros	%, de PIB	millions euros	%, de PIB	milles pers.	% de l'emploi total	millions euros	%, de total invest.	millions euros	%, de export total
2013	87,7	1,6%	243,1	4,5%	100,5	4,3%	61,5	4,8%	453,8	16%
2024	149,3	1,5%	418,5	4,2%	104,0	4,0%	80	3,4%	712,3	13,5%

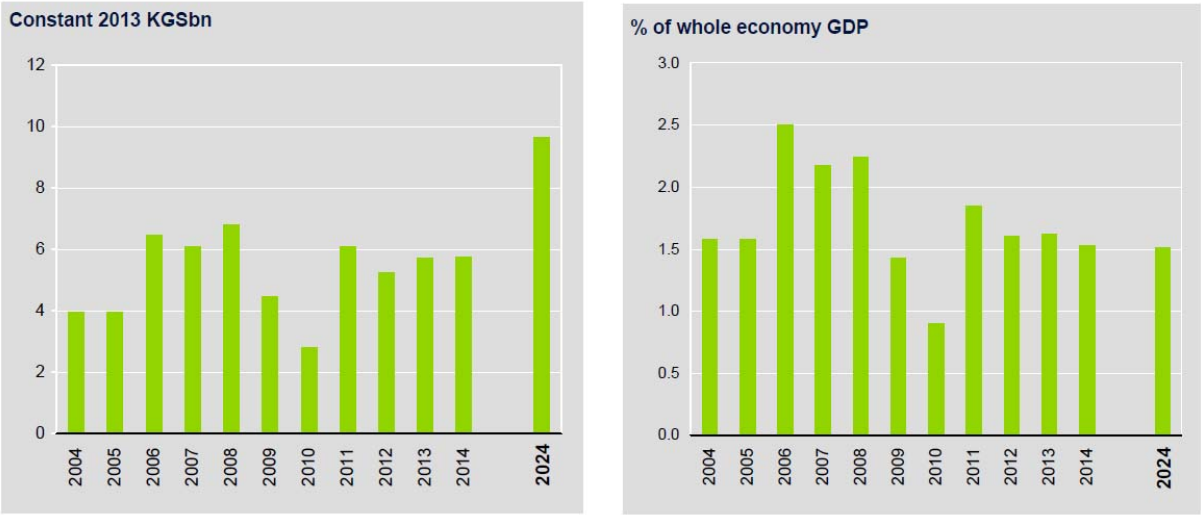
Source: WTTC, Economic impact 2014, Kyrgyzstan.

D'après le tableau du WTTC sur la contribution du tourisme à l'économie, nous pouvons voir que le secteur du tourisme seul représente 1,6% du PIB, alors que d'après le comité statistique national, ce chiffre atteint 4,5%. Pourtant, les estimations du WTTC de la contribution totale

du tourisme s'élèvent à 4,5% du PIB.[157] Cet écart vient de la différence des méthodologies entre CSN et WTTC.

La contribution directe augmentera avec le taux de croissance (5,3% par an) et atteindra 149,3 millions d'euros, alors que la contribution totale va croître avec le taux de croissance de 5,5% et atteindra 418,5 millions d'euros en 2024. Les prévisions du WTTC ne sont pas aussi prometteuses avec 4,2% du PIB en 2024, que celles de l'organisme d'État du tourisme qui estime obtenir 10% du PIB national en 2025.

Graphique n°12. La contribution directe du tourisme en PIB au Kirghizstan (milliards de soms).[158]



Source: WTTC, Economic impact 2014, Kyrgyzstan.

L'année 2013 a été marquée par une faible augmentation du nombre de touristes. En 2013, il y a eu quelques instabilités politiques (manifestations et blocage des routes au Kirghizstan). Ces évènements n'ont pas fait de victimes, et se sont passés sans violence. Pourtant, l'histoire dramatique de deux révolutions a effrayé les touristes même si tout s'est déroulé paisiblement. Même les plus simples mécontentements de la population sont diffusés dans les médias du Kazakhstan, ce qui cause des annulations de voyages.

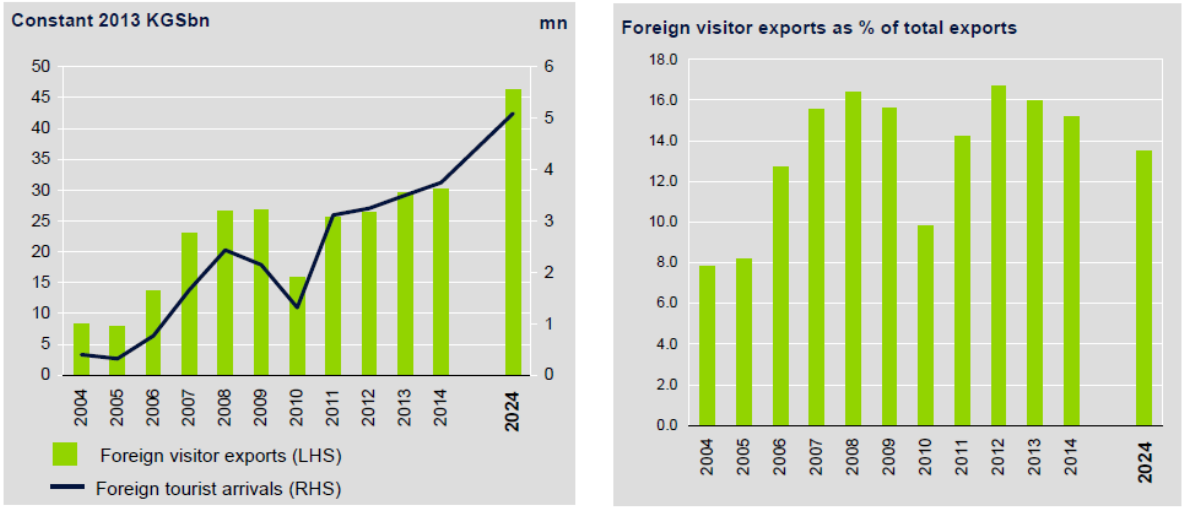
---

[157] Annexe n° 8. La définition de la contribution directe et totale, selon WTTC.

[158] 1 euro est égal à 65 soms environ (01.08.2014).

D'après les données de WTTC, en 2014 le tourisme a créé 34 000 emplois directs, c'est-à-dire dans le secteur touristique lui-même. Ici, comme dans le tableau de la contribution du tourisme sur le PIB, les années 2006 et 2008 ont été les années les plus prospères pour le tourisme. D'ailleurs, en 2006 le tourisme avait engendré plus d'emplois qu'en 2008, tandis qu'en 2008 il a plus contribué au PIB, ce qui peut signifier que l'emploi en 2006 a coûté moins cher (et plus de personnes ont été embauchées), et/ou en 2008 les prix des produits touristiques ont augmenté. Pendant cette période de croissance du tourisme, l'ancien président Bakiev K. disait *« il faut augmenter à 50%, le part de revenu du tourisme dans le PIB du pays. Les apports fiscaux ont augmenté de 31%, les investissements dans le tourisme ont crû de 236% »*.

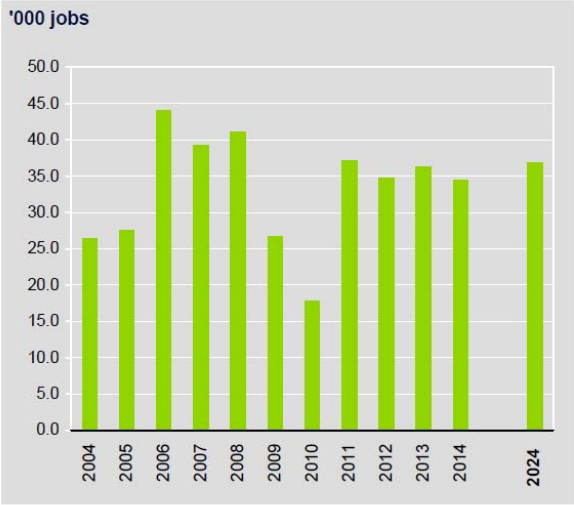
Graphique n°13. L'exportation touristique et le nombre de visiteurs du Kirghizstan.

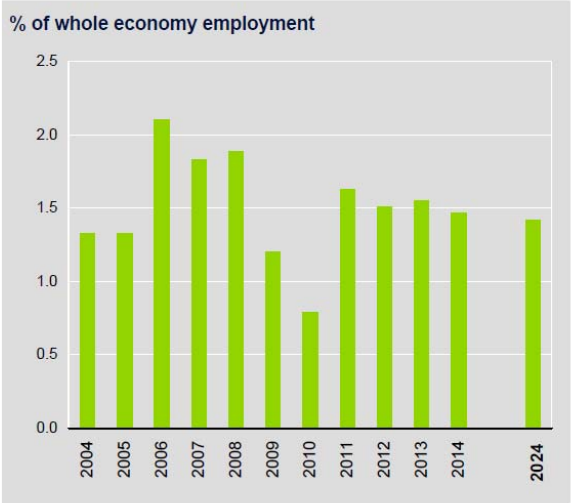


Source: WTTC, Economic Impact 2014, Kyrgyzstan.

Selon les graphiques n°12 et n°13, nous pouvons constater que durant les dix dernières années, le plus grand nombre de touristes et la plus forte contribution du tourisme à l'économie du Kirghizstan ont été observés en 2006 et 2008. Ceci attire notre attention, nous essayons de trouver une explication. Pourquoi ces deux années ont-elles été marquées par une telle croissance et surtout, pourquoi les années suivantes sont-elles en décroissance ? Et pour quelle raison le tourisme kirghize ne peut pas atteindre les chiffres de 2006 et 2008 tandis que les tendances mondiales montrent une croissance constante d'une année sur l'autre ? En outre le pouvoir d'achat des kirghizes est aussi en croissance depuis une décennie.

Graphique n°14. La contribution directe de l'emploi dans l'économie kirghize.





Source: WTTC, Economic impact 2014, Kyrgyzstan.

Nous proposons trois hypothèses pour expliquer cette tendance à la décroissance.

Hypothèse n° 1

La révolution violente de 2010 peut sans doute être une raison de la chute du nombre de touristes en 2010 ; mais est-ce la seule raison ? Et pourquoi n'y a-t-il pas eu de croissance après 2010 comme ce fut le cas après la première révolution de 2005, où les années 2006 et 2008 ont connu un très bon taux de croissance ?

La révolution de 2005 avait un caractère plus paisible que celle de 2010. La deuxième révolution a fait plus de 500 victimes. Les médias ont diffusé activement des vidéos terrifiantes non seulement dans les pays voisins mais aussi dans le monde entier. L'effet de répétition de la révolution combiné à son caractère violent a fortement influencé et durablement détérioré l'image du Kirghizstan comme destination touristique.

Hypothèse n° 2

Le Kazakhstan était le principal émetteur de touristes pour le Kirghizstan. Mais le Kazakhstan a développé depuis sa propre offre touristique ce qui a contribué a diminué les départs vers l'Issyk-Koul. Le développement du tourisme international (à forte compétitivité prix) vers la Turquie et les pays de l'Europe de l'Est, a aussi participé à cette décroissance. Les images négatives d'un pays non stable diffusées activement par les médias internationaux sur la révolution ont été utilisées par les opérateurs locaux kazakhs comme un moyen d'influencer les touristes pour qu'ils achètent des produits touristiques kazakhs et non kirghizes. Le

pouvoir d'achat croissant des kazakhes ouvre un accès au tourisme international, de plus en plus de kazakhes peuvent acheter un voyage en Europe, en Turquie et en Europe de l'est.

Hypothèse n° 3

Les révolutions ont eu des conséquences importantes sur les institutions formelles et informelles au sein même du pays, mais aussi sur la mentalité et l'esprit du peuple kirghize. Après la deuxième révolution, le pays a changé de Constitution. Les gens ont perdu leurs emplois et le rêve d'une vie meilleure s'est effondré. Le tourisme intérieur était en baisse. Il y a eu des instabilités sociales et économiques, un déficit budgétaire important. La deuxième révolution a apporté plus de découragement et de pessimisme dans la population. Certains hauts dirigeants ont même parlé de supprimer les congés payés pour les fonctionnaires. Alors qu'après la première révolution, les gens étaient plus optimistes et avaient l'espoir d'une vie meilleure.

L'élasticité du produit touristique d'Issyk-Koul.

Selon le directeur d'une firme touristique C.A.T.[159], Kazakov D., « *en 2005, il n'y a pas eu de touristes kazakhes, pourtant les stations balnéaires ont effectué un taux de remplissage satisfaisant, car les prix ont été inférieurs à ceux de d'habitude* ». L'histoire s'est répétée en 2010 pendant la deuxième révolution ainsi qu'en 2013, malgré les tensions sociales. Ce qui montre que le prix des produits touristiques d'Issyk-Koul est très élastique. Les stations balnéaires commencent à baisser leur prix pour l'adapter au marché local (pour les touristes kirghizes). Moins il y a de touristes kazakhes et russes, plus les prix vont baisser, donc plus les clients peuvent aller dans des stations balnéaires de gammes supérieures. Alors que les prix des chambres *chez les particuliers* restent moins élastiques. Ils sont habitués à afficher tous les ans le même prix (pas trop élevé). Parfois, ils augmentent le tarif (pour les weekends) mais en général, le prix varie peu pendant la saison touristique.

Lors d'un entretien avec l'agent intermédiaire Daniyar Amatov qui s'occupe de loger les touristes dans de nombreuses stations balnéaires haut de gamme, il ressorti que « *le prix peut varier d'un jour à l'autre, dès que la demande qui augmente, les prix des chambres et des appartements flambent. Même le mois de ramadan a un effet sur les prix. Dès que le mois de*

[159] C.A.T. (Central Asia Tourism) – fait partie de trois plus grandes firmes touristiques du Kirghizstan.

ramadan s'est terminé, il y a eu une forte croissance des prix… Il arrive même que nous augmentions les prix pour les appartements réservés à des prix préalablement inférieurs, s'il y a une forte demande et s'il y a un client qui est prêt à payer plus ». D'après ce discours, nous pouvons comprendre qu'il existe des spéculations sur le marché. Et il y a des agents intermédiaires qui participent et profitent de ces fluctuations. Ce qui crée beaucoup de désagréments aux touristes.

§3.2. Témoignage d'une insertion dans l'activité économique locale : le Flyboard.

Le tourisme se développe là où il est accepté par la population locale. Nous allons voir le rôle des locaux dans la vie touristique de la région. Et quand on dit « locaux », il s'agit plutôt des locaux qui possèdent l'activité touristique locale (petite ou grande). Ils ont aussi une activité lucrative et touristique, qui est parfois liée à des groupes criminels. Quelle est la relation entre les locaux - les groupes criminels - les entrepreneurs de tourisme ? C'est la question qu'on s'est posée pendant l'étude de terrain en 2013. En été 2013, nous avons accompagné et observé un jeune entrepreneur, Talant, qui a introduit une nouvelle activité touristique : la location de « Flyboard »[160]. C'était la première tentative de Talant de mettre en place une entreprise à Issyk-Koul. Son aventure nous a permis de comprendre l'interrelation entre les « locaux » et les sociétés touristiques.

Le premier problème qu'a rencontré son entreprise « Flyboard Issyk-Koul » est l'obtention de lieux de location. Le directeur de la station balnéaire « Asyl-Tash », où Talant voulait s'installer, devait lui fournir une partie de la plage. Pendant le premier contact, il a ouvertement dit « *je prends 2000 $ dollars pour la location du terrain pour trois mois, par contre il y aura une autre « taxe » à payer pour les « locaux », dont je ne connais pas le montant, et il faudra négocier avec eux ce tarif* ». C'est-à-dire qu'il faut lui payer une partie officielle comme prix de location de terrain, mais les « locaux » ou « *mestnye* » vont demander un somme à part, pour cette activité touristique, une sorte de « taxe locale » pour le groupe criminel local, et soit disant, même le directeur de la station balnéaire n'a pas de

[160] Le Flyboard est un engin qui permet de se propulser aussi bien dans les airs, à la surface mais également sous l'eau. Grâce à un tuyau long de 18 mètres directement relié à un jet ski, la puissance de l'eau redirigée jusqu'à la planche vous permettra de vous élever à plusieurs mètres de haut : http://www.e-adrenaline.fr/eau/actualites/le-flyboard-cette-nouvelle-discipline-impressionnante/4166

contrôle total sur sa propre propriété. Et ne peut pas nous garantir une activité économique tranquille sans dérangement.

Quand Talant, par son propre réseau d'amis et de proches, a pris contact avec un représentant des *« mestnye »,* pour discuter des modalités et des possibilités d'installation sur la plage, ce dernier lui a dit que les *« mestnye »* pouvaient lui trouver un endroit dans toutes les plages de toutes les stations balnéaires d'Issyk-Koul sans aucun accord officiel de leur propriétaire. Donc ils peuvent se permettre de mener toutes sortes d'activités économiques ou commerciales sans demander la permission des directeurs des stations balnéaires. D'après ce représentant des *« mestnye »*, même les inspecteurs écologiques ou fiscaux ne peuvent les empêcher de travailler. Car ils ont plus de pouvoir sur place. Et même si le terrain, la plage et la station balnéaire appartiennent officiellement à monsieur R., les locaux peuvent attribuer à Talant une partie de la surface de la plage pour son utilisation commerciale. À condition que Talant négocie et accepte leurs conditions.

Après la consultation avec un ami, Ourmat, le gérant de la station balnéaire « Dolinka Deluxe» à Sary-Oï, lui annonce que *« tout le bizness de location des jets ski à Issyk-Koul est occupé et contrôlé par les criminels. Si tu ne payes pas ils peuvent faire couler ton jet ski. Et le plus pire, c'est Bostery. C'est la zone la plus fréquentée et la plus lucrative mais la criminalité y est aussi la plus présente. Surtout éviter Bostery ».* D'après nos observations pour la saison touristique de 2013, sur pratiquement toutes les plages des stations balnéaires, il existe au moins une personne qui loue son jet ski. Il y a un fort contrôle des locations de jets ski par les locaux, mais ce sont uniquement les locaux qui louent les jets. S'il y a d'autres personnes d'autres régions qui souhaitent venir et commencer des affaires en rapport avec la location de jets ski, il y a un risque de se faire vandaliser son équipement. *« La police locale est impuissante. Les locaux peuvent détruire et vandaliser les biens par des moyens discrets. Selon une anecdote, une personne a refusé de payer la rente sur la location de jets ski, peu de temps après, un inconnu a loué son jet ski puis l'a fait couler dans le lac ».*

L'arrivée du capitalisme et la forte entrée d'argent en période touristique a influencé le changement des valeurs morales de la population locale. Les *« mestnye »* font comme si le lac était la propriété de la population locale, et non du Kirghizstan. Donc tous les entrepreneurs et toutes les personnes qui mènent une activité économique doivent leur payer une commission ou une rente. D'après Talant, au début de son activité près de la station balnéaire « Avrora

plus », un jeune homme villageois qui faisait partie de *« mestnye »* est venu le voir et lui a dit *« il y a une communauté de jeunes du village, vous devez verser une partie de votre revenu à cette communauté, parce que vous n'êtes pas originaire de ce village, vous êtes de la capitale »*. Après ce fait, Talant a décidé de changer son lieu de travail.

Tout cela crée un climat défavorable au développement des PME, car pratiquement tous les entrepreneurs risquent de rencontrer ce type de problèmes. Nous l'avons constaté pour la location de jets ski sur les plages, mais d'autres secteurs peuvent être concernés. Nous n'avons toutefois pas de preuves ou de faits réels de l'influence des *« mestnye »* sur d'autres types d'activité touristique (secteur de l'hébergement, de la restauration, du divertissement, etc.).

Finalement, Talant a décidé de s'installer dans un village VIP « Caprice ». Cet établissement se trouve loin des villes et des villages principaux, il est fermé et sécurisé, sans accès au *« mestnye »*. Par contre, le prix du loyer du terrain sur la plage est plus cher. En plus, le directeur de ce site a demandé des commissions sur chaque location de « Flyboard ». Finalement, Talant a décidé de rester à « Caprice » malgré les coûts élevés, pour louer son engin aux touristes à fort pouvoir d'achat et avec plus de sécurité. En plus, Talant était plus tranquille car son activité n'était pas en concurrence directe avec les loueurs de jets ski. Cette activité était complètement nouvelle et unique au Kirghizstan.

Un moment intéressant a eu lieu, quand j'ai accompagné Talant pour faire la carte grise de l'engin aquatique qu'il devait utiliser. Nous avons obtenu une carte grise pour un jet ski acheté au Kazakhstan. L'obtention de ce document s'est passée dans la maison du fonctionnaire qui contrôle et gère l'état et le nombre de jets ski sur le lac. Nous avons payé 500 soms (partie officielle) et 500 soms en plus pour faciliter et accélérer le traitement. Le fonctionnaire n'a même pas vu le jet. Il a donné directement le document officiel d'après les copies des documents kazakhs et de douane.

Pendant, l'été 2013, nous avons été témoin d'une autre situation de conflit entre la station balnéaire « Raduga » et la population locale. En fait, sur toute la côte les villages VIP ont sécurisé leur territoire ; y compris la plage. Dans tous les villages VIP, les plages sont fermées, protégées et surtout nettoyées. Elles sont inaccessibles au public. Seule la clientèle du village peut se servir de la plage. Les plages fermées signifient également la clôture des

accès à la population locale qui utilise les plages comme lieu de vente de produits divers (boissons, poissons, autre alimentation, etc.). La population locale était mécontente car ils n'avaient pas de possibilité d'accéder à la plage et de vendre leurs produits. D'abord, il y a eu des conflits entre les agents de sécurité du village VIP et la population locale. Puis, les villageois se sont réunis, en groupes de centaines de personnes, sont arrivés et ont cassé les murs des plages, donnant un accès facile aux locaux.

D'ailleurs, la population locale justifie cet acte par la loi de la RK, qui interdit l'empêchement d'accès aux plages, car les plages sont des lieux publics et doivent être accessibles sans paiement et sans restriction. Il y a une double problématique. D'un côté, la population locale qui souhaite tirer un profit du tourisme et gagner un peu d'argent. De l'autre côté, les directeurs des stations balnéaires haut de gamme et des villages VIP, qui surveillent la propreté des plages, et surtout, veillent à la tranquillité de leurs touristes, sans les passages constants des vendeurs qui crient *koukourouza* (maîs) et *pivo* (bière).

§3.3. Etude de la capacité de charge du lac

L'un des trois piliers du tourisme durable est la préservation de la qualité de l'environnement et sa régénération. L'environnement sain est une condition primordiale pour le développement du tourisme balnéaire. Le tourisme de masse spécifique au tourisme d'Issyk-Koul demande une exploitation intensive du littoral. Certaines plages d'Issyk-Koul supportent une sur-fréquentation et une forte pression anthropologique, nécessitant une fréquentation plus équilibré des touristes sur le littoral. Le développement de cette industrie doit se faire sans dépasser la capacité d'accueil (ou seuil de tolérance) d'écosystème du lac. Par contre, il est difficile de faire des calculs afin de définir la limite anthropogénique pour le lac. Toutefois, nous allons étudier les possibilités d'estimation de la charge des touristes sur l'écologie de la zone côtière.

a) La capacité de charge : estimation du nombre de touristes.

L'ancien directeur de l'Agence d'État d'architecture et d'aménagement, Kadyrbekov I., disait qu'à l'époque soviétique, 13 instituts de recherche avaient analysé la situation écologique du lac. Selon les données des experts naturalistes et urbanistes de cette époque, une estimation précise de la limite du nombre de touristes à Issyk-Koul avait été faite, il ne fallait pas

dépasser 250 000 touristes par an.[161] Mais, de nos jours, d'après les estimations de CSN et d'autres structures, le nombre de touristes est au moins 4 fois supérieur à ce chiffre. [162]

L'estimation effectuée par l'agence japonaise JICA en 2008 nous a donné une limite de 700 000 personnes par an pour 2010, alors que pour 2025 l'augmentation jusqu'à 1,1 millions de touristes peut être acceptée à condition que plusieurs mesures soient prises. Dans ce calcul de la capacité d'accueil, l'agence a pris comme facteur essentiel la concentration des substances organiques polluées et la concentration des matières pétrolières.

L'agence donne les mesures et les mécanismes suivants, à respecter d'ici 2025 :

- une répartition équilibrée des touristes sur toutes les côtes du lac ;
- l'installation du réseau centralisé d'eau usée dans tous les centres touristiques avec le système de purification biologique ainsi que l'installation des toilettes sur les zones des plages ;
- l'interdiction de tous les transports maritimes fonctionnant avec de l'essence ou du gasoil ;
- la mise en place de parkings avec un système de fixation du nombre de véhicules ;
- la construction d'une infrastructure routière conforme qui minimiserait l'infiltration des matières pétrolières dans le lac (Conception d'État sur le développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009).

Pourtant, l'USAID, dans son étude de la stratégie du tourisme pour le Kirghizstan, en 2011 estime que « le potentiel du lac peut atteindre 10 millions de touristes, dont 3 millions sont affectés pour la côte nord. Mais il faut également le développer dans le cadre de règlementations rigoureuses » (USAID, 2011, p.8). Nous avons estimé la charge écologique sur le lac Issyk-Koul : l'effet du nombre de touristes et du nombre de leurs voitures sur l'eau du lac et sur les plages.

Dans cet objectif, nous avons étudié les méthodes de définition de la charge dans la zone littorale (Preobrejenski V., Khanbekov I. et Repchas E.)[163], dans le cadre de l'organisation du

---

[161] URL : http://www.ekois.net/wp/?p=1531

[162] L'Agence d'État du tourisme (2009).

[163] Méthode de la définition de la charge sur la nature dans l'organisation du tourisme, URSS, 1984.

tourisme, ainsi que les travaux de Kartachov N. et Selovanova A. (2013), « Capacité de charge des plages et leurs aménagements ».

D'après ces travaux, la capacité de charge du littoral se définit par la formule suivante :

$$P_t = \frac{N}{F}; \ (n°1) \qquad F = L*B \ ; \ (n°2)$$

Où : $P_{t,\ personnes/ha}$ – la capacité de charge du littoral ;

$N,_{\ personnes}$ – le nombre de personnes dans la portion de surface d'une plage donnée ;

$F,_{\ ha}$ – la surface de la plage ;

$L,_{\ m}$ – longueur de la plage ;

$B,_{\ m}$ – largeur de la plage.

Pourtant, cette formule est destinée à définir la limite du nombre de touristes sur les plages sauvages, les côtes des rivières et des lacs. Pour estimer la pression sur l'écologie comme fouler l'herbe, l'endommagement des arbres et buissons et la pollution par les déchets. Enfin, le nombre de personnes sur la surface donnée : la zone de repos ou la plage. Sachant que dans notre cas d'Issyk-Koul, le plus grand impact anthropologue se fait directement sur l'eau du lac (via l'eau des rivières polluées, les eaux d'égouts et la baignade). Nous pensons qu'il faut estimer la pression des touristes sur l'eau du lac. Par conséquent, nous reformulons l'équation n°2 pour l'adapter au volume de l'eau du lac :

$$F_v = 1/2 \ *(h*B_{pr}*L) \ ; \quad (n°3)$$

Où : F_v, m^3 – volume de l'eau du littoral pour la baignade ;

h, m – profondeur maximale de la zone permise pour la baignade (jusqu'à bouée) ;

$B_{pr,}$ m – la distance entre la côte jusqu'à la fin de la zone permise pour la baignade.

Donc, l'équation n°1 sera reformulée de la façon suivante :

$$P_t = 2N/h*B_{pr}*L \ ; \quad (n°4)$$

La capacité de charge de l'eau doit se fixer à un niveau ne dépassant pas la concentration maximale admissible (CMA) par les matières polluées. Alors que la CMA elle-même est définit conformément aux normes de l'activité des pisciculteurs. Parce que la CMA accordée pour la faune aquatique et l'élevage des poissons est acceptée comme catalyseur de viabilité de la condition de l'eau.

Il y a plusieurs matières et éléments qui polluent l'eau du lac, pour cette raison nous allons prendre en considération les éléments qui sont proches de (ou supérieures à) la CMA :

$$P_t * Z_{i\ max} \leq CMA_{i\ max}\ ; \quad (n°5)$$

Où : $Z_{i\ max}$, mg/personne – i - l'élément polluant, plus important parmi d'autres éléments polluants l'eau du lac, que génère 1 touriste baigneur ;

$CMA_{i\ max}$ – la concentration maximale admissible de i – élément, qui a un impact plus important pour l'eau du lac.

À partir de la formule n°4 et n°5, nous définissons le seuil du nombre de touristes :

$$N \leq \frac{CMA_{i\ max} * h * B_{pr} * L}{2Z_{i\ max}} \quad ; \quad (n°6)$$

Cette formule permet de définir la capacité de charge de l'eau par la pollution unitaire, c'est-à-dire par la pollution d'un élément polluant d'une baignade de touristes. Car nous savons que chaque élément polluant a sa propre caractéristique et son propre temps de décomposition dans l'eau. Pour plus de précisions, nous ajoutons encore un variable, le temps, qui signifie le temps de la décomposition d'un élément mesuré en journée. Alors que, à cause de la saisonnalité, pour le calcul pendant la période de haute saison touristique, nous ajoutons le T/t_i, où T- la saison touristique, estimée en journée.

$$N \leq \frac{CMA_{i\ max} * h * B_{pr} * L * T}{2Z_{i\ max} * ti} \quad ; \quad (n°7)$$

Dans notre calcul, nous prenons deux éléments comme les plus polluants de la baignade des touristes, ce sont les dégagements de phosphore et d'azote (Prytkova M, 2002, p.148 et Romanova V., 1985). Une personne dégage 106 mg de P (phosphore) et au minimum 214 mg de N (azote). Dans notre étude, nous appliquons ces chiffres au cas des plages d'Issyk-Koul avec les paramètres suivants : h=3m, B_{pr}=50m, L=50 000m. La CMA d'azote 390 mg/m^3 pour l'élevage des poissons.[164] Le temps de la décomposition de l'azote est de 10 jours dans l'eau du lac.[165] D'après cette formule, la capacité de charge du lac Issyk-Koul peut atteindre 15 millions de touristes, mais ce calcul concerne uniquement deux éléments polluants.

Cet indicateur ne peut pas caractériser la capacité de charge du lac entier, parce que notre estimation se fait uniquement sur la zone de baignade du littoral. En plus, le niveau de la pollution de l'eau par les matières polluantes dégagées par le corps humain pendant la baignade n'est pas significatif pour un lac d'un tel volume. Cela témoigne des données de protocole de service de la surveillance écologique de l'Agence d'État de protection de l'environnement et des forêts sous le gouvernement de la RK. D'après ce protocole, les échantillons ont été pris les 24-25 juin 2014 dans 16 endroits différents dans toutes les côtes d'Issyk-Koul. La quantité des matières contenant de l'azote dans les zones touristiques de Tcholpon-Ata et du village Chon-Sary-Oi est bien inférieure à celle des zones industrielles, comme dans le chantier de réparation des bateaux de la ville de Balykchy, et d'autres régions du sud, comme les villages Ak-Terek et Kadjy-Sai ou la ville de Karakol.

Par contre, suite à l'interview avec l'inspecteur écologique de l'agence d'État de la protection de l'environnement et des forêts, Mamatairov Bekbolot et une expert Mme Jolchubekova[166] : « parfois certaines années, le dépassement du niveau de la concentration maximale admissible (CMA) ou PDK en russe, peut atteindre 20 à 60 fois la CMA. Surtout si la prise des échantillons est effectuée après la pluie ». Ce qui confirme notre hypothèse que la pollution de l'eau d'Issyk-Koul se fait principalement par le rejet dans l'eau du lac des rivières qui sont plus polluées après la pluie. L'eau de pluie ramasse toutes sortes de matières polluantes, depuis les rues, les autoroutes et les champs agricoles et rejette tout ça dans lac. D'ailleurs, l'interview a eu lieu parce que le protocole était partiellement affiché sur Internet sous prétexte d'erreur. Après la non-réponse à plusieurs demandes par téléphone de remettre en

---

164 http://ru-ecology.info/term/1082/
165 http://www.cnshb.ru/AKDiL/0033a/base/k010.shtm
166 L'interview a eu lieu en août 2014 à Bichkek.

ligne la version complète du protocole, nous avons demandé une interview sur place. Et notre discussion au sein de l'agence a permis d'avoir le protocole entier, par contre l'inspecteur a refusé de nous donner les résultats des observations écologiques des années précédentes.

A l'avenir avec la croissance constante des touristes, l'installation des douches sur les plages et leur utilisation obligatoire avant d'aller dans l'eau du lac permettront de diminuer considérablement les substances biogènes dans le lac.

b) La pollution de l'air par les voitures.

La pollution de l'air par l'augmentation du nombre de voitures est moins étudiée à Issyk-Koul. Pourtant, nous savons que cela n'est pas sans conséquence sur l'environnement. Les automobiles sont les premiers pollueurs d'atmosphère dans la région, surtout en période d'été et d'automne, à cause de la croissance considérable du nombre de voitures, principalement dans la section entre le Balykchy et Baktuu-Dolonotu. D'après l'agence japonaise de coopération internationale JICA[167], la quantité de rejet de CO_2 augmentera de 2008 à 2020, de 16541 tonnes à 49 561 tonnes par an.

Le gaz d'échappement se disperse dans l'atmosphère mais une partie des substances retombe et pollue le sol, les routes et la végétation près des routes. Ce gaz contient plus de 200 composés chimiques, dont certains sont dangereux pour la santé des hommes, comme l'oxyde de carbone, l'oxyde d'azote, et d'autres hydrocarbures. Le moteur à essence rejette des particules métaux (plomb, brome, etc.), et le diesel rejette des suies et d'autres particules néfastes. La majorité de ces matières polluantes s'abaissent en distance jusqu'à 30 mètres près des routes mais parfois la zone touchée peut atteindre 100 mètres. Ce paramètre dépend de facteurs variés comme le trafic, le climat, le paysage topographique, etc. La végétation dans la zone de rejet de gaz d'échappement peut cumuler le cadmium, qui est même capable aussi de s'amasser dans le corps humain et de causer des maladies. Cet élément néfaste entre aussi dans la composition des pneumatiques.[168]

D'après la conception d'État sur le développement durable du système économique et écologique d'Issyk-Koul (2009), on trouve dans les rivières d'Issyk-Koul des éléments

---

[167] Japan international cooperation Agency (JICA), (2008).

comme le fer, le cuivre, le zinc, le plomb, le cadmium, etc. La concentration de cuivre est plus importante : dans les rivières de Ak-Sou, Ton et Barskaun elle dépasse de 13-45 fois la CMA (Conception d'État sur le développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009, p.6).

D'après notre sondage en 2013, nous avons défini qu'une voiture transportait 3,2 touristes, soit en généralisant : en moyenne 3 touristes viennent avec une voiture. Par conséquent, avec environ 820 000 touristes à Issyk-Koul en 2013, il y a eu au minimum 250 000 automobiles. Une voiture sur un parcours moyen de 15000 km consomme 4,35 tonnes d'oxygène et émet 3,25 tonnes de gaz CO_2, 0,8 tonne d'oxyde carbone, 0,2 tonne d4hydrocarbure, et 0,05 tonne d'oxyde d'azote. [169]

Nous utilisons donc la distance en kilomètres d'une voiture pour estimer l'impact négatif du tourisme parce que dans le cadre d'Issyk-Koul, la pollution se fait principalement au sol, les particules des métaux se situent dans la zone près de routes (et vont après par l'eau de pluie dans le lac).

En adaptant ces paramètres au cas d'Issyk-Koul, une voiture parcourt en moyenne 250 km pour venir. Ce qui fait 62,5 millions de km pour toutes les voitures des touristes qui émettent 13500 tonnes de gaz CO_2, 3,3 tonnes d'oxyde carbone, 800 tonnes d'hydrocarbure, 170 tonnes d'oxyde d'azote. La majorité de ces matières polluantes arrivent dans le lac.

Les automobiles créent encore un problème si le système d'évacuation des eaux depuis les routes n'est pas conforme et ne respecte pas les normes de protection de l'environnement, comme c'est le cas au Kirghizstan. L'usure des pneus, les frictions des pneus et des plaquettes des freins, les gouttes d'huile de moteur sont dispersées sur les routes anciennement goudronnées d'Issyk-Koul. Toutes ces matières chimiques et toxiques sont lavées avec la pluie et descendent directement par les rivières dans le lac sans filtration artificielle. Probablement, une partie est absorbée par le sol mais il y a une forte chance qu'elles atteignent le lac. La distance entre la route principale (qui encercle le lac) et la ligne côtière varie de 10 mètres à 2000 mètres.[170]

---

[168] http://www.ecol12.narod.ru/ZOSAvto.htm
[169] http://ustroistvo-avtomobilya.ru/sistemy-snizheniya-toksichnosti/zagryaznenie-avtotransportom-okruzhayushhej-sredy/
[170] L'expertise écologique indépendante, (2010).

Pour analyser la nécessité de limiter le nombre de voitures, et pour définir la capacité de charge du lac par les automobiles des touristes, nous avons utilisé les données moyennes de pollution des lacs par les matières pétrolières qui peuvent arriver dans le lac par l'eau de ruissellement après la pluie. Nous devons définir la quantité des matières pétrolières emportées par les eaux de pluie. D'après l'agence fédérale « RosFeder » (2001), dans l'eau de pluie provenant des autoroutes avec un trafic intense, la quantité de matières polluantes pétrolières est de 15-20 mg par litre d'eau.[171] Sachant que les routes d'Issyk-Koul sont moins chargées que l'autoroute de la zone urbaine, nous avons pris en compte comme indice de pollution le chiffre 5000 mg/m^3 (trois fois inférieur à une autoroute urbaine). L'eau de pluie se diffuse jusqu'à 150 mètres de distance de l'autoroute, 150 mètres de chaque côté de l'autoroute sont donc soumis à la pollution par les matières pétrolières. Le volume d'eau total qui touche l'autoroute est calculé par la multiplication de la longueur de l'autoroute (50 000m) à la largeur touchée par l'eau de pluie (150 m), et la hauteur de la précipitation de pluie (0,03 litre). Le calcul final a montré que 250 000 voitures ne dépassent pas la limite admissible de la pollution. Pourtant, le chiffre plus de un million de touristes exige leur distribution équilibrée sur toutes les côtes d'Issyk-Koul. Parce que leur concentration sur une zone augmente la pollution du lac et dépasse la concentration maximale admissible de la matière polluante qui atteint le lac Issyk-Koul.

En ce qui concerne les autres sources de pollution de l'air, la région dispose de 50 chambres à chauffe, dont 25 fonctionnent avec des combustibles solides.[172] Le manque d'électricité est de plus en plus préoccupant, avec la demande croissante mais les infrastructures n'ont pas été améliorées. Ce déficit d'électricité oblige la population à augmenter la consommation de charbon et d'autres combustibles polluants pour le chauffage.

Conclusion

Notre estimation de la capacité de charge d'Issyk-Koul a montré qu'actuellement, le million de touristes qui fréquente la zone touristique d'Issyk-Koul ne génère pas un niveau de pollution tel qu'il puisse être dangereux pour le lac. Son énorme volume d'eau protège le lac d'une dégradation rapide, et malgré l'arrivée de 800 000 touristes (en 2013), et la faiblesse

---

[171] Conformément aux « Recommandations sur l'estimation de système de conduite et de purification des eaux d'égouts des zones résidentielles et industrielles, et la définition des conditions de leurs évacuations en étangs », Agence fédérale « RosFeder » sur la construction des zones résidentielles, 2001.

des infrastructures d'évacuation des eaux, la surface de l'eau reste propre. Comme le prouve le protocole de l'Agence de protection de l'environnement et des forêts, les normes de la concentration maximale admissible (CMA) sont correctes pour plusieurs indices, comme le PH (indice hydrogénique), la transparence de l'eau, les métaux, tout cela caractérise le lac comme étant propre.

Pourtant, l'augmentation du nombre de touristes et leur concentration sur une zone limitée risque d'engendrer à terme une pression négative sur la nature du lac, si l'état des infrastructures de traitement des eaux ne s'améliore pas. Pour réagir efficacement à la croissance du phénomène touristique, les acteurs concernés doivent se concerter dans le cadre d'une gouvernance efficace et prendre rapidement les mesures nécessaires : traitement des eaux, répartition équilibrée des touristes sur les côtes d'Issyk-Koul, etc.

Le nombre de voitures semble, d'après nos calculs, avoir un impact plus important sur l'environnement. Le nombre des voitures à l'heure actuelle ne dépassent pas la CMA de la pollution, mais une augmentation 50% de leur nombre ajoutée à une forte concentration sur la zone précise du lac (comme cela se passe actuellement dans les villes de Tcholpon-Ata et de Bostery) engendrera des pollutions du sol et de l'eau du lac. Il importe donc d'être vigilant sur le nombre de voitures entrantes dans la réserve de biosphère Issyk-Koul. Il est probablement, judicieux de prévoir dans un avenir proche, des moyens de transport alternatifs aux voitures les transports en commun et la voie de chemin de fer. Cette dernière n'est pratiquement jamais utilisée par les touristes. La rénovation et le renouvellement des réseaux avec des itinéraires mieux desservis entre la capitale et Issyk-Koul sont nécessaires. Le bus rejette 63% de CO_2 moins par personne que la voiture (bus : 103.3g / km, voiture : 161g / km par personne)[173].

Le potentiel du tourisme balnéaire est encore prometteur mais il doit s'accompagner respecter les principes du développement durable. Cela est possible si la législation est renforcée dans ce sens, et qu'elle accompagne de nouvelles dispositions qui s'imposent pour : mettre en place une répartition équilibrée des touristes sur toutes les côtes du lac, installer des stations de traitement d'eau, interdire les véhicules à moteur polluant sur lac, limiter le nombre des

---

[172] La conception de développement durable de SEE Issyk-Koul, (2009).
[173] http://www.transilien.com/static/bilan-carbone-aide

voitures entrantes, proposer des modes de transport alternatifs (moins polluants), aménager l'autoroute principale avec un système de filtration (pour minimiser l'égout des eaux avec des matières pétrolières dans le lac). La loi doit définir le cadre dans lequel cette activité pourra perdurer sans risque pour le capital naturel du lac car le tourisme à Issyk-Koul dépend totalement de la qualité des ressources naturelles qui sont fortement exploitées. En même temps, ce cadre ne doit pas devenir un frein au développement économique car la région est très dépendante de ce secteur rémunérateur.

CHAPITRE 2
PERFECTIONNER LA COMPÉTITIVITÉ ET LA DURABILIÉ DU SECTEUR TOURISTIQUE KIRGHIZE

Dans les chapitres précédents, nous avons présenté le contexte et les caractéristiques du développement du tourisme au Kirghizstan et plus précisément au bord du lac Issyk-Koul. Le tourisme et son mode de gouvernance sont encore en phase de mutation. Plusieurs problèmes se posent tant au niveau du tourisme national, qu'au niveau local avec le tourisme balnéaire d'Issyk-Koul. Nous voudrions, dans ce dernier chapitre, apporter quelques pistes de solutions et d'améliorations. Dans un premier temps nous aborderons le produit touristique kirghize dans son ensemble pour en tirer des recommandations en termes de « durabilité ». Dans un second temps, nous réfléchirons aux conditions d'amélioration du fonctionnement des institutions et au renforcement des outils économiques et législatifs de gestion du tourisme, toujours dans une optique de développement durable.

§1. Propositions d'amélioration de l'activité touristique à Issyk-Koul.

Il est ressorti de notre étude de terrain de 2013, qu'une des caractéristiques de l'activité économique du tourisme à Issyk-Koul, était l'afflux non homogène des touristes : un jour il y a un afflux massif des touristes, le jour suivant c'est calme et sans touristes. Il peut arriver qu'un soir, il soit impossible de trouver une table dans un restaurant, alors que le lendemain tous les restaurants sont vides. Il n'y a pas un pic, mais plusieurs pics d'arrivée et de départ, qui peuvent survenir au début ou à la fin de la saison touristique. Tous les secteurs sont concernés et les entreprises doivent gérer ces fluctuations et s'adapter. Il n'y a aucune organisation ni suivi des tendances d'arrivée des touristes. L'État est complétement absent dans cette approche, et ne participe pas par la régulation ; rien n'est fait pour tenter d'équilibrer des flux. Par exemple en France, l'État français a distingué trois zones pour échelonner les départs (sauf pendant les vacances d'été) et d'équilibrer l'afflux des touristes. Un système de réservation efficace permet également de connaître à l'avance le nombre des

touristes et de s'organiser en conséquence. Des rapports et des analyses sont réalisés régulièrement et diffusés auprès des acteurs de tourisme. L'ensemble de ces dispositifs contribue à une bonne organisation du service touristique. L'objet de cette section est de proposer quelques solutions adaptées au contexte touristique d'Issyk-Koul.

§1.1. Développer le capital social (à l'aide de l'activité associative) dans les entreprises touristiques d'Issyk-Koul

Il existe des nombreuses entreprises touristiques dans la région d'Issyk-Koul, mais nous avons pu constater, d'après notre étude, qu'aucune démarche de coopération et de soutien mutuel entre ces entreprises n'existait ou était à l'ordre du jour. Il existe juste une association des stations balnéaires d'Issyk-Koul qui n'est pas très active même sur la question de la protection des intérêts des stations balnéaires. Alors que l'intérêt de se grouper en association réside dans la création et l'activation des ressources que constitue le capital social, rien dans ce sens ne semble devoir émerger, a priori, de cette association. Globalement, il semble que la notion de capital social et les avantages qu'il procure (réseau de partage, coopération, de soutien, regroupement en union…) ne sont pas encore intégrés dans le mode de fonctionnement officiel du tourisme à Issyk-Koul. S'il est largement utilisé dans la sphère informelle auprès des « *mestnye* » il n'a pas passé la frontière du secteur formel pour être exploité de façon efficace et utile aux acteurs du tourisme.

Il est regrettable en effet que constater que les collectivités territoriales, en charge du développement social et économique de la région et de l'exploitation rationnelle des ressources, ne sont pas en partenariat avec les entreprises locales. Il n'existe pratiquement pas de lien entre eux sauf, au moment du contrôle obligatoire (écologique, sanitaire, fiscale, etc.) de la part des organismes d'État. Cette absence de coopération et de concertation s'explique probablement par l'absence de mécanismes et de législation qui soutiennent le partenariat public-privé (PPP) (Conception d'État de développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009, p. 23). Les acteurs du tourisme ne savent pas utiliser le potentiel et les possibilités d'une coopération qui peut devenir fructueuse pour chaque partie, il n'y a pas d'échange informationnel, organisationnel ou d'expérience.

La création d'un organisme de type association, en partenariat avec l'État, les collectivités territoriales, de préférence avec les organisations internationales, pourrait aider les entreprises

touristiques de la région à mieux gérer, développer et conquérir le marché international du tourisme. Cet organisme aiderait à protéger les intérêts des stations balnéaires et autres formes d'établissements touristiques qui accueillent les touristes. Il organiserait et soutiendrait leur participation et leur représentation dans des évènements et expositions internationaux. Il pourrait créer un centre d'étude et de partage d'informations, d'expériences afin de partager des points de vue sur des préoccupations communes et d'aider à la résolution des problèmes. En se regroupant en union, les établissements touristiques seraient mieux outillés pour effectuer des actions collectives, planifier et réaliser des projets plus importants de développement, résister aux pressions liés à la criminalité, pour négocier plus facilement auprès de certains fournisseurs et pour répondre aux questions conflictuelles avec la population locale.

Cette démarche structurante permettrait par ailleurs de rendre le tissu productif de la région plus visible au plan national (et international) et faciliterait les relations avec les organismes d'État afin de les impliquer dans le processus de développement touristique. Le développement du partenariat public-privé est capable de booster le secteur touristique. Par exemple, en groupant et rationalisant les efforts, il est plus facile de faire face à la concurrence croissante. Ainsi, l'État kirghize, serait plus au fait des préoccupations du secteur et pourrait promouvoir le tourisme kirghize à l'étranger (Kazakhstan, Ouzbékistan, Russie) en instaurant, à son niveau, des coopérations interétatiques pour faciliter les passages aux frontières, l'obtention des visas, et minimiser les contrôles douanier et routier.

§1.2. Développer un cluster touristique à Tcholpon-Ata : offre touristique diversifiée

Comme nous avons pu le voir précédemment, l'activité touristique à Issyk-Koul, est concentrée principalement sur le produit baignade-plage-hébergement, c'est-à-dire une spécialisation univoque et plutôt limitée. Il n'y a pas beaucoup d'activités connexes telles que des animations culturelles, évènementielles, des cures, des circuits tournés vers l'aventure, sport, etc. pour occuper les touristes les jours de pluie. À Issyk-Koul, les précipitions raisonnent les départs des touristes, car peu d'activités leur sont proposées en dehors de la plage.

Toutes sortes de divertissements sont pourtant possibles à Issyk-Koul :

1) culturels : musée, théâtre, concert, cinéma, folklore, évènement, festival, etc.,

2) sportifs, (compétitions diverses, promenade équestre, entrainement des équipes sportives, voile),

3) le tourisme d'aventure (randonnée, trekking en montagne, cyclo tourisme, spéléo tourisme, rafting, plongeon, vol à voile, moto et buggy, etc.),

4) tourisme de bien-être (SPA, balnéothérapie, thalasso thérapie, cures thermales, etc.),

5) écotourisme (découverte des sites naturels protégés, excursions scientifiques, tourisme d'alpage (djailloo-tourisme)[174], tourisme archéologique, etc.).

Le potentiel du tourisme de bien-être ou *wellness tourisme* est encore plus important à développer. Dans région d'Issyk-Koul, il y a plus de 53 sources d'eau thermale et minérale, ainsi que plusieurs endroits avec des boues curatives, seulement 9 sources d'eau thermale sont exploitées pour les cures thermales (La conception de développement durable de SEE d'Issyk-Koul, 2009). En plus, cette diversification du produit touristique permettra de prolonger la saison touristique et d'offrir un service touristique toute l'année pour une clientèle variée internationale et locale.

Dans l'optique de bénéficier des atouts du capital social et des réseaux, le développement sous forme de cluster, permettrait de fédérer les acteurs et de gérer et promouvoir efficacement, l'ensemble de services et produits touristiques. Le cluster offre un cadre idéal pour améliorer la compétitivité, soutenir l'innovation, la performance et les compétences, positionner les savoir-faire locaux à l'international et développer la coopération et les liens mutuels. Par exemple, dans la seule zone de Tcholpon-Ata et son agglomération (ville touristique principale d'Issyk-Koul), il est possible de créer un cluster touristique combinant plusieurs offres autour de produits touristiques variés : culture, divertissement, loisirs et balnéaire. La diversification de l'offre permettra de prolonger la saison touristique, voire même de fonctionner toute l'année.

Pour que cela fonctionne, il faut avoir l'ambition de devenir un centre de tourisme international compétitif. Diverses formes de coopérations sont possibles : partenariat, convention de coopération, association, union de conseil et partage, club. Le succès du

fonctionnement d'un cluster dépend de la construction des mécanismes efficaces d'interrelation entre les acteurs du cluster, qui permettront d'activer les ressources et les avantages de l'organisation. Pour l'agglomération de Tcholpon-Ata, ce serait un tremplin au développement territorial.

§1.3. Développer l'*e-tourisme*.

L'e-tourisme, c'est-à-dire l'ensemble des activités du tourisme sur internet participe activement à l'émergence d'une destination touristique, à notre époque où les technologies de la communication sont en centre de nos actions professionnelles et personnelles et influencent nos comportements de consommation. La croissance accélérée du tourisme ces dernières années s'explique en grande partie par l'arrivée de l'e-tourisme. Le tourisme fait fonctionner son imaginaire, fait rêver, offre la possibilité satisfaire sa curiosité. Par Internet, grâce aux images, le rêve commence à prendre forme et l'imaginaire reprend de plus belle.

De nos jours, le touriste peut acheter un produit touristique en cinq minutes de chez lui, juste devant son ordinateur, sans déplacement, à toute heure du jour et de la nuit, grâce aux multiples attributs de l'e-tourisme : réservation et achat en ligne, vidéo en ligne (*online webcam*), achat de billets d'avion en ligne, avis des consommateurs, etc. Internet permet également d'effectuer des transactions rapides sans savoir parler dans une langue étrangère et sans intermédiaire, donc à moindre coût. L'e-tourisme permet une plus grande accessibilité aux offres, une plus grande transparence, donc, la concurrence devient de plus en plus rude, tout comme l'exigence de la qualité au meilleur prix.

L'e-tourisme a également provoqué un bouleversement auprès des professionnels qui organisent le tourisme qui ont dû faire évoluer leurs prestations mais aussi leur fonctionnement ce qui contribue encore plus à faire du tourisme un secteur très dynamique et innovateur.

---

[174] Djailloo, se traduit de la langue kirghize comme le pâturage, ce tourisme est un séjour chez les bergers de montagnes (y compris le kumysothérapie, un régime diététique spécial, basée sur la consommation de lait de jument).

En France, premier pays touristique du monde, le e-tourisme est le 1er poste du e-commerce en France en valeur avec près de 35%.[175] L'Internet s'est progressivement imposé, comme le mode privilégié d'information des touristes avant leur départ en voyage. Il est utilisé non seulement par le secteur privé mais aussi par les institutions d'État. « Parmi eux, les offices de tourisme, portes d'entrée privilégiées des destinations touristiques, ont mené d'importants efforts d'adaptation de leur métier et de leurs services : constitution de bases de données numériques sur le contenu de l'offre touristique, création et évolution des sites web, mise en œuvre de services de réservation en ligne, recours au web-marketing, présence sur les réseaux sociaux, etc. »[176]. Le Kirghizstan est très en retard par rapport à la tendance mondiale. Même le ministère du tourisme n'a jamais entretenu son site Internet, et les offices du tourisme n'existent pas au Kirghizstan, donc leur site Internet encore moins.

Aujourd'hui nous parlons déjà de « m-tourisme », qui « concerne les applications des technologies de l'information utilisables non plus seulement sur des ordinateurs, mais sur une variété de terminaux mobiles, venant ainsi compléter le chaînon manquant du processus : l'information pendant le voyage » (PIPAME, 2011).

Pour le Kirghizstan, l'e-tourisme est aussi un moyen de développer le tourisme. Il ouvre la possibilité même pour les villageois des régions éloignés de sortir sur le marché international du tourisme. De plus en plus de villes régionales commencent à avoir un accès à l'Internet. Pourtant, il est important d'avoir la compétence et le savoir-faire pour proposer et mettre en ligne les produits touristiques, aussi l'élaboration des produits devient technique et nécessite une connaissance pointue, ce qui peut, au moins pendant un temps, exclure les « petits » acteurs de cette manne.

Si le manque de financement ne permet pas d'avoir des offices du tourisme, l'État kirghize peut au moins commencer par mettre en place un *office du tourisme virtuel* qui aurait le même rôle qu'un bureau réel, et peut-être même en mieux : informer de façon complète et précise, adapter son offre à la demande, s'exprimer dans plusieurs langues, anticiper les besoins en fonction des profils des clients.... Il faut y ajouter un numéro de téléphone avec quelques

---

[175] Guy Raffour (2009), « Nouvelles tendances de consommation touristique et e-tourisme », le E-tourisme conférence du 18 juin à Paris.
[176] PIPAME, (2011), « Perspective de m-tourisme », p.17.

opérateurs multilingues capables de renseigner les touristes 24h/24 et de répondre aux courriers électroniques. Ce site doit être entretenu et mise à jour en permanence[177].

§1.4. Développer la formation touristique de la population locale

La population locale tire un grand avantage de l'activité touristique, mais les villageois ne sont pas formés et ne sont pas conscients des effets néfastes sur la nature que le tourisme exerce pendant la saison touristique. Une campagne de sensibilisation et de formation écologique est nécessaire.

a) La formation en tourisme de la population locale des régions touristiques

L'objectif principal de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul, est un développement socio-économique équilibré (ainsi qu'un développement du tourisme) orienté vers la durabilité écologique. Par contre, la population locale est mal informée du statut international d'Issyk-Koul : d'après le sondage du PMAC (2002), deux personnes seulement parmi les 87 sondées connaissaient l'appartenance d'Issyk-Koul à la réserve de la biosphère.

Le faible niveau de formation écologique de la population favorise une approche unilatérale du tourisme, avec comme priorité la recherche de profit immédiat. Tous les acteurs du tourisme (la population locale, les autorités, les dirigeants des établissements d'accueil) veulent une augmentation continue du nombre de touristes et insistent beaucoup pour une attraction maximale. Cette approche unilatérale exclusivement commerciale et lucrative empêche la compréhension de l'importance de l'écologie : en effet, la croissance du tourisme peut sérieusement dégrader la nature unique du lac. Seulement 7% des sondés ont mentionné des préoccupations écologiques alors que les tensions écologiques sont très inquiétantes (PMAC, 2002).

La formation écologique de la population est très rare au Kirghizstan, juste quelques actions ponctuelles faites par des ONG internationales. Dans la conscience de la population locale, l'écologie et son importance ne sont pas complètement fondées. Les entreprises et les firmes

[177] En effet, il existe plusieurs sites Internet qui peuvent donner des informations sur le tourisme au Kirghizstan, mais souvent ils ne sont pas mis à jour, depuis le moment de leurs création, et devient rapidement obsolète.

touristiques sont très loin des approches de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)[178], à part quelques firmes touristiques qui s'engagent à respecter les principes de développement durable, mais souvent parce qu'il fait partie intégrante de leurs produits de vente (ex. KCBTA). C'est à l''État de se charger d'effectuer la formation et la sensibilisation de la population ; la formation, pour apprendre les métiers touristiques (être accueillant, hospitalier, ouvert, disponible, amical avec les touristes étrangers et même avec les touristes kirghizes) ; la sensibilisation, pour apprendre la culture touristique en lien avec l'écologie.

b) La formation des jeunes

L'un des grands problèmes du Kirghizstan, c'est le chômage, surtout le chômage des jeunes diplômés. La formation devient de plus en plus chère mais malgré ça une grande partie des jeunes obtiennent des diplômes universitaires. En France 25% des jeunes de moins 25 ans sont au chômage, en Espagne c'est plus grave avec plus de 40% alors que le meilleur indice de l'Europe, est celui de Pays-Bas seulement 7,5% (Allemand environ 10%).[179] Le secret des Pays-Bas c'est la formation mais surtout la spécialisation très jeune, dès 12-13 ans, depuis l'école, avant même le collège. Les enfants, dès 12-13 ans, savent quelles professions ils veulent exercer plus tard. Cela permet d'anticiper avec 7 ou 8 ans d'avance les spécialisations à prévoir dans les formations et d'éviter l'inadaptation de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

Au Kirghizstan actuellement, il y a beaucoup de spécialisations en économie et science juridique, et peu en technique. L'université, par son prestige, attire beaucoup d'étudiants, mais les spécialisations proposées sont générales, imprécises, voire floues. Il faut attendre la fin du master pour voir apparaître des spécialités plus orientées professionnellement. La professionnalisation des formations n'est pas encore à l'ordre du jour dans les universités kirghizes ; les formations sont trop généralistes. Selon nous, la solution pour une bonne formation des jeunes, c'est de travailler sur l'orientation des enfants dès 12-13 ans afin de définir les spécialités et professions et d'adapter la formation.

---

[178] RSE est l'ensemble des obligations, légales et volontaires, qu'une entreprise dit assumer afin de passer pour un modèle imitable de bonne citoyenneté dans un milieu donné (Pasquero, 2005, p.80)

[179] L'émission sur M6 « Capital » de 09/10/2011, « Etre jeune en France, chance ou galère».

§1.5. La création d'une plateforme unique de réservation

La majorité des touristes kirghizes kazakhes viennent directement à Issyk-Koul, une fois sur place, ils cherchent un hébergement. Aussi, au bord de la route principale de nombreuses personnes attendent et proposent des chambres ou appartement en location. Ils sont nombreux comme ça à attendre à l'entrée de Tcholpon-Ata jusqu'au dernier village touristique (*cf.* Photo n°1), avec une affiche sur laquelle ils annoncent : « *Sdaiu komnaty* » - Chambre à louer. En fait, ce petit panneau est accroché sur plupart des maisons dans les villages (*cf.* Photo n°2-3).

Photo n°1. Les villageois attendent des touristes, dès la matinée, aux bordes des routes avec affiche « Sdaiu komnaty »- chambre à louer.

Source : photo prise par Berenaliev Y., été 2013, à 8h du matin.

Photo n°2. Pratiquement partout nous pouvons voir l'affiche « Sdaiu komnaty ».

Source : photo prise par Berenaliev Y., été 2013.

Photo n°3. L'affiche « Sdautsia komnaty » - Chambre à louer, et en bas « Banya » - Sauna.

Source : photo prise par Berenaliev Y., été 2013.

Aucun système de réservation n'existe, ni pour les hôtels, ni pour les stations balnéaires et, encore moins pour louer des chambres chez les particuliers ; l'offre sort dans la rue pour rencontrer la demande. Seules quelques stations balnéaires de luxe disposent de leur système de réservation et préventes. Les touristes arrivent et cherchent un hébergement sur place, s'ils ne trouvent pas de chambre à leur goût parmi ce qui leur est proposé sur la route, ils sont obligés de visiter plusieurs stations balnéaires et hôtels, et cela peut durer des heures. C'est le tâtonnement entre l'offre et la demande, avec des coûts de transaction très élevés : inconfort et de fatigue pour les touristes, désordre, spéculation et inflation (les prix élevés s'adressent surtout aux touristes étrangers). Au final, dans ce désordre, les touristes acceptent n'importe quelle offre au risque de repartir déçus. Selon la Conception du développement durable d'État (2009), seulement « 10% des touristes sondés souhaitent revenir l'année suivante ». Les raisons avancées concernent le manque d'hôtels bon marché, la médiocrité du service chez les particuliers

Il est sûr que l'e-tourisme serait la solution idéale, mais comme nous l'avons remarqué précédemment, il n'est pas (ou très peu) développé au Kirghizstan. Pour résoudre ce problème, il faut que l'État s'implique dans la création d'une plateforme et d'une centrale de réservation qui réunit l'offre de toutes les catégories d'hébergements dans toute la zone touristique. La prise en charge par une seule instance s'impose pour simplifier la démarche du client, en regroupant dans une seule base de données, toute la gamme et les types d'offre touristique à Issyk-Koul. Le tourisme pourra réserver avant son arrivée et perdre moins de temps une fois sur place, pour mieux profiter de son séjour. Le développement d'un site internet (avec possibilité de paiement par carte) doit s'accompagner de la possibilité de réservation par téléphone. L'objectif principal, dans l'état actuel des choses, est certes de permettre aux touristes de réserver à l'avance mais aussi de voir l'offre sous formes de photos et d'être informés à l'avance des prix.

L'État doit être le maître d'œuvre et mettre en route ce système de réservations. Il doit effectuer la promotion du site, la formation de la population et la diffusion de l'information sur les avantages du site. La gestion du fonctionnement de cette structure doit également être organisée et contrôlée par une instance nationale. L'État doit motiver les gens à fournir les informations sur leur service touristique. Une agence locale et des personnels compétents doivent être présents sur chaque site. Les villageois n'auraient pas forcément besoin d'avoir Internet chez eux, il leur suffirait de téléphoner ou de se présenter à l'agence locale et de

transmettre les informations utiles pour présenter leur offre (photos, prix, coordonnées) et être inscrits dans la base de données de la centrale réservation. Ensuite ils sont contactés par le coordinateur en cas de réservation. La procédure doit être simple pour remporter l'adhésion du plus grand nombre.

Avec ce système l'offre est plus visible et transparente, si le tâtonnement n'a pas totalement disparu - car il faut toujours chercher l'offre qui convient le mieux à ses préférences -, au moins, il ne s'effectue plus dans un contexte opaque et désordonné. La présentation des nombreux choix disponibles permettra de comparer les offres et de sélectionner les meilleures, forçant ainsi à terme à une amélioration de la qualité du service.

Ainsi les gérants des sites pourront conseiller les villageois et autres prestataires de services dans la fixation des tarifs afin de maximiser le taux de remplissage toute l'année. Par exemple, la mise en place d'un *yield* management[180] va contribuer à l'allongement de la saison touristique, aider à adapter l'offre à la période et aux profils correspondants des clients.

Dans ce système, tout le monde est gagnant :
- le client connaît l'adresse précise de sa destination (avec éventuellement un plan d'accès), il a une idée de la qualité du service puisque c'est lui l'a choisie et est préalablement informé des prix et des tarifs ; il est plus tranquille et profit mieux de son séjour.
- la saison touristique est plus longue grâce à la flexibilité des prix ;
- les tentations pour la spéculation en haute saison sont réduites du fait d'une concurrence plus « pure et parfaite » ;
- les particuliers qui louent des chambres ne sont plus obligés de passer des jours et des nuits dans la rue pour attirer les clients ;
- l'État se fabrique une base de donnée qui lui permettra de mieux cerner les tendances touristiques, de sortir des statistiques qui seront autant d'outils efficaces pour adapter la politique du tourisme à la réalité des situations et des tendances.

---

[180] Le yield management est un technique marketing de tarification flexible utilisée dans les services caractérisés par une forte présence de coûts fixes et par une certaine inertie des capacités proposées (transport en commun, hôtellerie, ...). Le yield management consiste à maximiser le chiffre d'affaires généré en jouant sur les variables prix et le coefficient d'occupation à l'aide d'une politique de tarification différenciée. Source : http://www.definitions-marketing.com/Definition-Yield-management

§1.6. Standardisation et classification de l'offre d'hébergement

Un autre problème (*cf.* partie II, Ch. 1, §1) émerge de ce que nous avons pu observer lors de notre étude de terrain, qui concerne l'absence de catégorisation et de segmentation des hébergements, conformément à leur qualité de service. Par exemple, en France, les hôtels ont un nombre d'étoiles qui correspond à une qualité de service. Chaque catégorie d'hôtel a ses propres normes et exigences, leur conformité est régulièrement contrôlée par le ministère de tourisme qui attribue les étoiles. Le ministère de tourisme édite un dossier avec la liste des exigences, et ces exigences sont uniques pour toute la France. Il peut attribuer des étoiles ou les enlever si les prestations ne sont pas conformes. Cette classification informe le tourisme, même approximativement, sur le niveau de qualité de service auquel il doit s'attendre, même si cela ne permet pas d'avoir autant d'informations qu'en passant par un site internet. La standardisation et la classification permettent d'avoir une idée de la taille de la chambre, de la surface d'un appartement, du type de lits de la présence de la télé, d'une douche, d'autres équipements, etc.).

Au Kirghizstan, ce système des catégories et des étoiles n'existe pas. Alors certains directeurs de résidence ou propriétaires de chambres s'attribuent eux-mêmes des étoiles ou des catégories (luxe et semi-luxe), mais selon des critères qui leur sont propres ! Ainsi, le semi-luxe de l'un peut être mieux équipé que le luxe de l'autre. Améliorer la transparence, nécessite que le ministère du tourisme prenne en charge l'élaboration d'un système de standardisation et de mise en catégorie des hébergements pour faire émerger des typologie en fonction de la qualité des services et ainsi l'encourager. Ce serait d'autant plus utile que dans l'état actuel des choses à Issyk-Koul, il est difficile de définir un prix moyen dans la large gamme d'offres d'hébergements existant (*cf.* Annexe n°11), car il n'y a pas de classification commune reconnue par tout le monde. De ce fait, les prix sont très variables pour les mêmes types de produits et inversement.

Cette catégorisation pourrait aussi être l'occasion de repérer et mettre en avant les établissements et hôtels qui respectent et appliquent les principes de développements durable. Le futur client pourra ainsi en toute connaissance de cause de rendre dans un établissement aux normes écologiques, faisant de ce choix un geste citoyen. Le département du tourisme doit saisir l'occasion de sensibiliser les établissements (brochures, manuel) au moment du contrôle des critères de classification.

Le système de la catégorisation des chambres et appartements fonctionnera encore mieux s'il est lié au système de réservation centrale (plateforme site Internet).

§1.7. Développer l'offre touristique pour les sportifs

Il n'est pas rare de croiser des sportifs (seul ou en équipe) sur le bord des routes qui font une course, un jogging, une randonnée, du cyclisme, un entrainement, etc. Les sportifs viennent s'entrainer en majorité avant le commencement de la saison touristique. Nous en avons interrogés certains sur la route conduisant au lac d'Issyk-Koul, ils nous ont expliqué qu'ils choisissaient cet endroit pour la beauté de la nature et pour l'air frais, mais surtout pour l'altitude, où l'air est raréfié et contient moins d'oxygène. L'entraînement est plus difficile. Si le sportif s'entraine dans ces conditions il va vite améliorer sa performance. Ce facteur peut jouer un rôle important pour attirer des équipes sportives.

Par contre, à la question « pourquoi vous entrainez-vous au bord de la route, où les gaz d'échappement chargés en CO_2 sont partout dans l'air ? », ils répondent qu'il n'y a pas d'autre endroit pour pratiquer le sport. Il n'y a pas d'autres routes que la route principale qui relie les villes, il n'y a pas de stades ni de terrains adaptés à la pratique sportive de niveau professionnel. Il n'existe pas d'infrastructures pour l'entrainement des sportifs.

Actuellement, comme nous l'expliquait le directeur de la station balnéaire VIP, « Caprice », la clientèle hors saison (printemps et automne) est souvent constituée d'équipes sportives (d'Europe, de la Russie, etc.), mais ce sont des « petites » équipes, car les infrastructures existantes ne correspondent pas aux exigences des équipes de haut niveau. Par conséquent, une des solutions, pour prolonger la saison touristique et continuer à attirer des visiteurs toute l'année à Issyk-Koul, est de construire un complexe sportif. Cela permettrait de faire d'Issyk-Koul la destination privilégiée pour l'entraînement des équipes sportives de haut niveau, en période non estivale. Ce centre pourrait être utilisé non seulement comme lieu d'entrainement des sportifs internationaux mais aussi pour développer le sport kirghize, très peu soutenu par l'État.

Ce complexe sportif doit comprendre de grands stades, des piscines olympiques, des terrains de jeux, plusieurs itinéraires pour faire les courses de distance. Il doit fonctionner en lien avec

les nombreux hôtels et restaurant de la région capables d'accueillir des groupes importants et de satisfaire les différentes attentes des sportifs internationaux (spa, massages…). Il doit répondre aux exigences des normes olympiques internationales pour recevoir et organiser des compétitions et évènements sportifs de niveau international. Avec une bonne approche marketing, ce complexe a de grandes chances de connaître du succès et de devenir un centre international d'entraînement des sportifs.

Le potentiel d'Issyk-Koul avec ses sources d'eau thermale, peut permettre de proposer aussi des services post traumatiques pour les sportifs de haut niveau (bains, repos, massage, rééducation). Cette spécialisation peut se développer dans le cadre du cluster touristique et en lien avec les autres établissements de soin d'Issyk-Koul.

§1.8. Développer les stations de ski au niveau du pays.

Le Kirghizstan possède un fort potentiel pour le développement du tourisme d'hiver. Les stations existantes sont situés dans les environs de Bichkek : la station de Norouz, les stations des montagnes de Kachka-Sou, à une centaine de kilomètres la station d'Orlovka. Dans la région d'Issyk-Koul se trouve la station de ski de Karakol. D'une manière générale, les stations de ski ont besoin des améliorations suivantes[181] :

1) L'aménagement et l'installation de nouvelles remontées mécaniques (le tourisme d'hiver se développe lentement à cause de la capacité limitée des télésièges, téléskis existants et des équipements) ;

2) L'aménagement de domaines skiables, mise en œuvre des schémas directeurs avec préservation de l'environnement ;

3) La formation de base et continue du personnel technique (les moniteurs, les guides, les sauveteurs, etc.), des animateurs et entraineurs ; coopérer avec les écoles de ski français (partenariat avec FNI et Ecole nationale du ski et alpinisme Chamonix) ; formations des personnels aux langues étrangères, à l'accueil ;

4) Il faut améliorer la sécurité dans les domaines skiables (les sauveteurs, la technique de sauvetage, les barrières de sécurité, le balisage, la signalétique, le matériel de sécurité, etc.).

---

[181] D'après l'étude effectuée par l'auteur sur la demande de la CCI de Grenoble, sur la définition des besoins du secteur touristique du Kirghizstan, en 2010. Dans le cadre de coopération entre la région Rhône-Alpes et l'Ambassade du Kirghizstan.

5) Proposer plus d'activités récréatives, sorties encadrés par des guides de haute montagne

6) L'organisation des activités : l'animation, la diversification, la structuration de l'offre dans les montagnes. Suggestions : faire un état des lieux des activités sur les divers sites, identifier les filières en regroupant certaines activités (agro tourisme, écotourisme, chasse et pêche…), proposer des offres clientèles nationale et international pour toute l'année (créer des supports de communication ou des sites web …) ;

7) La rénovation des matériels de ski et de snowboards, location de matériels : état des parcs de matériel ski alpinisme achat, location… (plus de 15 ans existence) ;

8) Le développement du marketing, la promotion et la communication des offres touristiques dans les territoires de montagne, création d'offices de tourisme (ou équivalent agence touristique) pour coordonner les actions du territoire et vendre les produits touristiques, organiser des salons et participer à des workshops à l'étranger ;

9) L'exploitation et l'optimisation d'Internet pour promouvoir et commercialiser les offres touristiques : le secteur de l'hébergement, le transport, les prestataires de loisirs…Suggestion : enquête et état des lieux des offres touristiques via internet auprès des secteurs cités, sensibilisation à la construction de sites internet, formations aux outils de référencement, formation aux images – webcam… ;

10) L'amélioration des séjours des clientèles (accueil, ménages, entretien, cuisine, l'hospitalité).

§2. Propositions d'amélioration institutionnelle

Ces dernières années, le gouvernement de la RK a tenté d'intégrer la notion et les principes de développement durable dans le domaine touristique avec la loi « sur le développement durable de système écologique et économique d'Issyk-Koul ». Mais, ces textes législatifs ont un caractère superficiel ; ils sont déclaratifs, voire contestables. Nous allons justifier ce point de vue par une étude plus approfondie de la législation et suggérer quelques améliorations.

§2.1. Renforcer la législation écologique : mise en place des pénalités (*enforcement*)

a) La loi sur le payement pour la pollution de l'environnement.

Le principe du pollueur-payeur consiste à faire payer, pour la dégradation de la nature, un montant comparable à la valeur économique de l'élimination de dégâts faits sur la nature, ou du nettoyage de la pollution engendrée par l'activité économique. Le pollueur est contraint de choisir entre payer pour la dégradation ou réduire ses activités polluantes. L'État doit orienter le pollueur vers la seconde alternative et l'inciter à adopter des technologies efficaces et innovatrices, respectueuses des ressources naturelles.

Le principe du polluer-payeur est fixé par la loi « sur le taux pour le payement de la pollution de l'environnement (émission, rejet des matières pollués, emplacement des déchets) » de 8 février 2002 sous le n°32. Cette loi définit la norme de payement pour la pollution. Plus précisément, d'après l'article 1, le montant du payement pour 1 tonne de rejet de pollution est égal à 1,2 som (soit un peu moins de deux centimes). Ce montant est très bas comparé aux dégâts de la pollution sur l'environnement. Cette loi acceptée en 2002, n'a pas subi de modifications.

En ce qui concerne, le payement pour l'utilisation des ressources naturelles, les normes furent fixées en 1995 et légèrement modifiées en 2006, avec la loi « sur le taux de payement pour l'usage des objets du monde animalier et végétal ». Pourtant, le payement pour l'exploitation des eaux de surface et des eaux souterraines n'a pas été modifié. Avec l'arrêté du président de la RK n°263 de 17.05.2006, c'est la fondation pour la protection de la nature et le développement des forêts, qui récolte tous les payements pour le rejet des matières polluées et l'usage des ressources naturelles[182].

Le leader du groupe parlementaire « Ata-Meken », O.Tekebaev, a proposé en mai 2014 un nouveau projet de loi qui devait augmenter le payement de 1,2 som à 2,5 som (soit 3,8 centimes) pour 1 tonne de rejet de matières polluées. Il a proposé également de mettre un taux différent pour les zones protégées, de 5 som par tonne (7,7 centimes), et 200 som (3 euros) dans les zones de glaciers et autres endroits de réserves d'eau potable. Selon la loi « sur la protection de l'environnement », article 54, « toutes les personnes physiques et juridiques qui ont causé un dégât à l'environnement, à la santé de la population, ou effectue une utilisation irrationnelle de l'environnement avec la dégradation de l'écologie, et autres infractions écologiques, seront responsables de l'indemnisation totale de leur dégâts ». Malheureusement

[182] Rapport de l'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts (2013).

ces dispositions ne sont pas appliquées. M. Tekebaev donne l'exemple de la mine d'or de « Kumtor » : *« Chaque année Kumtor produit entre 50 et 100 millions de tonnes de déchets, y compris les chantiers de dépôts, selon le passeport écologique de la société. Pourtant, le payement des frais écologiques ne s'élève qu'à 310 000 dollars américains. Ce montant est futile comparé à l'immense dégradation de l'environnement occasionnée par l'entreprise. Surtout, sachant que les chantiers de dépôts et l'emplacement des matières polluées se trouvent à haute altitude, près des glaciers qui sont des réserves importantes d'eau potable ».*

D'après nous, une taxe pour la pollution de 1,2 som, ou même de 2,5 som, ne pourra pas nous préserver des rejets importants de matières polluées. Il faudrait l'augmenter considérablement. Le montant actuel ne répond pas à son objectif principal de compensation des dépenses à l'élimination des dégâts et de rétablissement de la nature. Le taux actuel est trop bas au regard des tendances actuelles de la croissance économique et industrielle du pays qui ne feront qu'aggraver la destruction de l'environnement et la dégradation des ressources naturelles, surtout les réserves en eau potable. Nous pouvons conclure que le principe du polluer-payeur ne fonctionne pas dans le pays, plus précisément il n'est pas efficace.

b) Les « petites » amendes contre le braconnage.

L'agence d'État de protection de l'environnement et des forêts se plaint souvent du manque d'inspecteurs écologiques au niveau de la République. En effet, la direction générale de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul, effectue ses contrôles avec la participation de la police locale. Mais ce qui nous a le plus interpellé c'est le système de contraventions pour braconnage. Lors d'une opération de lutte contre le braconnage, 3 bateaux et plus de 5 km de filets furent confisqués. Les trois braconniers arrêtés ont eu une amende de 300 som (soit 4,6 euros) et un recours de rétablissement de préjudice de 4 900 som (soit 75 euros)[183], soit au total, une amende d'environ 80 euros par personne pour la destruction massive de la faune aquatique du lac. Le prix moyen d'un kilo de poisson sauvage d'Issyk-Koul coute environ 500 som (soit 7,5 euros), avec 5 km de filets, les braconniers peuvent pêcher des centaines de kilos de poissons. Aujourd'hui, les braconniers payent leur amende et ressortent braconner le lendemain.

---

[183] http://svodka.akipress.org/news:130850

Pour être efficace et vraiment remplir son objectif de sauvegarde des poissons endémiques, la législation écologique doit conduire à décourager vraiment le braconnage. Une mise à jour et une modification régulières des taux et des montants des amendes doivent être effectuées tous les ans.

c) L'utilisation des ressources hydriques

Plus la population consomme de l'eau, plus l'eau des égouts et des canalisations se multiplient. Le tarif pour 1m^3 d'eau coute 7 centimes à Balykchy (région Issyk-Koul). Très peu de maisons sont équipées de compteur d'eau, même certaines entreprises industrielles n'ont pas de compteurs. Dans ce cas, le calcul des coûts de l'eau consommée se fait selon des normes (reconnus) approximatives de consommation par personne. De plus, seulement 60% des consommateurs payent pour l'eau. Ce montant suffit à peine à couvrir les frais d'entretien et d'exploitation du système de distribution d'eau qui sont donc en mauvais état.

Pour augmenter l'efficacité du recouvrement des payements pour la consommation d'eau, plusieurs pistes peuvent être avancées :

1) mettre en place des équipements permettant de couper l'eau pour chaque maison, parce qu'actuellement les agents de contrôle ne peuvent pas couper l'eau individuellement, uniquement pour les quartiers. Même si l'eau est coupée, les consommateurs arrivent à se reconnecter au système de distribution d'eau ;
2) installer des compteurs d'eau pour chaque maison ou entreprise, cela permettra de calculer les factures selon la consommation, ce qui permettra de stopper par la même occasion, les consommations abusives comme l'arrosage inutile, les fuites d'eau ;
3) augmenter les tarifs pour financer dans de bonnes conditions l'entretien des équipements et le système de distribution et de purification de l'eau.

De 2008-2012, la fondation pour la protection de l'environnement d'Issyk-Koul recevait de 7300 à 15500 euros par an pour la pollution des zones aquatiques dans la limite de la quantité admissible de rejet. Le taux de pénalisation fonctionne selon des seuils, lorsqu'un seuil est dépassé, le taux augmente. Ainsi, pour la même période 2008-2012, la même fondation a reçu en moyenne 1500 euros par an, pour la pollution des zones aquatiques au-delà de la limite admissible de rejet. Ce chiffre pourrait être beaucoup plus important si le taux de payement pour la pollution était supérieur ou si le contrôle écologique était plus scrupuleux.

§2.2. Les fonctions de la Direction générale de la réserve de biosphère et de la Poste écologique à l'entrée d'Issyk-Koul.

Lors d'un entretien téléphonique avec T. Kojokeev de la direction générale de la réserve de biosphère, *« en arrivant à Issyk-Koul, tout le monde doit savoir qu'ils arrivent dans une zone de préservation de la nature, où s'appliquent des normes particulières d'usage. Il faut que ces normes soient respectées par tout le monde, mais en réalité, la loi « sur la réserve de biosphère de 2009 » ne fonctionne pas ! ».* D'après la loi « sur la réserve de biosphère de 2009 », modifié et renforcé ensuite en 2013, il faut limiter les zones de construction, chaque portion de terrain doit passer par des accords préalables avant d'être exploitée pour toutes sortes d'activités économiques, y compris le tourisme.

Il y a quelques années, il y a avait trois points d'accès à la réserve qui étaient contrôlés par l'Agence d'État de protection de l'environnement et des forêts. À chaque entrée une taxe par voiture entrante (immatriculée en dehors de la région) était récoltée pour compenser la pollution de l'atmosphère par les gaz d'échappement. Cette somme était destinée aux actions de préservation et de rétablissement de la nature. Les trois postes écologiques permettaient de récolter entre 8 et 11 millions de soms (120-170 milles euros) sachant que, pendant une saison, il y a environ 1 million touristes[184]. Mais l'arrêté du gouvernement de la RK du 23 mai 2013, a supprimé tous les postes écologiques pour lutter contre la corruption massive ». [185] Les postes furent remplacés par des machines automatisées qui ont coûté 3 millions de soms (46 000 euros). Mais au bout de **trois** jours de fonctionnement, toutes les machines et leur logiciel sont tombés en panne et n'étaient pas réparables. Selon les média, ce serait le fait des anciens responsables des postes écologiques pour revenir à la récolte manuelle. Depuis mai 2013, l'entrée à Issyk-Koul est complètement libre.

Le rétablissement d'une taxe équivalente à la taxe de séjour dans certains pays d'Europe permettrait d'aider au financement d'actions d'entretien et de protection de la nature après la saison touristique. Afin d'éliminer les risques de corruption nous devons faire un appel aux nouvelles technologies. Cette taxe peut être payée par des cartes à puce rechargeables dans des terminaux et sur Internet. La carte peut être chargée en nombre de jours nécessaires pour

---

[184] Plusieurs touristes font des multiples aller-retour en une saison touristique, il y a aussi nombreux taxis qui transportent les touristes, ils devaient aussi payer pour chaque entrée.

le touriste. Elle peut également contenir les informations exactes d'arrivée et de départ (avec ou sans voiture). Le touriste la présente et la scanne à l'entrée de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul. Pour éviter les embouteillages, les cartes peuvent être scannées rapidement à distance, sans contact manuel. Cette taxe peut être d'actualité pendant la période touristique de juin à octobre.

Ces cartes permettront de mieux suivre et gérer l'afflux des touristes, de posséder des informations statistiques fiables sur le nombre des touristes et de les recouper avec les autres sources d'informations.

§2.3. L'amélioration du projet de loi sur le tourisme.

De nos jours, le secteur touristique du Kirghizstan est encadré par la loi sur « le tourisme » de 1999, modifié en 2013, le projet de loi de 2009 n'étant toujours pas voté. Nous avons étudié ce projet de loi et quelques remarques s'imposent :

1) L'article 14 stipule la création d'un fond spécial pour financer les programmes de développement du tourisme. Selon cet article, les objectifs du fond spécial sont très divers et peuvent être classés en quatre groupes :

1) le développement et la promotion du secteur touristique sur les marchés internationaux (le marketing, la publicité, la recherche) ;
2) la protection de l'environnement et de la culture ;
3) la formation des cadres ;
4) la sécurité et le sauvetage des touristes.

Mais si le gouvernement veut mettre en place un tourisme durable (profitable à tous), pour répondre à tous les objectifs, les sources de financement indiquées sur la loi sont insuffisantes et elles ne paraissent pas fiables. Pour améliorer le fonctionnement du fond spécial, une structure parallèle et indépendante mais reliée au département du tourisme doit être créée. Cette structure serait financée par l'État. Le fond spécial serait géré par les représentants du département du tourisme (au sein de conseil d'administration) et par les représentants des associations, des syndicats, des firmes, et d'un représentant de la banque centrale. Du fait de

---

[185] http://www.biom.kg/2014/02/biosfera-pod-ugrozoi/

cette diversité des acteurs représentants, nous pouvons espérer que les intérêts des uns et des autres soient entendus.

La sécurité et le sauvetage des touristes ne doivent pas entrer dans les compétences du fond spécial dont les actions ne doivent être consacrées qu'à la mise en place de programmes de développement. Le budget octroyé au secteur touristique est déjà si faible, qu'il ne peut et ne doit pas prendre en charge la responsabilité de la sécurité. En revanche, cette question est essentielle et primordiale, notamment dans un pays montagneux comme le Kirghizstan où le tourisme d'aventure est très développé.

La question de la responsabilité dans la sécurité et le sauvetage doit donc être strictement identifiée. Le seul organisme spécialisé, compétent dans les risques majeurs, est le Ministère des situations extrêmes. Par contre, une coopération étroite entre le département de tourisme et ce ministère est nécessaire. Le Ministère des conditions extrêmes peut informer le département du tourisme sur les endroits où les risques d'avalanche, de glissement de terrain, sont élevés. Ils peuvent travailler ensemble sur des brochures expliquant les normes de sécurités dans les régions montagneuses. Ces informations réactualisées au cours de la saison touristique et au fil des années pourraient être diffusées auprès des différents acteurs du tourisme (agences touristiques, collectivités territoriales, les villages ou camps de yourtes, etc.). De son côté, le département de tourisme pourrait fournir les informations recueillies auprès des agences touristiques et des ONG qui développent le tourisme dans les régions de montagne, concernant les itinéraires, les lieux et les dates de déplacement des touristes.

2) L'article 16 décrit la politique d'investissement dans le secteur du tourisme du Kirghizstan et insiste sur le respect du droit à la propriété privée, du droit de déplacement des biens, sur la protection des producteurs nationaux, etc. Cette liste des conditions favorables pour attirer des investissements nous semble, certes utile, mais insuffisante. Il serait souhaitable de donner les mesures et de préciser les priorités pour les investissements. Le rôle du département du tourisme dans l'attraction des investissements n'est pas présenté dans le projet de loi. Par exemple, la création d'un service de la recherche d'investissements serait pertinente. Il pourrait être intéressant de se servir des recherches menées par les organisations internationales ou des recherches plus fondamentales (thèses, statistiques, données, etc.) pour affiner la recherche d'investissement et les normes actuelles en la matière.

3) L'article 28 (point 1,2) concerne les normes pour obtenir les licences. Cette question des licences est très controversée dans le secteur touristique. En 2000, l'État avait supprimé la délivrance des licences autorisant l'activité touristique. Cette politique de suppression de la licence touristique avait été affichée comme une volonté de restreindre l'intervention de l'État. L'absence de l'État a compliqué le contrôle et la surveillance des activités touristiques et a entraîné la prolifération d'acteurs du tourisme sans véritable statut et compétences. L'État ne pouvait plus protéger les intérêts des touristes contre l'altération de la qualité de service, l'absence de qualification et de sécurité, la croissance du marché parallèle. Pour améliorer la qualité des services touristiques, l'État compte réintroduire les normes de licence avec cette nouvelle loi (article 28). Désormais, l'État prendra le contrôle de la certification du produit et du service touristique, ainsi que l'accréditation des guides. L'État peut contrôler la qualité du service et du produit touristique et veut par-là, protéger les intérêts des touristes. En revanche, cette question épineuse des licences touristiques pose problème : ne peut-elle pas engendrer aussi une sorte de déséquilibre ? Qui va pouvoir obtenir la licence ? Les petites entreprises familiales qui se développent depuis déjà plusieurs années dont les touristes sont très contents car elles sont devenues compétentes, pourront-elles obtenir la licence ? De la même façon, les licences compliquent aussi le travail des firmes touristiques et augmentent leurs coûts.

Une *« soft-régulation »* du marché touristique pourrait être une alternative. Pour ne pas limiter strictement le fonctionnement des firmes, elle consisterait à proposer une démarche de certification volontaire des firmes. Une structure serait chargée de faire les inspections et les contrôles des firmes sur leurs qualités de services et attribuerait une note (ou des étoiles comme le système de classification européen : comme l'a fait KCBTA avec l'attribution d'edelweiss et qui semble convenir aux touristes pour se repérer dans la multitude d'agences). Puis chaque trimestre par exemple, cet organisme éditerait et diffuserai sur les média et sur Internet la liste des firmes en trois groupes : la liste blanche (avec les meilleurs résultats), la liste grise (avec des services moyens), et liste noire (avec de mauvais services). Pour éviter le classement des firmes en firmes riches et pauvres, les critères d'estimation du service doivent être diversifies (l'état des chambres, l'accueil chaleureux, l'hospitalité, les normes d'hygiène, la sécurité, le rapport qualité-prix, la diversification des offres, etc.). Les firmes ont ainsi intérêt à inviter les inspecteurs à venir les contrôler et à leur donner une note. Pour éviter l'abus de pouvoir et la corruption, il est souhaitable de créer une autre structure similaire rattachée au syndicat et aux associations) qui ferait le même travail avec les mêmes critères. Eux aussi pourront éditer les listes des firmes avec les notes. Le département de tourisme doit

avant tout ça, éditer brochures et manuels (en langue kirghize, russe et anglais pour que la majorité des acteurs puisse y avoir accès) avec explications et recommandations concernant les normes et les standards de qualité appropriés au pays (qui ne sont pas forcément les mêmes que les normes développées dans les pays occidentaux). Par contre, les firmes qui offrent des services touristiques de hauts risques comme le sport extrême seront obligées de passer le contrôle et la certification.

§2.4. Le perfectionnement des institutions

a) Créer les avantages économiques pour contribuer à l'innovation et au développement durable.

La mécanique du développement durable nécessite des institutions efficaces qui seront autant de rouages entres les nombreux acteurs concernés. Ce processus nécessite un nouveau mode de gouvernance et le développement de la coopération entre le secteur public et le secteur privé et la société civile pour mettre en œuvre de façon efficace les actions nécessaires à la protection de l'environnement et l'introduction d'innovations dans les activités économiques.
L'objectif est d'encourager deux processus :

1) Création des conditions pour motiver et stimuler les entreprises, la population et autres acteurs du tourisme à diminuer volontairement la consommation irrationnelle des ressources naturelles ;
2) Encourager et soutenir les acteurs et les entreprises du tourisme à introduire des technologies plus performantes et innovantes qui permettront de diminuer les externalités négatives sur l'environnement (diminuer les rejets de déchets, émissions, etc.) et en même temps améliorer la performance (plus de productivité avec minimum de ressource, technologie verte, énergie solaire, etc.).

Nous n'avons pas trouvé dans la législation kirghize sur le tourisme, sur l'environnement et l'écologie, et même dans le code fiscal, des mesures destinées à stimuler l'introduction des innovations écologiques. Aucune subvention n'est prévue pour la réduction des émissions de polluants, aucun avantage fiscal n'est promis pour ceux qui fonctionnent selon les normes du développement durable. Il n'y a pas de soutien étatique aux entreprises spécialisées dans des activités d'innovation et de protection de l'environnement.

Par exemple, en 2010 le pourcentage de l'énergie « verte » était de 0,17% dans la production nationale de l'énergie. Dans la région d'Issyk-Koul, le potentiel de développement de l'énergie renouvelable (photovoltaïque, les sources d'eau chaudes géothermales, vent) est important (Conception d'État de développement durable de SEE Issyk-Koul, 2009, p.12). Grâce à son ensoleillement la seule région d'Issyk-Koul permettrait d'obtenir 260 millions de giga calorie d'énergie solaire. En 2004, la surface totale des toitures des bâtiments d'Issyk-Koul faisait 140 000 m^2. Les aménager en toits photovoltaïques permettrait de gagner 168 000 giga calories. Les sources d'eau géothermales atteignent des températures de 40-60°C, elles permettraient de chauffer immeubles et entreprises. Le potentiel de développement des stations hydroélectriques est encore plus important avec les rivières de montagne.

La législation doit motiver l'introduction des technologies innovantes pour l'exploitation rationnelle de la nature.

b) L'amélioration de la fiscalité

Le système fiscal est l'un des moyens efficaces de la régulation de l'activité économique. La manipulation de la fiscalité peut permettre de favoriser la mise en place de certains principes de développement durable.

Par exemple, l'article 255 du code fiscal de la RK, exonère de TVA les fournisseurs d'engrais chimiques et minéraux, et autres substances qui aident à lutter contre les insectes pernicieux. Cet article est plutôt désastreux pour le développement durable. Les engrais sont un des grands pollueurs du lac Issyk-Koul. Plusieurs pays développés travaillent pour diminuer l'utilisation de l'agrochimie et combattre l'impact négatif de l'agriculture sur la nature. L'objectif est de passer à une nutrition organique des terres. À l'inverse, en 2014, le gouvernement de la RK a acheté 100 000 tonnes d'engrais chimiques et les fournit aux agriculteurs à un prix inférieur au marché, dans l'objectif de soutenir les agriculteurs locaux[186]. Pour soutenir l'activité « verte », il vaut mieux exonérer de TVA les entreprises qui travaillent dans le domaine de l'énergie renouvelable, de la protection de l'environnement, de la purification, de l'entretien et du rétablissement de la biodiversité de la faune et flore. Mais nous n'avons rien trouvé qui va dans ce sens dans le code fiscal.

---

[186] http://www.anons.uz/article/economics/11795

Par ailleurs, concernant la fiscalité de la région touristique d'Issyk-Koul, le système fiscal devrait différencier la tarification selon l'emplacement de l'établissement d'accueil (plus c'est proche de plage, plus c'est cher). Une fiscalisation différenciée permettra de répartir géographiquement les touristes d'Issyk-Koul de façon plus équilibrée. Par exemple, la côte sud d'Issyk-Koul est totalement privée de touristes, pour développer le tourisme dans cette région il faut mettre en place une fiscalité plus douce (voire une exonération totale les 5 premières années) que dans une région surchargée de touristes. Cela participera au désengorgement des zones hautement fréquentées.

La récapitulation des préconisations.

Le changement institutionnel doit se faire de telle façon que les réalités actuelles soient prises en compte. Dans l'élaboration des plans de développement national, il n'est pas nécessaire de créer un modèle idéal ou de décrire une conception, ce qui est souvent le cas dans les documents étatiques (programmes, stratégies, conceptions) de l'État kirghize, mais de définir concrètement les objectifs réalisables, et de proposer des mesures et actions détaillées.

Cible	Préconisation
Environnement	Le renforcement de la législation concernant l'exploitation et l'usage des ressources naturelles et de l'environnement, surtout en prenant en compte le statut particulier de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul
Dégradation de l'environnement	L'augmentation de la responsabilité juridique et économique pour la dégradation de l'environnement ainsi que renforcer les mesures de pénalité et de définition des responsables, prévoir des sanctions plus strictes pour le non-respect de la législation écologique
Population	L'augmentation de la sensibilisation et de la conscience écologique, des effets sur l'environnement pour la population
Entreprises	La diffusion plus active des informations sur la règlementation des activités économiques autorisées et interdites, liée à l'usage des ressources naturelles pour les entreprises
Entreprises spécialisé en développement durable	L'introduction de mécanismes et avantages économiques pour les entreprises qui mettent en place une technologie « verte » ou « propre », pour les aider à installer les équipements et les stimuler vers la minimisation des déchets et la maximisation des mesures de protection de la nature

Législation sur le tourisme	Le perfectionnement constant de la législation touristique, surtout l'amélioration de la coopération interministérielle et interprofessionnelle (car la gouvernance du tourisme exige une approche pluridisciplinaire). Par conséquent, la manipulation et l'amélioration des autres législations reliées directement ou indirectement au tourisme sont nécessaires
Touristes	La dispersion (répartition) spatiale, des emplacements des touristes de façon équilibrée sur toutes les côtes d'Issyk-Koul
Fiscalité	L'amélioration de système fiscal en avantage de développement durable, de l'utilisation des technologies « vertes », pour stimuler la répartition équilibrée des touristes sur la zone touristique d'Issyk-Koul, des investisseurs étrangers, etc.
Collectivités territoriales (CT)	L'augmentation du pouvoir d'intervenir des collectivités territoriales dans les questions de : l'exploitation de ressources naturelles, la protection de l'environnement, d'attraction des investissements, de la coopération internationale
Budget des collectivités territoriales	L'augmentation de budget des CT pour : plus de nombre d'effectifs, plus de compétences et de la qualification des fonctionnaires, plus de programmes de la gouvernance efficace du tourisme.
Nature du littoral	Le renforcement du contrôle et de la protection des espaces originels de broussailles sur le littoral d'Issyk-Koul. La mise en place de l'interdiction stricte pour le découpage, le ramassage, la préparation des confitures et sa vente, depuis l'argousier sauvage est à introduire
Agence d'État de protection de l'environnement et des forêts	L'amélioration de système de surveillance de l'état de la nature pour la préservation efficace de l'environnement
Plages	Le renforcement de la législation et des pénalités afin d'interdire la « bétonisation » hors normes de la côte, la présence des animaux et des automobiles dans les plages, la consommation des repas dans les plages
Eaux usées	Dans les villes principales d'Issyk-Koul (Balykchy, Tcholpon-Ata), l'installation des stations de purification et de la canalisation plus éloignées du littoral est nécessaire. Ce système de purification d'eau doit avoir la filtration biologique, organique et chimique, avec la possibilité de réutilisation d'eau dans les buts d'irrigation des végétations. La construction des stations de purification doivent être conformément aux normes modernes avec la capacité de traitement jusqu'à 1000 m^3 par jour, comme dans les pays occidentaux. Elles doivent prendre en compte les difficultés actuelles comme la coupure fréquente d'électricité, le manque des étangs biologiques et de terrain, l'insuffisance de l'eau d'irrigation (en Balykchy), et l'assurance de la sécurité écologique
Réserve de	L'augmentation des zones avec le haut niveau de protection dans la

biosphère	réserve de biosphère est nécessaire, en combinaison avec la maximisation de respect de la législation et la limitation de ses frontières. Il faut éliminer les activités d'élevages et pâturage de bétail dans ces zones d'haute protection.

Impact du tourisme sur la région d'Issyk-Koul :	
POSITIVE IMPACT	NEGATIVE IMPACT
1) Sur aspect Economique :	
- Entrée de devises étrangères - Croissance d'emploi - Entrée d'impôt - Popularisation de l'image du pays moderne - Développement d'infrastructure - Augmentation d'exportation - Développement territorial - Développement de l'artisanat - Croissance de commerce - Le débouché pour les produits locaux	- Inflation saisonnière - Travail saisonnière - Marché de l'ombre - Développement d'infrastructure des espaces ciblé et vieillissement de l'infrastructure générale - Augmentation de l'importation (matériaux de construction, alcool, produits de luxe) pour répondre aux attentes des touristes riche -
2) Sur aspect Sociale :	
- Formation de la population - Croissance de l'hospitalité et l'ouverture de la population locale aux touristes étrangers - Découvertes de culture et tradition kirghize - Echange culturel entre les peuples	- Travail des enfants - Alcoolisme, - Imitation de comportement fêtard et de folie par les jeunes villageois - Agression contre des touristes - Tensions politiques - Mécontentement des locaux (ex. : Raduga) - Narcotrafic - Acculturation -
3) Sur aspect Environnementale :	

- Attention accrue des ONG locales et internationales - Entrée dans la liste de patrimoine de l'UNESCO -	- Forte dégradation écologique, à cause des processus anthropologique due à tourisme - Pollution de l'eau du lac, de nappe phréatique, de l'air et de sol - Perte de la biodiversité du lac - Chute du nombre des poissons - Bétonisation chaotique, paysage détruite - Risque de Catastrophe naturel (ex. : Barskoon, pétrole à Balykchy -

SWAT analyse du tourisme de la région d'Issyk-Koul

Forces	**Faiblesses**
La nature : plages, lac, soleil, montagne Le statut de la réserve de biosphère L'hospitalité : comportement très positif de la population La culture du tourisme vécue à l'époque soviétique L'infrastructure construite depuis l'URSS La météo avec plusieurs jours ensoleillés La politique libérale de l'État envers le tourisme Le taux d'alphabétisation élevé La situation géographique : proche des grandes villes d'Asie centrale Les nombreuses sources d'eaux thermales, boues pour les cures, climat favorable au développement du tourisme de santé (mer-montagne) L'abondance de main-d'œuvre peu chère	Le manque de vols directs (loin des corridors aériens internationaux) La saison touristique courte Le mauvais rapport qualité/prix pendant la saison touristique Le manque de qualification, de formation et de professionnalisation L'absence de marketing et de promotion internationale L'absence d'information sur les produits touristiques Inflation saisonnière Absence de contrôle de l'État Faible contrôle écologique Culture du « bien-être » très en retard Spéculation de prix en haute saison

Potentiel	**Menace**
La croissance du tourisme international La croissance du tourisme d'aventure et du tourisme combiné La construction d'un aéroport international La construction des routes, liaison directe avec Almaty La construction d'une rocade de contournement (Nord et Sud) Le développement de produits touristiques nouveaux (écotourisme, tourisme actif, « vert », spa - nature, etc.) Développement d'un réseau moderne d'équipements du tourisme de bien-être sous forme de *cluster* (spa, hammam, thalasso, balnéo et thérapies thermales) Développer de divertissement : une offre touristique très diversifiée et combinée avec d'autres produits (croisière, aventure, balnéaire, trekking, parapente, etc.)	L'instabilité politique L'augmentation de la concurrence internationale (Turquie, Kazakhstan) Le manque d'investissement L'absence de plan général de développement du tourisme La dégradation écologique La pollution du sol, de l'air et de l'eau L'augmentation de la criminalité La spéculation foncière La corruption locale La concurrence internationale

Conclusion

Le développement d'un tourisme durable au Kirghizstan est au cœur de la problématique de notre thèse. Après l'indépendance du pays, le tourisme kirghize a connu des périodes « d'autonomie », sans soutien ni intervention de l'État. Après les années 2000, son développement a attiré l'attention de l'État, avec un léger coût de pouce des ONG internationales. Mais les tentatives de l'État pour encadrer l'activité touristique sont réduites, hésitantes, maladroites et parfois même inappropriées. Cette faiblesse est accentuée par un manque criant de financement.

Un pays en développement comme le Kirghizstan doit tirer les leçons de sa propre histoire et de l'expérience des autres pays pour adopter une bonne stratégie de croissance qui doit s'appuyer sur une étape essentielle : le renforcement des institutions. L'État kirghize doit prévoir une bonne gouvernance des affaires publiques afin d'installer une croissance économique stable et durable.

Le tourisme au Kirghizstan influence tous les aspects de la vie locale sur les plans économique, social et écologique. En l'absence d'un contrôle strict et rigoureux, les conséquences d'une surexploitation touristique sont dramatiques sur la préservation de la nature (perte de la biodiversité et la pollution de l'eau du lac), alors que les « accélérateurs » du tourisme kirghize sont liés aux attributs naturels du lac Issyk-Koul : beauté des paysages, espèces endémiques… La faible intervention de l'État et l'inefficacité de ses mesures sont les principaux dangers pour le tourisme durable.

Le réveil tardif de l'État, a permis à l'économie informelle et il est urgent de procéder à de nombreux ajustements, notamment juridiques, pour redresser la barre et intégrer les principes du développement durable, même si ça ne marche pas à tous les coups. C'est un travail de longue haleine où le rôle central incombe aux institutions. Actuellement, la qualité des institutions ne permet pas d'installer le tourisme durable. Ce qui se passe maintenant n'est pas durable, des reformes s'imposent. Mais à terme, il est possible d'installer le tourisme durable au Kirghizstan, et même en Issyk-Koul. L'État commence à prendre conscience de la vulnérabilité écologique du Kirghizstan. Les nouvelles règles formelles commencent à entrer en vigueur même si elles ne sont pas absolument efficaces. Ces règles demandent améliorations et adaptations aux conditions réelles. Les mécanismes, les mesures et actions

doivent être clairement identifiés et décrites. Il faut établir les responsabilités de chaque acteur de la chaine touristique et il faut pénaliser lourdement tous ceux qui rejettent leur responsabilité et ne suivent pas les règles.

En ce qui concerne l'avenir du tourisme balnéaire du Kirghizstan plusieurs projets grandioses sont en cours ou en préparation. Parmi eux le projet de construction d'un nouvel aéroport international à Tamchy est très attendu. Cet aéroport va remplir deux objectifs : 1) développer les vols internationaux (surtout pour les touristes russes du Moscou, Sibérie, Altaï mais aussi la clientèle avec la forte pouvoir d'achat d'Inde, de Pakistan et autres pays asiatiques) 2) faciliter l'accès à la population locale de la région d'Issyk-Koul. Ce projet permettra d'augmenter le nombre de touristes, facilitera l'accès toute l'année et diminuera le trafic routier. Les touristes seront plus satisfaits car ils pourront éviter les longs trajets sur des routes en mauvais état et fréquentées par la police routière.

Un autre grand projet est en cours de finalisation : la construction d'une route entre la capitale Bichkek et la première ville d'Issyk-Koul, Balykchy. La route actuelle traverse la chaine de montagne et est assez étroite pour un flux massif de touristes. Après les travaux d'explosion des montagnes et l'élargissement de la route en une quatre voies, ce trajet sera plus sécurisé et sa capacité de trafic plus élevée.

ANNEXES

Annexe n°1. La terminologie soviétique des notions en tourisme, (J. Thorez).

La terminologie soviétique des notions en tourisme.

1) **« Gostinitsa »** ou hôtels : le sens est le même que dans le nombreux pays : il s'agit d'établissements qui offrent le coucher et le table. Ils sont gérés par la ville, les chemins de fer, l'Aéroflot ou Intourist, dans ce dernier cas ils accueillent, entre autres, la clientèle étrangère. Les hôtels sont destinés aux différentes catégories de personnes en déplacement professionnel et aussi aux vacanciers sans « poutiovka ».

2) **« Tourbaza »** : (Touristskaïa baza) c'est-à-dire les bases touristiques. Il s'agit d'hôtels mais qui sont exclusivement destinés aux clients munis de « poutiovka ». Ces tourbazas sont gérées par des organismes touristiques. Avec une capacité de 100 à 1000 places, elles accueillent de préférence les vacanciers d'itinéraire.

3) Entre ces deux cas, les **« tourbaza de type hôtel »** - on comprend aisément que ce type d'établissement héberge aussi bien les gens munis de « poutiovka » que les « dikii ».

4) Autre cadre, les **« Pensionnats ».** Ce sont des maisons de repos où les touristes viennent séjourner en moyenne 20 à 25 jours, seuls, par couples ou en famille. C'est une clientèle à « poutiovka ». On peut distinguer deux sous-types : le pensionnat avec soins médicaux (thalassothérapie, cures, etc.) et en majeur partie le pensionnat ordinaire où l'on vient simplement pour se reposer.

5) Les **« dom otdyha »** ou maisons de repos. Mêmes caractères que le pensionnat ordinaire, mais elles sont réservées au séjour de durée inférieure (12 à 15 jours), sur « poutiovka », avec peu de soins, peu d'excursion, et surtout repos sur place avec jeux, sports, clubs culturels, etc. Beaucoup appartiennent à des entreprises, des unions.

6) Les **Sanatoria** - dans ces établissements, l'entourage médical devient important, à tel point que les directeurs en sont souvent des médecins. Les sanatoria généraux cèdent le pas aux sanatoria spécialisés (cardiologie, néphrologie, etc.). Cependant le terme n'a pas le même sens qui lui est attribué en France : on vient ici sur simple poutiovka, sans ordonnance médicale, et si le touriste se trouve sous surveillance médicale il n'en demeure pas moins un vacancier.

7) La **« polyclinique de Kourort »** correspond par contre à notre conception du sanatorium. Les curistes ou convalescents y sont en effet envoyés par des médecins qui leur ont donné une « Koursovka » distincte du bon de voyage. On vient dans ce type d'établissement pour s'y faire soigner. Dans tous les cas la « Koursovka » est gratuite.

Dans les maisons de repos, pensionnats, sanatoria, de nombreuses activité sont proposées aux pensionnaires : séance de culture physique le matin, puis piscine, excursions, soins, baignades. Le calme règne à l'heure de la sieste succédant à un repas diététique, la fin de l'après-midi étant réservée aux sports collectifs, la soirée offrant bal, cinéma, ou jeux en plein air. (Les établissements sont surtout fréquentés pendant l'été). Chacun est naturellement libre de participer à ces différentes activités mais tous les pensionnaires sont tenus de respecter le repos d'autrui.

Mentionnons le cas particulier du **camp de pionniers** : la colonie de vacances en quelque sorte, qui accueille 100 à plusieurs milliers d'enfants (ex. : Artek au bord de la Mer Noire). Ils sont gérés par l'organisation des pionniers, par les entreprises ou les Soviets locaux.

Les circuits **(touristicheskie marshruty)**. Une grande partie des touristes qui achètent une poutiovka participe à des circuits de différentes types : par les buts, culturels (visites de musées, de monuments, de sites naturels), socio-économiques (visites d'usines, de kolkhozes…) ou encore sportifs (excursions pédestres, à ski, en bateau). Il existe des circuits de différentes types local (mestnye) ou nationaux (vsesouznye).

Annexe n°2. La présentation générale du Kirghizstan

Situation géographique. Le Kirghizstan se situe au centre du continent eurasiatique et en plein cœur de l'Asie centrale. Le pays est entouré par quatre États voisins : le Kazakhstan au nord, le Tadjikistan au sud, la Chine à l'est, et l'Ouzbékistan à l'ouest.
La superficie du pays est un peu moins de 200 000 km², ou 2,7 fois plus petite que la France (Hexagone). Alors que l'altitude moyenne est de 2750 m.

Climat. Le climat est continental mais il varie en fonction de l'altitude. Au Sud du pays, la température moyenne annuelle est de +11+13°C, alors que dans les régions montagneuses, cet indicateur atteint –8°. Quant à la capitale, la température moyenne d'été est de +30°C et d'hiver est de –6°C. Ceci dit, une proportion importante du territoire est couverte par des glaciers qui assurent par ailleurs un joli horizon enneigé même en été.

Villes. Le Kirghizstan est un pays faiblement urbanisé. Les villes du Kirghizstan se situent dans les zones les plus basses du pays. Au Nord, dans la vallée de Tchui se trouve la capitale Bichkek à l'hauteur de 800 m d'altitude. Au Sud-ouest, dans la vallée de Ferghana on trouve la ville d'Och : une ville qui a fêté récemment ses 3000 ans et d'après les légendes son nom lui a été donné par le roi mythique des hébreux Salomon. L'autre grande ville du Sud est Jalal-Abad, connu par ses ressources des eaux thermales et sanatoriums. Au nord, les principales villes se trouvent généralement autour du lac Issyk-Kol (Kara- Kol, Cholpon- Ata, Balykchy), mais aussi dans les montagnes, comme Naryn. A proximité de cette dernière on trouve le célèbre Tash- Rabat- c'est un vestige qui date du XV siècle et qui servait de relais pour les marchands de la Route de la Soie.

Montagnes. Les montagnes occupent 95% du territoire du Kirghizstan, dont 70% sont de très hautes montagnes. Le principal massif montagneux est le Tien Chan (Ala-Too en kirghize) avec les sommets dont les plus hauts sont le Pic Pobedy (à 7 439 m) et le Pic Lenina (à 7 134 m). Le pic Khan-Tengri- l'Empereur du Ciel en traduction mongole (a une hauteur de 7010 m). Il a été découvert pour la première fois par le scientifique russe Piotr Semenov Tian Chanski en 1857. Ce pic est aussi très connu par sa beauté majestueuse.

Lacs et rivières. Le Kirghizstan possède 1923 lacs dont 84% sont des lacs de montagnes (l'altitude moyenne est de 3500m). Le lac Issyk-Kol est connu comme l'un des plus profonds lacs de la planète. Son nom- « le lac chaud » de la langue kirghize résulte du fait qu'il ne gèle pas en hiver. Profond de 702 m, il forme une petite mer intérieure de 6 300 km² à 1 600 m d'altitude. Les lacs Song- Kol, Tchatyr Kol, Sary Chelek sont également des lacs de montagnes d'une beauté exceptionnelle.

Les principales rivières sont Tchu (220km), Naryn (545km) et Tchatkal (205km) qui prennent leur source dans les glaciers. Le courant très fort fait de ces rivières une source potentielle de l'énergie.

Flore et faune. La flore du Kirghizstan est riche et variée. ¼ de celle-ci est exclusive au Kirghizstan. Les forêts occupent environ 350 000 hectares parmi lesquelles la fameuse forêt d'Arstanbab qui est la plus grande réserve naturelle de noyers dans le monde. Selon une légende, le noyer a été importé en Grèce par Alexandre Le Grand de la forêt d'Arstanbab après sa campagne militaire en Asie Centrale. Il en résulte que la noix est originaire de l'Asie Centrale mais non pas de la Grèce comme il est coutume de penser.

Le monde animalier est également très riche et varié. Certains espèces sont très rares : la panthère des neiges, l'aigle royale, la cigogne blanche (et noire), le chevreuil, le mouton Marco Polo, l'ours de Tien Chan et bien d'autres. Par ailleurs, les lacs sont très riches en poissons comme la sandre, la carpe, la truite et le lavaret.

Population. En 1991, le Kirghizstan obtient son indépendance suite à l'effondrement de l'URSS. Le pays restructure son économie, émet sa propre monnaie, élit son parlement et son premier président. Aujourd'hui, le Kirghizstan est un pays indépendant avec une population plus de 5,5 Mln d'habitants dont 60% sont des Kirghizes, 16% sont des Russes et les 14% restants représentent les Ouzbeks, les Allemands, les Ouïgours et les Coréens. Les religions principales sont l'islam et le christianisme orthodoxe. La langue nationale est le kirghize, le russe étant la seconde langue officielle.

Annexe n°3. L'infrastructure des stations de skis du Kirghizstan.

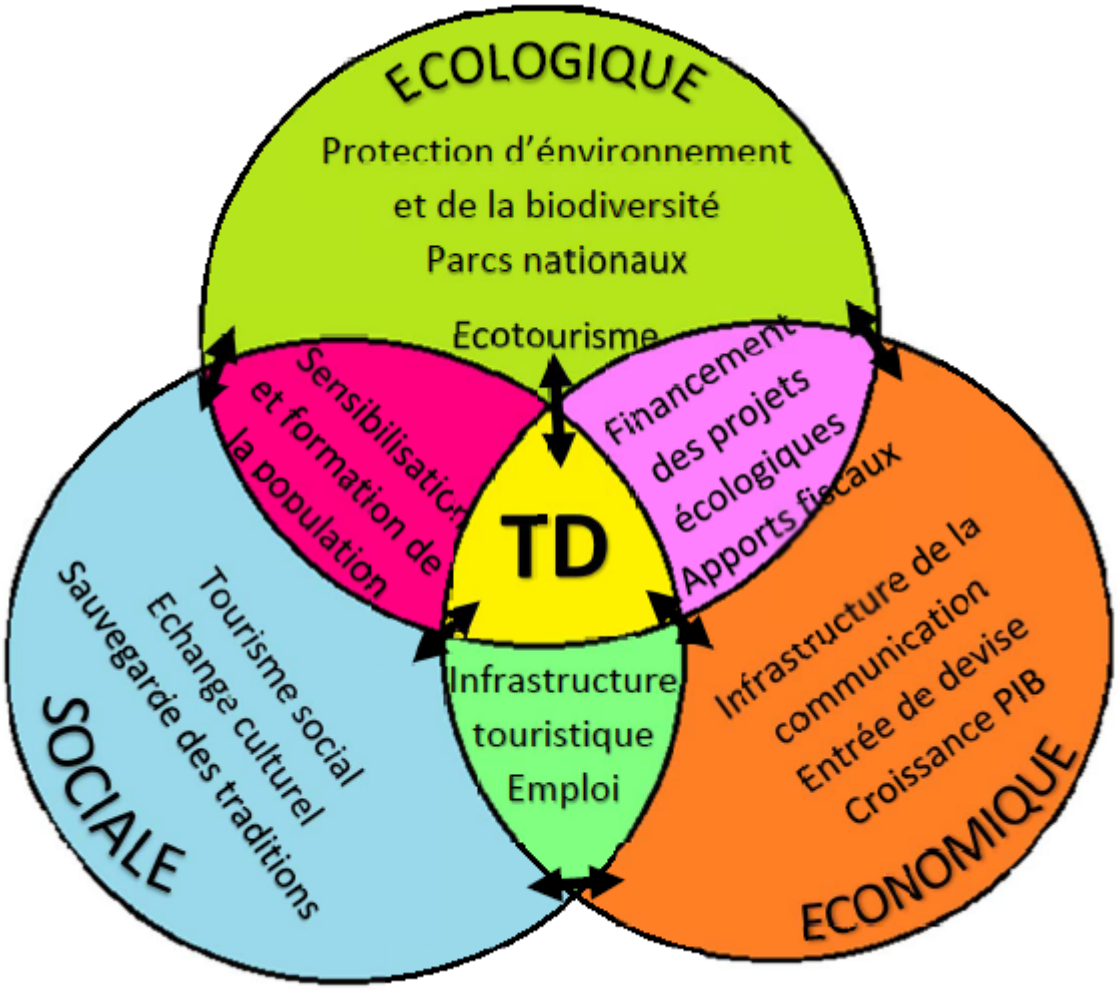
N°	Nom des stations	Situation	Altitude	Nombre de télésiège	Longueur des pistes	Hébergement et loisirs	Longueur de la saison de ski	La location de matériel
1.	**Kara-Kol**	390 km de capitale Bichkek, 7 km de ville Karakol, région Issyk-Koul, Nord Kirghizstan	2300 m, 3040 m– le point la plus haut	2 télésièges, 3 téléskis	Plus 20 km, dont la piste la plus longe est 3,5 km	2 chalets, 1 hôtel avec 12 chambres (2-3 places), salle de billard, 1 sauna, 1 restaurant, 1 salle de conférence, canon à neige	De novembre jusqu'à mai avec enneigement 1,5 - 2m	1 point de location de matériels de ski et de motoneiges
2.	**Norus**	30 km de capitale Bichkek	2000m	2 télésièges, 2 téléskis	-	1 hôtel (26 places), 1 restaurant 1 bar-discothèque, 1 salle de billard, 1 patinoire	De décembre jusqu'à mars	1 point de location de matériels de ski
3.	**Orou-Sai**	35 km de capitale Bichkek	2100m	2 télésièges, 1 téléski	Plus de 3 km	1 hôtel (2-4 places), (2° hôtel de 25 places avec sauna et 2 piscines), 1 salle de billard, 1 bar, 1 sauna, 1 restaurant	De décembre jusqu'à avril	1 point de location de matériels de ski
4.	**Kashka-Sou**	35 km de capitale Bichkek	2000m	1 télésiège, 1 téléski	Plus de 9,5 km	1 hôtel (65 places), 1 restaurant, 2 salles de conférence, 1 sauna, 1 patinoire, 1 café-bar	Toute l'année (dont la saison d'hiver décembre –avril)	1 point de location de matériels de ski
5.	**Togouz-Bulak**	40 km de capitale Bichkek, département Issyk-Ata	1900 m, 2300m – le point la plus haut	1 télésiège (de deux places achetée occasion en France)	Plus de 13 km, dont la piste la plus longe est 3 km	1 hôtel (40 places), 2 Studio, 1 sauna, 2 café, **1 snowpark**	De décembre jusqu'à mars	1 point de location de matériels de ski et de motoneiges

6.	**Orlovka**	90 km de capitale Bichkek,	1800m	3 télésièges, 2 téléskis	Plus de 21 km, dont la plus longe est 2,9 km	**7 canons à neiges,** 2 hôtels 22 places (2-6 places), 4 chalets, 1 sauna, 1 billard, 1 cantine **Ski nocturne**	De décembre jusqu'à avril	1 point de location de matériels de ski
7.	**Politekh**	30 km de capitale Bichkek	-	2 téléskis	-	absent	De décembre jusqu'à mars	1 point de location de matériels de ski
8.	**Kolgokar**	45 km de capitale Bichkek	2040 m	2 téléskis	-	absent	-	-
9.	**Edelweiss**	42 km de capitale Bichkek (accès en 4x4)	-	1 télésiège	-	absent	De décembre jusqu'à mars	-
10.	**ZIL (Soulou-Ter)**	35 km de capitale Bichkek	-	1 télésiège 1 téléski	-	1 café	-	1 point de location de matériels de ski
11.	**Teu-Ashouu**	135 km de capitale Bichkek dans une vallée Soussamyr	3100 m	1 télésiège pour 1,8 km. Pour les pistes à longueur de 5 km, la montée assurée par les minibus (12 euros/jour).	-	1 grande restaurant 2 petits hôtels	De novembre jusqu'à mai	1 point de location de matériels de ski

Annexe n°4. La comparaison des institutions de tourisme de la France et du Kirghizstan.

	Institutions du tourisme en France		Institutions du tourisme au Kirghizstan
1.	Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme	1.	Ministère de la culture, de tourisme et de l'information. (Département de tourisme au sein du ministère).
2.	Comités Régionaux de tourisme	2.	Pas de gestion régionale du tourisme
3.	Comités départementaux de tourisme	3.	Pas de gestion départementale du tourisme
4.	Maison de tourisme (communes, municipale), office de tourisme.	4.	Pas de maison de tourisme ou autre représentant de tourisme dans les villes et communes. Pas d'office de tourisme.
5.	Fédération, syndicats de tourisme	5.	Pas de syndicats, mais quelques fédérations de sport.
6.	Association, ONG spécialisées	6.	Association, ONG spécialisés (subventionné souvent par les ONG internationales).
7.	Représentations des organisations internationales du tourisme (OMT, ONU, Unesco), Conseil Europe.	7.	Pas de représentant des organisations internationales du tourisme au Kirghizstan.

Annexe n°5. Le tourisme durable.



Source : Berenaliev Y.

Annexe n°6. La législation sur le territoire d'Issyk-Koul.

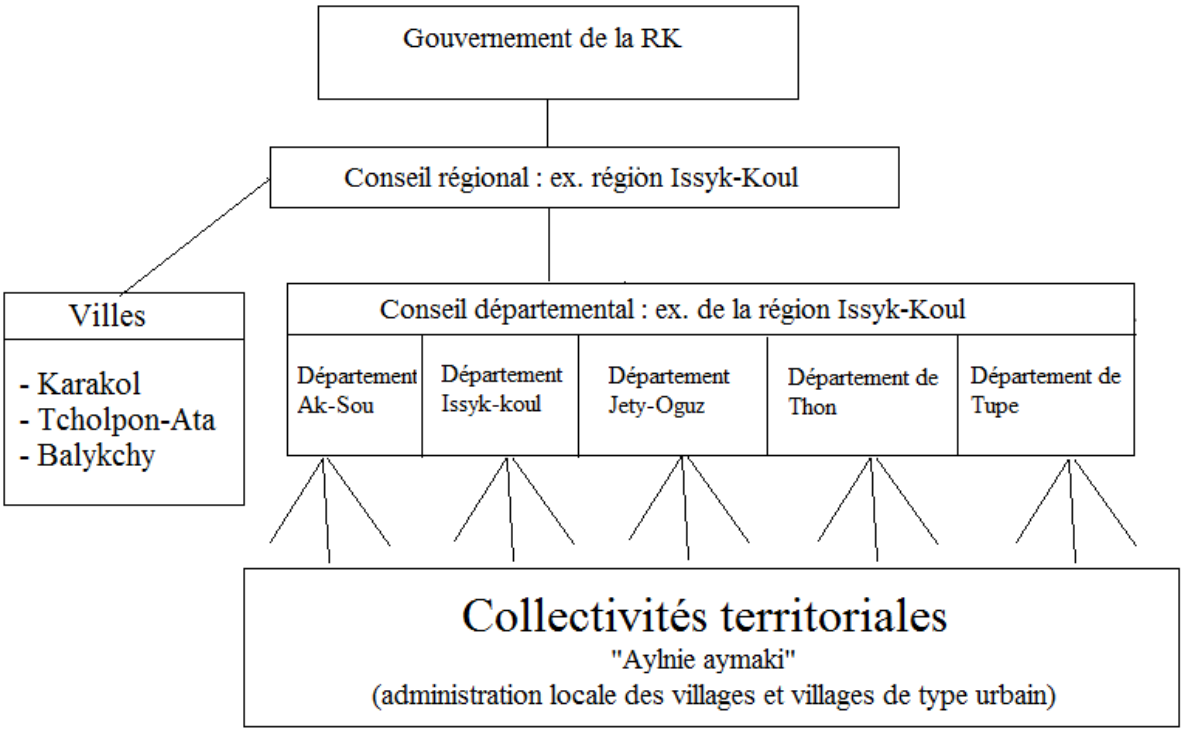
<u>La base législative de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul :</u>

- La loi de la RK « Sur le développement durable de système écologique et économique d'Issyk-Koul » de 28 juin 2004 sous n°115
- La conception de développement durable de système écologique et économique « Issyk-Koul » pour la période jusqu'à 2020 de 10 février 2009 sous n°98
- Arrêté du gouvernement de la RK de 24 janvier 2000 sous n°40 « Sur la ratification de règlementation de la réserve de biosphère « Issyk-Koul ».
- La réglementation de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » (accordé par l'arrêté du gouvernement de la RK de 24 janvier 2000 sous n°40).
- L'ordre du ministère de l'environnement de la RK « Sur la ratification de la réglementation de la direction de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » de 8 septembre 2000 sous n°140.
- La règlementation de la direction de la réserve de biosphère « Issyk-Koul » accordé par l'ordre du ministère de l'environnement de la RK de 8 septembre 2000 sous n°140.

La base législative qui règlement l'exploitation du terrain :

- Le code de l'eau de la RK (2005),
- Le code de foncier de la RK (1999),
- Le code des forêts (1997),
- La loi de la RK sur la protection de l'environnement (1999),
- La loi de la RK sur la protection de l'air (1997),
- La loi de la RK sur la pêcherie (1997),
- La loi de la RK sur le monde animal (1999),
- La loi de la RK sur les réserves naturelles protégées (1994),
- La loi de la RK sur les collectivités territoriales et l'administration d'Etat locales (2008),
- La loi de la RK sur le tourisme (1999),
- La loi de la RK sur l'analyse écologique (1999),
- La loi de la RK sur la sécurité industrielle des objets de production dangereux (2001),
- La loi de la RK sur les dépôts des matières radioactives et chantier des montagnes (2001),
- La loi de la RK sur les déchets ménagers et de production (2001),
- La loi de la RK sur l'eau (1994),
- La loi de la RK sur le bien-être sanitaire et épidémiologique de la population (2001),
- La loi de la RK sur la protection de santé de la population de la RK (1992),
- La loi de la RK sur le développement durable de système écologique et économique « Issyk-Koul » (2004),
- La loi de la RK sur le taux pour le payement de la pollution de l'environnement (émission, rejet de matières polluées, emplacement des déchets) (2002).

Annexe n°7. L'organigramme : Le système de division administrative territoriale, par exemple d'Issyk-Koul.



Annexe n°8. La définition de la contribution économique du tourisme (contribution directe, indirecte et induite), selon WTTC.

Source: WTTC, Economic impact 2014, Kyrgyzstan.

Annexe n°9. La comparaison de deux types de tourisme au Kirghizstan

N°	Critère	Tourisme balnéaire	Tourisme actif
1	Durée de séjour en moyenne par touriste	3-5 jours	2-3 semaines
2	Durée de la saison touristique en année	2 mois	5 mois
4	Pression anthropologique	Forte	Faible
5	Possibilité d'application des concepts de TD	Difficile	Facile
6	Effet culturel	Moyen	Positive avec échange culturel
7	L'augmentation de la popularité du Kirghizstan	Moyenne	Elevée
8	La pollution due au transport aérien	Faible	Forte
9	La pollution due au transport routière	Forte	Faible
10	Qui sont les clients?	Les touristes de la CEI : Kazakhstan, Ouzbékistan, Russie, etc.	Les Occidentaux et l'Asie : Etats-Unis, Allemagne, France, Chine, Japon, etc.
11	Intensité de consommation de produit locaux	Fort	Très fortes

Source : BERENALIEV Y.

Annexe n°10. La plage d'Issyk-Koul, prise en photo de satellite en 2003 et en 2013, l'aménagement et le développement touristique est visible.

Photo : prise de satellite en 2003, avant l'essor touristique, la côte nord, la station balnéaire « Zolotye peski ».

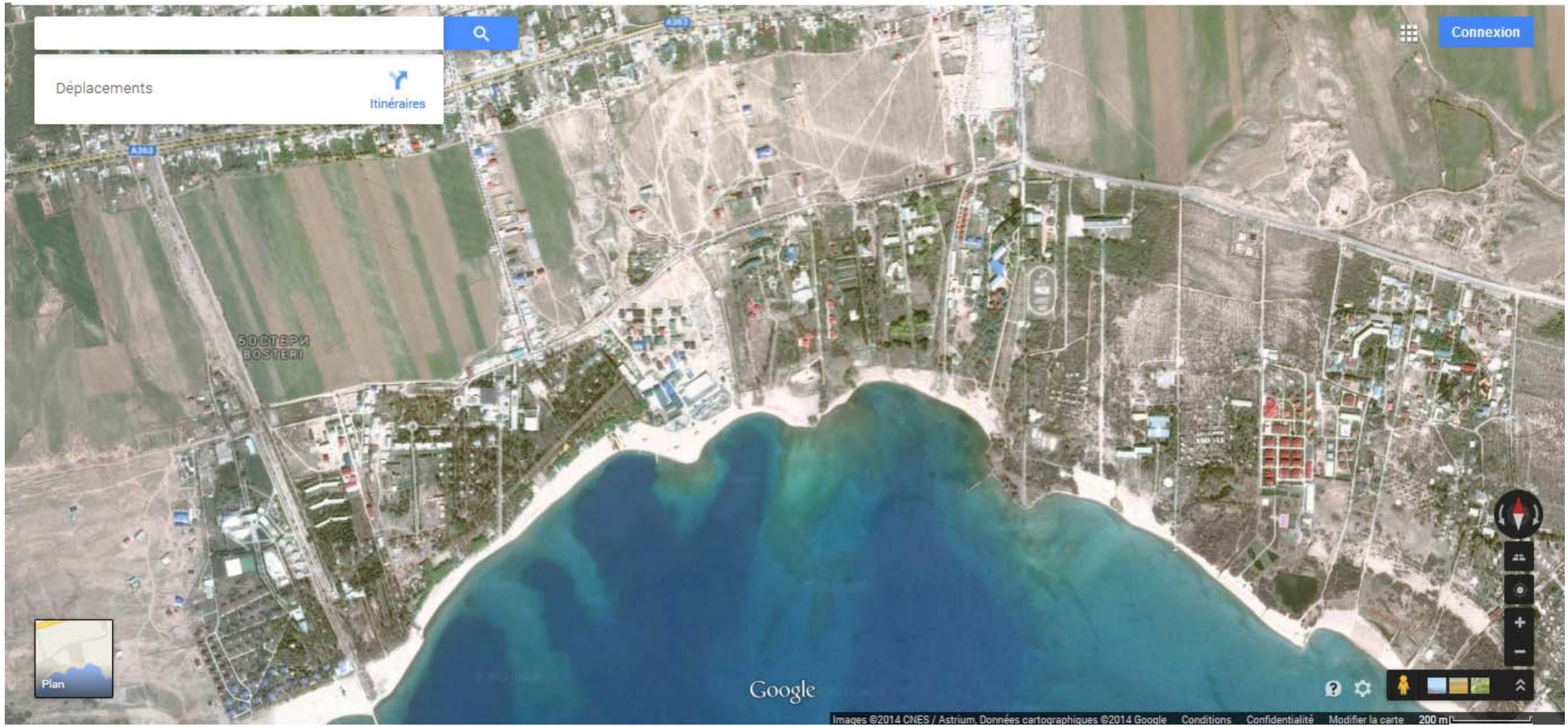


Photo : prise de satellite en 2013, la côte nord, la station balnéaire « Zolotye peski » et plusieurs autres établissements touristiques.

Annexe n°11. L’offre d’hébergement sur lac Issyk-Koul, d’après le sondage et étude de terrain de l’été 2013.

Nom	Type de chambre	Sans repas (euros)	Avec repas (euros)	Divertissement
Village Toru-Aygir				
"Mayak" camp d'enfant	Bâtiment		77€(10jours)	terrain d'enfant et de sport, patinoire etc.
"Tihaya Gavan" centre de vacances	économ-classe		15 €	restaurant, bains, salle de conférences
	demi-luxe		23 €	
	luxe		30 €	
	VIP		30 €	
	yourte	23€(6 personnes)		
Village Kok- Kyl				
"Ak-Djol" centre de vacances	standard		10,7€(avant 15juillet), 12,3€(après 15juillet)	billard, cinéma, douche minérales de radon, bar, restaurant
	luxe		30,7€/36,9€	
"Kelechek" camp d'enfant	Batiment		61,50 €	terrain d'enfant, discothèque, stade, jeu vidéo
Village Tamchy				
"Siniy parohod" centre de vacances	semi-luxe	5,3-6,15€	5,38€ (sans plat)	café, terrain d'enfant, piscine, ping-pong, patinoire
	korporotivka	4,6€(1 personne)		
"Bellcanto" centre de vacances	standard	18,4€(avec petit déjeuner)	23 €	salle de conférences, cinéma, billard, bateaux, hors-bord
	appartement		27,70 €	
	luxe	23 €	27,70 €	
"Valenssiya"	standard		15,40 €	terrain d'enfant, piscine

centre de vacances	semi-luxe		23 €	
"Dapan" maison d'hôtes	semi-luxe	5,40 €	15,50 €	vedette, bateaux, hors-bord
Village Chok-Tal				
"Vityaz" centre de vacances	standard	88€(1chambre)		billard, sauna, tennis, salle de conférences, restaurant, terrain d'enfant
	semi-luxe	44-214,8€ (1 chambre)		
	luxe	237€-629,6€ (1 chambre)		
"Solnechniy" tourisme de santé	semi-luxe		37-44€ (2 personnes)	terrain d'enfant, terrain de sport, billard, catamaran
	luxe		74€ (2 personnes)	
	cottage		13,3-14,8€ (2 personnes)	
"Royal Beach" hôtel	standard		37€ (avant 15juillet), 44€ (apres 16 juillet)	sauna, billard, piscine, services automobile
	luxe		44€ (avant 15 juillet), 51,8€ (apres 15 juillet)	
"Solnechniy" centre de vacances	semi-luxe		38,4€ (2 personnes)	terrain de football, restaurant, sauna, billard
	luxe		74€ (2 personnes)	
"Nasip&Nur" centre de vacances	standard	6 €	7,6€(sans plat)	piscine, billard
	semi-luxe	9 €		
	luxe	18 €		
"Solnyshko" centre de vacances	standard	4,60 €	13,80 €	restaurant, piscine, terrain d'enfant, tennis, billard
	semi-luxe	6,10 €	15,30 €	
Village Chon-Sary-Oy				
"Taberik" maison d'hôte	luxe	74-88€ (chambre avec 2 pièce), 111-133€ (chambre avec 3 pièce)	9,2€ (sans plat)	terrain d'enfant

"Akbar" maison d'hôte	standard	3 €	9,2€ (sans plat)	restaurant, terrain d'enfant, bains, banc
	semi-luxe	6,90 €		
	luxe	7,60 €		
Village Sary-Oy				
"Geolog" centre de vacances	standard	4,60 €	6,9€ (sans plat)	terrain de sport, restaurant, douche d'eaux minérales, sauna
	semi-luxe	7,70 €		
	luxe	10,70 €		
"Jalyn" centre de vacances	econom-classe	4,50 €	10,00 €	camp, discothèque, restaurant, terrain de sport
	econom-plus	6 €	12 €	
	confort	11,50 €	17,6€ (2pers)	
	confort-plus	13 €	17,60 €	
	cottage	13 €	19,20 €	
"Barchyn" tourism de santé pour les enfants	bâtiment		110€ (2-12 juillet), 115€ (7-16 aout)	attraction d'eau, salle d'ordinateur, terrain d'enfant, terrain de football, discothèque
"Raduga" centre de repose	econom-classe		111€(chambre double)	attraction d'eau, catamaran, bateaux, restaurant, centre de SPA
	standard		118€(chambre double)	
	semi-luxe		185€(chambre double)	
	cottage		133-311€(chambre-double)	
Village Bayet				
"Ak-Maral" centre de repose	standard	73€ (2personnes)	92€ (2 personnes)	boite de nuit, billard, salon de SPA, restaurant, terrain d'enfant, terrain de sport, tennis, centre d'affaire
	luxe	155€ (2personnes)	173€ (2 personnes)	
Village Kara-Oy				

"Eling" centre de vacances	standard	7,60 €	(sans plat)6€	banc, restaurant, discothèque, attraction d'eau, hors-bord
	luxe	10,7-23€		
"Sayran" centre de vacances	semi-luxe		29,60 €	attraction d'eau, billard, sauna etc.
"Rohat-NBU" centre de vacances	semi-luxe		51,5€ (2personnes)	
	luxe		112,3€ (2personnes)	
	cottage		207,6€ (4 personnes)	
	appartement		180€(4 personnes)	
"Krnyn Ilimder akademiyasi" centre de repose	standard		7,60 €	bar, discothèque, sauna, terrain d'enfant, douche minérales, billard
	cottage	37-185 €(3-4 pers.)	3,8€ (sans plat)	
"Zolotoy ruchey" maison d'hôte	cottage	15,30 €	23 €	sauna, billard, attraction d'eau, café
"Azat" centre de santé	standard		20,7-23€	billard, bar, tennis, karaoké, sauna, terrain d'enfant, bateau, parachute
	semi-luxe		26-38€	
"Akoun Issyk-kyol" hôtel	standard		41,50 €	piscine, café, disco-club, sauna, tennis, attraction d'eau etc
	cottage-luxe		233€ (4 personnes)	
Ville Cholpon-Ata				
"Tri koroni" hôtel	standard		74€ (2pers)	sauna, piscine, bateau, terrain de sport, tennis, salle de musulation, café-bar
	semi-luxe		88€ (2 per)	
	luxe		96 € (3 per)	
"Altyn Jeek" hôtel	semi-luxe		20 €	terrain d'enfant, restaurant
	luxe		23 €	
"David" maison d'hôte	standard	6 €		
"Izumrud" maison d'hôte	standard	4,60 €	15,30 €	restaurant, sauna, piscine, karaoké, tennis
	semi-luxe	9,20 €	20 €	
	luxe	23 €	30,70 €	
"Svetlana" maison	semi-luxe	23-30€ (2,3 personnes)	9,2€ (sans plat)	tennis, salle de musculation, restaurant

d'hôte	luxe	46-54€ (2-4 personnes)		
"Toguz-Boulak" maison d'hôte	semi-luxe	7,70 €		
"Talant" hôtel	luxe	12,3-15,3€	7,70 €	restaurant
"Bali" maison d'hôte	standard	9,2€ (avant 10 juillet), 10,7 (après 10 juillet)	8,4€ (sans plat)	banc, terrain d'enfant, restaurant
	luxe	30,7€ (avant 10juillet), 46€(après 10 juillet)(3per)		
"Persona" maison d'hôte	standard	7,60 €	(sans plat) 9,2€	restaurant, billard, tennis
	semi-luxe	30€ (3pers)		
"Ayvilla" centre de vacances	semi-luxe	9,2-10,7€		restaurant, batoude
"Ak-Tolkoun" entre de vacances	standard		14,6€ (avant 15 uillet), 16€ (apres 15juillet)	restaurant, terrain d'enfant, terrain de volley-ball
	semi-luxe		16€/17,6€	
	luxe		19,€/20,7€	
Village Baktyy-Dolonotou				
"Kirghizskoe vzmorye" sanatorium	standard		30,00	en plus complexe traitement
	semi-luxe		46,15	
	luxe		jusquà 170	
	batiment		36,92	
	cottage-luxe		281,54	
"Tash-Rabat-Inkognito" centre de vacances	standard		38,46	boite de nuit, billard, bains, tennis, batoude, terrain d'enfant
"Tulpar" centre de vacances	standard		16,92	sauna, salle de musculation, salle d'ordinateur, billard, tennis, salle de conferences
	semi-luxe		20,00	
	luxe		27,69	

"Zolotie peski" centre de vacances	semi-luxe	17	27,00	parc aquatique, restaurant, salle de la dance, billard, terrain d'enfant, yacht
"Meerim-Murok" maison d'hôte	semi-luxe	20-22	12(sans plat)	salle de banquette, sauna, billard, massage, terrain d'enfant
"Aalam" centre de repose	standard (2pers)		27,69	boite de nuit, hors-bord, billard, tennis, terrain d'enfant, batoude
	standard (3pers)		38,46	
	cottage		13,85	
"Universitet" centre de santé	standard		9,54	restaurant, sauna, billard etc.
	cottage semi-luxe		13,85	
"Colorado" hôtel	standard	15 (avant 15juillet), 20(apres 15 juillet)		attraction d'eau, restaurant, sauna, bar
"Talisman Village"	standard		130	restaurant, sauna, karaoké-bar, billard, tennis, piscine, terrain d'enfant
"Altyn-Tour" hôtel	semi-luxe	11		billard, boite de nuit, restaurant, tennis, terrain d'enfant
	luxe	15		
"Louchezarnoe pobereje" hôtel	semi-luxe		15-30	cinéma, billard, tennis, sauna, katamaran, bateaux
Village Boulan-Sogottu				
"Ak-Danis" centre de vacances	econom-classe		après 12 juin 20	billard, tennis, restaurant, salle de conférence, massage, catamaran, bateaux
	standard		23-38	
	luxe		30-44	
"Lazourniy" hôtel	luxe	190, (apres15 juillet-250)	30dollar (sans plat)	restaurant, piscine, sauna, billard, salle de musculation
"Issyk-Kyl Avrora"hôtel-	standard		9,02	hydrothérapie, physiothérapie, massage, tennis, terrain de sport
	semi-luxe		106,15	

sanatorium	luxe		160,77	
"Karven Issyk-kyl" centre de repose	standard	83dollar avec le petit déjeuner (1per)	diner et déjeuner 28 dollar	restaurant, centre d'affaire, piscine, tennis, terrain d'enfant et sport
	semi-luxe	148dollar (2pers)		
	luxe	188dollar (2pers)		
	appartement	330dollar (4 pers)		
Village Koroumdou				
"Solemar" hôtel	semi-luxe		130-145 dollar (2pers)	karaoké, disco-club, piscine, tennis, catamaran, hors-bord, terrain de basket-ball, boite de nuit
	deluxe		160-220dollar (2pers)	
	president		280-340dollar (4pers)	
	padishah		475dollar (4pers)	
"Neptoun"centre de vacances	standard		15dollar	terrain d'enfant et de sport, catamaran, bateaux, billard, tennis
	semi-luxe		20dollar	
	luxe		25dollar	
	econom-classe		12dollar	
Village Kadgi-Say				
"Skaska" centre de vacances	standard	10,77	18,46	terrain d'enfant, domino, échecs, tennis, excursion
	luxe	15,38	23,08	
"Vera" maison d'hôte	standard		15,23	terrain d'enfant
"Altyn jeek" centre de vacances	standard	7,69	13,85	billard, piscine, hors-bord, restaurant, boite de nuit, terrain de sport
	cottage	6,15	10,77	
	luxe		100 euros (4pers)	

TABLE DES MATIERES DETAILLEE

Introduction générale ……...……..p. 2

PARTIE I. Les approches théoriques pour une étude économique du tourisme ...…..p.10

Chapitre 1. La théorie des institutions…….….p.11

§1. La théorie institutionnelle : le contexte de son émergence…….p.11

§2. La théorie institutionnelle et son explication de la croissance économique...p.12

§2.1. Les institutions : origines, notions, enjeux……p.13
a) La distinction des institutions : formelles et informelles……..p.15
b) La mise en place et l'évolution des institutions……...p.16
c) L'interaction entre organisations et institutions……p.19

§2.2. La théorie des coûts de transaction……....p.20
a) Le marché et les institutions……...p.20
b) Le rôle de l'information dans la théorie des institutions……..p.22
c) L'approche des coûts de transaction……....p.23
d) Le droit de propriété……p.25

§3. La nécessité d'institutions fortes pour accompagner le développement d'un pays……...p.27

§3.1. Le rôle des institutions sur la performance économique…….p.27

§3.2. Études d'impact des institutions sur l'économie des pays en développement……...…….p.30

§4. Les Institutions dans le contexte kirghize……..…….p.34

§4.1. L'évolution des institutions kirghizes……...…p.34

§4.2. Institutions et tourisme au Kirghizstan……..p.36

§4.3. Le Capital social : une institution à ne pas négliger…….....p.37

Chapitre 2. Tourisme, développement durable et territoire ……...…p.39

§1. L'enjeu du tourisme dans l'économie contemporaine……..p.40

§1.1. Le tourisme est l'un des secteurs les plus dynamiques du monde……p.40
a) La naissance du tourisme : l'esprit de découverte……..…p.40
b) Les tendances du tourisme mondial……...p.42
c) Le tourisme est un secteur de l'économie tertiaire……p.45

d) Les modes de consommations touristiques……..p.47

§1.2. Le tourisme au service du développement……..…….p.48
a) Création de richesses et d'emplois……...…p.49
b) L'entrée de devises……...……p.51

§ 1.3. Le tourisme, un facteur de développement contesté……...p.51
a) Un problème de répartition et de dépendance……..……..p.52
b) Capacité à répondre à une demande de plus en plus diversifi.ée…...p.53
c) Des emplois, certes, mais peu qualifiés……..……...p.53
d) L'aménagement du territoire conduit à des inégalités……..…p.54
e) Les effets socioculturels……..……p.54

§2. Tourisme et développement durables…….…….p.57
§2.1. Le tourisme durable…….…….p.57
a) Le tourisme durable et ses principes……..……..p.59
b) Le tourisme durable, sa relation avec les trois pôles du développement durable……..……p.60

§2.2. L'écotourisme…….……..p.63
a) Les fondements de l'écotourisme……..……p.64
b) L'écotourisme, sa relation avec les trois pôles du développement durable……..……..p.66

§3. Ressources territoriales et tourisme……..p.68
§3.1. La ressource territoriale comme fondement de la valeur potentielle d'un territoire ……p.68
a) La ressource comme richesse du territoire……..p.69
b) La typologie des ressources territoriales……p.71

§3.2. Le territoire et le développement touristique……...p.74
a) Le territoire comme destination……p.75
b) Le territoire comme lieu de séjour……p.75

§3.3. Le paysage en tant que patrimoine est un facteur de développement...p.76
a) Le patrimoine comme ressource territoriale……...……p.77
b) Le paysage comme patrimoine territorial……p.78
c) La vulnérabilité des paysages……...……..p.80

PARTIE II. La mise en perspective dans le contexte kirghize……..p.82

Chapitre 1. Analyse du tourisme dans le contexte kirghize……..p.83

§1. Panorama du tourisme au Kirghizstan……..p.83

§1.1. L'économie du Kirghizstan……p.83

§1.2. Le tourisme actuel au Kirghizstan…….……p.85

§1.3. Les types de tourisme qui existe au Kirghizstan……p.97

a) Le tourisme actif (d'aventure et de montagne)……p.97

b) Le tourisme culturel……p.103
c) Le tourisme d'affaire……..p.107

§2. Les problèmes de l'industrie touristique……..p.109

§2.1. La perception du tourisme par la société kirghize……..p.109

§2.2. La formation dans le tourisme……p.111

§2.3. L'absence de coopération internationale……p.112

§2.4. La faible compétitivité des entreprises locales……...p.113

§2.5. La stabilité du pays et la sécurité des touristes……p.115

§2.6. Le rôle néfaste de la fiscalité……..p.116

§2.7. Des infrastructures insuffisantes par rapport aux normes internationales……..p.116

§2.8. Les problèmes de mauvaise organisation de l'accueil……..p.118

§2.9. Le traitement des déchets et protection de l'environnement……p.120

§2.10. Le tourisme et le changement de mentalité……p.120

Chapitre 2. Les institutions et les acteurs du tourisme au Kirghizstan……..p.124

§1. Caractéristiques du tourisme kirghize sous le régime soviétique ……p.125
§1.1.Le tourisme dans le système socialiste……p.125
§1.2. Les destinations touristiques de l'URSS……p.127
§1.3. L'organisation du tourisme en URSS……p.127

§2. La transition vers l'économie de marché : opportunités et contraintes……p.128

§2.1. Les dynamiques économiques ……p.129
§2.2. Les dynamiques institutionnelles……p.130
§2.3. Les dynamiques politiques……p.131.
§2.4. La transition économique du Kirghizstan……..p.132

§3. Politique touristique depuis l'indépendance……p.136
§3.1. Les défis du tourisme postsoviétique au Kirghizstan……p.136
§3.2. La structuration nationale de l'activité touristique……p.138
§3.3. Les législations acceptées en matière de soutien du tourisme……p.140
§3.4. Le financement de l'activité touristique……p.144
§3.5. De programmes en projets : un passage à l'acte pas toujours facile...p.146
§3.6. La participation des collectivités territoriales ……p.150

§4. Les nouveaux acteurs du tourisme : les organisations non gouvernementales..p.153

§ 4.1 Un soutien économique et social……p.153
§ 4.2. Soutien aux communautés et tourisme rural……p.154

PARTIE III. L'étude du tourisme au lac Issyk-Koul…….p.160

Chapitre 1. L'étude approfondie des effets générés par tourisme à Issyk-Koul…..…p.161

§1. Le tourisme à Issyk-Koul, moteur économique de la région ……..…..p.161

§1.1. L'économie de la région Issyk-Koul…….…..p.163

§1.2. Le transport et l'infrastructure routière……..…….p.168

§1.3. Le tourisme et l'emploi saisonnier……..p.172

§1.4. Caractéristiques de la demande dans le tourisme balnéaire……p.177

§1.5. Offre locale : les établissements d'accueil……..p.182

§1.6. Le schéma de construction des villages VIP……...……p.192

§2. Les conséquences du tourisme sur l'écologie du lac…….……p.195

§2.1. Une réserve de biosphère d'Issyk-Koul……..p.195

§2.2. La dégradation de la nature de la région d'Issyk-Koul……..…p.197

§2.3. La pollution par les eaux usées……..……p.199

a) Les stations d'épuration des stations balnéaires……..p.199

b) Le système d'égouts des villes……..p.201

c) La pollution des eaux par l'agriculture……..p.203

d) La pollution de l'eau par les engins aquatiques……..p.203

§2.4. La pollution par les déchets ménagers…….…….p.205

a) Les décharges spontanées……..…p.206
b) Les plages remplies de déchets après le passage des touristes……p.206
c) Les déchets industriels……...p.208

§2.5. Le problème de l'usage et la répartition du sol…….……p.211

a) La répartition des terres……..…p.211
b) Le problème de la délimitation de zones protégées……...…p.212
c) Un aménagement sans schéma général d'urbanisme…..……..p.213
d) Bétonnage et normes architecturales……...…p.214

§2.6. La perte de la biodiversité : les espèces endémiques en voie de disparition…….……..p.215

§2.7. Les institutions de contrôle d'Issyk-Koul peu efficaces……p.221

a) La faible organisation hiérarchique et l'absence de coopération entre les diverses structures étatiques……..…p.221

b) La législation en vigueur dédiée à la région d'Issyk-Koul…..…p.222

c) La direction générale de la réserve de biosphère d'Issyk-Koul……p.223

§3. Les études sur la contribution du tourisme : l'étude de terrain (été 2013)…...p.225

§3.1. L'analyse de l'évolution du nombre des touristes……..…p.225

§3.2. Le témoignage de l'insertion dans l'activité économique locale : le Flyboard……..……p.230

§3.3. L'étude sur la capacité de charge du lac……..…p.233

a) La capacité de charge : estimation du nombre des touristes…...p.233
b) La pollution de l'air par les voitures……....p.238

Chapitre 2. Perfectionner la compétitivité et durabilité du secteur touristique kirghize……..…….p.243

§1. Propositions d'amélioration de l'activité touristique à Issyk-Koul……..…..p.243

§1.1. Développer le capital social (à l'aide de l'activité associative) dans les entreprises touristiques d'Issyk-Koul……..…p.244

§1.2. Développer un cluster touristique à Tcholpon-Ata : offre touristique diversifiée…….p.245

§1.3. Développer *e-tourisme*……p.247

§1.4. Développer la formation touristique de la population locale……..…p.249

a*) La formation en tourisme de la population locale des régions touristiques……....p.249*
b) La formation des jeunes ……p.250

§1.5. La création d'une plateforme unique de réservation……. p.251

§1.6. Standardisation et classification de l'offre d'hébergement……p.255

§1.7. Développer offre touristique pour les sportifs……....p.256

§1.8. Développer les stations de ski au niveau du pays……...p.257

§2. Propositions d'amélioration institutionnelle……..……p.258

§2.1. Renforcer la législation écologique : mise en place des pénalités (*enforcement*)……..…p.258

a) La loi sur le payement pour la pollution de l'environnement….p.258
b) Les « petites » amendes contre le braconnage……..p.260
c) L'utilisation des ressources hydriques……p.261

§2.2. Les fonctions de la direction générale de la réserve de biosphère et de la Poste écologique à l'entrée d'Issyk-Koul…….p.262

§2.3. L'amélioration du projet de loi sur le tourisme……...p.263

§2.4. Le perfectionnement des institutions ……..p.266

a) Créer les avantages économiques pour contribuer à l'innovation et au développement durable…….p.266
b) L'amélioration de la fiscalité……..p.266

SWAT analyse du tourisme de la région d'Issyk-Koul……...p.271

CONCLUSION…….…….p.273

ANNEXE…….. ……..p.275

Références bibliographique …….p.299

REFERENCES

Ouvrages

ALLEMAND S., 2006, *Le développement durable*, Les Éditions Autrement – Monde d'Aujourd'hui.

ALMAKUCHUKOV K., 2005, *Le tourisme kirghize dans le système de coordonnée moderne*, Bichkek.

AMIROU R. et BACHIMON P., 2000, *Le tourisme local - Une culture de l´exotisme*, Le Harmattan, Paris.

BANQUE MONDIALE, 1998, Dividends and Disappointments: Learning from the Success and Failure of Foreign Aid", *Discussion Draft*, July 24. Cité par Keefer P. et Shirley M.M. (2000).

BENSAHEL L. et DONSIMONI M., 1999, *Le tourisme, facteur de développement local,* Presse Universitaire de Grenoble, Collection Débats, pp. 3-35, p. 112.

BENSAHEL L. et KROPINOVA E., 2005, « Le tourisme et le développement territorial dans la région de Kaliningrad », dans BENSAHEL L. et MARCHAND P., *Les régions de Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques,* Le Harmattan, Paris, pp. 253-269.

BENSAHEL L. et SAMSON I., 1999, « Perspectives et problèmes du développement touristique dans les économies en transition », *Cahiers de l'Espace Europe,* n°15, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2, p. 65.

BOUBA-OLGA O. et ZIMMERMANN J.-B., 2008, « Modèles et mesures de la proximité », in Pecqueur B. et Zimmermann J.-B. (eds.), 2004, *Économies de proximité*, Hermès, Lavoisier, Paris, pp. 77-99.

BOUDAN R, 1999, Le *sens des valeurs*, Paris, PUF, Quadrige, 1999. Cité par lA ROCHEFOUCAULD B., 2002, *L'économie du tourisme*, Bréal Editions, Rosny, p. 219.

CHARREEAUX G., 1998, « Le rôle de la confiance dans le système de gouvernance des entreprises », dans *Économies et Sociétés*, Sciences de Gestion, n°8-9.

CHAVANCE B., 1994, *La fin des systèmes socialistes*, Le Harmattan, Collection "Pays de l'Est", Paris.

CHAVANCE B., 2012, *L'économie institutionnelle*, Edition La Découverte, Paris.

COASE R., 2005, *L'entreprise, le marché et le droit*, éd. d'Organisation, p. 23.

CONSEIL NATIONAL DU TOURISME, 2010, *Le poids économique et social du tourisme,* Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, Prés. BULOT R., Paris.

COOPER C. et HALL C.M., 2011, *Le tourisme aujourd'hui. Une approche internationale,* Trad. BOTTI L. et SERAPHIN H., Institut français du tourisme, Groupe De Boeck, Paris.

CORBIN A., 2001, *L'homme dans le paysage*, Entretien avec LEBRUN J., Les éditions Textuel, Paris, 190 pages.

DEPREZ, L., 2006, *L'économie touristique ou une croissance accessible*, Éditions Publibook, Paris.

DMO (Destination marketing association), 2006, « Le Tourisme Kirghize aujourd'hui », le bulletin trimestriel (11.2006), n°1, Bichkek, Kirghizstan.

DUBOIS A., 2009, *Économie du tourisme,* BTS DUT Tourisme, Éditions CASTEILLA.

DUDACHVILI C., 2004, *Touristicheskie resursy Kyrgyzstana (Les ressources touristiques du Kirghizstan),* Raritet, Bichkek.

DUPREST F., 2005, *Enquête sur le tourisme de masse : l'écologie face au territoire*, Paris, Belin, collection « Mappemonde », p.165

HAYEK F.A., 1976, Trad. Fr. 1981, *Droit, Législation, Liberté*, vol 2, *Le mirage de la justice sociale*, Paris, Presses Universitaires de France.

HILLALI M., 2003, *Le tourisme international vu du sud,* Presse de l'Université de Québec, p. 69.

HONEY M., 1998, *« Ecotourism and Sustainable Development: Who Owns Paradise? »,* Island Press, p. 416.

JEENBAEV J. et AIDARALIEV A., 2001, *Gory Kyrgyzstana (Les montagnes du Kirghizstan),* Académie nationale de la science de la RK, Institut international des montagnes, Bichkek « Technologia », pp. 23-37, pp. 139-149

JYRGALBEKOV T. et LUNKIN U., 1993, *Tourisme au Kirghizstan*, Bichkek, p. 11

KAMCHYBEKOV T. et ZALEPO V. et BEKKULIEVA B., 2004, *Marketing v sfere turisma (Marketing dans la sphère du tourisme),* Université d'État de l'économie et d'entreprenariat de Bichkek, avec soutien de l'USAID, Bichkek.

KNIGHT F.-H., 1921, *Risk, Uncertainty, and Profit,* Houghton Mifflin and Co.

KOYCHUEV T., 2007, *Economie du Kirghizstan dans l'étape critique, (Ekonomika Kyrgyzstana v perelomnom etape-Izbrannye sochinenia),* Tom III, Organisation sociale « Economisty za reformu », Bichkek.

KROPINOVA E., 2003, Thèse « Les aspects organisationnels et économique du développement de la zone Primorskaja : Etude territoriale du système de la récréation de la région de Kaliningrad », thèse soutenue à Grenoble, Université Pierre Mendès France, pp. 70-97.

LA ROCHEFOUCAULD B., 2002, *L'économie du tourisme*, Bréal Editions, Rosny, p. 53-70.

LOZATO-GIOTART J.-P., 2006, *Le chemin vers l'écotourisme – Impacts et enjeux environnementaux du tourisme aujourd'hui*, Paris : Delachaux et Niestlé SA.

MICHAUD J.-L. et BARREY G., 2012, *Acteurs et organisations du tourisme,* Tourisme Compétences & Métiers, Institut Français du tourisme, Édition De Boeck.

MICHAUD J.-L., 1995, *Les institutions du tourisme*, Presses Universitaires de France, Éditions « Que sais-je ? », Paris, Collection encyclopédique, n°3012, pp. 33-35.

NASSER N.W., Thèse soutenue 5 décembre 2011, « Développement local, construction territoriale et tourisme : le Cas du Liban », PACTE-Territoire, Université Pierre Mendès France.

NORTH D.C., 1981, *Structure and Change in Economic History*, New York, Norton.

NORTH D.C., 1990, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge & New York: Cambridge University Press.

NORTH D.C., 1992, *Transaction costs, institutions and economic performance,* Occasional Papers, An International Center for economic growth, Press San Francisco.

NORTH D.C., 2005, *Le processus du développement économique,* Présentation de Claude Ménard, Éditions d'Organisation, Paris.

PABION-MOURIES J., Thèse soutenue 2 novembre 2010, « L'écotourisme au Kirghizstan post-soviétique, entre développement international et volontés locales », EHESS, Anthropologie sociale et ethnologie.

PASQUERO J., 2005, « La responsabilité sociale de l'entreprise comme objet des sciences de gestion : un regard historique », dans Turcotte M.-F., Salmon A. (dir.), *Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise,* Presses de l'Université du Québec, p. 80-111.

PEYPOCH N. et BOTTI L. et SOLONANDRASANA B., 2013, *Economie du tourisme*, Dunod, Paris, p. 104.

PREOBRAJESNKY V., 1975, « Metodicheskie ukazania po harakteristie prirodnyh uslovi rekreatsionnogo rayona » (Les prescriptions méthodiques sur le caractère des conditions naturels de la zone de recréation), *Geograficheskie problemy organisatsii turisma (Les problèmes géographique de l'organisation du tourisme),* Édition 1, Moscou.

PRYTKOVA M, 2002, *Nauchnye osnovy i methody vosstanovlenia ozernyh ekosistem pri raznyh vidah antropogennogo vozdeistvia (Les fondements scientifiques de rétablissement des écosystèmes des lacs dans les divers impacts anthropologiques),* SP, Nauka, p. 148.

PY P., 2007*, Le tourisme, un phénomène économique*, La Documentation française, Paris.

RABOTEUR J., 2000, *Introduction à l'économie du tourisme,* Édition le Harmattan, Paris, p.97.

RADVANYI J., 1990, *L'URSS : Régions et Nations*, Masson, Paris.

REPSHAS E., 1981, *Opredelenie sostoiania n ekologicheskoi emkosti rekreatsionnyh lesov (Défininiton de l'état et de la capacité de charge de forêts de recréation)*, Kaunas, Lituanie, LitNIILH.

ROMANOVA V., 1985, Formirovanie stoka biogennyh istokov (la formation des égouts des sources biogènes), Dissertation en géographie, Minsk.

SAJID M., 2006, Thèse soutenue 2 décembre 2006, « Quels stratégie et mode de gouvernance pour un développement touristique viable et durable ? Le cas de Maroc », Université Pierre Mendès France, UFR Economie, Stratégie, Entreprise, Grenoble 2.

SAMSON I. (Dir.) & *alii*, 1995, *Ouverture, transition et développement en Allemagne de l'Est*, Rapport pour le Commissariat Général au Plan, Grenoble, 2 tomes.

SAMSON I. (Dir.) & *alii*, 1996, *Pôles de croissance et de décision à l'Est, 1994-2015*, Etude réalisée pour le compte de la DATAR, ROSES-Espace Europe, Grenoble.

SAMSON I. (dir.), 2003, *L'économie contemporaine en dix leçons,* Intégral concours, Broché.

SAPIR J., 1996, *Le Chaos russe – Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*, Paris, La découverte, p.329.

SCHÉOU B., 2009, *Du tourisme durable au tourisme équitable, Quelle éthique pour le tourisme de demain ?*, Les métiers du tourisme, Éditions De Boeck Université, Bruxelles.

SCHUMPETER J., 1911, *Théorie de l'évolution économique*, Trad. Fr., Introduction de F. Perroux, Dalloz, 1935.

SCHUMPETER J., 1934 *The Theory of Economic Development*: an inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle, (Mass.) Harvard University Press.

SCHUMPETER J., 1942, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper & Brothers; Trad. Fr., *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Payot, 1951.

SPENCER H., 1863, *First Principles,* London, Williams and Norgate.

SPENCER H., 1880-1897, *The Principles of Sociology,* New York, Appleton, 3 vol. (cite par Gislain).

VELLAS F., 2002, *Économie et politique du tourisme international,* Economica, Paris, p. 190

VELLAS F., 2005, « Les nouveaux défis du tourisme durable dans les pays en développement », dans AMIROU R. et BACHIMON P. et DEWAILLY J.-P. et MALEZIEUX J., *Tourisme et Souci de l'Autre,* Le Harmattan, p.89.

WILLIAMSON O.E., 1985, *The Economic Institutions of Capitalism*, The Free Press, New York. Trad. Fr., *Les Institutions de l'Économie*, InterEditions, 1994, Paris.

WTTC, 2012, Recueil Statistique, Travel & Tourism, *Economic Impact 2012 - Kyrgyzstan,* World Travel & Tourisme Counsil (WTTC), London, www.wttc.org.

WTTC, 2013, Recueil Statistique, Travel & Tourism, *Economic Impact 2013 - Kyrgyzstan,* World Travel & Tourisme Counsil (WTTC), London, www.wttc.org.

WTTC, 2014, Recueil Statistique, Travel & Tourism, *Economic Impact 2014 - Kyrgyzstan,* World Travel & Tourisme Counsil (WTTC), London, www.wttc.org.

Revues, Articles, Working Papers

ACEMOGLU D., 2003, « Causes profondes de la pauvreté. Une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique », *Finances et Développement*, Juin 2003, p.27

ASANKANOV A., 1995, « The Epos Manas and the development of an ethnic is among the

Kyrgyz », dans ASKAROV T. et ASANKANOV A. et OMURBEKOV T. et ABETEKOV A. BEKMUKHAMEDOVA (eds), « Manas Epos and the World's Epic Heritage », Bishkek: Kyrgyz Republic National Academy of Sciences, pp. 8-27.
BACHIMON P. et DERIOZ P. et ARCUSET L., 2007, « Construction politique et communication au service du tourisme : deux logiques distinctes et pas toujours articulées de l'affirmation d'identités locales », Tourismes et territoires, Mâcon.
BACHIMON P., 2005, « La culture, vecteur du développement des territoires touristiques et sportifs », Colloque scientifique organisé par l'UJF, CERMOSEM, Pradel.

BAIRAMKULOVA I., 2014, « Biosphera pod ugrozoi » (*La biosphère sous risque*), 23 février 2014, Bichkek, disponible sur le web http://www.biom.kg/2014/02/biosfera-pod-ugrozoi/

BECATTINI G., 1992, « Le district marshallien : une notion socio-économique », in BENKO G. et LIPIETZ A., *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, coll. Economie en liberté, Paris, pp. 35-56.

BEGIMKULOV E.I., 1999, « The maintenance and development of the common cultural and historical heritage of the peoples of Central Asia », la Commission nationale de la République kirghize pour UNESCO (éd.), *Culture and Religion in Central Asia*, Collection of Materials UNESCO International Forum, Bichkek, pp. 4-71.

BENSAHEL L. et DONSIMONI M., (1999), « Le tourisme et développement régional dans les économies en transition », « Perspectives et problèmes du développement touristique dans les économies en transition », dans *Cahiers de l'Espace Europe, n°15,* p. 63.

BENSAHEL L. et GUEDESHI I., (1999), « Le tourisme peut-il être un moteur de développement en Albanie ? », « Perspectives et problèmes du développement touristique dans les économies en transition », dans *Cahiers de l'Espace Europe, n°15,* p. 17.

BENSAHEL L., 2004, « Aménagement du territoire, externalités, tourisme et sport », Université Pierre Mendès France, support des cours, Master 2 - Spécialité : Stratégie Economiques du Sport et du Tourisme (S.E.S.T.), Grenoble, p. 82.

BENSAHEL L., 2004-2005, « Le séminaire économique du sport et du tourisme » (Partie 2), Université Pierre Mendès France, support des cours, Master 2, Spécialité : Stratégie Economiques du Sport et du Tourisme (S.E.S.T.), pp. 2-17.

BENSAHEL L., 2006, « Autour du concept de développement et tourisme durable. Un point de vue économiste », support des cours, Master Tourisme durable et Dynamiques territoriales, Séminaire méthodologique, 2006-2007, CERMOSEM, Pradel, p. 83.

BERENALIEV Y. et PABION J., 2009, « Le projet de loi « Sur le tourisme » : avantages et inconvénients », Journal *Obshestvennyi reiting*, n°15 (431), 23 avril 2009, Bichkek.

BERENALIEV Y., 2009a, « Rol delovogo turisma v okonomicheskom razvitii » *(Le rôle du tourisme d'affaire dans le développement économique)*, Vestnik KNU im.J. Balasagyna, Série 5, Édition 2, p. 381.

BERENALIEV Y., 2009b, « Sovremennie konseptualnie voprosy organisatsii turisticheskoi deiatelnosti » (*Les questions conceptuelles de l'organisation de l'activité touristique*), Vestnik KNU im J. Balasagyna, Série 2, Édition 1, p.57.

BERENALIEV Y., 2011, « Rol institutov v rasvitii ekonomiki (perehodnogo perioda) » (*Le rôle des institutions dans le développement économique (en période de la transition)),* Vestnik KNU im. J. Balasagyna, Série 7, Édition 2, p. 298.

BERTHES A., 2004, « Processus historiques d'appropriation de la montagne en tant que ressource territoriale : exploration conceptuelle », Colloque la Notion de Ressource Territoriale, le 14 & 15 octobre 2004, CERMOSEM, Pradel.

BESSY C. et FAVEREAU O., 2003, « Institutions et économie des conventions », *Cahiers d'économie politique,* Editions Le Harmattan, 2003/1-n°44, pp. 119-124, disponible également sur le web http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEP&ID_NUMPUBLIE=CEP_044&ID_ARTICLE=CEP_044_0119

BLAMEY R. et BRAITHWAITE V., 1997, « A social values segmentation of the potential ecotourism market », dans *Journal of Sustainable Tourism*, volume 5.

BLANGY S., 2001, « Ecotourisme, tourisme durable et tourisme rural », In Quel concept de développement en espace rural ? In Cahier Espaces n°42 « Tourisme Rural », pp. 60–68.

BOIZEAU P., 2007, « Quelques aspects du tourisme au Kirghizstan », AFKE (Association d'écotourisme franco-kirghize).

BOURDEAU P. et BERTHELOT L., 2008, « Tourisme et décroissance : de la critique à l'utopie ? », Université de Grenoble, UMR PACTE CNRS.

BOYER R., 1995, « La théorie de la régulation dans les années 1990 », Revue Actuel Marx, Théorie de la régulation, théorie des conventions, 1er semestre, pp.22-23.

BOYER R., 2003, « Les institutions dans la théorie de la régulation », CEPREMAP-ENS, CNRS, EHESS, 2003-08, Paris

CAIRE G. et ROULLET-CAIRE M., 2001, « Le tourisme peut-il être un élément de développement durable ? » dans *Les enjeux du développement durable,* Orcades, Potiers, pp. 103-109.

CAIRE G. et ROULLET-CAIRE M., 2003, « Tourisme du Nord et développement durable du Sud : la contribution de l'alter-tourisme », Communication au Forum International tourisme solidaire et développement durable, Marseille, septembre 2003, p. 12.

CERCEAU J. et DONSIMONI M. et LABARONNE D. et MAT N., 2014, « Ecologie industrielle dans les territoires portuaires du Maghreb. Cas de Jorf Lasfar (Maroc) et Bejaïa (Algérie) », publié dans "Villes portuaires au Maghreb : acteurs du développement durable (2013) 213-236", version 1 - 4 April 2014.

CERON J.-P. et DUBOIS G. et RAOUL DUVAL J., 1999, « Théorie et pratique des indicateurs de développement durable. Leçons d'une application au tourisme », ERMES IRD (Institut de recherche pour le développement), CRIDEAU.

CHAPSOUL C., 2000, « Editorial », in Cahier Espaces n°67 « Tourisme Durable », p. 247.

COASE R.H., 1937, « The Nature of the Firm », *Economica*, 1937, vol. 4., et dans WILLIAMSON O.E. & WINTER S. (Ed.), 1991, *The Nature of the firm, Origins, Evolution, and Development*, Oxford University Press, 386-405. Version française in *Revue Française d'Economie*, 1er février 1987, pp. 133-163.

COLLETIS G. et PECQUEUR B., 2005, « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », Revue Economie et Institution, N° 6-7, 1er et 2nd semestres 2005.

COURLET C. & PECQUEUR B., 1992, « Les systèmes industriels localisés en France : un nouveau modèle de développement », dans BENKO G. et LIPIETZ A., 1992, *Les Régions qui gagnent, districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, collection "Economie et liberté", Paris.

COUTURE M., 2002, « L'écotourisme : un concept en constante évolution », *Téoros*, vol. 21, n°3, pp. 5-13.

DAHLMAN C. J., « The Problem of Externality », *The Journal of Law and Economics*, vol. 22, n° 1, avril 1979, p. 148 ; cité par Coase R., *L'entreprise, le marché et le droit*, éd. d'Organisation, 2005, p. 23.

DERIOZ P., « Le paysage, une ressource territoriale emblématique mais ambiguë », Colloque la Notion de Ressource Territoriale, le 14 & 15 octobre 2004, CERMOSEM, Pradel.

DI MEO G., 2001, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », Bordeaux.

DUBOIS G. et CERON J-P., 2000, « A la recherche d'une éthique du tourisme », In Cahier Espaces n°67 « Tourisme durable », p. 10.

DUCRET B., 2000, « L'éthique dans le tourisme. La nécessité d'un engagement politique des États », In Cahier Espaces n°67 « Tourisme durable », p. 48.

DUDASHVILI G., 2003, « Analys osobennostei turisticheskyh resursov i vidov turisma na oz. Issyk-Koul » (*Analyse des particularités des ressources touristiques et des typologies du tourisme à Issyk-Koul*), Bichkek.

DURBIANO C. et RADVANYI J., 1987, « Aspects des systèmes touristiques et récréatifs du littoral soviétique de la mer Noire et de la mer Caspienne. Étude comparative avec le littoral méditerranéen français », Méditerranée, Troisième série, Tome 61. pp. 133-147, disponible également sur le web http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1987_num_61_2_2478

EDISON H., 2003, « Qualité des institutions et résultats économiques. Un lien vraiment étroit ? », *Finances et Développement*, juin 2003, pp. 35-37

ESCADAFAL A., 2004, « Aménagement touristique : quelles ressources territoriales au service de l'attractivité des destinations ? », Colloque la Notion de Ressource Territoriale, le 14 & 15 octobre 2004, CERMOSEM, Pradel.

FERGUENE A. et SAMSON I. (1999), « Stratégie de développement », support des cours, Master 1 EISA, Université Pierre Mendès France, p. 47.
GAGNON C., 2009, « L'écotourisme : un incontournable pour le développement territorial durable ? Entre modèle vertueux et changements de pratiques », XLVI Colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand.

GARNIER E., 2004, « Une contribution à l'approche du territoire et de la ressource territoriale : le cas du marqueur territorial, notamment pour les populations déterritorialisées », Colloque la Notion de Ressource Territoriale, le 14 & 15 octobre 2004, CERMOSEM, Pradel.

GISLAIN J.-J., 2003, « L'émergence de la problématique des institutions en économie », *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy*, 2003/1 n° 44, p. 19-50, disponible également sur le web http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-2003-1-page-19.htm

GRANIER G. et VEYRET Y., 2006, « Développement durable – Quels enjeux géographiques ? », Documentation photographique – la documentation Française, dossier n°8053, p. 64.

GRAVARI-BARBAS M., 2002, « Le patrimoine territorial construction patrimoniale, construction territoriale : vers une gouvernance patrimoniale ? », Université d'Angers, n°18, décembre 2002.

HEDOIN C., 2007, « Le réalisme critique en économie : entre critique du *mainstream* et soutien à l'hétérodoxie », pp. 1-7.

IVASHENKO E., 2014, « Chto slivaiut v Issyk-Koul ? Nachinaetsia reguliarnyi ekologicheski monitoring ozera » *(Qu'est-ce qu'on verse à Issyk-Koul ?La surveillance écologique régulière du lac débute*), Agence international d'information « Fergana », Bichkek.

JAKIPOVA I., 2013, « Spasitelnie 300 metrov dlia Issyk-Kulia » *(300 mètres de secours pour Issyk-Koul),* Centre d'information écologique Ekois, Bichkek, disponible sur le web http://www.ekois.net/wp/?p=8686

JAKYPOVA I., 2012, « Biosphernaia zona Issyk-Koul» (*Réserve de la biosphère Issyk-Koul)*, le bulletin d'information « Ak-Kou » de la direction générale de la réserve de biosphère Issyk-Koul, Bichkek p.5. disponible sur le web http://issykul.kg/index.php?option=com_content&view=article&id=34&Itemid=52

KARTACHOVA N. et SELIVANOVA A., 2013, « Rekreatsionnaya emkost pliajnyh territori i ih blagoustroistvo » (La capacité de charge des plages et leur aménagement), Isvestia, L'académie des sciences de Samara, n°3, p. 641.

KEEFER P. et SHIRLEY M.M., 2000, "Formal versus informal institutions in economic development", MENARD C., (ed.), *Institutions, Contracts and Organizations, Perspectives of New institutional economics*, Edward Elgar, pp. 89-106.

KNACK S. et KEEFER P., 1995, « Institutions and economic performance cross-country tests using alternative institutional measures », *Economics and politics,* volume 7, novembre 1995, Blackwell Publishers.

KOMAROV V., 1981, « Sphera uslug i blagopoluchia naselenia » (Le sphère de service et bien-être de population), Moscou, Znanie, n°7 p. 10.

KOMISSAROV V., 2003, « Problemy turisticheskogo sektora Kyrgyzskoi Respubliki » (*Les problèmes du secteur touristique de la République Kirghize*), Réformes №3 /2003, pp. 18-20.

LALIBERTE M., 2005a, « Le tourisme durable fait des vagues», mise en ligne le 4 novembre 2005.

LALIBERTE M., 2005b, « Le tourisme durable, équitable, solidaire, responsable, social…un brin de compréhension », mise en ligne le 25 mai 2005.

LALIBERTE M., 2007, « Un autre tourisme est-il possible ? », mise en ligne le 12 juillet 2007.

LANDEL P-A., « Invention de patrimoines et construction des territoires », Colloque la Notion de Ressource Territoriale, le 14 & 15 octobre 2004, CERMOSEM, Pradel.

LAVALLÉE E., 2006, « Similarité institutionnelle, qualité des institutions et commerce international », dans *Économie internationale,* 108 (2006), Paris, pp. 27-31.

LE ROY A., « Du tourisme industriel à la service touristique », dans *La relation de service au cœur de l'analyse économique,* (éd.) par Louis REOUD, Grenoble : PUG, p. 87.

LEBRUN A.-M., 2005, « Les expériences recherchées au cœur des attentes des touristes », La lettre de l'OCIM, n°1, septembre-octobre 2005, cité par Direction du Tourisme, Rapport, Paris, 1997.

LEFTWICH A., 2007, "The political approach to institutional formation, Maintenance and change", A literature review essay, Discussion Paper n°14, University of York, York, p.9.

LOUDIYI S. et ANGEON V. et LARDON S., 2009, « Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales ? », ENGREF – POP'TER, Aubière.

MÉNARD C. et SHIRLEY M.M., 2011, "The contribution of Douglass North to the new institutional economics", Cambridge University Press: Cambridge.

MOISSET P., 2000, « Le tourisme durable, un concept opérationnel », In Cahier Espaces n°67 « Tourisme durable », p. 200.

NORTH D.C., 1991, « Institutions », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, n° 1.

ONU et OMT, Code globale d'éthique du tourisme, Résolution de l'Assemblée générale, 21 décembre 2001.

PABION J. (2009), « L'écotourisme au Kirghizstan. Un moteur de changement social ? », in LEMASSON J-P & VIOLIER P., *Destinations et territoires. Tourisme sans limites*, vol.2, Québec, éditions Téoros, Presses universitaires du Québec.

PABION J., 2008, « Les enjeux de l'écotourisme au Kirghizistan : une analyse anthropologique », Journée Rochelaise de Recherche sur le Tourisme, EHESS – LAS, La Rochelle.

PANKRATOVA I., 2009, « Jemchujina na svalke » (*Une perle dans une poubelle*), disponible sur le web http://www.ekois.net/wp/?p=2309

PECQUEUR B. et TERNAUX P., 2006, « La proximité, entre interactions et institutions. Des ressources territoriales aux interactions entre acteurs », Les Cinquièmes Journées de la Proximité, Bordeaux.

PERRET C., 2011, « Capital social et développement territorial », Notes de Recherches, n°11-01, IREGE, Université de Savoie.

PERRET J., 2000, « La diversité des processus de tourisme durable », In Cahier Espaces n°67 « Tourisme Durable », novembre 2000.

PEYRACHE-GADEAU V. et BEDECARRATS A. et VANPEENE S., 2006, « La dimension environnementale de la ressource territoriale : Paysages et vulnérabilité des destinations touristiques de montagne », Bordeaux

PRAUSSELLO F., 2006, « Comment le tourisme peut-il aider au développement », séminaire tenu à l'Université de Canton, 21- 23 février 2006, Working Paper 2006, n. 4, maggio, DISEFIN, Università di Genova.

PRÉVOST B., 2010, « Douglass North : hétérodoxie néo-institutionnelle versus néolibéralisme ? », *Revue de la régulation*, 1er semestre / mis en ligne le 18 juin 2010, disponible sur le web http://regulation.revues.org/7719

RADVANYI J. et THOREZ P., « Le tourisme dans le Caucase », In: Annales de Géographie, 1976, t. 85, n°468. pp. 178-205, disponible sur le web www.persee.fr

RODRIK D. et SUBRAMANIAN A., 2003, « La primauté des institutions (ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire) », *Finances et Développement*, juin 2003, pp. 31-34.

SAMSON I. et TERNAUX P., 2005, « Compétitivités des territoires », support des cours Master 1 EISA, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

SAMSON I., 1992, « Les trois étapes de la transition au marché des économies post-socialistes », dans CHATELUS M. & FONTANEL J., 1992, *Les dix grandes questions économiques d'aujourd'hui et de demain*, L'économie en plus, PUG, Grenoble, pp. 50-72.

SCHMIDT M., 2011, « Central Asia's Blue Pearl: The Issyk-Kul BR in Kyrgyzstan », Austrian Academy of Sciences Press, Vienna.

SEGLARO ABEL SOME, 2003, « Économie des institutions et performances économiques nationales », CAPES, Document de travail, Burkina Faso.

SHIRLEY M.M., 2003, "Institutions and development", The Ronald Coase Institute.

SIISIÄINEN M., 2000, « Two concepts of social Capital: Bourdieu vs. Putnam », Department of social sciences and philosophy, University of Jyväskylä, Dublin, Ireland.

SPECTOR R. A., 2006, « Who governs the Marketplace? the Politics of Bazaars in Kyrgyzstan », Institute for Public Policy, Bichkek, disponible également sur le web http://ipp.kg/en/analysis/341/

TARDIF J., 2003, « Écotourisme et développement durable », diffusé sur VertigO – La revue en sciences de l'environnement sur le web http://www.vertigo.uqam.ca/, Vol 4 No 1

TATARINOV A., 1999, « Le caractéristique du modèle soviétique du tourisme », dans « Perspectives et problèmes du développement touristique dans les économies en transition », *Cahiers de l'Espace Europe, n°15,* p.147.

THOMPSON K., 2004, « Post-colonial Politics and Resurgent Heritage: The Development of Kyrgyzstan's Heritage Tourism Product », The Scottish Hotel School, University of Strathclyde, Current Issues in Tourism, Vol. 7, No. 4&5, p. 8.

THOREZ J., 2008, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale - Transformation post-soviétique et « mondialisation par le bas », Revue Européenne des Migrations Internationales, 2008(24)3, pp. 167-189.

VELLAS F., 2011, « L'impact indirect du tourisme : une analyse économique », Université de Toulouse.

VIVIEN F.-D., 2001, « Le « patrimoine naturel » : jeux et enjeux entre nature et société », Document de travail, Université de Reims, Champagne.

VYSOTSKYI S., 2013, « Problemy upravlenia ekologicheski orientirovannogo zemlepolzovania na biosphernoi territorii » (*Les problèmes de l'utilisation de terrain avec l'orientation écologique dans la réserve de biosphere)*, Karakol, disponible sur le web http://www.ekois.net/wp/?p=2786

WALLISER B., 2003, « Théorie des jeux et institutions », Éditions, Le Harmattan, Cahiers d'économie politique, 2003/1-n°44, disponible sur le web http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEP&ID_NUMPUBLIE=CEP_044&ID_ARTICLE=CEP_044_0165

ZVIAGINTSEV I., 2012, « Kakovo budeushee Issyk-Kulia ? I povlilaet li na nego izmenenie zakonodatelstva ? » (*Quel avenir pour Issyk-Koul ? Et est-ce la modification de loi peut l'influencer* ?), Bichkek, disponible sur le web http://www.polit.kg/print/2/298

Rapports, projets

AIDARBEKOVA C., 2007, « Sustainable management of natural resources in Issyk-Kul Biospheric Territory », Rapport du projet de développement de la Commission Européenne sur la stratégie nationale « L'environnement pour développement durable », Bichkek.

BANQUE MONDIALE, 1996, *De l'économie planifiée à l'économie de marché*, Rapport sur le développement dans le monde, Washington.

COMMISSION EUROPEENE, 2002, *Le patrimoine naturel et culturel au service d'un développement touristique durable*, Direction générale des entreprises, Unité Tourisme, Bruxelles, 2002, p. 15-33.

Compte-rendu officiel, 2013, « L'activité de l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets auprès le gouvernement de la RK pour l'année 2012 », disponible sur le web www.nature.kg

Compte-rendu officiel, 2014, « L'activité de l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets auprès le gouvernement de la RK pour l'année 2013 », disponible sur le web www.nature.kg

Congrès national sur le tourisme, 2008, « La formation dans la sphère de tourisme : état, problèmes et solutions », (Édition des interventions), organisé par Université Kirghize et Turque, l'Ecole de tourisme et d'hôtellerie, 20 mai 2008, Bichkek, Kirghizstan.

Conseil national de développement durable de la RK, 2012, « Natsionalnaia strategia ustoichivogo razvitia Kyrgyzskoi Respubliki na period 2013-2017 gody » (*Stratégie nationale de développement durable de la RK pour la période de 2013-2017),* Bichkek.

Document analytique, 2010, « Sphera turisma v Kyrgyzstane : problemy i puti ih reshenia na zakonadatelnom urovne » (*Le sphère du tourisme au Kirghizstan : problèmes et solutions au niveau législatif*), Bichkek Bizness Club, disponible sur le web www.bdk.kg

Dossier de presse, 2014, Coalition internationale pour un tourisme responsable, 3 juin 2013, Journée Mondiale pour un tourisme responsable.

HAAGE, V., 2002, « Poftehobrazovanie v turisme » (*La formation professionnelle et technique en tourisme)*, Étude sur la ville de Bichkek et la région d'Issyk-Koul, Helvètas, Kirghizstan.

JICA (Agence de coopération internationale japonaise), 2004, Rapport sur les résultats de recherche sociologique pour l'intégration du plan de développement de la zone Issyk-Koul de la RK, en partenariat avec le Bureau d'étude *Ekspert*, Bichkek, pp. 3-40.

KAZAKOV D., 2005, « Document n°13 : Ekotourism v Kyrgyzstane » (*Document n°13 : Écotourisme au Kirghizstan)*, Stratégie pour le développement et la sécurité alimentaire des régions montagneuses d'Asie Centrale, GTZ et Fondation Aga Khan, Douchanbe, Tadjikistan.

L'étude menée par l'Institut Media Policy, sous command de l'Ambassade des États-Unis au Kirghizstan en 2012, « Professia reportera besopasen li v Kyrgyzstane ? » (*Le métier de journaliste est-il sécurisé au Kirghizstan ?)*, Bichkek, p.7.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2014, « *Le tourisme au Kirghizstan 2009-2013* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2013, « *Le tourisme au Kirghizstan 2008-2012* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2012, « *Le tourisme au Kirghizstan 2007-2011* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2010, « *Le tourisme au Kirghizstan 2005-2009* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2008, « *Le tourisme au Kirghizstan 2003-2007* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Le comité statistique national (CSN) de la République Kirghize, 2006, « *Le tourisme au Kirghizstan 2001-2005* », Le recueil statistique, Bichkek, Kirghizstan.

Mémento du tourisme, Édition 2012, Ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme, Pascal Faure (dir.), France.

Mémento du tourisme, Édition 2013, Ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme, Pascal Faure (dir.), France.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), 2012, « Ulutshenie ispolzovania ekonomicheskih instrumentov upravlenia vodnymi resursami v Kyrgyzstane : na primere basseina ozera Issyk-Koul » (*L'amélioration d'utilisation des outils économiques de gestion des ressources de l'eau au Kirghizstan : dans le cas de bassin Issyk-Koul),* Bichkek.

PIPAME (Pôle interministériel de prospective et d'anticipation des mutations économiques), 2011, Prospective du m-tourisme, Édition : MERLE-LAMOOT N., PANNETIER G., Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, France.

PMAC (Programme Montagnard de l'Asie Centrale), 2002, Projet de développement « Otsenka vozdeistvia turisma na ekologicheskie, ekonomicheskie i sotsialnie aspekty jizni mestnogo naselenia » (*L'estimation de l'impact de tourisme aux aspects écologique, économique et social de vie de la population locale*), Bichkek, Kirghizstan.

PNUD (Programme des nations unies pour le développement), 2004, Projet « Ustoichivoe upravlenie endemikami ikhtiofauny basseina ozera Issyk-Koul » (*La gestion durable des poissons endémiques de la faune aquatique du bassin du lac Issyk-Koul*), pour l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets, durée du projet de 2005-2010, Bichkek.

PNUD, 2010, « Kyrgyzstan : otsenka potrebnostei dlia okazania pomoshi v torgovle » *(Kirghizstan : évaluation des besoins pour assistance à la commerce),* UNDP et Ministère des affaires étrangères du Finlande, Bichkek.

Rapport annuel de l'ATKBC, 2005, *« Hospitality Kyrgyzstan »,* Association de tourisme kirghize basé sur les communautés, Bichkek.

Rapport annuel de l'ATKBC, 2006, *« Hospitality Kyrgyzstan »,* Association de tourisme kirghize basé sur les communautés, Bichkek.

Rapport annuel de l'ATKBC, 2007, *« Hospitality Kyrgyzstan »,* Association de tourisme kirghize basé sur les communautés, Bichkek.

Rapport annuel, 2014, « Resultaty issledovanie poverhnostnyh vod : Bassein oz.Issyk-Koul » (*Les résultats d'analyse des eaux superficiels : Bassin du lac Issyk-Koul*), l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets, Département de la surveillance écologique, Date de prise des échantillons 24.06.2014-25.06.2014 sur 16 endroits différents dans lac.

Rapport de Bureau de Service Marketing, 2004, « Rynok ekoturisma v Kyrgyzstane » (*Le marché d'écotourisme au Kirghizstan),* SECO Suisse (Secrétariat d'État à l'économie), Bichkek.

Rapport de Bureau de Service Marketing, 2005, « Rynok turisma v Kyrgyzstane- Rezultaty marketinvogo issledovania » (*Le marché du tourisme au Kirghizstan – Les résultats de recherche marketing),* SECO Suisse (Secrétariat d'État à l'économie), Bichkek, disponible sur le web www.msb.kg

Rapport de Bureau de Service Marketing, 2006, « Rynok turisma v Kyrgyzstane- Rezultaty marketinvogo issledovania » (*Le marché du tourisme au Kirghizstan – Les résultats de recherche marketing),* SECO Suisse (Secrétariat d'État à l'économie), Bichkeke, disponible sur le web www.msb.kg

Rapport de Bureau de Service Marketing, 2007, « Rynok turisma v Kyrgyzstane- Rezultaty marketinvogo issledovania » (*Le marché du tourisme au Kirghizstan – Les résultats de recherche marketing),* SECO Suisse (Secrétariat d'État à l'économie), Bichkek, disponible sur le web www.msb.kg

Rapport de L'Agence d'État du Tourisme de la République Kirghize, 2008, *« Analyse comparative des indicateurs de développement du tourisme du Kirghizstan en 2007* », le Ministère de l'économie de la RK, Bichkek.

Rapport de L'Agence d'État du Tourisme de la République Kirghize, 2007, *« Analyse comparative des indicateurs de développement du tourisme du Kirghizstan en 2006* », le Ministère de l'économie de la RK, Bichkek.

Rapport de L'Agence d'État du Tourisme de la République Kirghize, 2006, *« Analyse comparative des indicateurs de développement du tourisme du Kirghizstan en 2005* », le Ministère de l'économie de la RK, Bichkek.

Rapport de la Commission Européenne de l'économie, 2009, « Obzor rezultativnosti ekologicheskoi deiatelnosti » (*Bilan de l'efficacité de l'activité écologique*), le Comité de la politique écologique, ONU, n°28, Kirghizstan.

Rapport du département du tourisme, 2010, *« Analyse comparative des indicateurs de développement du tourisme du Kirghizstan en 2009* », le Ministère de la culture, de l'information et du tourisme de la RK, Bichkek.

Rapport du mouvement associatif « L'expertise écologique indépendante », 2010, « L'estimation des risques sociales et écologiques en cas de construction de l'autoroute internationale dans le système écologique et économique d'Issyk-Koul » (*Otsenka vozmojnyh sotsialno-ekologicheskih riskov pri stroitelstve transgranichnoi avtomagistrali yf ekologo-ekonomicheskuiu sistemu Issyk-kul*), Bichkek.

Rapport statistique, 2013, « Okrujaiushaia sreda v Kyrgyzskoi Respublike 2008-2012 » (*L'environnement de la République kirghize de 2008-2012*), le Comite statistique national, Bichkek, Kirghizstan, pp. 1-67.

Rapport, 2007, « La commercialisation des produits et des destinations touristiques : en quoi Internet change-t-il la donne ? », Étude réalisée à la demande de la Direction du Tourisme, Ministère du Tourisme, François VICTOR Cabinet Kanopée, France.

Rapport, 2008, « Climate Change and Tourism - Responding to Global Challenges", UNWTO, 6 June 2008, World Tourism Organization and United Nations Environment Programme.

Rapport, 2012, « Rapport national sur l'état de l'environnement de la République Kirghize de 2006-2011 », l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets, avec soutien de PNUE (programme des nations unies pour le développement), Bichkek.

SIAR Research & Consulting, 2012, « Issledovanie turisticheskoi otrasli Kyrgyzskoi Respubliki » (*Etude du secteur touristique de la République kirghize),* sur la demande de Ministère de l'économie de la RK, Bichkek.

USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), 2011, « La stratégie de développement du tourisme 2011 », Programme sur le développement local « La stratégie du tourisme pour le Kirghizstan », rédigé par Sandra Chesrown, pp. 8-50.

Règlement d'État

Conception d'État, 2009a, « Konseptsia perehoda Kyrgyzskoi Respubliki k ustoichivomu razvitiu na periody s 2009 do 2035 goda » (*La conception de la transition de la République kirghize vers le développement durable pour la période de 2009-2035*), l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets, le gouvernement de la RK, Bichkek.

Conception d'État, 2009a, « Konseptsia ustoichivogo razvitia ekologo-ekonomicheskoi sistemy « Issyk-Koul » na period do 2020 goda » (*La conception de développement durable du système écologique et économique « Issyk-Koul » sur période jusqu'à 2020*), d'après le décret du président Bakiev K. du 10 février 2009 sous le n°98, Bichkek.

Dossier de l'Agence d'État sur la protection de l'environnement et des forets, 2011, « Analyse reguliativnogo vozdeistvia » (*L'analyse d'action régulatrice)*, analyse du projet de loi « sur la modification et complément de loi de la RK sur le développement durable de système écologique et économique « Issyk-Koul », directeur adjoint Rustamov A., Bichkek.

Ministère de la culture et du tourisme de la République kirghize, 2012, « La stratégie de développement du tourisme dans la RK pour la période jusqu'à 2015 », Document du département du tourisme, Bichkek.

Programme d'État, 1998, « Le programme d'État sur le développement social et économique de la région Issyk-Koul sur la période de 1999-2009 » (*Programma sotsialno-ekonomicheskogo razvitia Issyk-Kulskoi oblasti na period 1999-2009 gody*), accepté par le gouvernement de la République Kirghize le 7 décembre 1998 sous le numéro 802, Bichkek.

Programme d'État, 2001, Le programme des mesures pour le développement du tourisme dans la République kirghize jusqu'à 2010 et son plan de la réalisation, accepté par le gouvernement de la République Kirghize le 2 février 2001 sous le numéro 33, Bichkek

Programme d'État, 2012, « Razvitie sudebnoi sistemy Kyrgyzskoi Respubliki na 2013-2017 gody » *(Le développement du système judiciaire de la République kirghize pour les années 2013-2017*), accepté le 8 août 2012 avec l'ordre du Président de la RK « O merah po sovershentsvovaniu pravosudia v Kyrgyzskoi Respubike » *(sur les mesures de perfectionnement de la justice dans la RK)* n°147.

Programme d'État, 2013a, « Le programme de développement du tourisme jusqu'à 2017 », Ministère de la culture, de l'information et du tourisme, accepté avec la décision du gouvernement de la RK, Bichkek.

Programme d'État, 2013b, « Le programme de la transition vers le développement durable de la République Kirghize pour la période de 2013-2017 » *(Programma po perehodu Kyrgyzskoi Respubliki k ustoichivomu razvitiu na 2013-2017 gody)*, accepté par le gouvernement de la RK, le 30 avril 2013 n°218, Bichkek.

Projet d'État, 2008, « Gostepriimnyi Kyrgyzstan » *(Le Kirghizstan hospitalier)*, La stratégie marketing de développement soutenable de l'industrie touristique de la République Kirghize jusqu'à 2010, le gouvernement de la République kirghize.

Règlement du Gouvernement de la RK, 2001, *« Le programme des mesures de développement du tourisme au Kirghizstan jusqu'à 2010 »*, Bichkek, Kirghizstan.

Les sites Internet utilisés :

www.agora21.org

www.agora21.org

www.tourisme.gouv.fr/fr/navd/dossiers/taz/dossiers_sectoriels.jsp

www.unesco.org/culture/silkroads/html_fr/activity.shtml

www.voyagespourlaplanete.com

www.comite21.org/docs/economie/axes-de-travail/tourism/charte-lanzarote.pdf

www.cbtakyrgyzstan.kg

www.ekois.kg

www.helvetas.kg

www.isbto.com

www.mddep.gouv.qc.ca

www.nature.kg

www.tourisme-durable.net

www.stat.kg